

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15986 - 7 F -

JEUDI 20 JUIN 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

conseiller
ipal corse
elle
ne affaire
rtre

AFACIO

Le conseil régional de Corse a élu mardi 19 juin son président, le député UPR de l'île de la Giustiniana, Jean-Claude Gaudin. Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite, qui a obtenu 15 sièges sur 21. Jean-Claude Gaudin a été élu président par 15 voix contre 6 à son adversaire, le député PS de l'île de la Giustiniana, Jean-Claude Gaudin. Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite, qui a obtenu 15 sièges sur 21. Jean-Claude Gaudin a été élu président par 15 voix contre 6 à son adversaire, le député PS de l'île de la Giustiniana, Jean-Claude Gaudin.

Le gouvernement israélien est formé après de laborieuses tractations

LE PREMIER MINISTRE israélien sortant, Shimon Peres, a passé le pouvoir, mercredi 19 juin, à son successeur, Benjamin Netanyahu, lors d'une brève cérémonie à la présidence du conseil, à Jérusalem. « Je vous souhaite bon succès pour le bien d'Israël et du peuple juif », a-t-il déclaré. La veille, les seize ministres désignés par le nouveau premier ministre avaient reçu l'investiture de la Knesset lors d'une séance riche en coups de théâtre. David Levy avait commencé par refuser le portefeuille des affaires étrangères si un ministre n'était pas attribué à Ariel Sharon. Il a finalement accepté de faire partie de l'équipe gouvernementale alors que M. Sharon refusait un ministre taillé en dernière minute à sa mesure, celui des infrastructures nationales.

Lire page 2

« Vache folle » : le gouvernement lance un plan d'aide aux éleveurs sinistrés

Les moutons atteints de « tremblante » ne seront plus commercialisés

APRÈS avoir entendu des communications du ministre de l'Agriculture et des secrétaires d'Etat à la santé et à la recherche, le gouvernement a annoncé, mercredi 19 juin, une série de mesures destinées à venir en aide aux éleveurs français de viande bovine. Le dispositif comporte des allègements de charges, des délais de paiement, des reports d'échéances de cotisations sociales et de remboursements d'emprunts pour épargner la trésorerie des exploitants et des autres professions concernées. Paris a demandé à Bruxelles un relèvement des aides communautaires. D'autre part, la viande de moutons atteints de la « tremblante » et élevés en France ne pourra plus être commercialisée.

Deux jours avant l'ouverture du sommet européen de Florence, Jacques Santer, président de la Commission, a déclaré, mercredi, que cette réunion « n'aboutira pas à un accord si la politique de coopération de Londres ne cesse pas ».

Lire pages 6 et 36



Le juge Halphen est privé d'une partie du dossier Tiberi

Le magistrat garde l'affaire des HLM de Paris

DANS LES JOURS qui viennent, le dossier du logement HLM du fils de Jean Tiberi, mis au jour par le juge Halphen, devrait être transmis au parquet de Paris. Le procureur de Crétet, Michel Barreau, estime en effet que l'attribution de cet appartement au fils du maire de Paris, qui était alors président de l'OPAC, ne relève pas de sa compétence territoriale. Dans une ordonnance transmise lundi 17 juin, le juge Halphen, chargé de l'affaire des fausses factures de la région parisienne, avait estimé que le maire de Paris est susceptible d'être mis en examen pour prise illégale d'intérêts et son fils pour recel.

Le procureur de Paris avait déjà examiné ce dossier au mois de mars, à la suite d'une lettre émanant de l'Association de défense des contribuables parisiens (ADCP). Gabriel Bestard avait alors décidé de classer le dossier, estimant que l'intérêt personnel de Jean Tiberi dans cette opération n'était pas établi puisque son fils était le signataire du bail et réglait lui-même ses loyers.

Le Parti socialiste, qui était resté très discret au sujet des logements des fils de MM. Juppé et Tiberi, a décidé de se saisir de l'affaire. « Le garde des sceaux est aujourd'hui au pied du mur, notait-il, mardi 18 juin, dans un communiqué. Va-t-il user de son pouvoir de chef du parquet pour empêcher le juge Halphen de poursuivre son enquête ? » Marie-Pierre de la Goutte, déléguée du PS chargée de la justice, estimait alors qu'« une telle manœuvre discréditerait définitivement M. Toubon ». Pour sa part, Bertrand Delanoë, sénateur et président du groupe socialiste parisien, estimait le même jour que « dans un souci de vérité et de transparence, le juge Halphen doit pouvoir poursuivre ses investigations et franchir les portes jusqu'alors hermétiques de la municipalité parisienne. Toute autre décision apparaîtrait aux yeux des Parisiens comme la manifestation d'une volonté délibérée de privilégier l'intérêt partisan et politicien aux dépens de la justice ».

Lire page 36

Le pape chez le « nouveau Luther »

MAIS qu'est-ce qui vaut à Paderborn, moyenne cité de Rhénanie-Westphalie (100 000 habitants), l'honneur de recevoir le pape, vendredi 21 et samedi 22 juin, avant sa première et historique visite de dimanche à Berlin ? Sans doute Paderborn est-elle le siège de l'un des plus anciens et prestigieux évêchés allemands. Mais la notoriété de cette ville vient plus sûrement d'un homme appelé Eugen Drewermann, ce prêtre et psychothérapeute qui passe pour le « nouveau Luther ». Auteur, à cinquante-six ans, d'une somme théologique d'une soixantaine d'ouvrages - dont vingt-sept déjà traduits et bien vendus en France -, il est à l'origine de la critique la plus radicale du système ecclésial jamais publiée depuis le Réformateur.

Les démêlés de Drewermann avec l'évêque de Paderborn, M. Degenhardt, ont fait les délices des médias allemands. Sur la pression de Rome et après maintes demandes de rétractation, il a été interdit, depuis 1991, d'enseigner et de prêcher. Le pape se rend donc sur le terrain de celui qui, pour les uns, est un rebelle martyr ; pour les autres, un faux prophète et un dangereux hérétique. Héritier à la fois de Kierkegaard et de Sartre, Drewermann fait éclater les vérités dogmatiques et historiques des Églises pour restituer, à l'aide de la psychanalyse, la puissance d'images, de rêves et de symboles contenue dans toutes les confessions. Sa vision primitive et thérapeutique de la religion le rapproche des écologistes. Ses livres se sont arrachés comme des romans de gare, et, si la « Drewermannia » est retombée, le Luther de Paderborn publie toujours à bonne cadence, remplit les amphithéâtres de son séminaire, et chaque samedi soir, relit la Bible à sa manière avec des centaines de fidèles. Cette semaine encore, il écrit dans le *Spiegel* deux pages incendiaires contre une Église qu'il accuse de caricaturer le message du Christ.

Aucune rencontre n'est bien sûr prévue entre Jean Paul II et Eugen Drewermann, mais Paderborn est devenu, pour quelques jours, le fief de la contestation catholique allemande. Près de mille personnes viennent d'écouter M. Gallot, qui se présente comme le compagnon d'exclusion de Drewermann. Une série de conférences y est donnée sur le thème du

« pape comme obstacle » au rapprochement oecuménique. Jeudi, à la veille de l'arrivée de Jean Paul II, Drewermann parlera lui-même de « la foi libérée de la papauté ». Enfin, samedi, un « podium critique » aura lieu à l'initiative d'un collectif qui a réuni, dans toute l'Allemagne, un million et demi de signatures catholiques pour réclamer la fin de l'obligation du célibat pour les prêtres, l'ordination des femmes et une attitude plus souple sur la contraception et l'homosexualité. Ce troisième voyage de Jean Paul II en Allemagne ne sera donc pas de tout repos. Des Verts lui demandent des excuses pour la signature du Concordat avec Hitler en 1933. Des protestants exigent la réhabilitation de Martin Luther. Des associations de libres-penseurs veulent élire dimanche à Berlin une « contre-pape ». Enfin le chancelier Kohl lui-même a promis de se faire l'interprète de « 90 % des catholiques allemands » pour demander au pape une révision de son enseignement sur la contraception !

Henri Tincq

Lire pages 27 à 30

Le film par lequel le scandale arrive

VENU de Grande-Bretagne, où il fait scandale, le film de Danny Boyle, *Trainspotting*, arrive cette semaine en France, après un passage à Cannes où il n'a pas créé l'événement attendu. Le film, trop volontairement rebelle et provocateur, vaut surtout par sa remarquable bande-son. Ceux que les aventures comico-tragiques - et pas toujours ragoutantes - de cette bande de « junkies » rebutezeraient pourraient se tourner vers Al Pacino, maître de New York dans *City Hall*. Le film de Harold Becker est une plongée dans la politique municipale. Nos pages cinéma présentent également une enquête sur l'implantation des multiplexes en France, et le débat qui en découle.

Henri Tincq

Lire pages 27 à 30

Le consensus allemand écorné

« TOUT FAIRE pour éviter un scénario à la française » : telle était la priorité du chancelier Kohl en janvier dernier, quelques semaines après les grandes manifestations contre le plan Juppé à Paris et dans les grandes villes de province. C'était l'époque où, dans un grand élan unanimiste, le chancelier, le patronat et les syndicats adoptaient un « pacte pour l'emploi » (23 janvier 1996) afin d'engager en douceur les réformes nécessaires par l'aggravation de la concurrence mondiale et la dégradation de l'emploi. « Une initiative sans exemple en Europe », proclamait-on à Bonn, où l'on était fier de constater que le modèle allemand était encore capable, en cette fin de XX^e siècle, d'inspirer l'action d'autres pays partenaires de l'Union européenne.

15 juin 1996 : 350 000 personnes défilent dans les rues de Bonn à l'appel de la Fédération des syndicats allemands (DGB). « Non au capitalisme à l'américaine », « oui au travail et à la justice sociale », « Kohl doit partir »... sont certaines des formules les plus fréquemment prononcées lors de cette journée de protestation. Du jamais-vu en Allemagne. Cette

« marche sur Bonn » est la plus grande manifestation à caractère social depuis 1945. Unitaire et centralisée, elle s'inspire directement de la pratique des syndicats français et pourrait marquer une rupture avec les habitudes fédéralistes du pays.

La fin d'une exception allemande... En France comme en Allemagne, les manifestants défilent pour protester contre l'austérité - en partie imposée par Maastricht - et défendre leurs acquis sociaux. Pour les manifestants du 15 juin à Bonn, il s'agit en l'occurrence de réclamer le maintien des indemnités salariales à 100 % du salaire net en cas de maladie, la sauvegarde de la loi contre les licenciements abusifs, le maintien de l'âge de la retraite à 60 ans pour les femmes et à 63 ans pour les hommes.

« Pour la première fois de notre histoire, les classes moyennes défilent dans la rue », remarque Joschka Fischer, le leader des Verts.

Est-ce le début d'un vaste mouvement marquant la fin de la « société du consensus » ? On est en droit de le penser.

Lucas Delattre

Lire la suite page 16

Les Bleus passent l'obstacle



LAURENT BLANC

EURO 96. En inscrivant de la tête le premier but face à la Bulgarie, mardi 18 juin à Newcastle, le défenseur Laurent Blanc a ouvert la voie d'une nette victoire (3-1) qui qualifie l'équipe de France de football pour les quarts de finale du Championnat d'Europe des nations. Les Bleus rencontreront les Pays-Bas, samedi 22 juin à Liverpool.

Lire page 23

| International | 2 | Abonnements | 26 |
|------------------|----|---------------------|----|
| France | 6 | Agenda | 26 |
| Société | 10 | Météorologie | 26 |
| Carnet | 13 | Mots croisés | 26 |
| Horizons | 14 | Culture | 28 |
| Entreprises | 17 | Autoroutes classées | 32 |
| Finances/marchés | 21 | Communication | 34 |
| Aujourd'hui | 23 | Radio-Télévision | 35 |

Croissance record au Japon

Avec 3 % d'augmentation du PIB au 1^{er} trimestre, l'économie japonaise a enregistré son meilleur résultat depuis près d'un quart de siècle.

Scission de Chargeurs

Le groupe Chargeurs se scinde en deux sociétés distinctes, l'une reprenant les activités textiles, l'autre celles de communication.

Xavier Emmanuelli et les mendiants

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire dénonce les mairies des villes qui veulent interdire la mendicité.

Allemagne, 3 DM ; Argentine-Guyane, 8 F ; Australie, 25 A\$; Belgique, 46 F ; Canada, 2,35 \$ CAN ; Chine d'Occident, 800 F CFA ; Danemark, 14 K\$; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 320 Dr ; Irlande, 140 F ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 K\$; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 8 F ; Suède, 80 F CFA ; Suisse, 15 K\$; Suisse, 2,20 F ; Thaïlande, 10 B ; USA (NY), 2 \$; USA (Indiana), 2,50 \$.

M 0147 - 0620 - 7 00 F



صلى الله عليه وسلم

PROCHE-ORIENT Benyamin Nétanyahou a prêté serment comme nouveau premier ministre, mardi 18 juin, au parlement israélien. Mais la constitution de son gouvernement

a donné lieu, pendant toute la journée, à une série de rebondissements et à un spectacle inédit à la Knesset. ● DAVID LÉVY, pressenti comme chef de la diplomatie, a d'abord re-

fusé le maroquin si son « ami » Ariel Sharon ne s'en voyait pas attribuer un. Mais, après des tractations en coulisses, M. Lévy a fini par accepter, tandis qu'un portefeuille taillé sur

mesure, celui des infrastructures nationales, était proposé à M. Sharon, qui l'a refusé. ● LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE, dont le premier ministre n'assume plus la charge, a été attri-

bué au général Itzhak Mordechai, auteur notamment d'un plan de colonisation de la Cisjordanie occupée, que le nouveau gouvernement pourrait faire sien.

Le nouveau gouvernement israélien a reçu l'investiture de la Knesset

A l'issue d'une série de volte-face de dernière minute, Benyamin Nétanyahou a réussi, mardi 18 juin, à réunir seize ministres autour de lui, sans parvenir toutefois à convaincre Ariel Sharon d'entrer dans son équipe

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Eclats de voix, fausses sorties, intrigues de coulisses et coups de théâtre : jamais l'investiture d'un nouveau gouvernement au Parlement n'a fourni un spectacle aussi affligeant que celui auquel le pays a été convié, pendant six heures, mardi 18 juin, en direct de la télévision. « Je suis membre de la Knesset depuis des décennies, a ironisé Shimon Pérès, l'ancien premier ministre. Je n'avais jamais vu pareille confusion un jour comme celui-ci. »

Depuis plusieurs jours déjà, la classe politique s'interrogeait sur la composition de la nouvelle équipe. Depuis vingt jours qu'il était enfermé dans son bureau à marchander le soutien des uns et des autres pour se forger une majorité et former un gouvernement de coalition, nul ne doutait que Benyamin Nétanyahou était parvenu à ses fins.

Première surprise, après avoir prononcé un discours qui, lui, n'en comportait aucune, le premier ministre annonce qu'il détiendra en plus de sa charge les portefeuilles des cultes, du logement et des affaires étrangères. Murmure dans l'hémicycle. « Où sont Sharon et Lévy ? » Absents, les deux rivaux du Likoud. Le premier était donné titulaire du logement, le second, chef de la diplomatie.

Et le nouveau premier ministre,

qui avait accepté de diviser le portefeuille des cultes - deux titulaires pour deux ans chacun, de manière à contenter à la fois le Parti national religieux et les ultra-orthodoxes sépharades du Shass, qui tous deux le réclamaient - décide de conserver provisoirement ce maroquin pour voir s'il n'y aurait pas moyen, par un jeu de chaises musicales compliqué, d'en échanger un morceau contre un autre, de manière à satisfaire Ariel Sharon.

Une heure plus tard, David Lévy, dit « le Marocain magnifique », agit sa chevelure argentée devant les micros. « Nous avons mené ensemble le Likoud à la victoire et la période qui s'annonce sera très difficile pour nous tous. La présence d'Ariel Sharon dans ce gouvernement est pour moi capitale. » Et l'ancien ministre des affaires étrangères d'Itzhak Shamir d'annoncer qu'il n'entend pas redevenir ministre si son « ami Ariel » ne l'est pas.

Une autre heure passe. Silvan Shalom, député du Likoud, qui a rédigé le programme économique du premier ministre, déclare : « Bibi [Nétanyahou] a conduit les négociations pour la formation du gouvernement en amateur. » Tzahi Hanegbi, autre élu de poids, qui sera nommé ministre de la santé, affirme : « Il est impossible de former un gouvernement sans Ariel Sharon. »

M. Pérès, plus combatif comme



chef de l'opposition comme candidat à sa propre succession, se lance dans un discours d'où il ressort que « les Palestiniens ont déjà l'autonomie » (personnelle) et qu'il « ne sert donc à rien de leur proposer encore ». En revanche, rappelle-t-il, « Les engagements internationaux d'un gouvernement d'Israël doivent être honorés par le suivant. »

« Oui, ajoute l'ancien premier ministre, se référant à une image cent fois diffusée dans les spots de campagne du Likoud, j'ai marché la main dans la main avec

Yasser Arafat. Je n'en ai pas honte. Et si vous êtes sérieux lorsque vous dites vouloir continuer le processus de paix, lancez-le à son successeur, vous le ferez aussi. » L'Autorité palestinienne autonome « a pratiquement rempli tous ses engagements à notre égard, y compris dans le domaine de la sécurité. Le gouvernement doit donc à son tour honorer les siens et redéployer l'armée à Hébron. »

Sur son banc, « Bibi » a un petit sourire narquois, mais paraît préoccupé. On vient lui parler à voix basse, on lui passe de petites notes. Pourquoi la prestation de serment des ministres tarde-t-elle ? Une heure d'attente, entrecoupée de discours que personne n'écoute.

Un peu avant 21 h 30, M. Nétanyahou demande une nouvelle pause. On apprend qu'il a rédigé un fax destiné à M. Sharon, qui bonde dans son ranch, à la lisière du Néguev. Puis les députés reviennent dans l'hémicycle. On passe au vote de confiance : 62 voix pour la majorité, 50 pour l'opposition. Certains élus, lassés d'attendre, sont rentrés chez eux suivre les événements sur le petit écran. Le premier ministre prête serment, et les quinze ministres alors nommés lui emboîtent le pas à la tribune.

Ezer Weizman, le chef de l'Etat, commence à s'impatienter. Trad-

tionnellement, une photo officielle réunit l'ensemble du gouvernement autour du président. « Allons-y avec les quinze nommés, demande-t-il. - Non, attendez encore un peu s'il vous plaît », lui répond-on. M. Weizman décide de rentrer chez lui. Une demi-heure plus tard, M. Nétanyahou remonte à la tribune de la Knesset pour annoncer que David Lévy est nommé ministre des affaires étrangères. Tout sourire, celui-ci prête serment.

« ESCROQUERIE POLITIQUE »

« Bibi » lit ensuite un communiqué : « Je souhaite nommer Ariel Sharon, ministre des infrastructures nationales. » Surprise générale : ce portefeuille, qui n'existait pas quelques heures plus tôt, « comprendra », annonce le premier ministre, l'autorité foncière [celle qui « libère » des terres pour la construction de logements en Israël et dans les territoires occupés], la responsabilité du percement des routes de contournement en Judée-Samarie [Cisjordanie occupée], l'infrastructure énergétique, les industries militaires et le réseau ferroviaire. Tolié sur les bancs de l'opposition.

En quelques heures, le nouveau premier ministre a ôté certaines de leurs responsabilités à quatre ministères : ceux de l'énergie, de l'intérieur, de la défense et de la construction pour fabriquer un portefeuille sur mesure à M. Sharon. M. Nétanyahou vient-il d'annoncer une nomination formelle ou s'agit-il simplement d'une proposition à l'adresse d'un homme qui suit les événements sur le petit écran ? Cinq minutes plus tard, un journaliste, qui a réussi à joindre l'intéressé, annonce : « Ariel Sharon refuse : il dit que tout cela est une escroquerie politique. »

Drôle de début pour un règne censé durer quatre ans. M. Nétanyahou a ainsi montré qu'il était loin de tenir solidement les rênes de son propre parti. L'homme qui a tout fait pour donner à l'opinion israélienne l'apparence d'une sûreté sans faille, doublée d'une puissante confiance en lui-même, est-il plus hésitant et équivoque qu'il ne paraissait.

Patrice Claude

« Une vraie relation de paix »

DANS SON DISCOURS d'investiture, mardi 18 juin, devant la Knesset, Benyamin Nétanyahou a évité de citer le nom de Yasser Arafat, et de faire explicitement référence aux accords d'Oslo. « J'en appelle au jourd'hui à nos voisins de l'Autorité palestinienne et je leur dis : sur la base du maintien de notre sécurité, nous sommes prêts à développer avec vous une vraie relation de paix, de bonnes relations de voisinage et de coopération. (...) Le gouvernement israélien négociera avec l'Autorité palestinienne à la condition qu'elle honore tous ses engagements. »



Le nouveau premier ministre a, d'autre part, lancé « un appel à la paix à tous les dirigeants des pays arabes ». « J'en appelle spécialement, a-t-il dit, à nos proches voisins, le président syrien Hafez El Assad, le pré-

sident libanais Elias Hraoui, le roi Fahd d'Arabie saoudite et aux autres dirigeants. (...) Conduisons ensemble des négociations sans préconditions pour une paix véritable qui mènera le Proche-Orient vers une ère de stabilité et de prospérité. »

Évoquant la colonisation des territoires occupés, M. Nétanyahou a promis d'« encourager les implantations pionnières en Eretz Israël (...) dans le Néguev, en Galilée, en Judée-Samarie [Cisjordanie occupée], dans la bande de Gaza et sur le plateau du Golan. » Les colons sont les vrais pionniers de notre temps, a-t-il ajouté, et ils méritent notre soutien et notre appréciation.

« Par-dessus tout, nous garderons et renforcerons le statut unifié de Jérusalem, a répété le premier ministre. La capitale éternelle d'Israël restera à jamais sous notre souveraineté. » Quant à l'armée et aux forces de sécurité, elles « disposeront, a-t-il dit, d'une liberté totale d'action (...) contre les forces du terrorisme. »

Dix-sept ministres

- Premier ministre, ministre du logement et des cultes : Benyamin Nétanyahou (Likoud)
- Ministre des affaires étrangères : David Lévy (Likoud)
- Ministre de l'agriculture et de l'environnement : Rafail Eytan (Tsimet)
- Ministre de l'éducation : Zvouloun Hammer (Parti national religieux)
- Ministre de l'intérieur : Eli Souissa (Shass)
- Ministre du tourisme : Moshé Katzav (Likoud)
- Ministre de la défense : Itzhak Mordechai (Likoud)
- Ministre des finances : Dan Méridor (Likoud)
- Ministre de la sécurité intérieure : Avigdor Kahalani (Troisième Voie)
- Ministre du commerce et de l'industrie : Nathan Chntcharansky (Israël Be Alya)
- Ministre de l'immigration : Youli Edelstein (Israël Be Alya)
- Ministre de la santé : Tzahi Hanegbi (Likoud)
- Ministre de la justice : Yaakov Néman (Likoud)
- Ministre des télécommunications : Limor Livnat (Likoud)
- Ministre des sciences et de la technologie : Beniamin « Beny » Begin (Likoud)
- Ministre des transports et de l'énergie : Yitzhak Lévy (Parti national religieux)
- Ministre du travail et des affaires sociales : Eli Ishai (Shass) - (AFP)

Itzhak Mordechai, le « bon soldat »

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Yoël Marcus, l'un des plus célèbres commentateurs politiques en Israël, aime bien l'ancien général Itzhak Mordechai. « Certes, a-t-il écrit, cette semaine, dans le quotidien Haaretz, son intellect ne débordait pas de ses oreilles, ce n'est pas un Clausewitz, mais ce fut un bon soldat et il n'est pas pire que les autres candidats potentiels à la tête des armées. » En décidant, à l'inverse de nombre de ses prédécesseurs, de dissocier les fonctions de premier ministre de celle de ministre de la défense, Benyamin Nétanyahou n'a sans doute pas fait, de son point de vue, le pire des choix.

Né, en 1944, dans le Kurdistan irakien, immigré en terre promise à l'âge de six ans, l'ancien général, mâchoires carrées, larges épaules et brosse grisonnante, est un homme simple et populaire, qui a surpris tout le monde en arrivant premier lors des « primaires » du Likoud, en mars. Itzhak Mordechai, que ses amis nomment « Itzik », a même dépassé d'un millier de voix l'idole incontestée des foules nationalistes, l'ancien général Ariel Sharon.

Il est vrai que, rejoignant le Li-

koud quelques heures seulement avant la clôture des candidatures internes du parti, « Itzik » n'a pas encore eu le temps de se faire d'ennemis. En tout cas pas au Likoud. Le dernier plan de colonisation de la Cisjordanie occupée dont il est l'auteur, et qui prévoit des enclaves palestiniennes autonomes cernées de colonies juives et transparentes de quatre corridors militaires reliant l'Etat juif proprement dit au fleuve Jourdain - la « frontière de sécurité d'Israël » - pourrait même devenir la politique officielle du nouveau gouvernement.

CHASSEUR DE VOIX

Le nouveau patron des armées est certes plutôt à droite, mais pas du genre idéologue pur et dur. Après l'assassinat d'Itzhak Rabin, contre lequel il avait une dent parce que celui-ci avait refusé, au début de 1995, de le nommer à la tête de l'état-major général, le nouveau ministre de la défense n'avait-il pas négocié, deux mois durant, son éventuelle entrée chez les travaillistes ? Finalement, Shimon Pérès ayant refusé de s'engager à lui donner le poste qu'il convoitait et qu'il occupait aujourd'hui, M. Mordechai est allé voir en face.

Ancien commando lui-même et disposant finalement, à part Ariel Sharon - de réputation plus sulfureuse -, de très peu de ces héros militaires dont raffolent

les électeurs israéliens, « Bibi » Nétanyahou l'a accueilli bras grands ouverts. Choix très judicieux.

Traité, dans les réunions publiques, avec enthousiasme, ce « héros » décoré, seul et unique général à avoir commandé successivement les trois grandes régions militaires, le Sud qui comprend Gaza, la région Centre ciblée sur la Cisjordanie et le Nord qui inclut le Liban sud occupé, s'est révélé un excellent chasseur de voix. Comme ses fidèles, le nouveau ministre a aussi ses héros favoris : « Ariel Sharon (architecte de la désastreuse guerre du Liban en 1982), parce que c'est un grand stratège, et Rafail Eytan (chef d'un petit parti d'extrême droite et nouveau ministre de l'agriculture), parce que c'est le meilleur combattant que j'aie jamais connu. »

L'actuel patron de l'état-major, le général Amnon Shahak, déteste « Itzik ». Après avoir pris la place convoitée par M. Mordechai, ce général avait aussi refusé de le recommander comme chef d'état-major adjoint. Les chefs militaires armés ne pouvant être renvoyés avant la fin naturelle de leur mission - quatre ans, sauf faute grave -, les observateurs israéliens se demandent avec délice ce que les relations entre les deux hommes vont bien pouvoir donner au quotidien.

P. C.

L'obsession sécuritaire du premier ministre

AUTEUR, en 1986, d'un essai intitulé *Terrorisme, comment l'Ouest peut gagner*, Benyamin Nétanyahou a publié, en octobre 1995, un deuxième ouvrage consacré à ce même sujet, *Combattre le terrorisme*, dont la traduction française vient d'être publiée. Dans ce livre qui évoque, pêle-mêle, l'attentat d'Oklaoma City, les agissements de la secte japonaise Aum ou les Brigades rouges italiennes, le nouveau premier ministre israélien décrit longuement « la montée du terrorisme islamique » des années 90.

Pour M. Nétanyahou, la bande de Gaza, où l'Autorité palestinienne s'est installée en 1994, en est le symbole. Sa vision, confinée à la caricature, subit douloureusement l'épreuve des faits lorsqu'il écrit qu'« Arafat refusa de réunir le Conseil national palestinien pour annuler la Charte de l'OLP (...) jusqu'à ce que le gouvernement israélien cesse de lui réitérer sa demande », alors que le CNP devait supprimer, dès le 24 avril, les articles qui faisaient référence à l'élimination du sionisme de la Palestine.

Il en va de même lorsque le chef du Likoud écrit qu'à Gaza, « les terroristes n'ont en fait rien à craindre. Ils peuvent établir des plans, armer leurs tueurs, les envoyer en Israël et recueillir ceux qui reviennent, sans

crainte des représailles israéliennes ». Pourtant, les services de sécurité israéliens eux-mêmes ont admis l'efficacité de la répression opérée par l'Autorité palestinienne à l'encontre du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) après les attentats-suicides meurtriers perpétrés, en février et en mars, en Israël.

L'obsession sécuritaire de M. Nétanyahou transparaît aussi lorsqu'il estime que « de même que les zones de libre-échange stimulent le commerce, la création d'une « zone de libre-terrorisme » [à Gaza] ne peut qu'encourager cette pratique. » Du coup, sa vision d'un éventuel Etat palestinien est littéralement apocalyptique. « Cet Etat OLP-Hamas menacerait tôt ou tard de renverser le régime hachémite pro-occidental de Jordanie [et] de dégénérer en un nouvel avatar de l'Etat terroriste de l'OLP au Liban. »

M. Nétanyahou pense qu'il est « encore possible de corriger les erreurs commises » par les gouvernements travaillistes, à condition que les Palestiniens se contentent d'une « autonomie locale », et qu'Israël reprenne « le contrôle de sa propre sécurité ». Le programme de gouvernement exposé, mardi 18 juin, à la Knesset, est fidèle à ces principes. Encore faudra-t-il les confronter, eux aussi, à l'épreuve des faits.

★ Paix et sécurité, pour en finir avec le terrorisme, L'Archipel, 1996, 184 pages, 110 F.

L'économie japonaise a affiché une croissance record au premier trimestre

La consommation progresse mais l'investissement plafonne

Dépassant toutes les espérances, l'économie japonaise a enregistré une croissance de 3 % au cours du premier trimestre de 1996, soit le meilleur résultat enregistré depuis près d'un quart de siècle. Venant après trois années de stagnation, ces bons résultats masquent toutefois certaines faiblesses structurelles de l'industrie japonaise, victime entre autres d'une course à la délocalisation qui ne se dément pas.

leur résultat enregistré depuis près d'un quart de siècle. Venant après trois années de stagnation, ces bons résultats masquent toutefois certaines faiblesses structurelles de l'industrie japonaise, victime entre autres d'une course à la délocalisation qui ne se dément pas.

néreuses ne sauraient masquer la mauvaise santé de nombreux indicateurs économiques. La tendance à la délocalisation se poursuit puisque pour l'ensemble des entreprises industrielles japonaises le ratio de la production délocalisée atteint aujourd'hui 8,9 %. L'investissement des entreprises augmente à l'étranger mais reste faible au Japon. La situation de l'emploi est critique : le chômage est à son plus haut niveau (il touche 3,4 % de la population active) et si l'embauche des jeunes diplômés semble avoir légèrement repris depuis l'an dernier, le chômage de longue durée est en augmentation. Le niveau des stocks demeure trop élevé aussi bien dans l'industrie que dans la distribution. De plus, les effectifs et surcapacités sont toujours à l'ordre du jour. Enfin la situation est particulièrement difficile pour les PME-PMI car les problèmes financiers des banques et l'effondrement des prix de l'immobilier ont rendu le crédit plus rare.

Brice Pedroletti

Les exécutions capitales se multiplient en Chine

L'application de la peine de mort s'étend à des crimes de plus en plus anodins

PÉKIN

de notre correspondant
La campagne de répression de la criminalité en Chine semble atteindre, voire dépasser, le record en peines capitales mises à exécution, établi en 1983. Ainsi, la presse locale vient-elle d'annoncer l'exécution de vingt-cinq personnes, mardi 18 juin, dans la seule province de Guangdong, située dans le sud du pays.

En un jour, à la mi-juin, les journaux de province parvenus au bureau de l'AFP à Pékin ne recensent pas moins de cent neuf peines capitales à travers tout le pays, la quasi-totalité suivies d'exécutions. Et Amnesty International a relevé 650 peines de mort annoncées en un mois et demi après que le régime eut donné, en avril, consigne d'intensifier le mouvement dit « *Frapper fort* ».

En outre, les crimes imputés aux suppliciés, note-t-on, ont tendance à être de moins en moins graves, et sont désormais loin de se cantonner aux crimes de sang ou d'atteinte à la dignité humaine. Si sept trafiquants de femmes ont fait partie d'une « charrette », au début de juin, dans la province de l'Anhui, située au centre du pays, huit voleurs de bétail ont subi le même sort au même moment dans le Heilongjiang, au nord-est de la Chine.

Les annonces officielles fournissent de sordides précisions sur l'état de la société chinoise : on apprend ainsi que le « rapport » d'une demoiselle à marier dans la traite des femmes en question était d'une moyenne de 2 000 yuans (1 300 francs) sur 119 personnes ainsi vendues. Des voleurs de bétail, eux, s'étaient mis 300 000 francs en poche dans le trafic qui porte sur plusieurs centaines de bêtes.

Non sans candeur, le président de la Haute Cour de Pékin a fait l'apologie de cette sévérité accrue à l'encontre des criminels de droit commun, en indiquant que la gravité du forfait s'accroît avec la récidive. Celle-ci ne semble pas freinée par l'alourdissement des peines. Plus de 20 % des criminels condamnés récemment dans la province du Guangdong étaient d'anciens prisonniers. Selon Amnesty, 3 612 peines de mort ont été prononcées en 1995, et 2 535 mises

à exécution, au lieu de 2 783 et 2 050 respectivement l'année précédente. En 1983, on avait recensé environ 3 000 exécutions annoncées, et l'organisation humanitaire estime que le chiffre réel a pu atteindre 10 000.

Cette campagne répond à une distorsion croissante du tissu social, selon la justice

Le cortège des groupes de condamnés, montré quotidiennement à la télévision, jusqu'à la minute qui précède leur mise à mort, ne choque pas franchement la population. S'il n'effraie pas la population criminelle, il rassure dans une certaine mesure les petites gens qui n'avaient pas été accoutumés, dans le passé, à vivre avec la violence à mobile crapuleux. Des avocats n'en ont pas moins appelé timidement le régime, dans un journal officiel, le *Quotidien des lois*, à respecter les procédures d'application de la peine de mort, traitées de manière manifestement expéditive par la justice.

Le régime n'a toujours pas donné d'indication sur les motivations politiques qu'on soupçonne derrière cette énième campagne de nettoyage social. La démonstration que la justice est en train d'apporter au discours des autorisés est en effet celle d'une distorsion croissante du tissu social, qu'il n'est pas facile à certains d'attribuer à l'enthousiasme avec lequel les Chinois ont suivi le conseil de Deng Xiaoping les exhortant à s'enrichir.

Tout ceci n'a pas empêché le ministre de la Justice, Xiao Yang, d'affirmer, sans ironie, que la Chine se rapproche de l'état de droit en l'an 2000, grâce, notamment, à un « plan quinquennal de popularisation du droit en zones rurales » dont il a annoncé la mise en œuvre.

Francis Deron

La reprise nipponne provoque une rechute du dollar

L'ANNONCE surprise, mardi 18 juin, d'une très forte hausse de la croissance du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre au Japon (+12,7 % en rythme annuel) a généré de fortes secousses sur le marché des devises. Le dollar s'est vivement replié face à la monnaie japonaise, tombant de 109,05 à 107,60 yens. Il a cédé, par contrecoup, du terrain face au deutschemark (de 1,5220 à 1,5100 mark) et face au franc français (de 5,1660 à 5,1300 francs). Mercredi 19 juin dans la matinée, le dollar restait faible, cotant 108,10 yens, 1,5140 mark et 5,1420 francs.

Les opérateurs considèrent que le rebond très vigoureux de l'activité au Japon aura des répercussions monétaires importantes. Les déclarations de Yasuo Matsuishi, gouverneur de la Banque du Japon, ne les ont, à cet égard, pas entièrement rassurés. Il a affirmé mardi, lors d'une conférence de presse, qu'il ne fallait pas envisager dans l'immédiat un changement de cap monétaire.

De fait, la Banque du Japon se retrouve aujourd'hui dans une situation très inconfortable. Tant la reprise économique que la forte croissance de la masse monétaire (l'agrégat de monnaie M1 a progressé de 15,6 % au mois de mai) plaident pour un durcissement de l'attitude de l'institut d'émission. Le taux d'escompte nippon s'établit au niveau histo-

riquement bas de 0,5 % depuis le mois de septembre, inondant le système financier japonais de liquidités. Les autorités nipponnes doivent aujourd'hui gérer les dangers liés à la politique de « reflation » - d'expansion monétaire et budgétaire, en particulier - qu'elles ont menée pour sortir le pays de la crise économique.

Parallèlement, la Banque du Japon, qui n'est pas totalement indépendante du pouvoir politique, est soumise à une forte pression de la part du gouvernement, fermement opposé à une hausse du taux d'escompte. Il ne veut pas compromettre l'assainissement du système bancaire, toujours en proie à de grandes difficultés après les investissements hasardeux effectués à la fin des années 80 dans l'immobilier.

ORDRES DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement nippon cherche aussi à empêcher une nouvelle envolée du yen face au dollar, qui mettrait en péril les exportations des entreprises japonaises. Au mois d'avril 1995, le billet vert était tombé à un plus bas niveau historique de 79,75 yens. Il s'est, depuis cette date, apprécié de 35 % face au yen, soutenu par les interventions massives de la Banque du Japon sur le marché des changes. Un relèvement du taux d'es-

compte, qui rendrait le yen plus rémunérateur et plus attractif, pourrait mettre un terme à ce mouvement.

La Banque du Japon obéira-t-elle aux ordres du gouvernement et opérera-t-elle pour le statu quo monétaire ou choisira-t-elle, au contraire, de resserrer sa politique pour prévenir l'apparition de tensions sur les prix ? Les experts notent que, quelle que soit la solution retenue, les marchés financiers japonais risquent de connaître des moments difficiles. Une hausse des taux d'intérêt à court terme pourrait se propager aux échéances à long terme. À l'inverse, l'immobilisme monétaire aviverait les craintes inflationnistes et susciterait la défiance des investisseurs. Selon les économistes de la banque américaine Salomon Brothers, le taux des emprunts d'Etat à dix ans remonterait à 3,9 % au cours des prochains mois, contre 3,2 % actuellement. Mercredi 19 juin, le contrat à terme sur les obligations japonaises a perdu un demi-point. Les analystes craignent que la remontée des rendements n'affecte, à terme, la santé de la Bourse de Tokyo, qui s'est appréciée de plus de 50 % depuis un an. Ils redoutent également que ces remous s'étendent à l'ensemble des places financières internationales.

Pierre-Antoine Delhommais

La France invite le G 7 à améliorer l'aide au développement

PRÉCHER d'exemple en exhortant les pays les plus industrialisés à ne pas réduire davantage l'aide au tiers-monde, à rendre cette aide plus efficace, grâce à une meilleure concertation. Ce thème de réflexion doit dominer les travaux du Comité interministériel de l'aide au développement (CIAD), qui se réunira, jeudi 20 juin, à Matignon, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur, en février, de la réforme voulue par Alain Juppé dans ce domaine important de l'action extérieure de la France - 33 des 48 pays classés parmi les « moins avancés » sont situés en Afrique, où la France conserve une grande influence.

Préside par le premier ministre, cette réunion a lieu une semaine avant le sommet du G 7, du 27 au 29 juin, à Lyon. Les six ministres ou

secrétaires d'Etat (affaires étrangères, économie et finances, coopération, budget, commerce extérieur et aide humanitaire) qui y participent, en présence d'un représentant de l'Élysée, auront ainsi l'occasion de peaufiner les arguments du gouvernement français. Jacques Chirac ayant annoncé, depuis un an, que la réunion de Lyon serait en grande partie consacrée aux problèmes de l'aide au développement et que la France y plaiderait résolument la cause des pays les plus pauvres.

A Matignon comme à Lyon, la discussion sera on ne peut plus d'actualité après la publication, lundi, du dernier rapport de l'OCDE montrant que la diminution de l'aide publique des pays riches s'est brusquement accentuée en 1995 pour

tomber à son plus bas niveau depuis vingt-cinq ans (*Le Monde* du 19 juin). On souligne à Matignon que, parmi les pays du G 7, la France, malgré un « assouplissement », maintient la contribution la plus élevée au regard de son produit national brut et que les États-Unis sont très nettement en position de « lanterne rouge ».

TENDANCE AU DÉSENGAGEMENT

Les dirigeants français vont appeler leurs partenaires du G 7 à résister à la forte tendance au « désengagement » qui se manifeste dans les pays développés. Après de ceux qui pensent que les investissements privés doivent se substituer à l'aide des États, ils vont faire valoir que cette aide reste nécessaire dans les pays ou les secteurs qui n'attirent

pas les capitaux privés. De même vont-ils affirmer que l'aide bilatérale, d'Etat à Etat, ne doit pas se faire au détriment de l'aide multilatérale et qu'il convient de fournir des ressources suffisantes aux organisations internationales, celles qui dépendent des institutions dites de Bretton Woods (Fonds monétaire international, Banque mondiale), de l'Union européenne ou des Nations unies.

Toutefois, on est conscient à Paris que de gros efforts doivent être déployés pour rendre l'aide plus efficace, car les gouvernements des pays industrialisés ont plus que jamais l'obligation d'« optimiser » l'utilisation des fonds dont ils disposent, en période de restriction des dépenses budgétaires. L'aide doit être mieux « ciblée », les besoins et les priorités mieux définis, au niveau international comme sur le plan national. C'est pourquoi les ministres réunis au sein du CIAD vont former, jeudi, un groupe de travail chargé d'« évaluer l'efficacité » de l'aide publique française, préoccupation qui était au centre de la réforme lancée, au début de l'année, par M. Juppé.

A propos de l'ONU et de ses diverses agences spécialisées, souvent accusées de gaspillage - notamment par Washington et par Londres -, Paris indique qu'une amélioration de la gestion s'impose et souhaite la création d'un poste de secrétaire général adjoint tout particulièrement affecté à l'aide au développement. Boutros Boutros-Ghali a été invité à Lyon, ainsi que le directeur général du FMI et le président de la Banque mondiale.

Francis Cornu

L'Afrique est le continent qui compte le plus de réfugiés

L'AFRIQUE est le continent qui compte le plus grand nombre de réfugiés, avec 6,7 millions de personnes répertoriées en 1995. C'est ce qu'a rappelé, mardi 18 juin, le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR).

Celui-ci s'est occupé, l'an dernier, de 3 millions de rapatriés et de 1,9 million de personnes déplacées dans leur propre pays. Au total, il avait ainsi sous sa responsabilité 11,8 millions d'Africains au lieu de 7,4 millions, un an plus tôt.

Le haut-commissaire, M^{re} Sakiko Ogata, a rappelé, dans un communiqué publié à Genève à l'occasion de la Journée du réfugié africain, qu'une convention

invitant les pays de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) « à la générosité envers les demandeurs d'asile » était entrée en vigueur le 20 juin 1974, et qu'elle s'applique aux personnes qui fuient leur pays « par crainte fondée de persécution » ou « à la suite d'une agression, d'une domination étrangère ou d'événements troublant l'ordre public ».

« ÉVÉNEMENT TRISTE »

Le HCR rappelle par ailleurs le succès du rapatriement de 1,7 million de Mozambicains et se réjouit des récents retours de réfugiés au Togo, au Mali, en Érythrée, en Éthiopie et en Somalie. Il envisage également de rapa-

trier, dans les deux prochaines années, 300 000 réfugiés en Angola.

Mais cette journée du réfugié africain est aussi un « événement triste », selon M^{re} Ogata. Elle déplore « la récente odyssee des passagers libériens sur des embarcations de fortune, ces demandeurs d'asile affamés, meurtris, refoulés de port en port ».

Le haut-commissaire s'inquiète aussi de l'impatience manifestée par les pays d'accueil et les pays donateurs à propos de « la présence prolongée de 1,7 million de réfugiés rwandais » au Zaïre, en Tanzanie, au Burundi et en Ouganda, « des régions à l'économie et à l'écologie fragiles ». - (AFP)

MORABITO
PARIS



nouvelle adresse
à partir du 24 juin

55, rue François 1^{er} 75008 Paris
Tél. : (01) 53 23 90 40

Le président Eltsine présente Alexandre Lebed comme son dauphin

Le général, à peine nommé à la tête du Conseil de sécurité russe, affirme avoir déjoué une « tentative de coup d'Etat » de militaires restés fidèles à l'ancien ministre de la défense, Pavel Gratchev, limogé lundi 17 juin

A peine nommé dans ses nouvelles fonctions de dirigeant de l'influent Conseil de sécurité russe, le général Alexandre Lebed a indiqué, mardi 18 juin, qu'il n'hésiterait pas à employer la manière forte pour rétablir

l'ordre. Concernant ses nouvelles fonctions, M. Lebed, très courtois en raison des 15 % de voix qu'il a obtenus au premier tour de l'élection présidentielle du 16 juin, a promis une « thérapie de choc » dans la réorganisa-

tion du Conseil de sécurité, un organisme au fonctionnement opaque, à l'origine des décisions stratégiques, de la guerre en Tchétchénie à la position de Moscou face à l'élargissement de l'OTAN. L'ancien

commandant de la 14^e armée soviétique en Transnistrie, a affirmé, mardi, qu'il aurait autorisé sur tous les « ministères de force » (intérieur, défense, ex-KGB), ainsi qu'un « droit de regard » sur les affaires « straté-

giques » du pays. En faisant ces concessions au général Lebed, Boris Eltsine espère séduire une partie de l'électorat, tenté de voter pour son adversaire communiste au second tour de l'élection présidentielle.

MOSCOU
de notre correspondant
Debout, côte à côte, devant les caméras dans les salons dorés du Kremlin, Boris Eltsine et Alexandre Lebed ont joué ensemble, mardi 18 juin, le premier acte de la tactique mise au point pour permettre au président sortant de gagner le second tour de l'élection présidentielle. Cette tactique consiste à présenter l'ex-général « rebelle », non seulement comme un nouveau « super-ministre » de la sécurité qui va enfin balayer les écuries d'Augias, mais comme le dauphin en titre du Président.

Il s'agit d'attirer les électeurs potentiels de Boris Eltsine mais qui sont effrayés par son âge (65 ans), ses ennemis de santé et son tempérament cyclique, alternant périodes d'abattement et d'activité débordante. Ces faiblesses ont été un thème porteur de la campagne de son rival communiste, Guennadi Ziouganov, qui pourrait toujours réunir plus de voix que le président sortant si la participation au second tour ne dépassait pas les 60 %. Boris Eltsine a ainsi pris soin de laisser entendre, mardi au Kremlin, qu'il pensait bien à Alexandre Lebed lorsqu'il avait annoncé, à la veille du premier tour, connaître un « bon candidat » pour l'élection présidentielle de l'an 2000.

Rien n'exclut a priori que cette tactique électorale soit un choix stratégique réel du président, ou du moins d'une partie de ses conseillers. Un peu comme l'accord de paix en Tchétchénie, lequel, par contre, est resté pour l'instant lettre morte. Alexandre Lebed aurait été dans ce cas choisi, sans doute en avril dernier, comme étant l'homme le mieux à même de mettre en œuvre un régime « musclé » encadrant une économie libérale. Ce qui représente le rêve inaccessible de la plupart des « démocrates » russes depuis au moins cinq ans.

L'ex-général n'a en tout cas pas perdu de temps, mardi, pour se présenter sous cette image. Lors d'une conférence de presse convoquée au « Président-Hôtel », siège de l'état-major de campagne de Boris Eltsine, il a annoncé qu'il va soumettre le Conseil de sécurité, dont il a été nommé secrétaire, à une « thérapie de choc » : « Jeudi, je serai pré-



senter à ses membres et je commencerai par mettre toute l'équipe dehors », a-t-il dit. Il a affirmé que Boris Eltsine s'appropriait à signer un décret lui donnant un droit de regard sur la nomination de tous les membres de ce Conseil, qui vont des « ministères de force » (défense, intérieur, FSB, etc.) à ceux de l'économie ou des situa-

tions d'urgence. Il a annoncé qu'il allait s'occuper de toutes les questions stratégiques pour l'avenir du pays : privatisations, lutte contre la corruption, retour des capitaux enfusés et réforme de l'armée. Pour démontrer qu'il ne s'agit plus de simples paroles, il a raconté comment il venait d'étou-

fer dans l'œuf une sorte de « troisième tentative de coup d'Etat » : le général Pavel Gratchev, démis de ses fonctions de ministre de la défense, aurait rassemblé dans un bureau de son ministère, mardi « entre 9 et 10 heures », cinq des généraux qui lui sont les plus proches (qu'il a nommés), son porte-parole hélié Agapova et le ministre de la défense géorgien, Variko Nadebaïdze. « Ils ont soulevé une vague qui a déferlé dans tous les états-majors de la région militaire de Moscou [qui s'étend jusqu'à l'Oural] et chez les parachutistes », le corps d'origine de Pavel Gratchev, a dit M. Lebed. Pressé de questions, Alexandre Lebed a dit que ces officiers voulaient « faire pression sur le président en mettant les troupes en alerte ». Ce qu'Alexandre Lebed n'a pas permis, en « ordonnant au centre de commandement de l'état-major qu'on ne transmette pas les ordres que donnerait Pavel Gratchev aux troupes ».

Une « source informée » au ministère de la défense expliquait ensuite à l'agence Interfax que le général Gratchev allait « sans doute prendre quelques mois de vacances ou être nommé représentant à l'OTAN ». Les premiers commentateurs russes doutaient

« Gratchev aurait dû être pendu sur la place Rouge »

GROZNY
de notre envoyé spécial
Alexei, l'un des soldats russes crasseux qui gardent un pont stratégique au centre de la capitale tchétchène en ruines, n'a pas l'ombre d'un doute : « Ça fait longtemps que Gratchev aurait dû être pendu sur la place Rouge. Si tant de soldats ont été tués ici, c'est de sa faute. Si des soldats sont morts de faim, c'est aussi de sa faute. » Avec ses camarades, qui acquiescent, Alexei vit enterré dans des tranchées boueuses en hiver, poussiéreuses en été. Certains n'ont rien d'autre à se mettre aux pieds que de vieilles chaussures de sport. Comme, semble-t-il, la majorité des soldats russes déployés en Tchétchénie, Alexei a accueilli avec satisfaction, mais sans effusion de joie et sans illusions, le départ du ministre russe de la défense Pavel Gratchev et l'arrivée au Kremlin du général Alexandre Lebed. « C'est pas trop tôt », lâchent les uns. « Trop tard », grondent d'autres. Alexei se souvient de la prise de Grozny en janvier 1995. « Ils nous

donnaient une boîte de conserve et une bouteille de vodka pour vingt-quatre heures », rage-t-il. « Imaginez l'hiver dans la Caucase, des soldats vendaient leur fusil pour une bonne paire de chaussures », raconte-t-il. « Voilà le travail de Gratchev », dit un soldat en montrant les carcasses d'immeubles, criblés de balles, d'éclats d'obus éparpillés, incendiés. L'ex-ministre russe de la défense avait promis de « prendre Grozny en quelques heures avec un bataillon de parachutistes ». Mais, « avec lui, aucune opération n'était correctement préparée », estiment beaucoup de soldats. Seuls les engagés dans les troupes aéroportées défendent Pavel Gratchev, lui-même parachutiste. « C'était un mec. Son départ n'arrangera rien », dit Andreï. « Même s'il ne disait rien, Gratchev agissait : il savait qu'on ne pouvait résoudre le problème tchétchène de façon pacifique », ajoute le parachutiste. « Il semble qu'Eltsine revienne tout à coup à la raison. Il retrouve ses sens, mais trop tard », ironise un fantassin de Sibérie ap-

puvé sur un blindé. Un de ses camarades espère qu'avec la promotion du général Lebed, « l'armée va partir d'ici, car, dit-il, il faut détruire tous les combattants [indépendantistes] ou partir. Il n'y a pas de troisième solution ». Cependant, beaucoup de soldats ne se font pas d'illusions. « Lebed ne pourra rien faire dans notre système politique. Il est très difficile de faire quelque chose », dit un soldat. « S'il réussit à rester au Kremlin, Eltsine va garder tout le pouvoir pour lui. Lebed sera impuissant », estime un autre. Au gouvernement tchétchène, installé par Moscou, protégé par des soldats et des blindés russes, un haut responsable estime, sous le couvert de l'anonymat, que « c'est une bonne nouvelle. Gratchev était un imbécile. Il ne s'est pas attaqué aux combattants [indépendantistes] mais à la population. Il nous l'a mise à dos », reconnaît-il. Certes, le général Gratchev était opposé au départ de l'armée russe, qui malintend en vie le gouvernement tchétchène pro-moscovite tandis que le général Lebed s'est parfois prononcé pour un

retrait. Mais ce responsable pro-russe estime qu'« il y a un principe que ni Lebed, ni Ziouganov [le candidat communiste], ni Eltsine ne peuvent ignorer : la défense de l'intégrité du territoire russe ». Sur ce sujet, « Lebed n'a pas arrêté de changer d'avis », souligne un ex-combattant indépendantiste. « Ils l'ont acheté », lâche une femme tchétchène. Quelque part au sud de la Tchétchénie, Asian Maskhadov, le chef d'état-major des combattants indépendantistes, traite par le dédain les questions intérieures russes. « Pour nous, dit-il avant l'annonce des changements à Moscou, dans une maison surveillée par des hélicoptères russes qui le traquent malgré l'accord de paix, cela ne fait pas de différence si Eltsine ou Ziouganov gagne. La politique de la Russie ne va pas changer. Elle n'a pas changé depuis trois cents ans. Ils feront la paix avec nous seulement lorsqu'ils se rendront compte qu'ils n'ont pas d'autre solution. »

Jean-Baptiste Naudet

Sophie Shihab

Le Sénat américain charge M^{me} Clinton dans l'affaire Whitewater

WASHINGTON
de notre correspondant
Hillary Clinton, coupable ou victime ? La question reste posée après la publication, mardi 18 juin, des conclusions de la commission d'enquête sénatoriale sur l'affaire Whitewater. Selon la version républicaine des faits, la présidence américaine a outrepassé « les limites de son autorité et tenté de manipuler la vérité ». Quant à Hillary Clinton,

elle a joué un rôle déterminant pour faire disparaître des documents du bureau de Vincent Foster, après le suicide de cet ancien avocat de la Maison Blanche, en juillet 1993. Pour le camp démocrate, ces accusations ne sont qu'un tissu « d'invectives aux frais du contributeur » : la First Lady est victime de la volonté des républicains de nuire à Bill Clinton avant le scrutin présidentiel. Entre ces thèses, il est difficile de situer le juste milieu. L'épouse du président américain ainsi que ses principales collaboratrices se sont contredites, tout en manifestant de singulières pertes de mémoire. Mais la commission d'enquête du Sénat n'est elle-même pas entièrement crédible, son président, Alfonse D'Amato, étant le directeur de campagne de Robert Dole, candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle. Le rapport sénatorial, pauvre en preuves, n'éclaire pas de façon probante les « dessous » de l'affaire, dont l'origine remonte à cet investissement malheureux dans un lotissement de l'Arkansas, effectué par les époux Clinton en 1978.

La commission sénatoriale affirme qu'ils ont bénéficié à cette occasion d'« exonérations fiscales erronées ». Plus graves sont les accusations portées contre Hillary Clinton. Lorsqu'elle était avocate au cabinet Rose Law Firm, elle s'est notamment occupée de la Madison Guaranty Savings, une caisse d'épargne dont la faillite frauduleuse est liée à l'achat du lotissement Whitewater. L'un des points les plus litigieux concerne les relevés d'honoraires de M^{me} Clinton.

Ces documents, exigés par le procureur chargé de l'affaire Whitewater, ont été découverts dans des conditions rocambolesques dans une pièce de la Maison Blanche, deux ans après leur « disparition ». Pour les républicains, aucun doute : c'est l'épouse du chef de l'exécutif qui a elle-même remplacé ces documents, suppose-t-on, après les avoir expurgés, sinon à quoi bon ? C'est elle également qui aurait « dépêché ses lieutenants » dans le bureau de Vincent Foster. La commission estime que les faits « suggèrent » que M^{me} Clinton a fait obstruction au déroulement de la justice. Quatre membres de l'entourage présidentiel sont, d'autre part, accusés de « faux témoignage ». Hillary Clinton, dans une déclaration sous serment, a rejeté toutes ces accusations.

Les conclusions des sénateurs républicains paraissent insuffisantes pour constituer une machine de guerre électorale contre M. Clinton. La montagne aurait-elle donc accouché d'une souris ? Outre l'action judiciaire qui, elle, n'est pas éteinte, ce rapport n'est qu'un élément parmi les nombreuses « affaires » visant le chef de la Maison Blanche. Celle des « dossiers du FBI » (les fiches confidentielles de plusieurs centaines de républicains obtenues par la Maison Blanche), qui va prochainement donner lieu à des auditions parlementaires, pourrait se révéler plus menaçante pour M. Clinton : avec un peu d'optimisme, Bob Dole la compare volontiers au Watergate.

L. Z.

M. Clinton a tout à gagner d'une victoire de M. Eltsine

WASHINGTON
de notre correspondant
De façon encore prudente, la Maison Blanche ne cache pas sa satisfaction devant l'évolution de la situation politique à Moscou, dans la mesure où celle-ci pourrait tourner à l'avantage de Boris Eltsine. L'avance - même légère - obtenue par le président russe sur son rival communiste et, surtout, le ralliement du général Alexandre Lebed paraissent de bon augure pour envisager une poursuite du processus de réformes en Russie, a fortiori une continuité dans les relations américano-russes, estime-t-on à Washington. Bill Clinton, qui a fait d'un soutien sans faille à son homologue russe un axe majeur de sa politique étrangère, redoute les retombées, pour lui, d'une victoire de Guennadi Ziouganov au second tour.

Les conseillers présidentiels craignent, en effet, une répétition du « scénario Shimon Pérès », c'est-à-dire un revers du candidat soutenu par l'administration démocrate. Robert Dole, candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle américaine, aurait alors eu beau jeu de souligner que, s'agissant du leadership des Etats-Unis, il vaut mieux lui faire confiance. A moins d'une défaite de Boris Eltsine au second tour, la « question russe » ne devrait donc pas devenir un enjeu de la campagne américaine.

C'est donc soulagé que M. Clinton a téléphoné, mardi 18 juin, à M. Eltsine pour le féliciter. Le porte-parole du département d'Etat a cautionné le tandem El-

sine-Lebed, suggérant que cette « bonne combinaison » soit élargie au réformateur Grigori Iavlinski - une « personnalité très respectée », afin qu'une « coalition efficace » soit formée autour de M. Eltsine. Le soutien de Washington au processus de réformes a pris de nombreuses formes depuis 1992, dont une attitude plus que conciliante s'agissant de la guerre en Tchétchénie.

« PATERNALISME DIPLOMATIQUE »
Les Etats-Unis ont également fermé les yeux lorsque le président russe a envoyé des chars pour mater la rébellion d'octobre 1993, et ils ont à peine élevé la voix lorsque M. Eltsine s'est débarrassé de plusieurs réformateurs du gouvernement. Sur le plan économique, l'influence américaine a été déterminante dans la décision du FMI d'accorder des prêts à la Russie pour un total de 17 milliards de dollars (85 milliards de francs).

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la défense des intérêts nationaux de l'Amérique, lesquels, selon Strobe Talbott, secrétaire d'Etat adjoint, passent par la « stabilité politique, la paix régionale et la consolidation de la démocratie » dans l'ex-URSS. M. Talbott, le principal architecte de la politique russe de M. Clinton, s'est fait l'avocat de la thèse selon laquelle il fallait protéger par tous les moyens M. Eltsine, face à la montée des forces communistes et ultra-nationalistes. D'où cette impression persistante que les Etats-Unis font preuve de « paternalisme diplomatique » envers le président russe.

« Washington traite Eltsine comme s'il était une sorte de pouce tendre, incapable de supporter les rafales d'une politique étrangère réaliste. Cela ne fait qu'encourager les dirigeants russes à compenser leurs frustrations sur le plan intérieur par des appels au nationalisme », soulignait récemment Henry Kissinger dans *Newsweek*. Pour l'ancien secrétaire d'Etat, comme pour les responsables républicains, le tort de l'administration démocrate est de trop privilégier les réformes en Russie, au détriment d'une plus grande vigilance à l'égard de la politique étrangère de Moscou. Or, qu'il s'agisse du rapprochement sino-russe, de la coopération nucléaire de la Russie avec l'Iran, des fortes réticences de Moscou à propos de l'élargissement de l'OTAN et, plus généralement, de la volonté de la Russie de retrouver un statut de grande puissance, les divergences américano-russes sont nombreuses.

Les Américains rappellent que leur attitude continuera d'être déterminée à l'avenir de celle de Moscou sur quelques dossiers-tests, qui participent de la « sécurité nationale des Etats-Unis » : le respect des traités sur la limitation des armements, la poursuite des négociations sur la réduction des arsenaux nucléaires, chimiques et biologiques, la non-remise en cause des frontières héritées de l'effacement de l'Union soviétique, l'élargissement de l'OTAN et la poursuite des progrès vers la démocratie et l'économie de marché.

Laurent Zecchini

ASG
La Grande Ecole pour l'emploi et la réussite
CONCOURS PARALLELE
d'entrée en 1^{ère} année
ouvert aux étudiants de niveau
BAC+2 :
2 SESSIONS
22 et 23 juillet 1996
10 et 11 septembre 1996
DROIT-SCIENCES ECO-GESTION
JURIS-LETTRES
JURIS-SCIENCES
Ecole Supérieure de Gestion
RECONNUE PAR L'ETAT
DIPLOME HOMOLOGUE
PAR L'ETAT
25, RUE ST-AMAND
75011 PARIS
Renseignements : 43 55 44 44

هكذا امتن الأصل

me son dauphin

Gratchev, émigré russe

Le chef de l'Etat sortant, âgé de 56 ans, a obtenu 53 voix contre 47 pour ses trois concurrents, dont l'ancien chef du Parti communiste letton, Alfred Rubiks, actuellement en prison. Partisan de l'adhésion de son pays à l'Union européenne et à l'OTAN, M. Ulmanis est le descendant d'une grande famille politique lettone d'avant-guerre qui avait été déportée en Sibirie de 1941 à 1946. Après l'effondrement de l'URSS, il aura été, le 7 juillet 1993, le premier président élu de cette république balte depuis la restauration de l'indépendance. M. Ulmanis a exprimé, mardi, son intention d'améliorer les relations de la Lettonie avec la Russie voisine qui demeurent tendues, Moscou ne manquant pas une occasion de critiquer la politique du gouvernement de Riga à l'égard de la forte minorité russophone du pays (environ 40 % de la population et plus de la moitié de celle de la capitale).

Guntis Ulmanis réélu président de la Lettonie

RIGA. Le Parlement letton, qui compte cent sièges, a réélu pour trois ans, mardi 18 juin, Guntis Ulmanis au poste de président de la République. Le chef de l'Etat sortant, âgé de 56 ans, a obtenu 53 voix contre 47 pour ses trois concurrents, dont l'ancien chef du Parti communiste letton, Alfred Rubiks, actuellement en prison. Partisan de l'adhésion de son pays à l'Union européenne et à l'OTAN, M. Ulmanis est le descendant d'une grande famille politique lettone d'avant-guerre qui avait été déportée en Sibirie de 1941 à 1946. Après l'effondrement de l'URSS, il aura été, le 7 juillet 1993, le premier président élu de cette république balte depuis la restauration de l'indépendance. M. Ulmanis a exprimé, mardi, son intention d'améliorer les relations de la Lettonie avec la Russie voisine qui demeurent tendues, Moscou ne manquant pas une occasion de critiquer la politique du gouvernement de Riga à l'égard de la forte minorité russophone du pays (environ 40 % de la population et plus de la moitié de celle de la capitale).

Dublin exige du Sinn Féin des garanties sur son engagement pour la paix

QUELQUES JOURS APRÈS L'ATTENTAT de Manchester qui a fait plus de 200 blessés, le gouvernement irlandais a lancé, mardi 18 juin, un avertissement au Sinn Féin tout en décidant, contrairement à ce qui avait été évoqué, de ne pas rompre définitivement le dialogue avec le parti, qui représente l'aile politique du mouvement républicain. La veille, le gouvernement britannique avait adopté une attitude analogue. M. Major avait annoncé que des fonctionnaires de son gouvernement maintiendraient des contacts avec le Sinn Féin et il avait appelé l'organisation à « démontrer sa crédibilité » en obtenant de l'IRA un nouveau cessez-le-feu. La pression demeure forte pour que la Sinn Féin se démarque des auteurs de l'attentat de Manchester et donne des garanties quant à sa volonté de s'impliquer réellement dans le processus de paix. Le gouvernement de Dublin lui a ainsi posé publiquement deux questions : le dirigeant du Sinn Féin, Gerry Adams, a-t-il demandé à l'IRA un cessez-le-feu et, si non, pourquoi ? « La question de nouvelles rencontres, s'il doit y en avoir, reste en suspens dans l'attente des réponses du Sinn Féin à ces deux questions », a annoncé le gouvernement de Dublin.

EUROPE
■ **SERBIE** : deux attaques visant des policiers serbes ont fait monter la tension dans la province du Kosovo (sud de la Serbie), dont la population, majoritairement albanaise, revendique l'indépendance. Un policier serbe a été tué et un autre grièvement blessé par balles lors d'une attaque perpétrée par des inconnus contre un véhicule de police, lundi 17 janvier, à Sptolje, à 200 kilomètres au sud de Belgrade. - (AFP)
■ **UKRAÏNE** : Vassili Doudnits et Valentin Koronevski ont été nommés, mardi 18 juin, respectivement premier vice-premier ministre et ministre des finances par le président Leonid Kouchma. Ces décisions s'inscrivent dans le cadre du remaniement ministériel annoncé fin mai à Kiev. Trois membres du gouvernement ont été limogés en quinze jours. - (AFP-Reuters)
■ **GEORGIE** : Badri Zandania, proche de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia, a été condamné à mort pour son rôle dans la guerre civile de 1993, a annoncé, mardi 18 juin, la Cour suprême de Georgie. - (Reuters)

AMÉRIQUES
■ **ÉTATS-UNIS** : Theodore Kaczynski, l'ermite du Montana arrêté le 3 avril, a été inculpé, mardi 18 juin, par un grand jury fédéral de Sacramento (Californie), pour l'envoi de quatre colis piégés signés du mystérieux Unabomber, qui avaient fait deux morts et deux blessés, a annoncé le département de la Justice. Au total, dix charges ont été retenues contre l'ancien diplômé de Harvard, qui pourrait faire l'objet de prochaines inculpations dans le New Jersey et le Montana. - (AFP)
■ **BRÉSIL** : 850 familles de paysans sans terre de la région du Pontal do Paranapanema, à 750 kilomètres à l'ouest de Sao Paulo, ont envahi quatre propriétés foncières, mardi 18 juin. Ces nouvelles occupations marquent un changement de position du mouvement syndical local qui avait opté pour le dialogue avec le gouvernement. - (AFP)

PROCHE-ORIENT
■ **BAHREÏN** : treize petites bombes, de fabrication artisanale, ont été désamorçées, mardi 18 juin, par les forces de sécurité dans diverses zones de Bahreïn. La veille, un engin de fabrication artisanale déposé sur l'une des principales avenues de Manama avait explosé sans faire de victime. - (AFP)
■ **ISRAËL** : l'association Reporters sans frontières a demandé, mardi 18 juin, au nouveau premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, d'ordonner la libération immédiate d'un journaliste libanais, Ali Diya, arrêté il y a six jours dans le sud du Liban. M. Diya est l'un des correspondants de l'Agence France Presse au Liban-sud. - (Reuters)

AFRIQUE
■ **MAROC** : six Marocains et quatre Français ont péri, le week-end dernier, dans le sud du pays, à la suite d'un orage qui a provoqué des pluies torrentielles, rapporte l'agence de presse MAP. L'identité des deux couples français, qui campaient à proximité de la ville d'Azilal, n'a pas été révélée. - (AFP)
■ **CENTRAFRIQUE** : les principaux partis d'opposition ont refusé de faire partie du gouvernement d'union nationale dont la formation a été annoncée mardi 18 juin, après plusieurs jours de tractations. Ce nouveau gouvernement, constitué par Jean-Paul Ngoupandé, fait suite à la grave mutinerie qu'a connu le pays, fin mai. - (AFP)
■ **LIBÉRIA** : les quelque 400 passagers du Zolothsa ont finalement regagné le port de Monrovia, mardi 18 juin, après plus de trois semaines d'errance en mer dans l'espoir de fuir le pays. - (AFP)
■ **SÉNÉGAL-MALITANIE** : l'opération de rapatriement de 5 000 réfugiés mauritaniens, initialement prévue jeudi 20 juin, a été reportée à une date ultérieure. Ce report fait suite au refus du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de mettre des moyens logistiques à la disposition des réfugiés, a-t-on appris auprès de leurs représentants. - (AFP)

ÉCONOMIE
■ **MEXIQUE** : le gouvernement a annoncé le remboursement par anticipation de 4,7 milliards de dollars (1 dollar vaut 5,14 francs) qui faisaient partie du « paquet financier » mis à la disposition du Mexique par l'administration Clinton au moment de la crise du peso, fin 1994. Avec ce paiement, le Mexique aura remboursé 6,7 milliards - soit plus de la moitié des 12,5 milliards de dollars prêtés par Washington. - (AR)
■ **ALLEMAGNE** : le plan d'austérité du gouvernement ne suffira pas à réduire de moitié le taux de chômage en Allemagne d'ici l'an 2000, selon une étude publiée par l'Institut de conjoncture Ifo. L'Institut de Munich estime que les pouvoirs publics doivent faire de 50 à 60 milliards de deutschemarks (1 DM vaut 3,39 francs) d'économies supplémentaires par an, et ce, dès l'année prochaine, s'ils veulent diviser par deux le taux de chômage. Dans son plan d'austérité, le gouvernement a programmé 50 milliards de deutschemarks d'économies dans les budgets de l'Etat fédéral, des Länder et des communes pour 1997. - (AFP)

L'euro prendra le pas sur les monnaies nationales dès 1999

Bruxelles prépare un projet de règlement qui pourrait être entériné à la fin de l'année

La Commission de Bruxelles prépare un projet de règlement définissant la valeur juridique de l'euro qui, dès 1999, sera la monnaie des pays ayant formé entre eux une union monétaire. Les monnaies nationales coexisteront un temps avec l'euro en tant que subdivisions de la monnaie européenne. Ces simples « unités monétaires nationales » devront disparaître dans le courant de l'année 2002.

NI LES DÉCLARATIONS de revenus de l'année 1999, ni les impôts calculés par l'administration ne seront rédigés en euros : les contribuables français, comme ceux de quelques autres pays qui feront partie dans deux ans et demi du noyau dur de l'union monétaire, continueront à s'exprimer dans leurs monnaies nationales tout au long de la période de transition qui, commencée en 1999, s'achèvera au début de 2002 avec l'utilisation obligatoire et unique de la future monnaie européenne. Il n'empêche que des pans essentiels de nos habitudes vont changer.

Le cadre juridique de la future monnaie européenne se met progressivement en place avec, notamment, la mise au point d'un projet de règlement qui, soumis à un conseil des ministres des finances européen (Ecofin) en fin d'année, devrait être définitivement entériné au sommet de Dublin en décembre. Pour l'heure, le document de travail de la Commission concernant le cadre juridique de l'euro a été « testé » auprès des utilisateurs et des Etats membres, à travers notamment le comité monétaire qui regroupe les représentants des Trésors et des banques centrales. Ces tests semblent avoir été assez positifs pour que la Commission envisage dès maintenant de mettre définitivement au point une proposition en bonne et due forme.

CADRE JURIDIQUE

La définition d'un cadre juridique pour l'euro est essentielle puisque, au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1999 au 1^{er} janvier 2002, deux monnaies coexisteront, alors même que les agents économiques (chefs d'entreprise, banquiers, consommateurs...) vont avoir besoin très rapidement d'une totale sécurité juridique pour utiliser l'euro et libérer des contrats. La vision anglaise d'une compétition entre monnaies, qui veut que ce soit la demande des usagers qui règle les choses, a été écartée définitivement au profit d'un usage organisé. Il sera clairement établi que l'euro est « la monnaie » des pays qui entreront début 1999 en union

monétaire. « L'unité monétaire sera l'euro », celui-ci étant divisé en cent cents. Ces définitions donnent à l'euro une sorte de prééminence par rapport aux monnaies nationales qui, d'une certaine façon, tout en conservant la totalité de leur pouvoir libératoire, ne joueront plus qu'un rôle dérivé, exactement comme les centimes vis-à-vis du franc.

En d'autres termes, les monnaies nationales ne seront plus, pendant la phase transitoire se terminant au début de 2002, que des « subdivisions » de l'euro. Elles deviendront donc de simples « unités monétaires nationales » avant de disparaître complètement au cours de l'année 2002.

Le texte de la Commission, qui aura valeur de règlement et donc s'imposera aux droits nationaux, apportera toute garantie. Non seulement l'euro sera « la » monnaie des pays de l'UEM mais la continuité des contrats sera garantie : s'ils sont libellés en « écus » la conversion se fera au taux de 1 pour 1 ; s'ils sont libellés en euros, le texte du futur règlement stipule que pendant la période transitoire (1999-2002) « aucun moyen juridique ne pourra être mis en œuvre pour faire appliquer un taux autre que les taux officiels lors de conversions entre l'euro et l'écu, entre l'euro et les unités monétaires nationales ou entre ces différentes unités monétaires nationales... ». D'une façon permanente, « l'introduction de l'euro en tant que monnaie des Etats membres (...) n'entraîne en soi, aucune modification des termes des instruments juridiques (...) ».

D'une façon générale, les opérations de détail continueront d'être réalisées en unités nationales jusqu'en 2002 : chèques mais aussi paiements des salaires, des retraites, des prestations sociales, intérêts d'obligations d'Etat. En revanche, toutes les grosses opérations, celles des entreprises notamment, se feront en euros. Les Etats quant à eux, devront publier des informations définissant leurs futurs usages.

Alain Vernholes

La Commission propose de réduire le taux de jachère de 10 % à 5 %

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant
Afin de rétablir l'équilibre sur un marché des céréales marqué par la pénurie, la Commission européenne vient de proposer aux quinze de ramener le taux de jachère obligatoire - qui impose à chaque exploitant, moyennant une indemnité, de geler chaque année une partie de ses terres - de 10 % à 5 % de la surface cultivée. La jachère obligatoire, dont sont dispensés les petits fermiers, a été mise en place, en 1992, afin de faciliter la maîtrise de la production. Le nouveau taux s'appliquerait aux semis de l'automne prochain.

Les ministres de l'agriculture auront un premier échange de vue sur la proposition de la Commission la semaine prochaine à Luxembourg. Relyant les organisations professionnelles, qui estiment que la situation est propice pour développer les exportations de l'Union et qu'il est aberrant de ne pas en profiter en continuant à brider la production, la France plaidera probablement pour un taux zéro.

Depuis un an, les prix des céréales flambent d'un bout à l'autre de la planète. Au point que les cours mondiaux se situent souvent au-dessus de ceux pratiqués sur les marchés de l'Union, ce qui a obligé la Commission de Bruxelles à instaurer, depuis le mois de décembre, une taxe à l'exportation. La météo a encore été mauvaise cet hiver aux Etats-Unis, affectant surtout leur potentiel de production de blé et donc leurs possibilités d'exportation pour la campagne 1996-1997.

DES STOCKS AU PLUS BAS
L'esquisse d'une détente sur le marché mondial, entrevue en début d'année, ne s'est pas confirmée, et les stocks demeurent à des niveaux historiquement bas. Les prévisions pessimistes concernant la production de blé aux Etats-Unis ont poussé à la hausse les prix des autres céréales, ainsi que ceux des produits de substitution des céréales (PSC) tels les déchets de maïs, utilisés dans l'alimentation animale. Cette situation a conduit les éleveurs européens à souvent remplacer les PSC par des céréales communautaires : une évolution satisfaisante, conforme aux objectifs de la réforme de la PAC, mais qui a contribué à augmenter la consommation et donc à peser sur les cours intérieurs de l'Union.

La Commission constate que la crise de la « vache folle » ne peut qu'accroître cette tendance : les consommateurs, qui boudent le bifteck, préfèrent la volaille et le porc, deux secteurs où l'alimentation animale fait davantage appel aux céréales. Cependant, les éleveurs sont pénalisés par des prix de céréales élevés.

La conclusion s'impose : « Il convient d'augmenter temporairement le potentiel de production », reconnaît la Commission, qui prévoit, pour l'Union, une prochaine moisson de l'ordre de 187 millions de tonnes et une consommation de 162 millions de tonnes. Mais elle agit avec prudence, pour ne pas « remettre en cause l'objectif de la production par une reconstitution des stocks publics ». L'Allemagne et les Pays-Bas, où la production de

céréales est moins compétitive qu'en France et qui ne sont guère intéressés par un développement des exportations, préféreraient maintenir la jachère à un taux élevé, garantie, à leurs yeux, du maintien de prix attractifs.

En termes de revenus, les céréaliers bénéficient depuis plus d'un an d'une situation favorable : ils touchent des indemnités compensatoires pour des baisses de prix prévues par la réforme de la PAC,

lesquelles, en raison des tensions sur le marché, ne se sont, en fait, pas produites. La Commission laisse entendre qu'elle pourrait proposer de plafonner les indemnités compensant l'obligation de mise en jachère, l'idée étant d'affecter l'argent économisé à des aides aux éleveurs pénalisés par les effets de la crise de la « vache folle ».

Philippe Lemaître

De plus en plus de démunis, de moins en moins de moyens.

À Bordeaux, engageons un nouveau pacte pour la cohésion sociale.

À Bordeaux, 2000 représentants des organismes HLM se retrouvent en congrès, forts de leurs réalisations en faveur de la cohésion sociale. Avec leurs partenaires et les Pouvoirs Publics, ils vont dialoguer pour mieux répondre aux demandes qui leur sont faites et surmonter les obstacles financiers, réglementaires, bureaucratiques. Pour plus de rigueur et de transparence, ils vont se doter d'un code de déontologie. Pour plus d'engagement, ils vont réaffirmer leur mission : faire plus pour les démunis et faire mieux pour l'ensemble des habitants. Mais, sans politique claire de la part de l'Etat et des collectivités locales, rien ne peut se faire. D'où dépend d'abord les moyens d'agir. Pas de solidarité sans moyens.

À Bordeaux, pendant 3 jours, les organismes HLM vont dire avec quels moyens et comment mieux remplir leur mission d'entreprise pour la cohésion sociale.

LES ORGANISMES HLM. DES ENTREPRISES POUR LA COHÉSION SOCIALE.

Congrès HLM 96 - Bordeaux - Du 19 au 22 juin

صكنا من الامل

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 20 JUIN 1996

VIANDE BOVINE Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 19 juin, un ensemble de mesures d'urgence destinées à faire face à la crise provoquée par la maladie de la

« vache folle ». Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, a annoncé notamment des allègements de charges, des délais de paiement et des aides aux cessa-

tions d'exploitation anticipées des éleveurs de plus de cinquante-cinq ans. ● LA COMMISSION EUROPEENNE a préparé de son côté, avant le sommet de Florence les 21

et 22 juin, un projet d'accord-cadre visant à régler le différend entre la Grande-Bretagne et ses partenaires européens. ● LA VIANDE DES MOUTONS atteints de la tremblante ne

pourra plus être commercialisée en France, a décidé le gouvernement, mais il n'envisage pas « pour l'instant » de décréter un embargo sur le mouton britannique.

« Vache folle » : le gouvernement lance un plan d'aide aux éleveurs

Philippe Vasseur, Hervé Gaymard et François d'Aubert ont présenté au conseil des ministres un ensemble de mesures destinées à rassurer les consommateurs et à venir en aide aux exploitants qui, selon le ministre de l'Agriculture, sont « au bord du désespoir »

AU PLUS FORT de la crise économique, psychologique, sanitaire et diplomatique provoquée par l'affaire de la « vache folle », le gouvernement a décidé d'apporter une réponse en « tir groupé ». Pour montrer qu'il y a une politique cohérente et que, selon l'expression de Philippe Vasseur, « il ne faut pas avoir une vision charcutière, avec un découpage en tranches, de la manière dont est traitée la question par les pouvoirs publics », le ministre et les deux secrétaires d'Etat concernés (Agriculture et Alimentation, Santé, Recherche) ont présenté au conseil des ministres, mercredi 19 juin, des mesures dont le coût sera lourd.

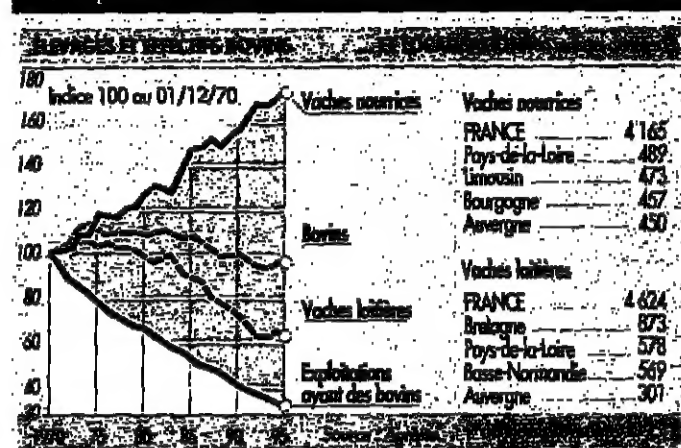
Les consommateurs et les milieux agricoles attendent non seulement des explications rassurantes sur la maîtrise, par les experts scientifiques, des avatars de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine), mais aussi des mesures concrètes pour enrayer la crise qu'affrontent des milliers d'éleveurs de bovins, dont certains, affirme M. Vasseur, « sont tout au bord du désespoir et, même, du suicide ». Le moment est judicieusement choisi puisque, à l'initiative de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), des manifestations sont prévues les 21 et 22 juin. C'est à ce moment-là, aussi, que les chefs d'Etat et de gouverne-

ment des Quinze tenteront, à Florence, de trouver une réponse commune et de ramener Londres à une attitude plus souple et moins égoïste. Le vrai moment de vérité sera les 24 et 25 juin, lorsque les ministres de l'Agriculture de l'Union se retrouveront à Luxembourg pour parler chiffres, compensations et réformes de structures.

Les mesures qu'a arrêtées le gouvernement sont destinées à « répondre aux problèmes que rencontrent l'ensemble des opérateurs économiques de la filière bovine confrontés à une crise sans précédent compte tenu de sa nature et de son ampleur » et à expliquer « les dispositions d'ordre vétérinaire pour préserver la santé publique et assurer la protection des consommateurs français et européens ». La marge de manœuvre de Paris est étroite, non seulement parce que la crise risque d'avoir des effets par ricochet et parce que tous ses contours scientifiques et sanitaires sont loin d'être cernés, mais parce qu'en matière agricole, ce sont les institutions européennes et, notamment, la Commission, avec ses propres comités de gestion, qui prennent l'essentiel des décisions réglementaires et financières.

Le plan gouvernemental présenté par Philippe Vasseur, Hervé Gaymard et François d'Aubert s'articule en trois volets :

Une production concentrée dans l'Ouest et le Centre



Premier pays de l'Union pour la production de viande bovine devant l'Allemagne, la France est en première ligne dans la crise de la « vache folle »

● **Mesures conjoncturelles.** Le gouvernement va demander à la Commission de relever l'enveloppe totale qu'elle a prévue pour faire face à la crise. Il faut qu'elle passe de 650 millions d'euros (environ 4,2 milliards de francs) à 850 millions d'euros (environ 5,5 milliards de francs). Paris veut que chaque Etat dispose d'une ligne de crédit libre, lui permettant de verser, de sa propre initiative, des compléments

d'aides pour les éleveurs ou les régions les plus touchées. La prime à la vache allaitante est par exemple, aujourd'hui, de 1 158 francs par animal, dont 200 francs payés par le budget national, mais peut s'y ajouter un « plus » (239,46 francs) en cas d'élevage extensif et une prime à l'herbe (300 francs par hectare). Des mécanismes d'allègement des charges sont prévus, qui se traduiraient par le report des échéances

de cotisations sociales et des délais de paiement, voire des remises de pénalités pour les impôts et taxes. Ensuite, indique Matignon, sera étudiée la possibilité de procéder à un report exceptionnel des annuités d'emprunts dues par les producteurs très spécialisés en viande bovine (qu'ils soient naisseurs ou engraisseurs) pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 30 juin 1997. C'est la mesure qui coûtera le plus cher et qui occasionnera les négociations ardues avec le Trésor et les banques, surtout le Crédit agricole. Enfin, un plan spécial va être précisé en faveur des négociants internationaux en bétail vivant, des abattoirs, des entreprises de découpe et, surtout, de la triperie, secteur presque totalement sinistré. Une solidarité financière sera demandée, aussi, aux producteurs de bœuf, secteur florissant.

● **Mesures structurelles.** Il s'agit de réformer l'Organisation commune de marché (OCM) de la viande bovine, qui remonte à 1992, mais il faut obtenir l'accord des principaux pays producteurs, comme l'Allemagne, l'Italie, l'Irlande et les Pays-Bas. Paris fera valoir cinq priorités : retour à un élevage naturel et extensif permettant une maîtrise de la production de viande de qualité et une bonne occupation de l'espace rural ; refonte des critères pour l'octroi de la prime à l'herbe ; limitation, voire quota du

nombre de vaches allaitantes ; plafonnement pour le poids des carcasses des jeunes bovins ; élimination éventuelle de certains veaux nés de vaches laitières.

De plus, Paris veut être autorisé à lancer un plan social pour ses éleveurs les plus âgés, comme ce fut le cas avec les mesures d'âge dont ont pu bénéficier jadis les ouvriers de la sidérurgie ou des chantiers navals. Les éleveurs de plus de cinquante-cinq ans devraient pouvoir cesser leurs activités moyennant l'octroi d'une aide incitative. Enfin, une nouvelle campagne d'identification de la viande va être lancée avec toutes les professions concernées.

● **Mesures vétérinaires.** Les trois ministres rappellent les dispositions déjà prises (réseau d'alerte et mesures prophylactiques, contrôles des services de la répression des fraudes). Le décret du 15 juin ajoutant la tremblante du mouton et des chèvres à la nomenclature des maladies réputées contagieuses (lire ci-dessous) procède de cette volonté de prendre toutes les mesures de prévention. Les éleveurs qui détecteraient dans leurs troupeaux des bêtes suspectes doivent le faire savoir, et un réseau d'épidémiologie, dont le noyau est à Lyon, est désormais mis en place, dans les exploitations, les abattoirs et chez les importateurs.

François Grosrichard

Bruxelles tente de se concilier la Grande-Bretagne

STRASBOURG (Union européenne) de notre correspondant

La Commission de Bruxelles croit-elle encore possible d'éviter une crise au conseil européen ? Toujours est-il que Franz Fischler, responsable des affaires agricoles, a déclaré, mardi soir 18 juin, après la réunion de l'exécutif communautaire qui a adopté un schéma de levée d'embargo dans l'affaire de la « vache folle » : « C'est une toute autre question de savoir si le Royaume-Uni peut l'accepter ; on connaîtra la réponse à Florence ».

L'accord-cadre, qui devait être présenté au Parlement européen mercredi matin par le président de la Commission, Jacques Santer, est, à l'évidence, une dernière tentative de Bruxelles pour mettre fin à la politique d'obstruction des Britanniques, tout en permettant à John Major de sauver la face. Le document européen indique clairement combien la voie est étroite. Il place, en effet, en des priorités, la santé publique, une protection du consommateur fondée sur le respect complet des données scientifiques et la volonté d'éradiquer définitivement l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine).

La Commission ne mentionne aucune date quant à la sortie progressive de la situation actuelle. Elle se limite à envisager une série d'étapes, chacune d'elles étant assortie de conditions strictes afin de garantir l'innocuité des produits concernés. Il s'agit, à ce titre, du processus de fabrication et du respect des règles édictées et dûment contrôlées. Elle rappelle que c'est la démarche choisie pour la levée de l'embargo concernant les gelatines et les suifs, levée qui n'est pas encore effective, souligne Bruxelles, car les conditions exigées n'ont pas

encore été remplies par la Grande-Bretagne. La définition des critères et leur contrôle passeront par le filtre du comité vétérinaire permanent, mais aussi par celui d'un comité scientifique pluridisciplinaire, dont la création avait été demandée par Jacques Chirac.

110 000 BÊTES À ABATTRE

L'exécutif communautaire demande en outre aux Britanniques de fournir un effort supplémentaire en ce qui concerne l'abattage de troupeaux à risque, c'est-à-dire ceux susceptibles de compter des animaux atteints de la maladie de la « vache folle ». Le gouvernement de M. Major avait proposé un contingent de 80 000 bêtes nées entre octobre 1990 et juin 1993. Il serait question, maintenant, de remonter jusqu'à l'année 1989, ce qui ouvrirait un quota additionnel d'environ 30 000 têtes. Les autres mesures envisagées portent sur le marquage de tout le cheptel britannique et l'élimination des abats et des farines dont la qualité susciterait le moindre doute.

Quant à la reprise des exportations britanniques de viande bovine vers les pays tiers, il semble bien que la Commission en ait abandonné l'idée. Décidée à réserver la primauté du contenu de sa proposition à l'hémicycle européen, la Commission s'est contentée de commentaires laconiques. Son porte-parole a déclaré : « Nous partons de l'hypothèse que les Anglais renonceraient à leur blocage ; si tel n'était pas le cas, nous ne pourrions pas maintenir notre projet ». C'est dire si Bruxelles a des doutes sur sa capacité à « vendre » son scénario à Londres.

Marcel Scotto

« Pour l'heure », pas d'embargo sur le mouton britannique

UN DÉCRET du ministère de l'Agriculture, publié samedi 15 juin au Journal officiel, ajoute la tremblante du mouton à la liste des maladies « réputées contagieuses ». Cette affectation devra dorénavant faire l'objet d'une déclaration obligatoire aux services vétérinaires. Une telle mesure devrait permettre d'éviter la consommation, en France, d'animaux contaminés.

La tremblante du mouton sévit en Europe depuis plus de deux siècles et demi, notamment dans le sud-est de l'Angleterre, d'où elle s'est répandue sur les cinq continents. Elle est ainsi dénommée à cause des symptômes présentés par l'animal atteint : tremblements de la tête et du cou, troubles du comportement et de la coordination, prurit intense qui conduit l'animal à se gratter et à s'écrocher d'où la dénomination anglosaxonne de *scrapie*. Il y a cinquante ans, deux vétérinaires français démontraient que cette affection était transmissible et due à un agent infectieux atypique présent dans le système nerveux central de l'animal. On sait aujourd'hui que la tremblante est une maladie neuro-dégénérative due à un agent trans-

missible infectieux non conventionnel, voisin de la maladie de la « vache folle ».

Les nouvelles et inquiétantes données quant à la possibilité de franchissement de la « barrière d'espèce » de l'agent de la « vache folle » imposaient de prendre de nouvelles mesures préventives. Elles étaient d'autant plus urgentes qu'un récent travail scientifique britannique a établi que l'on pouvait transmettre par voie alimentaire l'agent de la maladie de la « vache folle » au mouton (Le Monde du 5 juin). Dans son rapport daté du 23 mai, le comité des experts français, présidé par le docteur Dominique Dormont, traitait dans le détail de cette question. Il envisageait notamment l'hypothèse selon laquelle on assisterait aujourd'hui à l'émergence d'une « nouvelle » tremblante du mouton, une symptomatologie similaire étant en réalité la conséquence de l'infection de l'animal par l'agent de la « vache folle » via des farines contaminées.

« Il apparaît donc hautement souhaitable de surveiller les cas de tremblante au Royaume-Uni et dans les pays où ces farines ont pu être distribuées et d'anticiper la gestion du

risque correspondant », écrivent alors les experts français. Ils ont en partie été entendus par le gouvernement, qui a décidé de mettre en place un réseau d'épidémiologie-surveillance de cette maladie. Au ministère de l'Agriculture, on souligne que la France sera ainsi l'un des très rares pays de l'Union européenne à avoir mis en place un tel dispositif réglementaire. Celui-ci devrait permettre aux vétérinaires d'effectuer, avant l'abattage, un examen clinique des animaux qui visera à « rendre impossible » en France la consommation d'animaux atteints de tremblante. Certains spécialistes estiment toutefois que, faute de tests diagnostiques, une telle mesure sera très difficile à mettre en œuvre, les éleveurs pouvant faire abattre leurs bêtes à un stade précoce de l'affection. « Pour l'heure, il n'est pas question de décider d'un embargo sur la viande de mouton d'origine britannique, ajoute-t-on dans l'entourage de Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. Nous attendons le verdict des scientifiques... »

Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

Jean-François Mattéi (UDF) présidera la mission d'information créée à l'Assemblée nationale

COMMISSION ou simple mission ? La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a décidé, mardi 18 juin, de constituer une mission d'information commune sur « l'ensemble des problèmes posés par le développement de l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ». Composée de 57 députés, qu'il reste à désigner (26 RPR, 21 UDF, 6 PS, 2 PCF et 2 RL), elle sera présidée, selon le vœu des groupes majoritaires, par Jean-François Mattéi, député des Bouches-du-Rhône et spécialiste à l'UDF des questions de santé. Le rapporteur en sera Evelynne Guilhem, député de Haute-Vienne et secrétaire national du RPR à l'Agriculture.

Le choix de la procédure a suscité un échange entre le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, et Laurent Fabius, qui aurait préféré la création d'une commission d'enquête plus contraignante. Sur le plan juridique, en effet, toute personne qui refuse de témoigner devant une commission d'enquête

parlementaire encourt des sanctions pénales, ce qui n'est pas le cas pour une mission. « Avec une commission, le signe aurait été plus fort », a convenu, au sein de la majorité, le rapporteur du budget de l'Agriculture, Hervé Mariton (UDF-AD, Drôme).

Pour expliquer le choix de la majorité, le président du groupe RPR,

Michel Péricard, a fait valoir qu'en autres avantages, la mission offre une durée d'investigation non limitée dans le temps, une meilleure représentation de l'opposition et a rappelé, surtout, que ses travaux ne courraient pas le risque d'être interrompus par l'ouverture d'une information judiciaire.

Le président du groupe UDF,

Tromperie sur la marchandise ?

Interrogé lors de la séance des questions d'actualité sur les possibilités d'ouverture d'une information judiciaire dans l'affaire de la « vache folle », Jacques Toubon a indiqué, mardi 18 juin, qu'il était, en liaison avec « les parquets compétents », le ministre de l'Agriculture et le ministre chargé de la consommation, l'éventualité d'engager l'action publique pour délit de tromperie sur la marchandise définie par l'article 213-1 du code de la consommation, « s'il est confirmé que des farines dangereuses ont été commercialisées et vendues ». C'est cette disposition pénale qui avait été utilisée dans l'affaire du sang contaminé. Evoquant les arrêtés du 21 mars pour interdire l'importation des bovins et des viandes bovines en provenance du Royaume-Uni, ainsi que les « milliers de contrôles » effectués par la direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes, le garde des sceaux a rappelé que le gouvernement avait pris « les mesures nécessaires pour bloquer les importations dangereuses ».

Gilles de Robien, a souhaité, pour sa part, que la mission puisse rendre un rapport d'étape très vite, quitte à prolonger ensuite ses travaux pendant une année, voire deux. Interrogé sur ce que pourrait faire de leur côté les sénateurs, René Monory, président centriste du Sénat, a estimé que « le Sénat n'est pas obligé de copier l'Assemblée nationale. Ce n'est pas la peine de faire la même chose ».

Pour autant, au Palais-Bourbon, l'opposition ne désarme pas. Après Alain Le Vern (PS, Seine-Maritime), responsable des questions agricoles du groupe socialiste, Georges Sarre et les députés chevronnés ont annoncé qu'ils continueraient à demander la création d'une commission d'enquête.

Dans la matinée, à l'occasion d'un débat organisé à l'Assemblée nationale avant le sommet de Florence, les dix députés qui avaient fait acte de présence ont sonné l'alarme sur l'état de l'Union européenne après la crise de la « vache folle ». Que ce soit pour le déplorer

ou, au contraire, pour y voir l'occasion d'un changement possible dans l'orientation de la construction européenne, tous ont jugé l'Europe « en panne », en proie « au doute », saisie d'« aboulie », traversée par une « crise », voire « en pleine décadence ».

« DÉFAUT D'EUROPE »

Sur la crise de la « vache folle », les diagnostics varient. Les Européens convaincus de la majorité, tels Patrick Hoguet (UDF-PR, Eure-et-Loir), ont estimé que c'est un « défaut d'Europe », et non un « excès d'Europe », qui a permis le développement de la maladie. Cette affaire illustre en outre, pour le socialiste Jean-Yves Le Déault (Meurthe-et-Moselle), « les risques liés à la construction d'une Europe strictement marchande ». « Peut-on encore croire dans les vertus de la libre circulation des marchandises, des personnes et des capitaux ? », s'est interrogée Nicole Catala (RPR, Paris), qui a fait le constat d'une « crise du sens de la construc-

tion européenne ». Pour l'anti-maestrochtien qu'est Jean-Pierre Chevènement, la réponse est « non », puisque l'extension de l'ESB est une conséquence des « ravages que peut exercer l'ultralibéralisme et le libre-échangeisme doctrinaire ». Ce constat a été partagé par Georges Hage (PCF, Nord).

Michel Barnier (RPR), ministre délégué aux affaires européennes, n'a pas dissimulé sa préoccupation. Il a reconnu que la crise de la « vache folle » avait toute chance de « dominer » le sommet de Florence, et a insisté sur le « seul objectif » du gouvernement français : « la santé publique et la protection des consommateurs ». Selon lui, il n'est « ni exclu, ni acquis » que la Grande-Bretagne accepte qu'un éventuel accord-cadre permettant de lever l'embargo soit subordonné à une « stratégie cohérente d'éradication » de la maladie.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

MARACO. TOUT UN

هكذا افنت الأصل

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 20 JUIN 1996 / 7

pourra plus être commerciale
France, a décidé le gouvernement
mais il n'envisage pas d'ap-
l'heure de décréter un embargo
sur le mouton britannique.

ide aux éleveurs

de mesures destinées à rassurer
au bord du désespoir

Le ministre de l'Agriculture, Jean-Louis Borloo, a annoncé mardi 19 juin que le gouvernement envisageait de prendre des mesures destinées à rassurer les consommateurs français face à la contamination des produits de mouton britannique. Il a précisé que ces mesures seraient prises au bord du désespoir, car la situation est très grave. Le ministre a également déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures destinées à rassurer les consommateurs français face à la contamination des produits de mouton britannique. Il a précisé que ces mesures seraient prises au bord du désespoir, car la situation est très grave.

embargo sur le mouton britannique

Le ministre de l'Agriculture, Jean-Louis Borloo, a annoncé mardi 19 juin que le gouvernement envisageait de prendre des mesures destinées à rassurer les consommateurs français face à la contamination des produits de mouton britannique. Il a précisé que ces mesures seraient prises au bord du désespoir, car la situation est très grave. Le ministre a également déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures destinées à rassurer les consommateurs français face à la contamination des produits de mouton britannique. Il a précisé que ces mesures seraient prises au bord du désespoir, car la situation est très grave.

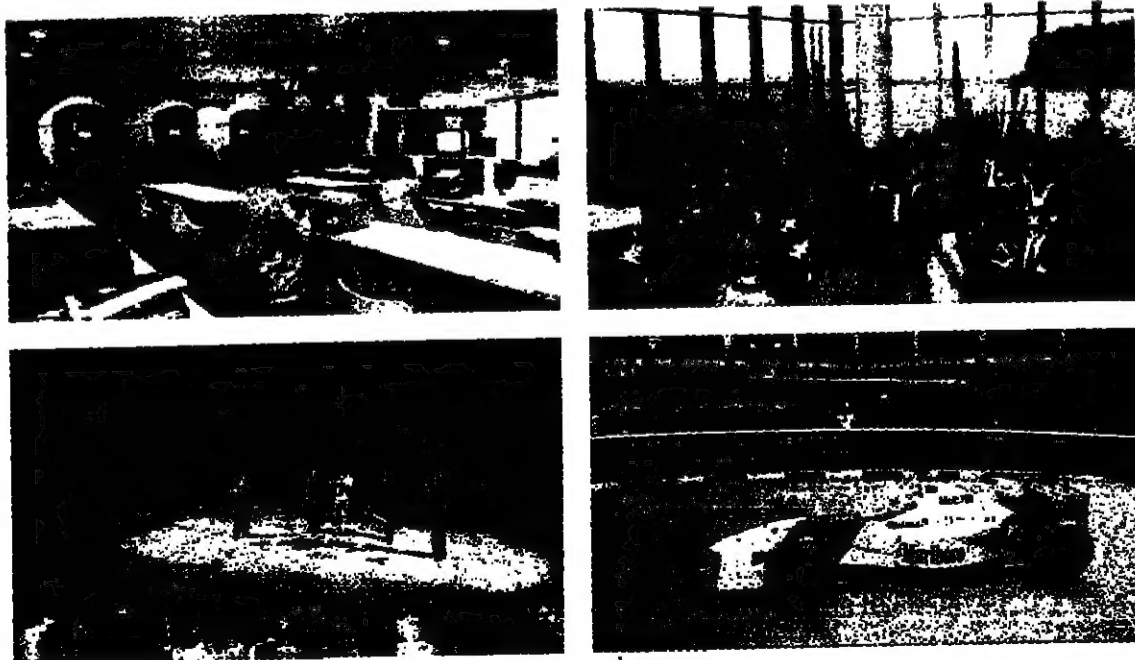
réf. à l'Assemblée nationale

Le ministre de l'Agriculture, Jean-Louis Borloo, a annoncé mardi 19 juin que le gouvernement envisageait de prendre des mesures destinées à rassurer les consommateurs français face à la contamination des produits de mouton britannique. Il a précisé que ces mesures seraient prises au bord du désespoir, car la situation est très grave. Le ministre a également déclaré que le gouvernement envisageait de prendre des mesures destinées à rassurer les consommateurs français face à la contamination des produits de mouton britannique. Il a précisé que ces mesures seraient prises au bord du désespoir, car la situation est très grave.



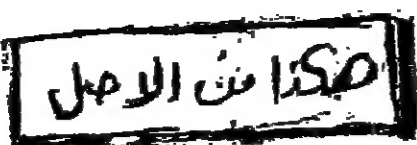
Monaco
active son nouvel
indicatif téléphonique
international

A PARTIR DU 21 JUIN 21 HEURES
POUR APPELER
LA PRINCIPAUTE DE MONACO
COMPOSEZ LE :
19 377
ET LE NUMERO DU CORRESPONDANT



MONACO. TOUT UN MONDE DE TRAVAIL ET DE LOISIRS

AAD Conseil Monaco. Photos archives.



Jean-Marie Le Pen répond à François Léotard en l'accusant de « profaner les tombes »

Le président du Front national veut affronter celui de l'UDF à Toulon

Après les déclarations de François Léotard lors du colloque organisé au Théâtre de Châteaufort (Ner) sur l'extrême droite (Le Monde du 18 juin), Jean-Marie

Le Pen a répliqué, mardi 19 juin, en accusant d'infamie le président de l'UDF, accusé d'être « un malade mental » et de « profaner les tombes » d'anciens

collaborateurs des nazis membres du Front national. M. Le Pen a mis M. Léotard au défi de l'affronter à Toulon aux prochaines élections législatives.

LE FRONT NATIONAL est une grande maison. On y accueille « tous les Français, d'où qu'ils viennent », a expliqué, mardi 18 juin, son président, Jean-Marie Le Pen, en ajoutant : « Sauf ceux qui se sont déshonorés ». Comme M. Le Pen a une définition très restrictive du déshonneur — « je considère que l'on se déshonore quand on agit pour de l'argent » —, cela laisse de la place à beaucoup de monde. Accusé par le président de l'UDF, François Léotard, de s'être « entouré de gens qui ont été des collaborateurs et, pour certains d'entre eux, très proches des nazis » (Le Monde du 18 juin), M. Le Pen s'est employé, lors d'une conférence de presse, à minimiser le rôle des personnes mises en cause.

Victor Barthélemy, secrétaire général du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, membre

de la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) et qui combattit aux côtés des nazis sur le front russe, n'était qu'un « secrétaire administratif dans un parti alors groupusculaire » et « s'occupait des écritures ». Selon M. Le Pen, « il n'a jamais été nazi, pas plus qu'André Dufraisse », membre pendant douze ans du bureau politique du Front national et qui avait été, lui aussi, à la LVF et avait combattu sous l'uniforme de la Wehrmacht.

En ce qui concerne le conseiller régional du Centre, Paul Malaguti, qui, membre du PPF, fut condamné par contumace après la guerre pour avoir servi d'auxiliaire à la Gestapo lors de l'exécution de résistants à Cannes en août 1944, M. Le Pen rappelle qu'il « a été acquitté » par la suite. « Le Front national accueille tous les Français,

tous ceux qui ont cru servir leur pays de bonne foi, qu'ils aient été dans la Résistance ou à Vichy, à Londres ou en Afrique du Nord », a affirmé M. Le Pen.

« BROUET INFÂME »

Le président du FN s'en est pris violemment à M. Léotard en qualifiant les déclarations du président de l'UDF de « brouet infâme » et en l'accusant de « pratiquer l'ouverture et la profanation de tombes pour pouvoir assouvir sa haine politique ». Traitant M. Léotard de « malade mental », de « psychotique », et de « schizophrène », puis faisant des insinuations sur l'attitude de son père pendant la guerre, M. Le Pen est passé à la menace en brandissant un dossier épais, qu'il promet d'ouvrir si le député du Var accepte de s'affronter à lui « dans

une des deux circonscriptions de Toulon » lors des élections législatives.

Mis au défi par M. Léotard de se présenter dans le Var, M. Le Pen a en effet répondu par un autre défi, celui d'un affrontement dans ce qu'il semble considérer comme son territoire : Toulon. La réponse ne s'est pas fait attendre. Mardi soir, le maire de Fréjus a expliqué, sur France-Info, qu'il n'a « pas du tout l'intention de suivre [le] candidat baladeur » qu'est, à ses yeux, M. Le Pen. Il a souligné, en revanche, qu'il participera au « combat » contre lui s'il se présente dans le Var.

M. Léotard a rappelé, en outre, que le slogan « ni droite, ni gauche, Français » était celui du PPF avant la guerre.

Christiane Chombeau

Alain Juppé laisse inchangé le mode de scrutin régional

Malgré le projet de Valéry Giscard d'Estaing, relayé par l'UDF, les assemblées seront élues, en 1998, à la proportionnelle départementale

FINALEMENT, on ne changera rien. Après dix mois de réflexion (Le Monde du 8 septembre 1995), Alain Juppé a décidé que le mode de scrutin pour les élections régionales ne sera pas modifié. En l'absence de consensus à droite sur les aménagements à apporter, la décision du premier ministre était prévisible depuis plusieurs semaines. La prochaine consultation, en mars 1998, se fera, comme les précédentes, dans le cadre départemental, à la proportionnelle, avec un seuil de 5 % des suffrages exprimés pour participer à la répartition des sièges.

M. Juppé devait aborder la question, mercredi 19 juin, à l'hôtel Matignon, à l'occasion du déjeuner mensuel qu'il a rétabli avec les responsables de la majorité. Si, non, les prochaines agapes, programmées le 10 juillet, entèreront sans doute la décision finale, malgré les réticences des dirigeants de l'UDF.

Alors qu'il envisageait de présenter, à l'automne 1995, un projet de loi tendant à transposer le mode de scrutin municipal au niveau régional pour dégager des majorités stables, le chef du gouvernement s'est aperçu, au fil du temps, qu'un accord paraissait impossible entre le RPR et l'UDF (Le Monde du 2 mai). Si le parti néogaulliste — comme le groupe de travail mis en place par la commission des lois du Sénat — préconise le maintien du système actuel, la confédération libérale et centriste souhaite une modification, sans pour autant défendre avec acharnement la proposition de Valéry Giscard d'Estaing, qui est approuvée par des présidents de régions détenues par l'UDF. François Léo-

tard, président de la confédération, devait toutefois rappeler à M. Juppé que le projet de l'ancien chef de l'Etat est bien celui de l'UDF.

Cette proposition, qui instituerait un apparentement préalable des listes dans chaque région, maintient le vote dans le cadre départemental mais attribue au niveau régional, pour la répartition des sièges, une prime en voix au regroupement de listes arrivées en tête. Le ministère de l'Intérieur a fait tourner ses ordinateurs pour voir quels auraient été les résultats sur les précédents scrutins. Il a testé d'autres hypothèses (prime départementale ou circonscription régionale). Toutes aboutissent à la même conclusion : les régions fragiles (Provence, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie et Aquitaine) le restent ou risquent de basculer. Comme le résume un conseiller, aucune des simulations faites ne présente d'intérêt politique pour la majorité.

Selon les spécialistes, la situation politique de 1998, analysée aujourd'hui, pourrait fortement ressembler à celle de 1986 tant pour le rapport droite-gauche que pour la représentation du mouvement écologiste et pour celle du Front national. Si l'audience de ce dernier se renforce, sa capacité de nuisance obligera la droite et la gauche à se poser de nouveau le problème du « front républicain ». En tout état de cause, le choix du statu quo ne favorisera pas l'émergence de majorités stables, ni donc un renforcement du rôle des régions.

Olivier Biffaud

Sécession au sein de l'internationale maçonnique

UNE FOIS DE PLUS, les francs-maçons se battent entre eux. La mêlée fraternelle ne concerne plus seulement la France, mais quatre continents, car le Grand Orient de France, celui de Belgique et cinq autres obédiences européennes ont, le 18 mai, à Santiago du Chili, claqué la porte du Centre de liaison et d'information des puissances maçonniques signataires de l'appel de Strasbourg (Clipsas).

Créé en 1961, le Clipsas fédère des obédiences dites « libérales », désireuses de préserver leurs spécificités face aux obédiences anglo-saxonnes « dogmatiques ». L'appel de Strasbourg laisse à chaque obédience la liberté d'édiger ou non la croyance en Dieu. Jusqu'à la sécession, quarante-neuf obédiences européennes, asiatiques, africaines et américaines, fortes de cent mille membres, s'étaient regroupées. Depuis Santiago, il compte encore qua-

rante-deux obédiences réparties dans vingt-huit pays, mais seulement quarante-deux mille francs-maçons. Il a porté à sa présidence Marie-France Coquart, grande maîtresse de la Grande Loge féminine de France.

Jacques Lafouge, grand maître du Grand Orient de France, Pierre Klees, grand maître du Grand Orient de Belgique, et Danièle Juette, présidente de la Fédération française du droit humain, estiment que « le Clipsas se comporte comme une super-obédience », qu'il « coûte trop cher » et que « ses dépenses sont essentiellement consacrées aux voyages ». Ils ont décidé de fonder une nouvelle association, l'Association maçonnique intercontinentale libérale (AMIL).

Le 18 mai, en effet, les demandes française et belge ont été repoussées par dix-neuf voix contre quinze. « Le Grand Orient de France et celui de Belgique sont venus pour casser », ana-

lyse Marc-Antoine Cauchie, président sortant et ancien grand maître du Grand Orient du Luxembourg.

L'AMIL concurrencera donc le Clipsas. Elle aura son siège à Bruxelles et sera présidée par un Belge. Les premiers membres de l'AMIL devraient être les sécessionnistes : Grand Orient de Belgique, Grand Orient de France, Grande Loge traditionnelle et symbolique Opéra, Fédération française du droit humain, Grande Loge française du rite ancien et primitif de Memphis-Misraïm, Grande Loge mixte de France et Grande Loge féminine de Suisse.

Cette querelle apportera de l'eau au moulin des obédiences anglo-saxonnes, qui dénoncent le laxisme des obédiences libérales et leur compromission avec la société profane.

Alain Faujas

VIANDES FILIERES
QUALITE CARREFOUR

Nous connaissons tout de chacune de nos vaches!

Depuis trois ans, en partenariat avec des milliers d'éleveurs de nos régions, Carrefour a entrepris une politique de garantie de la qualité par le système des « Filières ». Une filière, c'est un contrat à long terme passé entre Carrefour et les éleveurs. C'est l'identification et le contrôle de la qualité de chaque animal : de son origine, ses conditions d'élevage, son transport et son abattage jusqu'aux boucheries de nos magasins.

Ainsi, aujourd'hui, dans chaque magasin Carrefour, vous trouverez des viandes de filières nourries avec une alimentation saine.

Charolaise ou Normande, Montbéliarde ou Abondance, Blonde d'Aquitaine ou Limousine. Ces viandes sont le fruit d'une étroite collaboration avec des éleveurs partenaires, de plus en plus nombreux, qui partagent notre souci de qualité et de santé.

Les éleveurs seront cette fin de semaine dans vos magasins. Ils vous expliqueront comment ils travaillent, le soin qu'ils apportent à leurs animaux et le cahier des charges de Carrefour qu'ils respectent et vous feront déguster leur viande.

C'est cette politique qui vous permet de continuer, aujourd'hui, à manger une viande de race française identifiée, savoureuse en toute sécurité.

Avec Carrefour
je positive! ➡

ppé laisse inchangé
e de scrutin régional

projet de Valéry Giscard d'Estaing.
RUDF, les assemblées seront élues
la proportionnelle départementale

Autorisation à deux vitesses pour les multisalles de cinéma

Devant le Sénat, le ministre de la culture défend le cinéma de centre-ville

L'examen du projet de loi sur l'urbanisme commercial a donné lieu, mardi 18 juin, au Sénat, à une empoignade sur les complexes de salles de cinéma. Le ministre de la

culture, a fait finalement prévaloir un système différencié selon qu'il s'agit d'une création ou d'une rénovation et selon, en fait, la localisation des salles.

HASARD de calendrier ? Le jour où Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont, inaugurerait à Valenciennes son plus grand cinéma, énorme complexe de seize salles (lire aussi page 30), les sénateurs, continuant mardi 18 juin l'examen du projet de loi sur le commerce et l'artisanat, examinaient la disposition votée par les députés et soumettant à autorisation préalable la création d'ensembles de salles de cinéma comportant plus de 1 500 places.

ENTRE 1 500 ET 2 000 PLACES

Le sujet tient les deux Assemblées en haleine depuis bientôt trois mois. Le 7 mars, à l'initiative de Francis Saint-Ellier, député (UDF) du Calvados, un amendement retenait un premier seuil d'autorisation préalable à 1 000 places. Le Sénat le portait à 2 000. La commission mixte paritaire le ramenait à 1 500. Par un vote bloqué, le gouvernement le ramenait à 2 000 places, mais M. de Saint-Ellier profitait, le 23 mai, du texte réformant l'urbanisme commercial pour rabaisser le seuil

à 1 500. Mardi, Pierre Hérisson (Un. centr.), rapporteur du projet de loi, s'est proposé de confirmer ce seuil. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, a exposé un autre dispositif : une construction soumettant à autorisation les complexes de 2 000 places en cas de modernisation d'ensemble de salles exploitées depuis cinq ans (essentiellement dans les centres-villes) et à 1 500 place pour les créations.

L'affaire est compliquée. Il existe aujourd'hui dix-sept ensembles de 2 000 places et vingt-neuf compris entre 1 500 et 2 000. Pour corser la chose, un projet de 1 500 places est prévu au centre de... Bordeaux, ville dont le premier magistrat est Alain Juppé. Affirmant vouloir « sauver le cinéma au centre-ville », M. Douste-Blazy a souligné que les multiplexes avaient amené « 300 000 à 500 000 spectateurs de plus par an ». Les sénateurs ont finalement adopté l'amendement gouvernemental.

Tandis que Jean-Luc Melenchon (PS, Essonne) dénonçait l'opprobre jeté sur les multiplexes, Da-

nielle Pourtaud (PS, Paris) approuvait la limitation des « implantations anarchiques » des super-complexes et jugeait « acceptable » la proposition du gouvernement.

De son côté, Emmanuel Hamel (RPR, Rhône) votait contre la réduction d'un seuil de 2 000 places en fustigeant toute faiblesse face aux « grands groupes capitalistes qui étouffent la création française ».

SEUIL SPÉCIFIQUE

M. Douste-Blazy a eu plus de chance que son collègue Jean-Pierre Raffarin. Le ministre des PME s'est vu imposer, à la suite de votes croisés d'élus RPR et socialistes, des amendements modifiant profondément son texte. L'un d'eux crée un seuil d'autorisation spécifique, pour les commerces non alimentaires, à 1 000 m², alors que le projet retenait 300 m² pour l'ensemble des commerces de détail.

Caroline Mornat

Le chef de l'Etat et le premier ministre ont commémoré l'appel du 18 juin 1940

Jacques Chirac a créé une fourragère spéciale pour les unités combattantes faites Compagnons de la Libération. Alain Juppé a reçu à déjeuner les anciens secrétaires généraux du parti gaulliste

LES CHIRAQUIENS se veulent les seuls héritiers du gaullisme. Ils ont même tendance à penser qu'ils sont les mieux placés pour célébrer l'acte fondateur de la Résistance, le discours par lequel un général alors inconnu a, le 18 juin 1940, sauvé l'honneur. Pour en fêter le cinquante-deuxième anniversaire, Alain Juppé a organisé un déjeuner en l'hôtel du chef du gouvernement de la République, mais c'était le président du RPR qui recevait

puisque n'avait convié que ceux qui ont été les secrétaires généraux du mouvement chiraquien depuis sa fondation en 1976 et quelques-uns de ceux qui occupèrent les mêmes fonctions dans les partis gaullistes successifs depuis 1958, comme Yves Guéna et Robert Poujade.

CONSERVER LE SOUVENIR

En présence de nombreuses personnalités, dont l'amiral Philippe de Gaulle, sénateur RPR de Paris, Jean Tiberi (RPR) et Michel Destot (PS), maires de Paris et de Grenoble, deux villes Compagnons de la Libération, le chef de l'Etat a déclaré : « Votre engagement, votre courage, votre héroïsme nous rappellent que la grandeur de la France est toujours liée à l'effort, à l'unité, à la justice, à la liberté. »

Le président de la République a tenu aussi à faire le nécessaire pour que ne s'éteigne pas le souvenir de l'héroïsme de ces Compagnons, le jour où la dernière des 1 059 personnes distinguées par le général

de Gaulle disparaîtra. Cette décoration, en effet, a été aussi remise à cinq villes - Grenoble, Paris, Nantes, Vassieux-en-Vercois et l'île de Sein - et à dix-huit unités combattantes.

En tant que chef des armées, il a donc décidé que ces unités, ou celles qui en perpétuent la tradition, porteront une fourragère au cordon vert et noir portant la croix de la Libération. Cette fourragère vient, ainsi, s'ajouter aux trois existantes, celles de la Légion d'honneur, de la médaille militaire et de la croix de guerre. Au cours de la traditionnelle cérémonie qui commémore le 18 juin au mémorial de la France combattante du mont Valérien, Jacques Chirac a remis ce nouvel insigne aux chefs de corps de ces dix-huit unités.

Le chef de l'Etat a aussi fait déposer une gerbe, mardi, sur la tombe du fondateur de la V^e République à Colombey-les-Deux-Eglises, où il s'était rendu personnellement à la même date en 1995.

Thierry Bréhier

La situation des finances locales demeure préoccupante

SELON LES CONCLUSIONS du premier rapport de l'Observatoire des finances locales, rendu public mardi 18 juin, la situation financière des collectivités locales s'annonce difficile pour 1997 et 1998. Le rapport relève que les dépenses des collectivités ont augmenté de 5 %, soit plus que l'inflation, et dénonce, en particulier, « une dérive sur les frais de personnel » (+12 %) et un « dérapage » des dépenses d'aide sociale qui représentent près du dixième des dépenses totales. Sont ainsi mises en cause la prise en charge par les départements des dépenses d'insertion liées au RMI (plus de 3 milliards de francs par an) et « l'explosion du nombre des bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne » qui grève les budgets de près de 9 milliards. En revanche, les dépenses d'équipements régressent, en particulier dans les communes.

Temps de travail : les fonctionnaires déçus par la négociation

DOMINIQUE PERBEN, ministre de la fonction publique, a soumis, mardi 18 juin, aux sept fédérations de fonctionnaires, un « projet de protocole sur la fin d'activité de certains agents et sur l'aménagement du temps de travail ». Ce texte envisage la transposition, aux fonctions publiques, de l'accord interprofessionnel du 6 septembre 1995, sur la cessation anticipée d'activité. Un « congé de fin d'activité » serait accordé aux agents âgés de 58 ans. Les titulaires devraient disposer de 37,5 années de cotisation, les non-titulaires de quarante. Le revenu de remplacement serait égal à 70 % du traitement brut des titulaires et 65 % du salaire brut des non-titulaires.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : le jugement porté par les Français sur l'exécutif reste négatif, selon l'enquête réalisée par BVA du 13 au 15 juin auprès d'un échantillon de 931 personnes, et publiée par Paris-Match daté 20-26 juin. Le chef de l'Etat enregistre 51 % de mauvaises opinions (+2) contre 44 % de bonnes. 62 % des personnes interrogées (+1) sont mécontentes du premier ministre, contre 33 % de satisfaites. Enfin, 68 % sont insatisfaites de la façon dont la France est gouvernée.

■ **JEUNES** : le CNPF et la FEN ont signé, mardi 18 juin, un accord destiné à améliorer l'orientation professionnelle des jeunes. Les deux organisations, qui entendent mieux faire connaître la variété des métiers, projettent la création de stages, visites et formations.

■ **CORSE** : un conseiller municipal de Sartène, Horace Rossi, a été écroué à son tour, en lien avec l'affaire de l'assassinat de Michel Casanova (Le Monde du 19 juin). Employé de la direction départementale de l'équipement, âgé de 43 ans, M. Rossi a été élu sur la liste Corsica Nazione en juin 1995. Il est mis en examen pour complicité d'assassinat, de vol aggravé et association de malfaiteurs. (Corresp.)

PARLEMENT

■ **VILLE** : la majorité de l'Assemblée nationale a rejeté, mardi 18 juin, les deux motions de procédures défendues par l'opposition sur le projet de loi relatif au pacte de relance pour la ville. Laurent Cathala (PS, Val-de-Marne) a affirmé que le texte « générerait une rupture d'égalité économique et sociale entre les citoyens ». Pour Patrick Braouezec (PCF, Seine-Saint-Denis), « on ne régle pas les problèmes des quartiers en lançant des bouées aux pauvres ».

■ **SESSION** : René Monory, président (UDF-FD) du Sénat, a qualifié, mardi 18 juin, de « très positif » le bilan de la session unique du Parlement. Il a rendu hommage au « courage » d'Alain Juppé, en lui conseillant de « continuer à faire des réformes » et de « baisser les pré-lèvements le plus rapidement possible ».

■ **TÉLÉCOMMUNICATIONS** : le Parlement a définitivement adopté, mardi 18 juin, le projet de loi sur la réglementation des télécommunications, un accord étant intervenu en commission mixte paritaire (CMP) entre sénateurs et députés sur ce projet qui prévoit la fin du monopole de France Télécom sur le téléphone à partir du 1^{er} janvier 1998.

■ **SÉCURITÉ SOCIALE** : un accord a été conclu entre l'Assemblée nationale et le Sénat, au cours d'une réunion, mardi 18 juin, à Matignon, à laquelle participait Alain Juppé, pour fixer au 15 octobre l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale par l'Assemblée.

SOIRÉE DE JEUDI
JOLIE, JOLIE, JOLIE,
TU PLAIS À MON PÈRE,
TU PLAIS À MA MÈRE...

"LA NUIT BOURVIL" SUR CANAL+, JEUDI 20 À PARTIR DE 20H35

DU RIRE AUX LARMES, BOURVIL A RÉUSSI À S'IMPOSER AVEC UN INCOMPARABLE TALENT COMME UN DES PLUS GRANDS ACTEURS ATTACHANTS DU CINÉMA FRANÇAIS. VINGT-CING ANS APRÈS SA DISPARITION, BOURVIL EST TOUJOURS PRÉSENT DANS LA MÉMOIRE DE TOUS. "BONJOUR, MONSIEUR BOURVIL" EST UN DOCUMENT PRÉSENTÉ PAR VALÉRIE LEMERCIER ET JOSÉ GARCIA, RETRACANT LA CARRIÈRE DE BOURVIL, SUIVI DE LA DIFFUSION DU "CERCLE ROUGE", DU "TROU NORMAND", ET DE "FORTUNAT". UNE SOIRÉE DE JEUDI, POUR LE BONHEUR DE TOUS.



Pendant qu'on regarde **CANAL+**
au moins on n'est pas devant la télé.

صكنا من الامل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 20 JUIN 1996

ÉDUCATION Des réactions mitigées ont accueilli l'annonce par François Bayrou, mardi 18 juin, de ses orientations quant à une réforme de l'enseignement supérieur.

La communauté universitaire regrette qu'aucun moyen budgétaire nouveau n'accompagne ce plan. **● EN PRÉSENTANT** ces orientations, M. Bayrou a repris un certain

nombre de propositions issues des états généraux : premiers cycles, statut de l'étudiant, modernisation de la gestion des universités. Sur chacun de ces thèmes, les mesures

concrètes restent à définir, une nouvelle concertation devant être engagée dans les mois à venir. **● M. JUPPÉ**, venu témoigner du soutien du gouvernement, a exclu l'hypothèse

d'une loi de programmation budgétaire. « En attendant le retour de la croissance, il faudra en passer par des redéploiements », a prévenu le premier ministre.

La réforme de M. Bayrou laisse sceptiques enseignants et étudiants

Les nouvelles orientations pour l'université, présentées mardi 18 juin par le ministre de l'éducation, ne s'accompagnent pas de moyens budgétaires définis. La majorité se dit satisfaite, alors que la communauté universitaire exprime ses doutes, voire ses déceptions

LE CONSENSUS, déjà, se fissure. et les traditionnels clivages réapparaissent. La réforme de l'université présentée par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, mardi 18 juin, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, a provoqué des réactions très mitigées. La tentative de réconciliation avec un monde universitaire méfiant a buté sur un écueil de taille : l'absence de tout volet financier destiné à accompagner des mesures qui, par ailleurs, restent à mettre en chantier pour un début d'application lors des rentrées 1997 et 1998 (*Le Monde* du 19 juin).

Faute d'avoir obtenu gain de cause lors des derniers arbitrages, le ministre de l'éducation nationale a dû se contenter d'annoncer « une programmation concertée des calendriers et des priorités », en lieu et

place d'une loi de programmation attendue par les présidents d'université et les syndicats. Venu témoigner du soutien du gouvernement, le premier ministre, Alain Juppé, a dissipé toute illusion par une intervention vécue comme une douche froide. « Les états généraux ont su éviter le piège traditionnel des moyens. Avec 7,3 % de son produit intérieur brut, la France consacre 360 milliards de francs à l'éducation. Il n'y a pas de vraie réforme sans remise en question. En attendant le retour de la croissance, il faudra en passer par des redéploiements », a précisé M. Juppé. Le premier ministre n'en a pas moins tenu à féliciter son ministre d'avoir permis de jeter les bases d'« une belle et grande réforme qui donne le bon exemple ».

François Bayrou avait pourtant

usé de toutes les précautions pour éviter l'affrontement. Citant Charles Rigny, s'inspirant de l'idée gaullienne de la participation, s'inscrivant dans la continuité de ses prédécesseurs, « au-delà des polémiques stériles », il s'est livré à un exercice de réhabilitation de « l'idée française et républicaine de l'université ». « Un pays qui a inventé l'université n'a pas à aller chercher ailleurs son modèle », a-t-il proclamé.

UNE « RÉVOLUTION HEUREUSE »

Pour M. Bayrou, l'université française est en attente de « reconnaissance » pour l'effort accompli ces dernières années dans l'accueil massif des étudiants, de retrouver un esprit de « communauté » et d'élaborer « un contrat clair et durable ». Après avoir écar-

té, une nouvelle fois, les trois tentations de la sélection, de la concurrence entre les universités et de la « secondarisation » à l'américaine, le ministre a énuméré l'ensemble des mesures envisagées (*lire ci-dessous*).

Pour cet exercice, François Bayrou a habilement puisé dans la masse des contributions des états généraux. Peu ou prou, la plupart des interlocuteurs – la Conférence des présidents d'université, les syndicats, les associations, les élus et les partis politiques – ont retrouvé, qui une revendication satisfait, la trace d'une inspiration. S'il s'en était tenu à cette annonce, le ministre de l'éducation nationale aurait pu se targuer d'avoir réalisé l'introuvable consensus sur l'enseignement supérieur. Comme il l'a lui-même ad-

mis, néanmoins, « cette révolution heureuse » reste à construire dans les prochains mois, voire dans les prochaines années.

Sur ce point, au moins, il est assuré du soutien de la majorité. Les députés de l'UDF, « dans l'attente d'un calendrier précis, se félicitent des orientations » de la réforme. Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, considère que « la réforme est en bonne voie ». Sans cacher ses impatiences, il espère que « ces orientations débouchent dans les meilleurs délais sur des réalisations concrètes ». Tout en admettant qu'« une année a été perdue », Arnaud Hurel, secrétaire général de l'UNI, syndicat proche du RPR, se satisfait néanmoins de cette « base de négociations ».

Les autres organisations d'étudiants ont noté quelques motifs de

satisfaction. La Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE) a retrouvé ses projets d'allocation sociale d'étude et de participation des étudiants à la vie sur les campus.

L'UNEF-ID (gauche non communiste) reconnaît aussi que « l'orientation générale et les mesures vont dans le bon sens ». Toutefois, les responsables syndicaux étudiants ne cachent pas leur déception quant à l'absence de loi de programmation, « un préalable indispensable », note Guillaume Raguet, de la FAGE, tandis que Pouria Amirshahi (UNEF-ID) en appelle au président de la République « pour que [ces] engagements soient respectés », n'excluant pas de vives réactions à la rentrée.

« SIMULACRE »

Pour la Fédération syndicale unifiée (FSU), François Bayrou a annoncé « de bons principes généraux », mais « ils ne permettent pas de répondre aux exigences de l'avenir ni à l'effort nécessaire pour rattraper les retards ». Le Syndicat des enseignants (FEN) estime que « les propositions du ministre ne sont pas à rejeter a priori. Mais la concrétisation paraît problématique ».

Les réactions les plus virulentes émanent du Parti socialiste. Jack Lang évoque « un simulacre de réforme après un simulacre de concertation ». « Si cette réforme s'accomplit sans budget complémentaire, note l'ancien ministre de l'éducation nationale, il s'agit de la continuation de la réforme Jospin-Lang sans les moyens. Bref, la cure de sommeil continue. Un peu auparavant, François Hollande, porte-parole du PS, avait indiqué que M. Bayrou « n'en finit pas de relire sa copie et prend soin d'éviter tous les sujets qui pourraient fâcher les examinateurs ». En l'absence de moyens budgétaires, « le jury [des étudiants] appréciera à la rentrée ».

M. D.

Des commissions

François Bayrou a annoncé de multiples créations de commissions. « Une commission mixte », composée d'enseignants du secondaire et du supérieur, sera chargée de réfléchir au contenu du baccalauréat, dont la nouvelle formule s'est appliquée pour la première fois l'an dernier. Des « conférences disciplinaires » dans les premiers cycles seront créées : réunissant universitaires, étudiants, membres « des sociétés savantes », elles réfléchiront aux contenus des formations. Une « instance indépendante » devra indiquer aux lycéens « les débouchés prévisibles de chaque filière ». « Une commission étudiants handicapés » est instaurée dans chaque établissement. « Une agence de modernisation » des universités, rassemblant « les différents organismes qui œuvrent » dans ce domaine, doit être mise en place. Enfin, « un conseil d'orientation » devra définir « la stratégie de développement » des universités.

Les principaux axes de travail retenus par le gouvernement

VOICI les principales orientations de la réforme de l'université présentée, mardi 18 juin à la Sorbonne, par François Bayrou.

● **La réorganisation des premiers cycles.** Le ministre souhaite instaurer « une période d'entrée dans les études permettant d'aborder des disciplines et des voies de formation parentes entre elles ». Pour cela, l'année universitaire est réorganisée en semestres, les cours étant étalés sur dix mois. Pendant le premier semestre initial, « période d'orientation », seront mis en place des « entretiens réguliers avec les enseignants et un tutorat assuré par des étudiants confirmés ». Les DEUG seront simplifiés et leur nombre réduit, des « conférences disciplinaires » devant définir « les formations et les modalités d'examen ».

● **L'orientation.** A l'issue du premier semestre d'entrée à l'université, « une réorientation pourra intervenir immédiatement ». Mais c'est dès le lycée, en classe de se-

conde, qu'« un horaire particulier » permettra à l'élève de s'orienter. Durant les trois années de lycée, des « rencontres avec les universitaires, des étudiants, des professionnels » prépareront l'orientation.

● **Le statut de l'étudiant.** « La nation aide les plus pauvres, aide moins les situations moyennes et aide massivement les plus riches par l'addition de l'aide au logement et des déductions fiscales », note M. Bayrou. Pour mettre fin à cette « injustice », est proposée une « allocation sociale d'études » pour les plus défavorisés, englobant l'ensemble des aides et qui prendra en compte les revenus de la famille, la distance entre l'université et la résidence, les critères pédagogiques (*Le Monde* du 19 juin). Le ministre souhaite également élargir les champs d'intervention des étudiants dans la gestion des activités universitaires.

● **La filière technologique.** Cette « construction prendra six ou sept ans ». Seront créées des « fi-

lières technologiques au sein des universités existantes », associant l'enseignement et la recherche. Ces formations seront élaborées en liaison avec les brevets de technicien supérieur (BTS) et les instituts universitaires de technologie (IUT), qui sont maintenus.

● **L'insertion professionnelle.** « Un module de professionnalisation qui permettra de familiariser les étudiants avec le monde professionnel » sera introduit dans les formations de premier et deuxième cycle. La « politique de stages » sera reprise et l'apprentissage développé.

● **La recherche universitaire.** « La recherche universitaire est une tâche ardue mais essentielle », estime M. Bayrou. Le ministre veut donc « décloisonner » et favoriser les « allers-retours entre l'université et les organismes de recherche ».

● **Ouverture internationale.** M. Bayrou veut instaurer « un semestre européen » pour toutes les formations universitaires de

deuxième cycle, par voies d'échanges avec les établissements étrangers.

● **Carrières universitaires.** M. Bayrou juge « absurde » une gestion des carrières enseignantes qui ne se fait que sur « un seul critère : l'appréciation des publications de recherche ». Le ministre veut donc y ajouter « la mission d'enseignement et la mission d'animation ». Une réflexion est engagée sur le statut des professeurs agrégés (PRAG) et des attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER).

● **La modernisation des universités.** M. Bayrou souhaite « une politique contractuelle renouvelée », un renforcement des équipes de direction des établissements et une « autonomie » consolidée. Est proposé un transfert progressif de la propriété des locaux universitaires « de l'état vers les établissements d'enseignement ». Les universités pourront créer des « fondations ».

Une impasse budgétaire et un projet inachevé

UNE RÉFORME de l'enseignement supérieur peut-elle se faire sans moyens financiers ? C'est la question que François Bayrou a posée devant les responsables du monde universitaire.

Alain Juppé n'ayant pas laissé place au doute : en attendant « le retour de la croissance », la réforme se financera par « redéploiement ». Dans son analyse des crises successives qui ont agité l'université, et notamment celle de l'autonomie, le ministre de l'éducation nationale a pourtant oublié cette évidence : l'enseignement supérieur est en mal de crédits pour accomplir ses nouvelles missions.

Les longues grèves étudiantes de 1995 ont mis en évidence la misère de certains établissements, des universités moyennes de province en particulier, celles qui ont dû en priorité absorber les nouvelles générations de bacheliers. Le « coût » global d'un étudiant d'université était en 1994 de 31 900 francs par an, l'un des plus bas d'Europe. Et l'effort budgétaire consenti de 1990 à 1992, sous Lionel Jospin, a été interrompu sous le gouvernement de M. Balladur. Dès lors, l'équilibre fragile sur lequel François Bayrou entend bâtir sa « révolution heureuse » de l'enseignement supérieur risque fort d'être rompu.

Seul avant lui, parmi les gouvernements de droite des trente dernières années, Edgar Faure avait réussi à imposer une réforme profonde de l'université. C'était après mai 1968, alors que s'exprimait l'exigence de « démocratisation » et d'une rénovation profonde des

structures. Depuis, d'Alice Saunier-Seïth en 1976 à Alain Devaquet en 1986, sans oublier François Fillon en 1993, les ministres de droite, sous la pression des plus conservateurs de leurs représentants dans les facultés, ont tenté sans succès de faire plier une institution née avec les bouleversements.

Sur ce point au moins, François Bayrou paraît avoir rompu le traditionnel blocage idéologique, grâce à un exercice subtil de séduction. En inscrivant le contour de sa démarche dans « la tradition » et la continuité, il a suscité la curiosité avant de s'attirer des sympathies d'enseignants et de présidents d'université en mal de reconnaissance pour les efforts d'adaptation de ces dernières années. Car malgré la piètre image qu'elle donne parfois d'elle-même, avec ses amphibondés, l'université a beaucoup changé. Tant bien que mal, elle s'est adaptée aux nouvelles conditions sociales d'accueil d'un nombre chaque année plus important d'étudiants.

François Bayrou l'a rapidement compris. Rétif au chambardement, opposé aux « cathédrales législatives », le ministre veut inscrire sa réforme sous le signe de l'adaptation. Même si les états généraux n'ont pas été un succès de participation, l'association de l'ensemble des représentants des enseignants, des étudiants et des personnels a surtout fait émerger une volonté forte de participation. En ce sens, ce n'est pas tant l'absence de mesures concrètes applicables dès la rentrée qui a provoqué les réactions d'hostilité déclarée. Malgré l'urgence de certaines décisions et les impatiences exprimées, surtout à droite, l'étalement dans le temps ne sera sans doute pas le principal obstacle proclamé.

M. D.

Jean-Marc Monteil, vice-président de la CPU

« Le plus dur, les objectifs et les moyens, reste à faire »

« Les propositions de M. Bayrou satisfont-elles les présidents d'université ?

— Chaque ministre qui prépare une réforme a tendance à considérer qu'il crée une Université nouvelle. L'Université n'a pas commencé aujourd'hui. Elle s'inscrit dans une évolution continue. La méthode qui consiste à demander aux « acteurs » de participer à leur avenir est la moindre des choses en démocratie. François Bayrou a défini un cadre de principes. Tout dépend de la façon dont ils seront mis en œuvre. Je remarque seulement qu'un certain nombre de réflexions conduites par la CPU ont été prises en compte. Mais le plus dur reste à faire.

— Est-ce à dire que le succès de la réforme dépend des universitaires eux-mêmes ?

— Tous ceux qui participent à la vie de l'université ont un rôle dans cette évolution. Mais celle-ci ne pourra remplir seule toutes ses missions. La responsabilité politique implique qu'elles soient par-

tagées par toute la société. Il était important que la place de l'université soit reconnue. Après le constat et les principes, il reste à définir des objectifs et des moyens.

— L'absence de loi de programmation que la CPU a maintes fois réclamée n'est-elle pas inquiétante ?

— Il faut rompre avec le discours qui consiste à demander des moyens sans avoir fixé les objectifs préalables. Il est temps d'adopter une démarche inverse. Sur la base des principes, déterminons les objectifs puis les moyens de les atteindre. Il serait ensuite paradoxal que la nation s'accorde sur ces priorités tout en refusant les capacités de les mettre en œuvre. Il faut que les universités puissent s'engager dans des politiques contractuelles pour la formation et surtout la recherche.

— Parmi les orientations du ministre, quelles sont, selon vous, les priorités à engager rapidement ?

— En premier lieu, je crois que le statut de l'étudiant est un moyen de créer les conditions d'une égalité

réelle. La lutte contre l'échec en premier cycle est d'une autre nature. Les responsables politiques sont obsédés par cette question. A leurs yeux, il faudrait que les premiers cycles engloutissent toute l'université. Ce n'est pas l'échec en soi qui est dommageable, mais plutôt l'erreur programmée et répétée qu'il faut corriger. Les universités s'en préoccupent. L'organisation en semestres est déjà pratiquée. Mais les hommes politiques l'ignorent. Ils oublient également que le problème se déplace vers les deuxième et troisième cycles. Trop de jeunes docteurs ont acquis des compétences réelles dont ils n'obtiennent pas la reconnaissance auprès des entreprises ou dans des débouchés vers la recherche.

— L'allongement de l'année universitaire vous paraît-elle une bonne solution ?

— Ceux qui pensent que l'université travaille six à sept mois par an se trompent. Justifier le découpage en semestres sous prétexte que l'année est trop courte est une erreur. Ce n'est pas parce que les cours s'arrêtent en mai que les universités sont fermées jusqu'en octobre. Ce serait oublier les examens et le temps consacré par les enseignants à la recherche durant cette période plus propice.

— L'absence de grand chamboulement vous rassure-t-elle ?

— Tout dépend de savoir ce que nous serons capables de bâtir collectivement. L'Université n'a jamais été démolie. Ceux qui se battent pour améliorer le système n'ont aucune raison d'arrêter.

Propos recueillis par Michel Delberghe

CHEVEURES

FRISÉES BOUCLÉES

JOSEPHA PARIS

Chevelures Reconnues, Respectées, Embellies, Aimées, Chevelures Top Beauté et des Coiffures Lisses

Josephine Paris L'Arbre de Vie de Votre Chevelure 62, rue Claude Bernard, 75005 Paris Fax/Tel (1) 43 35 44 88

Dans grande université **USA** Californie
Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bacc + 1 et + 2
Spécialisation en pub, marketing, management avec stage entreprise inclus.
12 mois (10, si anglais faible) + poss. anglais renforcé 1 an.
Cours, logement, repas inclus
(Prix : 11 800 \$)
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA
CEPES (1) 45-51-23-23

une nouvelle loi de programmation budgétaire. En attendant le retour de la croissance, il faudra en passer par des économies. Le premier ministre.

Enseignants-chercheurs, entre nécessités pédagogiques et rêves de recherche

A Paris-XIII-Villetaneuse, une petite communauté hétérogène

LA RÉUNION du département venait de s'achever. Comme souvent, le jeune maître de conférences avait décidé de trainer encore quelques minutes. En passant, il a demandé à la dernière venue de l'équipe si ça allait. Et la jeune femme a craqué. Depuis un an, elle essayait de trouver quelque chose pour parler du contenu des programmes, des méthodes d'enseignement, des réactions des étudiants... Alors, aujourd'hui, elle avait vainement essayé de poser la question. Tout haut, et deux fois. Une réunion mensuelle, dans un département de sciences humaines d'une université parisienne, ça devait bien être fait pour ça, non ? « Je lui ai expliqué que non, soupir l'enseignant. Que c'était lamentable mais que, dans une université, on ne parlait pas de pédagogie. D'horaires de cours, de dates d'exams, à la rigueur. Mais de pédagogie, jamais. »

L'anecdote ne traduit sans doute qu'une mauvaise expérience, dans un des multiples départements de l'université Paris-XIII-Villetaneuse. Mais comment ne pas songer alors à ces questions qui traversent aujourd'hui l'enseignement supérieur et, au-delà, l'ensemble de la société française ? Pêle-mêle : l'université française a-t-elle les moyens de former les nouvelles générations ? Sait-elle encore quelle est sa mission ? A-t-elle su tirer les conséquences de l'explosion du nombre d'étudiants ? Ou, plus violemment encore, les enseignants-chercheurs s'intéressent-ils véritablement au sort des étudiants ?

« Les enseignants-chercheurs... Dans son bureau de président de l'université Paris-XIII, Jean-François Méla hausse les épaules : « Vous savez, l'enseignant-chercheur est devenu une catégorie un peu mythique. Il y a encore quinze ans, c'était simple : on reproduisait le modèle qu'on avait appris comme étudiant. Dès qu'on entendait parler d'entreprises, de débouchés, de professionnalisation, on sortait le fusil et on tirait à vue. Aujourd'hui, nous sommes devenus une population complètement hétérogène. Certains ont accepté de prendre en charge une part toujours plus grande de la jeunesse et tentent de concevoir une politique de développement universitaire cohérente, d'autres se sont réformés sur eux-mêmes en regrettant le cocoon de jadis. Certains se sont investis à fond dans la recherche, avec des horaires de dingues, d'autres ont au contraire levé le pied, profitant de la situation. On les appelle tous des enseignants-chercheurs mais je ne demande ce qu'ils ont encore de commun. »

Un drôle de petit monde, en vérité. Une communauté aux allures de grande famille, où chacun semble œuvrer pour le bien de tous. Dans les couloirs, enseignants et étudiants se croisent souriants ou épuisés. Au laboratoire, vieux savants primés et jeunes chercheurs prometteurs se penchent sur les mêmes appareils. Et en ces jours de grand soleil,

même le béton gris si souvent décrit semble se couler harmonieusement entre les pelouses. Ici, un professeur se félicite de disposer d'un bureau, ce dont sont privés ses collègues du centre de Paris. Là, un autre précise que, contrairement à la légende, le Quartier latin est à vingt minutes de cette faculté de la banlieue nord. Et son administration de rappeler que le comité national d'évaluation a salué, dans sa dernière enquête, les performances de l'université, tant en matière d'enseignement que de recherche. Une sorte de planète idéale, sans conflits ni inquiétudes.

La réalité est évidemment tout autre. En passant, en trente ans, de 300 000 à plus de 2 millions d'étudiants, l'université française a changé de nature. Créée en novembre 1969, Paris-XIII pensait bien être un de ces établissements d'un genre nouveau. Des chercheurs venus tout droit de l'école normale supérieure, des enseignants volontaires pour vivre une aventure : le cadre semblait propice à la mue. Sauf qu'après une croissance lente la machine s'est emballée. Avec pas moins de 38 % d'étudiants supplémentaires au cours des cinq dernières années, toutes les certitudes des universitaires ont volé en éclats.

L'enseignement serait donc victime de la recherche ? « Au contraire, mon travail de chercheur enseigne mon enseignement », jure Gaston Gros, professeur de linguistique. Doyen de la faculté de droit et maître d'Enghien, Philippe Sueur n'y croit pas davantage. Mais pour d'autres raisons. « Cela fait six ans que je n'ai rien publié et personne ne vérifie. J'ai des excuses : le travail administratif, et mes charges municipales. Mais, entre nous, d'autres n'ont ni l'un ni l'autre et ne publient pas plus. »

Des accusations qui fusent d'un département à l'autre, d'un enseignant vers son voisin. Sans compter le jugement de l'extérieur, qui considère comme bien légère la charge de 192 heures de cours par an accomplie par les enseignants-chercheurs. « On se sait privilégiés, sourit Philippe Leteune, maître de conférences de littérature. Mais on se sent incompris. Incompris parce que, comme chercheur, nous n'avons pas de vacances, pas de week-end, que nous pouvons travailler tout le temps », précise-t-il. Incompris, renchérit Roseline Letteron, professeur de droit, parce que « personne ne voit qu'il y a trente ans un professeur de faculté c'était comme un conseiller d'Etat et qu'aujourd'hui c'est rien ».

De quoi, selon eux, justifier ce comportement collectif de citadelle assiégée. « D'autant, conclut Jean-François Méla, que personne ne souligne les réussites. Par rapport à d'autres institutions, je trouve que nous avons plutôt réussi à absorber les bouleversements de la société. » Le président de Paris-XIII jette un œil sur la cité Salvador-Allende, en face de sa fenêtre : « Tout le monde ne peut pas en dire autant. »

Enseignants ? Chercheurs ? « Aujourd'hui, plus personne ne sait trop, assure Jean-Pierre Schermann, responsable du département physique. Notre enseignement n'a pratiquement pas bougé. On continue à former des spécialistes alors que la plupart d'entre eux ne feront plus jamais de physique de leur vie. »

En première année, plus de la moitié des élèves échouent aux examens, un bon quart disparaissant dans la nature. A l'autre extrémité, des titulaires du doctorat restent sans travail. « Mais personne ne fait rien, poursuit le physicien. On préfère continuer à enseigner son petit sujet de recherche. » Michel Pouchain, professeur de sciences économiques, renchérit : « La plupart des enseignants se préoccupent peu, ou pas, des étudiants. Ils s'intéressent avant tout à leur thème de recherche. C'est pour ça qu'ils sont là. »

Le jugement est sévère. Mais nul doute qu'en embrassant la carrière universitaire, la plupart rêvent de science, de découverte, d'avan-

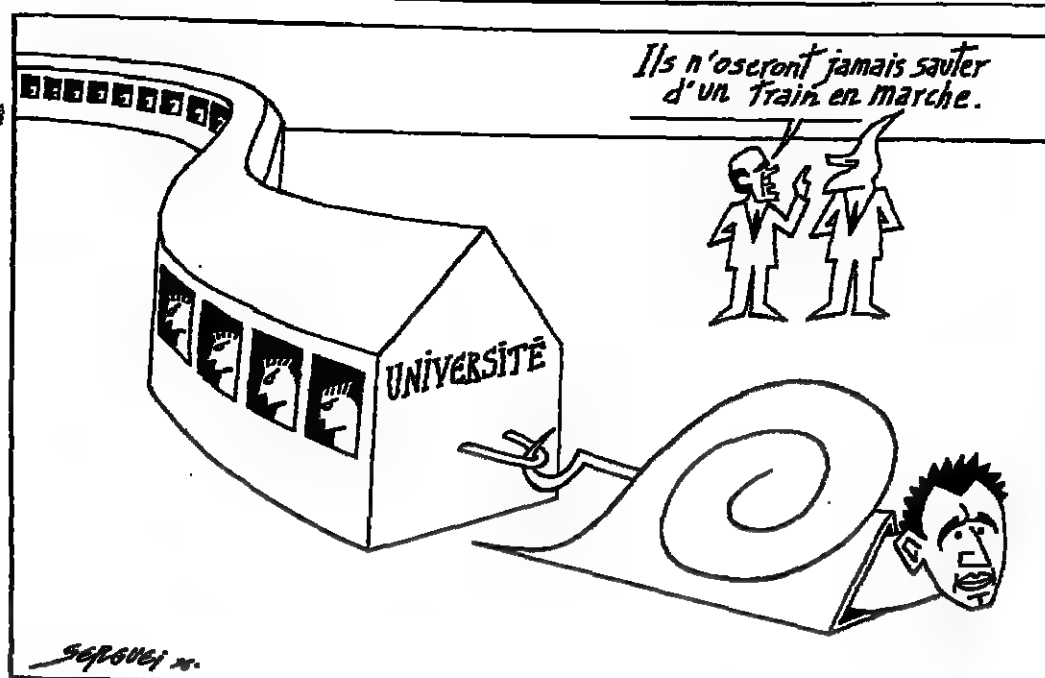
ce théorique. Maître de conférences d'histoire, Michèle Gaillard se souvient de ces quatorze années de recherche impossible. Professeur de collège, puis de lycée, elle tentait de conserver un peu de temps pour fouiller les bibliothèques. « Mais je considérais l'enseignement comme un obstacle. Alors le jour où j'ai appris que j'avais un poste, c'était la consécration et le soulagement. »

Amick Fourier a connu un parcours similaire, successivement institutrice, certifiée, puis agrégée. « Chaque fois, j'avais le sentiment d'être rattrapée par ce qu'on appelle la démocratisation de l'enseignement, et que je nomme la démagogisation ». Aussi, aujourd'hui qu'elle est maître de conférences, que « la médiocrité », selon elle, envahit à son tour l'université, ce n'est plus dans l'enseignement qu'elle puise l'essentiel de ses satisfactions : « Mon identité, c'est devenu la recherche. Je publie, je participe à des colloques. Mais comprenez moi bien : j'ai travaillé pour en arriver là. »

L'enseignement serait donc victime de la recherche ? « Au contraire, mon travail de chercheur enseigne mon enseignement », jure Gaston Gros, professeur de linguistique. Doyen de la faculté de droit et maître d'Enghien, Philippe Sueur n'y croit pas davantage. Mais pour d'autres raisons. « Cela fait six ans que je n'ai rien publié et personne ne vérifie. J'ai des excuses : le travail administratif, et mes charges municipales. Mais, entre nous, d'autres n'ont ni l'un ni l'autre et ne publient pas plus. »

Des accusations qui fusent d'un département à l'autre, d'un enseignant vers son voisin. Sans compter le jugement de l'extérieur, qui considère comme bien légère la charge de 192 heures de cours par an accomplie par les enseignants-chercheurs. « On se sait privilégiés, sourit Philippe Leteune, maître de conférences de littérature. Mais on se sent incompris. Incompris parce que, comme chercheur, nous n'avons pas de vacances, pas de week-end, que nous pouvons travailler tout le temps », précise-t-il. Incompris, renchérit Roseline Letteron, professeur de droit, parce que « personne ne voit qu'il y a trente ans un professeur de faculté c'était comme un conseiller d'Etat et qu'aujourd'hui c'est rien ».

De quoi, selon eux, justifier ce comportement collectif de citadelle assiégée. « D'autant, conclut Jean-François Méla, que personne ne souligne les réussites. Par rapport à d'autres institutions, je trouve que nous avons plutôt réussi à absorber les bouleversements de la société. » Le président de Paris-XIII jette un œil sur la cité Salvador-Allende, en face de sa fenêtre : « Tout le monde ne peut pas en dire autant. »



« PRAG=MC² », deux professeurs pour le prix d'un

CORINNE HUBNER-BAYLE a une façon bien à elle de résumer sa situation : « PRAG=MC² ». En langage courant, cette équation signifie qu'un professeur agrégé (PRAG) qui enseigne en université assure le double du service d'un maître de conférences. Soit 384 heures par an au lieu de 192, à peu près pour le même prix. Une aubaine pour un ministère dont les finances sont à sec. Lorsque, de surcroît, les enseignants manquent à l'université alors que les collèges et les lycées commencent à être un peu plus « à l'aise » en raison de la baisse du nombre d'élèves, la solution prend des allures de palliatif idéal. Il suffirait de ponctionner ici, dans le secondaire, pour verser là, dans le supérieur. Mieux encore, ces agrégés, que leur concours de recrutement destine à l'enseignement secondaire, joueraient un rôle de « passeurs » pour les nouveaux étudiants.

En proposant, dans le plan d'urgence de décembre dernier, de débiter 1 000 postes de PRAG pour l'enseignement supérieur, François Bayrou a porté le fer dans la plaie. Pour les enseignants-chercheurs, titulaires d'un doctorat et aspirant à un poste de maître de conférences, la création de ces 1 000 postes, contre 262 postes de

maîtres de conférences, a pris des allures de camouflet. M. Bayrou ne faisait pourtant que suivre la politique de ses prédécesseurs. En effet, depuis que le corps des assistants a été supprimé, au début des années 80, le nombre des PRAG s'est multiplié. Il n'était pas rare d'en compter 1 000 de plus chaque année, voire davantage. Parallèlement, une politique d'emploi en accordéon, alternant années fastes et vaches maigres pour les enseignants-chercheurs (Le Monde du 4 juillet 1995), a abouti à cette situation paradoxale : alors que les universités avaient de plus en plus recours aux PRAG, les docteurs, faute de postes de maîtres de conférences, se trouvaient contraints de postuler dans les lycées.

CRÉATIONS BUDGÉTAIRES Héritier de cette situation, François Bayrou a pris ses précautions. Tout d'abord vis-à-vis du second degré : les 1 000 postes de PRAG ne sont pas « volés » aux collèges et aux lycées mais représentent bel et bien des créations budgétaires. Ensuite, vis-à-vis de l'enseignement supérieur, le ministre s'est engagé sur un point crucial : la recherche. Il faut « retenir le principe d'une évolution du statut des PRAG pour

que ceux d'entre eux qui sont d'authentiques chercheurs puissent assumer une partie de la recherche universitaire », a-t-il réaffirmé, mardi 18 juin. En effet, assurer le double du service d'un maître de conférences ne laisse guère de loisir pour entamer ou terminer une thèse. Hervé Flanquart, PRAG en sciences sociales à l'université du Littoral, s'estime « verni » : cet établissement accorde chaque année à deux enseignants-chercheurs un service de 192 heures pour terminer une thèse. « C'est mieux que rien, estime Hervé, mais cela ne vaut que pour la dernière année de thèse. Pendant les trois ans précédents, c'est l'enfer. »

Depuis le décret Lang de 1993, les universités se sont alignées sur un service annuel de 384 heures alors que nombre d'entre elles pratiquaient auparavant un « moyen terme » en s'alignant sur les 288 heures des professeurs de classe préparatoire. Jacqueline, elle, PRAG à Nanterre a baissé les bras : « En devenant PRAG, j'ai été bombardée tous azimuts, en biologie, en droit, en sciences éco, en langues étrangères appliquées, etc. Plus question de finir ma thèse. » Pourtant, personne ne voudrait retourner dans le secondaire.

Béatrice Gurrey

A la cité-U d'Antony, les bourses et le logement d'abord

L'ANNONCE d'une prochaine réforme de l'université n'a pas franchi ses portes. A la résidence universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine), les étudiants disent tout ignorer des plans du gouvernement. Par manque d'informations sûrement, et puis la période n'est guère propice. « Faire des annonces en juin, c'est très malin, estime Sandrine. On est dans les examens jusqu'au cou, on ne peut pas réagir. » Assise au pied d'un arbre, Sandrine est occupée à donner le biberon à son fils, Vincent. Comme près de la moitié des jeunes de cette résidence universitaire, elle vit en couple et est déjà chargée de famille. Sandrine est boursière, reçoit l'allocation de logement social (ALS), mais « c'est très loin d'être suffisant ». Alors elle travaille dans une crèche, à mi-temps, et dénonce le cercle vicieux qui fait que, « si tu ne travailles pas, tu ne peux pas survivre. Mais, si tu travailles, tu risques de louper les examens, et donc de perdre ta bourse ».

Boursiers pour la plupart, les quelque 2 500 étudiants de la résidence universitaire d'Antony sont largement dépendants des aides allouées par l'Etat. Il y a trois ans quand Emilie, qui venait d'échouer à son BTS, s'est vu supprimer sa bourse, elle a été contrainte d'abandonner ses études. « Pas les

moyens de continuer », explique-t-elle. Aujourd'hui, elle travaille et regrette son parcours inachevé d'étudiante : « C'est complètement idiot. Pendant deux ans, l'Etat m'a payé des études pour m'empêcher ensuite de les finir. » Emilie plaide pour un assouplissement des maintiens de bourse, « pour le droit à l'erreur ».

Après les bourses, le logement. « Sans l'existence des cités universitaires, je n'aurais pas pu faire mes études », affirme Paul, dix-neuf ans. ALS déduite, son logement lui revient à 300 francs par mois. Mais il habite dans le bâtiment C, le plus dégradé de la résidence. Unidorm abîmé, fenêtres craquelées, cafards et douche moisie, Paul n'en finit plus de raconter le délabrement de son habitat. « Ils ont réhabilité le bâtiment A, celui de l'administration, mais pas les autres », s'indigne-t-il. Comme les autres étudiants, Paul demeure attaché à la cité d'Antony, qui à aujourd'hui quarante ans. Il réclame sa totale réhabilitation, de toute urgence. Pour lui comme pour les résidents, l'action de l'Etat en faveur des étudiants devrait passer aussi et surtout par-là.

Cécile Prieur

MIDSOMMAR

DU 20 AU 22 JUIN* CHEZ IKEA, PAS BESOIN DE PARLER SUEDOIS POUR COMPRENDRE QUE C'EST LA FÊTE.

Air Liberté

Pour Paris/Pointe-à-Pître et retour, faites escale chez IKEA. Vous pourrez gagner le jeudi et le vendredi 2 billets A/R sur Air Liberté. Le tirage au sort.

Galants mais économes, si vous voulez régaler votre épouse,

le jeudi soir entre 19 h et 22 h, pour le prix de votre dîner le sien lui est offert. Si par hasard ce n'était pas exactement votre épouse c'est pareil. On veut pas savoir...

Le vendredi jusqu'à minuit, votre petit ticket et la grande roue de la chance pourront vous faire gagner un chariot surprise avec 1000 F de cadeaux... Et mille francs chez IKEA ça pèse.

Les règlements sont disponibles sur simple demande au magasin, alors bonne chance.

*Après le 22 la fête se prolonge dans plusieurs magasins. Pour connaître les jours et les horaires du vôtre, consultez votre Minitel : 3615 IKEA **

سكنا من الامل

Le FN réussit une percée aux élections dans les HLM

Avec dix-sept élus dans la trentaine d'organismes où il présentait des candidats, le Front national estime avoir atteint son objectif. Les scores du parti d'extrême droite sont particulièrement élevés dans le Sud

Pour la première fois, le Front national présentait des candidats aux élections triennales des représentants de locataires, dans trente organismes de logements sociaux. Il remporte 17 sièges. La percée est encore mo-

deste puisque 1 500 sièges étaient à pourvoir dans 600 organismes, mais il s'agissait, de l'avis même des responsables du parti, d'un galop d'essai. Dans le sud de la France - notamment dans les Bouches-du-Rhône - et à

Dreux, les listes FN ont fait parfois de gros scores (plus de 30 % des voix). Les amis de Jean-Marie Le Pen sont satisfaits et promettent d'être présents partout lors du prochain scrutin. Les nouveaux élus du FN en-

tendent mettre en pratique les principes sur lesquels ils ont été élus : « la priorité aux familles françaises », la « tranquillité dans les cités », la « chasse aux familles insolubles » (Lire aussi notre éditorial page 16).

C'ÉTAIT UN TEST destiné à ouvrir une brèche sur le terrain associatif. Le résultat est concluant : sur la trentaine d'organismes HLM où il présentait des listes aux élections triennales de locataires, achevées samedi 15 juin, le Front national remporte dix-sept sièges. Le parti d'extrême droite arrive en seconde position dans onze cas, en troisième dans six autres. Même s'il ne s'agit que d'une victoire limitée, puisque 1 500 sièges étaient à pourvoir dans quelques 600 organismes publics et sociétés anonymes, le Front national a largement rempli la mission qu'il s'était fixée. Il s'implante dans un tissu associatif en perte de vitesse où il n'avait, jusqu'à présent, aucun véritable ancrage. Il affirme sa présence dans un secteur sensible où, comme le souligne Philippe Olivier, conseiller régional FN d'Ile-de-France et grand ordonnateur de ce scrutin, « sa capacité électorale est considérable ».

Le Front national annonce clairement son objectif : présenter, dans trois ans, une liste dans chacun des 600 organismes. Ce qui, commente M. Olivier, « est remarquablement envisageable au vu de ces résultats. Si cette fois-ci nous sommes arrivés trop tard, poursuivons, nous aurons la prochaine fois une liste à l'OPAC de Paris. Et nous sommes bien décidés à mettre sur pied des antennes pour jouer la proximité. Il faut des antennes du Front national locales par quartier ou par cité, et pourquoi pas, par cage d'escalier ».

Dans ce scrutin où le taux de participation ne dépasse guère 25 à 30 %, ce sont surtout les petites listes indépendantes qui font les frais de la percée frontiste. Mais les grosses organisations, d'implantation ancienne, sont également touchées. Certes, globale-

ment, la première d'entre elles - la Confédération nationale du logement (CNL) - affiche, sur les 313 organismes où elle était présente, un gain de 4 % des voix par rapport à 1992, soit 49 %, ce qui équivaut à 53 sièges supplémentaires. Mais là où il a fallu compter avec le Front national, la CNL enregistre une perte d'environ 4 000 voix par rapport au dernier scrutin.

« GALOP D'ESSAI »

Les sièges du Front national se partagent à part quasi égales entre les sociétés anonymes d'HLM (8 sièges) et les offices publics, municipaux ou départementaux (9 sièges). Mais, à l'exception de trois d'entre-eux - l'office municipal de Roubaix (Nord), celui de Nanterre (Hauts-de-Seine) et l'OPAC de Saône-et-Loire -, il y a un élu FN dans tous les offices publics où une liste était présentée. Ainsi il remporte plus du tiers des voix à l'OPAC de Dreux (Eure-et-Loir), plus du quart à l'OPAC des Ardennes et à l'OPAC de l'Eure, 22 % des voix à l'office municipal de Clamart (Hauts-de-Seine), entre 15 % et 20 % à l'office municipal de Macon, l'OPAC de Molsheim, l'OPAC du Tam-et-Garonne et l'OPAC du Val-de-Marne.

Si le Nord a bien résisté - le Front national est battu à Roubaix et à Lille -, le Sud, et notamment le département des Bouches-du-Rhône, fief de Bruno Mégret, a offert au FN de bons résultats. Trois grosses sociétés anonymes d'HLM (sur les cinq où le FN présentait une liste) ont désormais un élu localitaire issu du Front national. Il s'agit de Logreim (16 000 logements), une ancienne filiale de la Sonacotra, très présente dans les quartiers nord de Marseille et qui accueille, dans son parc, environ

30 % de familles étrangères, de la Phocéenne d'habitation (10 000 logements) et de Famille et Provence (4 300 logements). Tout en regrettant de n'avoir pas pu présenter de liste à l'OPAC, Hubert Foyard, qui a orchestré l'affaire dans les Bouches-du-Rhône, le département laboratoire du FN, souligne que « c'est un galop d'essai, mais un bon galop ».

Du côté des organismes, on ne souhaite pas, visiblement, s'appesantir sur ces résultats. « Je ne verrai pas gérer la présence d'un

des autres élus, dont la profession de foi standard, concoctée par les instances nationales du parti, annonçait quatre priorités parmi lesquelles « la priorité aux familles françaises » et « la tranquillité dans les cités » (Le Monde du 29 mai).

A l'OPAC de Dreux (5 500 logements), où Bernard Ligonnière, un boulangier retraité de soixante-huit ans, militant du FN et présent sur la liste de Marie-France Sticobois aux dernières élections municipales, a remporté 35 % des voix,

en effet délibérément écarté de ces deux instances. Dans la mesure où toute nomination dans une commission suppose un vote du conseil d'administration, c'est sans doute la carte que joueront les neuf offices où le FN a un élu.

CONTRÔLER LES ATTRIBUTIONS

Dans les sociétés anonymes, en revanche, les choses semblent moins établies. Les représentants de locataires ne siègent que depuis trois ans dans les conseils d'administration, et les commissions d'attribution de logements n'y sont obligatoires que depuis 1992. En outre, certaines SA au parc géographiquement très étendu ont créé des commissions décentralisées dont les représentants sont parfois nommés à l'amiable. Comme le souligne un responsable d'une SA du sud, « il va falloir, et rapidement, que l'on mette de l'ordre et que l'on relise les textes ».

Marc Mallarmay, retraité lui aussi, conseiller municipal (FN) de Troyes (Aube) et nouvel élu FN à la société Mon logis (10 000 logements), entend bien, pour sa part, mettre le nez dans les attributions de logements. C'est même ce qui a principalement motivé sa démarche. Locataire depuis vingt ans dans le même immeuble situé au centre-ville, où il déplore la présence « de quelques étrangers », il veut donner « la priorité aux Français d'abord » et « éliminer les déclarations de revenus pour faire la chasse aux familles insolubles ». Avec une campagne « modeste », il a réussi à remporter 26 % des voix et à battre la liste apparentée à Force ouvrière ainsi que celle de l'Union des associations familiales.

Christine Garin

Les pouvoirs des représentants des locataires

Les OPAC sont administrés par un conseil qui comprend vingt et un membres. Sept sont désignés par la collectivité de rattachement, sept par le préfet. Un membre est désigné par les Caisses d'allocation familiales, un par les associations familiales, deux par les organisations syndicales. Enfin, trois membres sont élus par les locataires. Dans les offices municipaux, le conseil comporte quinze membres dont trois représentants des locataires. Dans l'un et l'autre cas, un de leurs représentants siège dans la commission d'attribution de logements et dans la commission d'appels d'offres. Il est désigné par un vote du conseil. Dans les sociétés anonymes, seule la commission d'attribution est obligatoire. Le représentant des locataires y est également élu par le conseil. Certaines SA, disposant d'un parc important, ont créé des commissions décentralisées dont le statut relève du règlement intérieur. Les locataires y siègent généralement par délégation de leurs représentants.

du Front national dans une commission d'attribution », risque un responsable de l'OPAC de Molsheim, où Thierry Goudot, élu (FN) au conseil municipal de Metz, va entrer au conseil d'administration de l'office. Sous la bannière de l'Entente française des locataires, M. Goudot promet de faire respecter la « préférence nationale » en matière d'attribution de logements, villipende les « familles associées » et s'en prend vigoureusement à la « gabegie » financière. Une thématique proche de celle

des responsables sont inévitables. C'est l'un des rares offices où, par un hasard du calendrier, le nouveau conseil d'administration s'est déjà réuni. Malgré ses 269 voix (contre 289 à la CNL), le retraité du FN ne siègera ni à la commission d'attribution de l'office ni à la commission d'appel d'offres - les deux instances où, dans les organismes publics, les représentants des locataires ont une voix délibérative. Les 21 membres du CA (dont sept sont des élus locaux et sept désignés par le préfet) l'ont

Photographies de l'attentat de Saint-Michel : la « moralité » contre les « libertés » publiques

AU NOM de la « moralité publique », Edith Dubreuil, substitut du procureur de la République de Paris, a demandé, mardi 18 juin, aux juges de la 17^e chambre correctionnelle, de condamner Paris-Match, France-Sol et quatre agences de presse photographiques à 20 000 francs chacune pour avoir publié des photographies de l'attentat commis dans le RER le 25 juillet 1995.

Le procès, qui a débuté lundi 17 juin (Le Monde du 19 juin), a été engagé à l'initiative du parquet sur la base de l'article 38 de la loi sur la presse punissant de 25 000 francs d'amende « la publication par tout moyen de photographie, gravure, dessin, portrait ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un crime ou d'un délit ».

Il y a bien longtemps que les murs lambrissés de la 17^e chambre correctionnelle de Paris n'avaient pas entendu parler de « moralité publique ». C'était au temps où la justice décidait encore si un livre pouvait être

vendu en librairie sans choquer « les bonnes mœurs ». Depuis, la loi et les mœurs ont évolué. Cependant, dans un recueil du code pénal, l'article 38 avait été oublié et personne n'avait jamais osé s'en servir depuis 1953. Faut-il voir dans cette exhumation un signe supplémentaire d'un phénomène de crispation que la justice montre envers la presse depuis quelque temps ou la résurgence d'un certain ordre moral ? Le requêteur de M^{me} Dubreuil ne permet pas de faire la part entre ces deux hypothèses.

« Ces photos, c'est quoi ? La photo d'une femme dévêtue, quasiment nue, on la voit dans sa détresse, et cette femme, les jambes sanguinolentes, et cet homme dont le visage recèle la terreur, est-ce utile à l'information ? », demanda le substitut, en dénonçant « un droit à l'information qui se voudrait tout-puissant ». Puis le magistrat parla au nom des lecteurs : « Qu'en pensent-ils, ceux qui ont honte qu'on leur montre quelque chose qui dépasse l'imagination ? Il faut que le tribunal fixe les limites de ce qui est tolérable et de ce qui ne l'est pas. Dans l'article 38, la valeur protégée c'est la moralité publique. » Et le substitut d'expliquer : « Ce

procès est fait pour qu'on dise qu'il y a des photographies intolérables qui risquent d'entraîner une dégradation des sentiments, un avilissement, une provocation que la société se doit d'éviter ».

LA PIÉTÉ D'ÊTRE COUPABLE

Sur les bancs de la défense, on plaide coupable. Avec une sorte de fierté face à un texte qui interdirait tout. « Oui ! Il faut montrer ces photos ! », plaide M^{me} Jean-Marc Coblence pour l'agence Gamma. Si l'actualité est intolérable, ce n'est pas le fait des journalistes, c'est le fait des criminels. Et l'avocat demanda : « Et si ce texte se retourne contre votre but ? Il y a un risque politique : pas de photos, ça veut dire pas d'information. Si l'on vous écoute, M^{me} le procureur, que faut-il montrer ? La photographie des autorités de l'Etat se rendant sur les lieux ? S'il n'y avait pas eu de photos de la Shoah et des massacres en Bosnie, la conscience de leur existence n'aurait pas pu se faire. » Sur le même thème, M^{me} Marie-Christine de Perchi, avocat de Paris-Match, ajouta : « C'est grâce aux images que le tribunal pénal international de La Haye existe aujourd'hui. C'est

grâce aux images que le génocide du Rwanda a été dénoncé. Cela vous gêne qu'aujourd'hui ce soit en France ? Les attentats, c'est une guerre, et la guerre elle est partout ! »

L'avalanche n'était pas finie. M^{me} Marc-Noël Louvet, conseil de France-Sol, reprocha au parquet de s'être « trompé de loi et trompé d'époque » en stigmatisant « un cas juridique surréaliste » et une poursuite « qui va à l'encontre de l'intérêt public ». M^{me} Brigitte Le Roux, pour l'agence Orop Press, prononça le mot que chacun avait sur les lèvres : « On en arrive à penser à une censure. C'est la porte ouverte à l'arbitraire. Le tolérable, l'intolérable, c'est quoi ? »

La morale, nouveau cheval de bataille de certains magistrats, inquiète M^{me} William Bourdon, défenseur de Sipa Press. En écoutant le substitut parler de « moralité publique », il craint qu'il s'agisse plutôt d'« ordre public » et il lance, désabusé : « Quand le parquet se mêle de l'élevation des âmes, les libertés publiques sont menacées. » Jugement le 10 septembre.

Maurice Peyrot

Erich Inciyan

La « petite mort » du campement infirmier

APRÈS 1 470 jours de sit-in, le campement de la Coordination santé, dernier avatar de la Coordination nationale des infirmières (CNI), qui narguait depuis le 3 octobre 1991 le ministère de la santé sous ses fenêtres, avenue de Séguir, dans le septième arrondissement de Paris, a levé les voiles, mardi 18 juin vers 17 heures. Sur l'air de La Révolution permanente, de Georges Moustaki, les quelques infirmières et infirmiers ont coupé les cordes de ce qui restera « le symbole d'une résistance à des processus visant à réduire l'accès aux soins pour tous ».

Dans le regard de ces militants, qui pendant près de cinq ans se sont relayés jour et nuit, se mêlaient une dose de tristesse, de fierté du devoir accompli et la conscience d'avoir participé à une expérience aussi décisive qu'enrichissante. Au-delà des résultats obtenus, le campement aura été avant tout un « lieu de rencontres et d'échanges » entre les infirmières,

VILLE DE MASSY AVIS CRÉATION DE LA Z.A.C. VILMORIN

Par délibération en date du 9 MAI 1996, le conseil municipal a approuvé le dossier de création de la zone d'aménagement concerté de VILMORIN. Ce dossier, comportant l'étude d'impact du projet à cette délibération, sont tenus à la disposition du public à la mairie de Massy, au service urbanisme, 1, avenue du Général de Gaulle, tous jours et heures habituelles d'ouverture.

constat d'un échec ni celui d'une capitulation », s'est défendue Catherine Hilaire, infirmière à Plaisir. Depuis la mobilisation de 1991, un certain nombre d'avancées auront été obtenues, dont les 250 francs de prime pour les dimanches et jours fériés et les trente-cinq heures hebdomadaires de nuit, en application des accords Durafour.

Le président de la Coordination santé, Erick Rabette, souhaite à présent se lancer dans une « nouvelle aventure », tout en « changeant de stratégie ». Le combat devrait dorénavant se dérouler sur le terrain politique, avec la création d'un nouveau mouvement : la Coordination Liberté-Egalité (CLE). Dans le même temps, une association baptisée Priorité santé devrait être lancée, qui regrouperait personnel hospitalier et patients contre la fermeture des hôpitaux de proximité et des petites maternités.

C. Bo.

Le Monde
ÉDITIONS

DIX CLEFS pour comprendre L'ÉPIDÉMIE

Dix années de lutte
avec Arcat-sida

Sous la direction de Frédéric Edelmann

Réflexions de fond, notamment éthiques, propositions d'actions, analyses ou évaluations des mécanismes mis en œuvre dans la lutte contre l'épidémie. Un livre utile pour faire face à la complexité du sida.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

REUSSIR

HEC - SCIENCES-PO
Stages intensifs et Classes préparatoires "Philo"

MATH SUP et SPÉ
Stages intensifs et Math Spé PC "Philo"

MÉDECINE-PHARMA
Préparation et Entraînement scientifique annuel

DROIT - SC. ECO
Préparation et Entraînement annuel

HEC - ESCP / ESSEC
SCIENCES-PO / CFPA

IPESUP PREPASUP
43.25.63.30 3615 IPESUP
18 rue du Chêne Notre-Dame 75014 Paris
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

Menacé,
le juge Eva Joly
a été placé
sous protection
policière

DISPARITIONS

Maurice Chevance-Bertin

Un grand résistant du mouvement Combat

MAURICE CHEVANCE-BERTIN, un grand résistant de la première heure du mouvement Combat avec Henri Frenay, pendant la seconde guerre mondiale, est décédé, lundi 17 juin, à Paris, dans sa quatre-vingt-septième année. Il était né le 6 mars 1910 à Nanteuil-le-Haudouin (Oise).

Officier dans les compagnies mécaniques au Tchad, Maurice Chevance-Bertin prendra les surnoms de « Bertin », qu'il accollera ensuite à son nom, ou de « Bariaz » dans la clandestinité - est recruté, dès août 1940, dans les rangs de l'armée d'arrière-garde, par Henri Frenay, dont il devient le second, à Marseille. Dès la fin de 1940, il reçoit de Frenay la responsabilité d'animer la lutte contre l'agression allemande dans le sud-est de la France, qui sera longtemps l'une des zones les plus actives en France. En juin 1941, il rejoint Frenay et Bertie Albrecht à Lyon, un haut lieu de la Résistance, où il crée un bureau de liaison et de courriers dans la zone sud et où, cinq mois après, il est le secrétaire général d'un mouvement fédérateur de la Résistance, le Mouvement de libération française, qui édite le bulletin *Combat*.

C'est pendant ses nombreux déplacements que Maurice Chevance-Bertin assista à la rencontre, en janvier 1942, à Marseille, entre Frenay et Jean Moulin, dit « Max », l'ancien préfet désigné depuis Londres par le général de Gaulle pour unifier les mouvements de résistance. A partir de cette date vont naître des divergences entre résistants sur les rapports à entretenir en France occupée avec Londres, sur l'unité ou la diversité des mouvements et sur leur comportement face à un Jean Moulin qui paraît à beaucoup vouloir lancer une OPA politique sur la Résistance. Maurice Chevance-Bertin, en accord avec Henri Frenay, considéra qu'il s'agit d'une tentative pour reconstruire des partis politiques dissidents.

A Lyon, en janvier 1942, Maurice Chevance-Bertin est arrêté avec plusieurs de ses camarades, dont Emmanuel Mounier, le directeur de la revue *Esprit*, par la police française, puis transféré à la prison de Clermont-Ferrand et mis en liberté surveillée un mois après. A Marseille, où il devra désormais vivre dans l'illégalité, il devient chef des Mouvements unis de la Résistance (MUR) en zone sud.

Maurice Chevance-Bertin a alors, comme assistant et secrétaire, Jean Mouton, dit « Lunel », qui va agir comme un agent double, ayant accepté de travailler pour la Gestapo, la police allemande, après son arrestation en avril 1943. Lui-même sera trahi par son propre adjoint et intercepté par la Gestapo. Il refusa plus

tard, malgré une blessure, à s'échapper. Mais Mouton va provoquer d'importants dégâts au sein de la Résistance. C'est ce résistant « retourné » qui sera, trois mois après l'incident de Marseille, à l'origine de l'affaire de Caluire (Rhône), c'est-à-dire l'identification de Mouton par l'officier SS Klaus Barbie, et la mort de « Max » sous la torture.

En avril 1944, Maurice Chevance-Bertin sera chargé d'établir le contact, à Londres, entre le Comité militaire d'action (Comi-mac), sous l'égide du Comité national de la Résistance (CNR), et l'état-major des Forces françaises de l'intérieur (FFI). Après un passage à Alger, il rentre en France en août 1944 et prend le commandement des FFI du Centre et du Sud-Ouest : à la tête de 30 000 hommes, il libérera Rochefort. Il sera fait Compagnon de la Libération, le 17 novembre 1945, avec le grade de général de brigade.

En 1945, Maurice Chevance-Bertin est élu à la première Assemblée nationale constituante, puis à l'Assemblée de l'Union française, en 1947, au sein de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), un parti où il côtoie René Pleven et François Mitterrand. Il crée ensuite l'hebdomadaire *Citizens*, qui va se consacrer aux questions coloniales et à l'outre-mer. Devenu homme d'affaires, il représente plusieurs sociétés en Afrique, où il investira notamment dans l'agriculture et l'élevage. En 1958, il fera savoir qu'il soutient Charles de Gaulle et, en 1960, il rédige un livre de souvenirs, *Vingt Mille Heures d'angoisse, 1940-1945*, édité chez Laffont. Maurice Chevance-Bertin était commandeur de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

NOMINATION

INPI

Jean Vidal, conseiller d'Etat, a été nommé président du conseil d'administration de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), en remplacement de Charles Gosselin.

Né le 4 août 1936 à Paris, Jean Vidal est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA (1963-1965). Il a été nommé en poste à Rome (1967-1972), à Bruxelles auprès des Communautés européennes (1973-1977) et (1979-1985) et a occupé diverses fonctions à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères, avant d'être nommé ambassadeur aux Pays-Bas (1988-1989), puis représentant permanent auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1989-1992). De juin 1992 à mai 1995, il a été conseiller diplomatique de François Mitterrand à l'Élysée. Jean Vidal a été nommé conseiller d'Etat au tour extérieur en juillet 1995.

Jean Gimpel

Historien de l'art et essayiste iconoclaste

JEAN GIMPEL est décédé à Londres, dimanche 16 juin, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Né en 1918, il était le troisième fils du grand marchand d'art René Gimpel - dont il a publié les Mémoires en 1963 - et le neveu d'un autre maître de ce commerce, Lord Duveen.

Après des études en France, en Grande-Bretagne et en Suisse, Jean Gimpel a pour répétiteur privé pendant les vacances Anthony Blunt, qui n'était pas encore l'illustre spécialiste de Poussin et l'homme le plus illustre qu'il devint ensuite. Durant l'Occupation, il prend une part très active à la Résistance. Après cette période, il se fait courtier en pierres précieuses avant d'en revenir à l'essentiel, à l'art.

Travaillant seul, très méfiant à l'égard des méthodes et des certitudes des universitaires, il se

consacre par prédilection au Moyen Age et publie, en 1958, *Les Bâtisseurs des cathédrales*, apologie d'un temps où artistes et ouvriers ne se distinguaient pas les uns des autres. *La Révolution industrielle du Moyen Age* (1975) poursuit cette démarche et tente un parallèle entre passé et présent.

A ces essais et à *La Fin de l'avenir* (1995), qui relève d'une philosophie de l'histoire fondamentalement déshumanisée, s'ajoute *Contre l'art et les artistes* (1968), satire du culte contemporain des œuvres, des artistes-maîtres à penser et des musées. Jean Gimpel, héritier de l'une des plus brillantes dynasties de commissaires du siècle, jouait alors avec délectation à l'iconoclaste et jetait au feu de la déraison ce que les siens - et lui-même en sa jeunesse - avaient adoré.

Philippe Dagen

■ ANTONIO BERNARDINO, chanteur de fados et de ballades de Coimbra, est mort mardi 18 juin, à Lisbonne, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-quatre ans. Antonio Bernardino était l'un des interprètes les plus connus des chants pratiqués par les étudiants de l'université de Coimbra, compagnon d'Adriano Correia de Oliveira, chanteur célèbre également disparu. *Fleurs pour Coimbra* est le plus important recueil de chansons d'Antonio Bernardino, qui a interprété des poèmes engagés de l'écrivain Manuel Alegre contre la dictature, la censure et la guerre coloniale. Il avait reçu en 1995 de l'ancien président Mario Soares l'Ordre de l'Infant Dom Henrique, pour sa contribution à la culture et pour son travail au sein des communautés d'immigrants portugais dans le monde.

■ ROMEU CORREIA, écrivain et dramaturge portugais, est mort mercredi 12 juin à Almada, près de Lisbonne, victime d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Né dans cette même ville, Roméo Correia était devenu le symbole de cette région industrielle, sur la rive gauche du Tage. Ecrivain lié au néoréalisme, proche du Parti communiste, il se disait athée. Il commence sa carrière littéraire en 1947 avec un livre de contes, *Sabão sem sal* (« Samedi sans sel »), qui est saisi par la police politique du régime de Salazar. Journaliste, homme de radio lié au sport - lui-même a été champion national de boxe amateur - il publie ses premières pièces de théâtre dans les années 60, après les avoir mises en scène et interprétées avec des compagnies d'amateurs. *Le dramaturge naît sur les planches*, dit-

Pierre Chany

Le chroniqueur du Tour de France

PIERRE CHANY, ancien journaliste à *L'Equipe*, est décédé mardi 18 juin à Paris. Il était âgé de soixante-trois ans.

Une silhouette va manquer sur la ligne de départ du prochain Tour de France. Une silhouette légèrement voûtée, la chevelure blanche et ce regard toujours à l'affût, prêt à saisir la moindre information, que les familiers de la Grande Boucle avaient appris à découvrir au fil des éditions. Depuis 1947, le voyageur infatigable avait vécu tous les grands rendez-vous du cyclisme, jusque dans les pays les plus éloignés, pour raconter, expliquer, la course, les courses. Jeune coureur, il abandonna sa formation de serrurier pour rejoindre les rangs de la Résistance. A la Libération, il se tourna vers le journalisme, d'abord à *Le Soir*, puis à *L'Equipe*, où il devint rapidement le responsable de la

rubrique cycliste. En un demi-siècle de chroniques et d'analyses, il a su recréer le climat et l'ambiance des courses, ses exploits et ses coulisses. Admirateur de Fausto Coppi, ami de Jacques Anquetil, il fut aussi le compagnon d'équipée d'Antoine Blondin.

Avec l'écrivain, il a longtemps partagé les sièges de la voiture 101 dans le Tour de France, ce bolide que les autres suivirent avaient toujours la sagesse de laisser passer. Pierre Chany avait obtenu de nombreuses récompenses, du Grand Prix de la littérature sportive au prix Henri-Desgrange de l'Académie des sports en passant par le Prix du meilleur article sportif. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages sur le cyclisme et d'un roman, *Une longue échappée* (La Table ronde, 1974).

S. B.

En 1941, il devient au Caire l'ami de David Stirling, sous l'inspiration duquel il contribue à créer les Special Air Services (SAS), des commandos britanniques d'élite pour les opérations clandestines. En 1943, il est choisi par Winston Churchill pour être parachuté derrière les lignes allemandes et faire la liaison avec les partisans du futur maréchal Tito. Après la guerre et jusqu'en 1974, il est membre (conservateur) du Parlement britannique, tout en poursuivant une carrière d'avocat et d'écrivain. Anobél par la reine en 1993, sir Fitzroy Maclean, dément le fait qu'il ait été un espion, s'est toujours refusé à confirmer ou à démentir qu'il ait pu être le modèle du célèbre agent secret James Bond 007 de l'écrivain Ian Fleming, dont il était néanmoins un familier avant et après la guerre.

des mesures les plus importantes du Pacte de relance pour la ville », et que leur dispositif vise à « créer 100 000 emplois en quatre ans ». Le public concerné est celui des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, du niveau VI (sans formation) au niveau IV (baccalauréat), résidant dans les grands ensembles et les quartiers d'habitat dégradé. Les emplois de ville s'inscrivent dans le cadre légal des contrats emploi consolidés, mais ils n'exigent pas l'accomplissement préalable d'un contrat emploi-solidaire. La circulaire précise le montant de l'aide de l'Etat. Ce sont les préfets qui se chargeront de promouvoir les emplois de ville. Une publication de quatre pages, diffusée à cent mille exemplaires, et destinée aux jeunes, leur sera envoyée.

■ Sécurité sociale : un décret modifiant certaines dispositions du code de la Sécurité sociale, concernant le fonds de solidarité vieillesse.

l'équipement demande que le contenu de cette circulaire, qui rappelle le caractère réglementaire de certaines couleurs, soit respecté par les directeurs départementaux de l'équipement et les élus locaux.

Au Journal officiel du dimanche 16 juin sont publiés :

■ Médicaments : un décret relatif à la publicité pour les médicaments et certains produits à usage humain, ainsi qu'un avis conforme du conseil de la concurrence. Le décret transpose une directive européenne du 31 mars 1992, visant à renforcer les règles de déontologie concernant la publicité des médicaments auprès du grand public et des professionnels de santé.

■ Emplois de ville : une circulaire relative à la mise en œuvre des emplois de ville. Ce texte, notamment adressé aux préfets et au directeur de l'ANPE, rappelle que « les emplois de ville constituent l'une

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M^{me} A.-L. BORIS
Elle et Jean-Michel BORIS,
ont le plaisir d'annoncer la naissance,
le 10 juin 1996, de leur arrière-petite-fille et
petite-fille.

Aïme, Salomé,

chez
Ariane BORIS et Richard VARGAS.

Décès

— L'ensemble du personnel de l'Institut Charles-Sadron (Centre national de la recherche scientifique et universitaire Louis-Pasteur, Strasbourg) a le regret de faire part du décès de

Jacques BASTIDE,
directeur de recherche,
le 13 juin 1996.

Nous garderons le souvenir d'un
chercheur, d'un collègue et d'un ami
exceptionnel.

— M. Xavier Darcos, doyen de l'Inspection générale de l'éducation nationale, Le président de l'Association amicale des inspecteurs généraux.
Les inspecteurs généraux de l'Instruction publique et de l'éducation nationale, ont la tristesse de faire part du décès, le 15 juin 1996, de leur collègue,

Jean PLAUD,
doyen honoraire des Lettres,
officier de la Légion d'honneur.
Une manifestation du souvenir aura
lieu à Paris, au mois de septembre.

Robert BRÉCY,

5 juillet 1912 - 10 juin 1996.

Très profondément affecté,
Sa veuve demande de vous absoudre de
toutes condoléances.

— M. et M^{me} Jean-Jacques Santini,
Jean-Yves et Laure Santini,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Santini, Broom,
Olive, Sansonetti, Assali,
Ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès, à
l'âge de soixante-dix-huit ans, de

Jacques SANTINI,
commandeur de l'ordre
national du Mérite,
ancien membre du Conseil
économique et social,
directeur honoraire d'Air France,
président honoraire
de l'Association des retraités
d'Air France,
vice-président honoraire
de la Confédération nationale
des retraités.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 20 juin 1996, à 16 heures, en
l'église Saint-Jean-Saint-Jacques, à
Châtillon (Haut-de-Seine).

L'inhumation aura lieu le vendredi
21 juin, à 16 h 30, à Appletto (Corse-du-Sud).

54, rue Vaneau,
75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous
communiquer leur numéro de référence.

— Christian et Janine Raffalli,
Aïme et Robert Nazra
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Auguste RAFFALLI,

survenu à Aix-en-Provence, le 10 juin
1996, dans sa quatre-vingt-huitième
année.

L'inhumation a eu lieu le 12 juin, dans
la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Saugie,
Pavé Seigne-Victoire,
avenue d'Orléans,
13100 Aix-en-Provence.

— Bertrand Crogot,
a le regret de faire part du décès de sa
mère.

Françoise TAILHADES,
journaliste,
survenue à Paris, le 11 juin 1996.

14, boulevard Saint-Germain,
75005 Paris.

— Les familles Tamagnon, Audigé,
Daury, Gayon, Jouanne et Lejeune,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel de

M^{me} François LEJUNE,
dit « Jean Effel »,
née Marguerite NERL,

survenue le 10 juin 1996, à l'âge de quatre-
vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale en l'église d'Equemauville
(Calvados), le 14 juin.

Elles rappellent le souvenir de

Jean EFFEL.

disparu le 11 octobre 1982.

Remerciements

— M^{me} Jean Dauphin,
Ses enfants,
Et ses petits-enfants,
très touchés par les marques de sympathie
que vous leur avez témoignées lors du
décès de

M. Jean DAUPHIN,

vous expriment leurs sincères
remerciements.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous
communiquer leur
numéro de référence.

Anniversaires de décès

A.F. MACARY,
1896-1973,
ancien interne des Hôpitaux de Paris,
chirurgien-dentiste DPMF-DEOP,
ancien professeur

à l'Ecole odontologique de Paris,
membre fondateur de l'Académie
nationale de chirurgie dentaire,
Fellow of
the International College of Dentists,
chevalier de la Légion d'honneur,

aurait cent ans aujourd'hui.

Son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
rappellent son souvenir à ceux qui l'ont
connu et estimé.

30, rue Miollis,
75015 Paris.

Communications diverses

— Au CBL, 10, rue Saint-Claude,
Paris-3^e, jeudi 20 juin 1996, à 20 h 30 :
« Le nouvel âge des intégrités », avec
M. P. Ronsavallon, coauteur avec
M. J.-P. Floussier (éd. du Seuil).

— Maison de l'Ébène : stages d'été du
professeur Benadisi. Lire en une
leçon : comprendre la Bible ou parler hé-
breu en temps record ; toutes traductions :
02-43-45-78 ou 47-97-30-22.

— Le Centre d'études transdiscipli-
naires, sociologie, anthropologie,
histoire (EHESS - CNRS) présente
un documentaire sur la grève des chemi-
nists de la gare Montparnasse en dé-
cembre 1995, le jeudi 20 juin 1996, à
16 heures, à l'amphithéâtre de l'Ecole des
hautes études en sciences sociales,
105, boulevard Raspail, Paris-6.

Expositions

— « 1936-1945. Magnum avant Ma-
gnum », photographies de Cartier-Bres-
son, Capa, Rodger et Seymour. Jusqu'au
28 octobre au CHRD, 14, avenue Berthe-
lot, 69007 Lyon. Renseignements tél. :
78-73-33-11.

Soutenances de thèse

— M^{me} Sylvie Patron a soutenu,
le samedi 15 juin 1996, sa thèse de doctorat
de littérature française à l'université
Paris-VII-Denis-Diderot, intitulée « Une
encyclopédie de l'esprit moderne : dis-
cussion des critères de critique et de théorie lit-
téraires dans la revue *Critique* ».

Le jury était composé de MM. Georges
Benekassa (président), Claude Burgelin,
Jacques Neefs (rapporteurs), Francis
Marnaud (directeur de thèse).

Elle a obtenu la mention très honorable
avec les félicitations du jury,
à l'unanimité.

— Monk Kubbings (université de
Groningue) soutiendra sa thèse d'habilita-
tion « L'Histoire du concept de « moté-
cule » (jusqu'à c. 1925) », à l'Ecole des
hautes études en sciences sociales, le lun-
di 24 juin 1996, à 14 h 30, salle 07,
54, boulevard Raspail, Paris-6.

Le jury sera composé de M^{me} et
MM. les professeurs Hendrik Casimir,
Jean Dhombres (directeur de thèse),
Robert Halleux, Danielle Jacquot, John
North, Patricia Radcliff de Grave et René
Taton.

— Nancy L. Green soutiendra sa thèse
de doctorat d'Etat : « La mode en pro-
duction : la confection et les fausses,
Paris-New York, 1880-1980 », à l'univer-
sité Paris-VII, le mercredi 19 juin 1996 à
14 h 30, tour centrale, salle 716.

REUSSIR
HEC - SCIENCES
MATH SUP et ES
MEDECINE PHARM
DROIT - SC. EC
HEC ESCP
SCIENCES-AD ES
IPESUP PREST

HORIZONS

ENQUÊTE

DOS courbé sous l'énorme fagot, la fillette avance d'un pas lent sur le bord de la route qui serpente vers Ifrane. Elle a douze ans, quinze ans peut-être. Le visage fermé, elle passe devant l'entrée de l'université Al Akhawayn, sans un regard pour l'allée somptueuse, bordée de cèdres et de chênes-lièges, qui mène aux bâtiments ultra-modernes, en forme de chalets alpins, où quelque 450 pensionnaires, triés sur le volet, suivent, en anglais, un cursus « à l'américaine ». Ce monde-là n'est pas pour elle : la fillette au fagot, comme 75 % des petites Marocaines vivant en zone rurale, n'est jamais allée à l'école.

Une pincée de chic sur un océan de misère : la chose est banale au Maroc, où le système éducatif témoigne d'un très fort élitisme. Si quelque 3,3 millions d'enfants fréquentent l'école fondamentale (enseignement de base d'une durée totale de neuf ans, commun aux trois pays du Maghreb), on n'en trouve plus que 330 000 dans le secondaire. Entre la petite minorité des « élus du savoir » et l'immense cohorte des exclus – dont une majorité de femmes –, le fossé ne cesse de se creuser. En 1994, de l'aveu même du gouvernement, deux Marocaines sur trois étaient analphabètes. Une situation inimaginable en Algérie et, plus encore, en Tunisie.

Massivement scolarisée dès les lendemains de l'indépendance, l'Algérie a « misé sur la quantité, pas sur la qualité. A force de populaire, ils ont sombré dans le populisme ! » résume méchamment un universitaire. Un écueil que la Tunisie a globalement réussi à éviter. L'école s'est ouverte au plus grand nombre, sans que la qualité de l'enseignement en souffre trop. Elle dispose, comme le Maroc, de ces « pôles d'excellence » que sont, par exemple, l'Institut préparatoire des études scientifiques et technologiques (IPEST) de Tunis ou le lycée Mohammed V de Rabat. Selon les estimations de la Banque mondiale, le taux de scolarisation, dans le primaire, y était évalué, en 1991, à 95 %. Un résultat exceptionnel que l'Algérie, même en temps de paix, n'a jamais atteint : en 1991, le taux de scolarisation dans le primaire y était estimé à 88 %. Un score fort honorable, toutefois, comparé au Maroc : en 1990, toujours selon la Banque mondiale, le pourcentage des scolarisés du primaire n'y dépassait pas les 55 %.

« Il est prioritaire, pour la société marocaine, de mettre fin à ce désastre », reconnaît-on volontiers à Rabat. « Si l'on ne réussit pas à gé-

ner ou de ceux qui s'en réclament. Avec des nuances, cependant : contrairement à la Tunisie, où, après deux décennies de forte mobilité sociale, « les élites circulent dans le cercle restreint des classes dirigeantes », contrairement au Maroc, « où elles se reproduisent dans le cadre féodal du Makhzen [pouvoir central] », en Algérie, les élites sont « bloquées », estime M. Kadri. Selon lui, hormis le carré d'ingénieurs, d'experts et de cadres techniques indispensables au fonctionnement de l'appareil d'Etat et à la bonne marche de l'économie rentière (gaz et pétrole), le pouvoir algérien, issu d'un F.N. violemment anti-intellectuel, a toujours négligé, voire « méprisé », tout ce qui ressemble à un diplômé. Quant aux autorités coloniales, souligne M. Kadri, elles s'ingénierent à « nier systématiquement » les élites « indigènes ». « L'administration française se contentait de coopter un petit nombre de gens, qu'elle jugeait utiles à ses intérêts. » « Le pouvoir algérien, ajoute le sociologue, ne se conduit pas différemment. Comme si, pour lui, les vrais choix se faisaient ailleurs – loin des campus et sans souci des compétences. »

Les travers de l'école algérienne ont été encore aggravés par la crise sanglante que connaît le pays. Depuis trois ans, plus d'un millier d'établissements scolaires et universitaires, cibles d'attentats ou d'actes de vandalisme, ont, selon la presse locale, été entièrement ou partiellement détruits. Sous la pression islamiste, certaines écoles ont supprimé de leurs programmes les matières jugées « impies » (comme la musique) et in-



breu, au japonais ou au chinois « qui se sont adaptés et se sont simplifiés », constate le Tunisien Béchir Ben Yahmed, parfait arabisant et patron de l'hebdomadaire francophone *Jeune Afrique*. Intimement lié à l'islam, l'arabe serait-il tributaire des pesanteurs d'une pensée religieuse que d'aucuns jugent frappée d'immobilisme ? « La langue arabe, dont chaque mot conduit à Dieu, a été conçue pour voiler le réel, non pour le saisir », commentait Jacques Berque.

Les handicaps accumulés en Algérie n'augurent pas d'un avenir facile. Mieux outillés, le Maroc, malgré ses pesanteurs féodales, et la Tunisie sont en meilleure position

terdit la mixité. Et plusieurs centaines d'enseignants, francophones pour la plupart, ont dû se résigner à l'exil. Les maux dont souffre le système éducatif algérien, exacerbés par le climat de guerre, se retrouvent toutefois, à un moindre degré, chez ses deux voisins.

Vouloir se réapproprier sa culture, son histoire – en un mot, son identité : quoi de plus naturel, au lendemain de l'indépendance ? Dans les années 60 et 70, à l'époque où elles sont lancées, les politiques d'arabisation font partie

Qu'elle ait été menée de manière progressive, hâtive, voire bâclée. L'arabisation de l'enseignement primaire et secondaire est désormais un fait acquis en Algérie, en Tunisie et au Maroc. N'a-t-elle produit, comme on le dit souvent en Algérie, que des « analphabètes bilingues », maîtrisant aussi mal l'arabe littéraire, celui des livres et des journaux, que le français, support obligé de l'ascension sociale ? Sur ce point, là encore, l'école algérienne fait office de miroir – et d'épouvantail. Très largement clochardisée (80 % d'échec au baccalauréat, en 1995), elle est en outre devenue, à force de gages donnés aux franges les plus conservatrices du pouvoir, une « pépinière d'islamistes ».

Longtemps masqué, le clivage entre arabophones (qui accordent la primauté à l'arabe) et francophones (qui préfèrent miser sur le français) s'y est fait de plus en plus sentir, sous la poussée démographique de l'arabisation. L'université algérienne a dû ouvrir ses portes, à partir des années 70, aux jeunes générations d'origine populaire, « superficiellement arabisées », comme le souligne M. Kadri, dans les *Cahiers de l'Orient* (1991, n°23). Ce mouvement va s'élargir « jusqu'à l'inversion des rapports de force [entre francophones et arabophones] qui prévalaient initialement ». Désormais, deux mondes s'affrontent, irréductiblement opposés l'un à l'autre, regrette le sociologue. Un désastre, dont il est difficile de ne pas

entendre l'écho dans la terrible tragédie qui déchire aujourd'hui l'Algérie. La Tunisie, par ses choix attachement au passé, ont su, jusqu'à ce jour, se préserver de telles dérives. En matière d'éducation, les pays maghrébins ont cessé, depuis longtemps, de marcher au même rythme.

C'est au moment où l'Algérie entrait en crise, en 1991 – année de la victoire électorale du Front islamique du salut (FIS) aux législatives –, que la Tunisie promulguait la réforme de son système éducatif. Orchestrée par Mohamed Charfi, alors ministre de l'éducation, cette réforme constitue une renouveau radical, aussi bien des infrastructures (refonte des manuels scolaires, recyclage des enseignants, modes de sélection, orientation universitaire, etc.) que du contenu de l'enseignement. L'instruction civique et l'instruction religieuse, jusque-là assurées par un seul maître, sont décou-

plées. La première initie les élèves à la connaissance des institutions – et de l'Etat de droit : la seconde invite à une lecture moderne de l'islam, basée sur le principe de l'*ijtihad* (effort d'interprétation). L'enseignement de l'histoire est, lui aussi, révisé : Hannibal et saint Augustin côtoient désormais Ibn Khaldoun et Bouguiba. Offrir au plus grand nombre « un enseignement de qualité, basé sur l'esprit critique et l'universalisme, est le meilleur rempart contre le fanatisme », résume l'actuel ministre de l'éducation, Hatem Ben Othmane.

« Sur le fond, cette réforme est une très bonne chose », reconnaît un syndicaliste, lui-même enseignant. « Mais on ne lui donne pas les moyens de son ambition », ajoute-t-il aussitôt. Classes surchargées, matériel insuffisant, programmes trop lourds, orientations « absurdes et arbitraires » vers les filières universitaires : les mêmes critiques reviennent, chez les partisans de la réforme comme chez ses détracteurs. « Pour chaque matière, il y a un livre. Les gosses n'en peuvent plus. On est en train de former une génération de bossus ! » litonne un professeur de collège. Des « défauts d'ajustage », que les autorités se sont promises de corriger. Le volume des manuels, par exemple, devrait être « diminué de 34 % » dans le primaire et le secondaire, « d'ici octobre 1996 », assure M. Ben Othmane. La satisfac-

tion affichée dans les ministères ne relève pas seulement de l'optimisme de façade. Les premiers résultats sont là. Le taux d'abandon scolaire est en diminution : de 5,4 % pour les filles et de 5,7 % pour les garçons, en 1991-1992, il est tombé à 4 % et 4,7 % respectivement, en 1994-1995 ; les réussites au baccalauréat sont en hausse ; grâce à une meilleure maîtrise de la fécondité, les effets de l'explosion scolaire sont plus facilement amortis. Et la dépendance vis-à-vis de la France, si sensible au Maroc et en Algérie, l'est beaucoup moins en Tunisie.

« Un enseignement de qualité est dispensé à tous les échelons, mais le système est hautement sélectif », notait, dans un rapport publié en août 1995, les experts de la Banque mondiale. Une sélection basée, de plus en plus, ajoutaient-ils, sur des « critères sociaux ». Signe des temps : les cours particuliers, évidemment payants, sont devenus la règle. Comme au Maroc. Un luxe que les familles modestes peuvent rarement offrir à leurs enfants. « L'idéal égalitaire, chanté en Tunisie, doit être relativisé », confirme le chercheur français Pierre Vermeiren. « En Tunisie, comme au Maroc, la sélection scolaire s'opère selon deux critères principaux : l'argent et la maîtrise de la langue française ».

A l'heure de l'ouverture économique sur l'Europe, les pays du Maghreb se préparent à de nouveaux défis. De la santé de leurs systèmes éducatifs dépendra, en partie, leur capacité à les relever.

Catherine Simon
Dessin : Selçuk

Maghreb, l'école adolescente

néraliser l'enseignement au niveau du primaire et à réduire, de manière irréversible, le fléau de l'analphabétisme, le Maroc sera incapable d'évoluer vers la modernité », assure Habib El Malki, secrétaire général du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir (CNJA – organisme d'Etat). La Banque mondiale, qui a fait de l'éducation et de la santé ses deux « priorités sociales », ne devrait pas rechigner à soutenir le Maroc dans cette titanessque bataille et prévoit de lui accorder quelque 60 millions de dollars de prêts pour l'éducation.

Ces situations contrastées ne donnent pas seulement la mesure des efforts qui restent à accomplir. Elles révèlent aussi les lignes-forces qui ont présidé, dans chaque capitale, à l'élaboration des politiques d'éducation, depuis l'indépendance. Démocratisation de l'école et formation des élites, choix de la langue, gestion de la contrainte religieuse : à ces trois questions-clés, les pays du Maghreb n'ont pas répondu de façon identique.

« L'intellectuel ressemble à l'éléphant, dont la beauté ne peut se remarquer que dans deux cas : dans la steppe, où il vit à l'état sauvage ; ou lorsqu'il sert de monture aux rois. » Cette boutade du poète arabe Ibn al Mouqaffa résume bien, aux yeux du sociologue algérien Aïssa Kadri, maître de conférence à l'université Paris-VIII, l'attitude des régimes maghrébins à l'égard de leurs élites

Entre élitisme et scolarisation massive, les systèmes éducatifs maghrébins sont loin de marcher d'un même pas, malgré certaines similitudes. L'écart ne cesse de se creuser entre les trois pays

du devoir national des nouveaux Etats maghrébins. Cette boulimie identitaire est particulièrement forte en Algérie, meurtrie par 130 ans de colonisation française. Pour se laver de l'affront colonial, les Algériens, remarque le chercheur Gilbert Grandguillaume, se sont vus « plus Arabes que tous les Arabes » – au détriment de leur forte minorité berbère – et ont fait de l'islam, proclamée religion d'Etat, « le fondement de leur identité ».

L'Algérie et le Maroc, que leur statut de protectorat a relativement épargnés, assumeront « de manière plus sereine » leur rapport à la France, donc à la langue française, et, par voie de conséquence, la situation de bilinguisme qui est la leur, dès cette époque. Ce « retour » à la langue arabe ne va pas sans problèmes. Langue du Coran, langue du sacré, l'arabe « n'a pas trouvé ses modernisateurs », contrairement à l'arab-

lauréat, en 1995), elle est en outre devenue, à force de gages donnés aux franges les plus conservatrices du pouvoir, une « pépinière d'islamistes ».

Longtemps masqué, le clivage entre arabophones (qui accordent la primauté à l'arabe) et francophones (qui préfèrent miser sur le français) s'y est fait de plus en plus sentir, sous la poussée démographique de l'arabisation. L'université algérienne a dû ouvrir ses portes, à partir des années 70, aux jeunes générations d'origine populaire, « superficiellement arabisées », comme le souligne M. Kadri, dans les *Cahiers de l'Orient* (1991, n°23). Ce mouvement va s'élargir « jusqu'à l'inversion des rapports de force [entre francophones et arabophones] qui prévalaient initialement ». Désormais, deux mondes s'affrontent, irréductiblement opposés l'un à l'autre, regrette le sociologue. Un désastre, dont il est difficile de ne pas

Endicite : à bas le

forme fiscale ?

Piqués

C

Mendicité : à bas les arrêtés !

par Xavier Emmanuelli

On peut, on doit comprendre ce qui pousse certains mairies de villes festives ou de la Côte d'Azur à prendre des arrêtés contre la mendicité. Ils sont face à un phénomène nouveau que l'on qualifie d'« errance » : on voit arriver dès le début de l'été des hommes et des femmes jeunes, bruyants et débouffés, se déplaçant en petits groupes, avec des chiens souvent, attirés par le centre de la cité et envahissant tout l'espace public, places et squares, fontaines et rues piétonnes.

On peut les comprendre, car ces villes vivent principalement du tourisme quelques mois par an et, par leur aspect, leur comportement, leurs regroupements, ces gens sont perçus, souvent à juste titre, comme agressifs et pour le moins perturbants pour les commerçants, les touristes, les habitants de ces coquettes villes du soleil habituellement sans histoires.

On peut les comprendre, mais on ne peut les approuver, car ces arrêtés taillés sur mesure sont spécifiquement dirigés contre ces jeunes et ils signifient clairement cette injonction : « Allez vous faire voir ailleurs ! » Il ne faut pas les

confondre, disent parfois les maires, avec nos pauvres ou nos clochards locaux : eux sont, hélas, les victimes de la crise qui frappe notre pays, mais ils sont discrets et familiers et nous faisons spontanément ce qu'il faut pour les aider, associations, population et pouvoirs publics.

Nous savons bien qu'il faut tendre la main à son prochain en difficulté, et nous le faisons, mais ceux-là sont différents : routards, zonzards, paresseux qui ont choisi la route et son mode de vie. Ils vivent plus ou moins d'assistance, de larcins ou d'une mendicité qui ressemble fort à un racket. Ils sont bruyants, sales et pousseux. Ils boivent de la bière et abandonnent leurs déchets au milieu des massifs de plantes. Leurs chiens sont nombreux et défilent partout. Ils menacent les enfants et les vieilles personnes. Ils découragent les touristes et leur présence ruine les commerçants. Ils n'ont rien à voir avec la pauvreté. Qu'ils aillent donc, et c'est justice, se faire voir ailleurs !

Ailleurs où ? Ces mêmes maires répondent alors : si nous faisons, comme on nous le suggère, des structures particulières en plus des centres d'hébergement que nous

avons créés pour nos malheureux et dont ils ne veulent d'ailleurs pas, ce serait un signe d'encouragement et nous créerions un phénomène d'appel. Ils viendraient alors encore plus nombreux, plus exigeants. Ce n'est pas à nous, qui avons la fatalité d'avoir le soleil et la mer, de résoudre la misère du pays. C'est le bon sens même. Voilà pourquoi les enfants de l'errance ne sont pas bienvenus.

Mais ces enfants sont là. Même s'ils gênent, ils témoignent de la blessure profonde qui mine notre pays. Si l'on regarde attentivement de quoi sont composés ces pauvres groupes, malgré ce qu'on en dit, on voit que 80 % d'entre eux viennent du département lui-même ou de la région. S'ils se sont mis en route, c'est attirés par la vie, l'agitation, la

musique, la lumière et le bruit, comme ces papillons d'été qui tournent le soir autour des lampes, sans comprendre ce qui les attend.

Ce n'est pas un voyage initiatique vers un quelconque Katmandou, une quête d'aventure exotique et spirituelle, c'est au contraire l'itinérance du vide qui les fait fuir ou ne sait quoi d'intolérable pour rechercher ce qu'ils ne savent pas.

Dans ces villes, dans ces banlieues d'où ils s'enfuient pour un temps, comme pour respirer, il n'y a rien qui fasse rêver, rien qui fasse espérer de l'avenir. Si, bien sûr, il

existait un but ou quelque chose d'intéressant, des rencontres à faire, des endroits pour discuter, des plans à ébaucher, un dessin, même vague, pour le futur, alors il est probable qu'ils ne se sauveraient pas. Ils rencontreraient sur la route des compagnons de dérive, impécunieux comme eux et sans projet, vers les lieux de rassemblement, à l'instar des hobos de jadis, ces itinérants américains de la grande crise de 29, qui parcourraient les Etats-Unis de ville en ville, clandestinement, par les trains de marchandises.

Chaque époque a ses enfants perdus, mais ceux-là sont encore plus rejetés, encore plus déstructurés, encore plus écrasés par la misère morale, sociale et physiologique. Alors, quand ils arrivent, n'a-t-on vraiment rien d'autre à leur suggérer que d'aller se faire voir ailleurs ?

Ajouter l'exclusion à l'exclusion... Ce n'est pas que ces arrêtés soient si féroces ou si contraignants, mais l'intention affichée est claire : qu'ils s'en aillent, ailleurs, où ils veulent, dans une autre commune, bien sûr, qui risque de prendre à son tour un arrêté pour les chasser, jusqu'à ce qu'ils soient bien convaincus que, où qu'ils

ailent, ils seront de trop, malheureux, illégitimes.

Comment s'étonner, alors, qu'ils se montrent insolents, agressifs, violents, exhibant leurs chiens comme on montre les dents. Le rejet engendre le rejet. C'est exactement ce qu'ils souhaitent.

Mais si l'on se forçait, si l'on allait vers eux, si, malgré les obstacles, on se rendait à leur rencontre, éducateurs aguerris, associations qualifiées, Samaritains courageux, pour discuter, pour faire tomber la méfiance. Si l'on savait les aborder. Si l'on menageait des lieux d'accueil, des haltes de jour - en pleine ville - où ils puissent se retrouver avec ou sans leurs chiens, où ils puissent prendre une douche, se laver, poser leurs sacs et bavarder à l'occasion avec le travailleur social ou le médecin, comme cela se fait désormais dans bien des villes, alors on ouvrirait un espace à la rencontre, dans le cadre du simple droit commun, dans la tolérance, qui ne veut dire ni laxisme ni abandon.

Xavier Emmanuelli est secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

Quelle réforme fiscale ?

par Dominique Strauss-Kahn

PAR deux fois, les conservateurs ont réussi dans ce pays à gagner les élections en promettant la baisse des impôts, en 1986 et en 1993. On sait ce qu'il est advenu de ces promesses qui, comme les autres, n'engagent, paraît-il, que ceux qui les écoutent.

Aujourd'hui, la démarche est plus subtile. La baisse des impôts n'est pas promise pendant la période électorale mais bien avant. Sa véritable mise en œuvre est toutefois sagement remise au lendemain des élections de 1998 (hormis une petite mise en bouche dès 1997), ce qui ramène assez près du schéma précédent.

On me dira que je fais là une vilaine polémique bien politicienne et l'en conviendrais volontiers si la réforme était juste, novatrice et efficace. Je me contenterais même d'une partie seulement de ces qualificatifs. Malheureusement, il n'en est rien.

La pièce maîtresse de la réforme annoncée concerne l'impôt sur le revenu. Il s'agit notamment de le simplifier en diminuant le nombre des tranches. Soit il s'agit aussi de l'alléger, ce qui, outre une question d'opportunité, pose évidemment le problème du financement de cette énième tentative de demander plus à l'impôt et moins au contribuable.

Comme cela a été annoncé il y a quelques semaines par le gouvernement, 60 milliards d'économies budgétaires sont à trouver. La seule manière de trouver plusieurs dizaines de milliards dans le budget de l'Etat, c'est de trancher vite et fort dans les aides au logement et les aides à l'emploi.

Comme on peut s'en douter, ces aides bénéficient directement ou indirectement à la moitié de la population qui est aujourd'hui la plus frappée par la crise et le chômage. La baisse d'impôt, à l'inverse, ne bénéficie à l'évidence qu'à ceux qui en payent, soit environ la moitié de la population. Ainsi donc, la démarche est limpide. La plus grande part des économies qui pourront être réalisées - voire leur intégralité - devra être utilisée pour financer la baisse de l'impôt sur le revenu. Cela fait longtemps que l'on n'avait pas vu d'exemple aussi clair de redistribution à rebours : les prestations retirées aux plus démunis servant à alléger l'impôt des plus fortunés. Celui-ci baissera fortement puisque, à l'extrémité de la distribution des revenus, les contribuables les plus aisés verront leur taux marginal baisser de 56,8 % à 40 %.

Quitte à mettre en œuvre une baisse de l'impôt et à condition de la financer autrement, on pourrait envisager une tout autre méthode qui, diminuant de 1 000 francs l'impôt de chaque ménage, ne distribuerait pas qu'aux plus riches la quinzaine de milliards par an que la réforme envisage de déplacer.

Encore faudrait-il dans le même mouvement mettre fin à ces « machines à échapper à l'impôt » que

constituent aussi bien la loi dite « Pons » sur les DOM, que les différents quatrains et autres Sofica. De tout cela, pas un mot, pour le moment, du côté du gouvernement. Pas un mot non plus de cette extraordinaire déviation que sont devenues les stock options que les dirigeants des grandes entreprises se

Je propose qu'en Ile-de-France la taxe professionnelle soit pour partie conservée par la commune où l'entreprise est implantée et pour partie redistribuée dans les communes de la région au prorata de la population

constituent aussi bien la loi dite « Pons » sur les DOM, que les différents quatrains et autres Sofica. De tout cela, pas un mot, pour le moment, du côté du gouvernement. Pas un mot non plus de cette extraordinaire déviation que sont devenues les stock options que les dirigeants des grandes entreprises se

Si la réforme projetée de l'impôt sur le revenu n'est pas juste, peut-être l'instauration d'une cotisation maladie universelle est-elle innovante ? Non, ou si peu. On hésite à voir une novation véritable dans l'extension de l'assiette de la CSG qui, si elle est bienvenue, ne suffit pas à faire une grande réforme. Quant à la volonté de substituer progressivement ce prélèvement à l'assiette large aux cotisations-maladie existantes, c'est exactement ce que le Commissariat du Plan avait proposé dès 1982, lorsqu'il « inventait » ce prélèvement social proportionnel et ce que Michel Rocard avait dit qu'il ferait quand il le créa sous le nom de CSG. On se souvient de la substitution opérée à cette occasion au taux de 0,7 point de CSG pour un point de cotisation. Personne n'a continué par la suite et il est sans doute bon de poursuivre mais, ici encore, où est la novation ?

Faute d'être juste ou novatrice, la réforme pourrait être efficace. De ce point de vue, la taxe professionnelle (TP) est « candidate » à être réformée depuis bien longtemps. Cet impôt créé par Jacques Chirac, premier ministre en 1976, et décrit comme un « impôt imbecile » par François Mitterrand dès l'origine, n'a toutefois pas été abrogé par ce dernier.

Que lui reproche-t-on ? De pénaliser l'emploi, et il est vrai que le nombre d'emplois dans l'entreprise entre dans son calcul : plus de salariés, plus de TP. De pénaliser l'investissement : plus d'investissement, plus de TP. On voudrait donc, à entendre ses détracteurs, un impôt fondé sur l'activité des entreprises et qui ne s'arrime ni à l'emploi ni à l'investissement. C'est bien délicat à concevoir. Car, finalement, l'activité de l'entreprise, ce n'est rien d'autre que du travail et du capital. Et quelle que soit la manière dont on retourne le problème, un impôt de cette nature trappera toujours à la fois le travail et le capital.

Pour autant, ne faut-il pas réfor-

mer la taxe professionnelle ? Si, bien sûr. Il fallait d'abord la réformer en raison des disparités qu'elle introduit entre les contribuables. En plafonnant progressivement son montant à un pourcentage de la valeur ajoutée, les législatures des années 80 l'ont petit à petit transformée en un im-

ne mérite même pas un grand titre dans un quotidien !

L'autre réforme de la TP urgente celle-là mais dont on ne parle pas, c'est sa répartition entre les communes, sa péréquation. Parce qu'il y a de l'activité économique, elle fait cruellement défaut là où les gens vivent. En province, dans la plupart des cas, les bassins d'emploi recoupent les bassins de vie. Il n'y a donc pas trop de problèmes.

En Ile-de-France (30 % du PIB), il n'en est pas de même. Des millions d'hommes et de femmes produisent de la richesse à Paris ou dans certaines communes généralement situées à l'ouest et parfois au sud du Bassin parisien, alors qu'ils vivent au nord et à l'est. Leurs enfants vont à l'école dans des communes qui sont restées des communes-dortoirs. Les personnes âgées y ont, plus qu'ailleurs, besoin de soutien. L'action sociale y est cent fois plus nécessaire que dans les communes riches. Il est urgent de rééquilibrer cette situation hautement explosive.

Je propose qu'en Ile-de-France la taxe professionnelle soit pour partie conservée par la commune

sur laquelle l'entreprise est implantée (de façon à récompenser les municipalités qui font des efforts pour accueillir des activités économiques) et pour partie redistribuée dans les communes de la région au prorata de la population.

Imaginons que ces deux parts soient égales : sur les 20 milliards de TP de l'Ile-de-France, 10 resteraient là où ils sont créés, 10 autres seraient redistribués entre les 10 millions d'habitants de la région, soit 1 000 francs par tête. Ce sont alors des dizaines de millions par an qui viendraient lutter, dans chaque commune, contre le défillement social que tous les maires des banlieues constatent aujourd'hui et qui, faute d'être enrégimé, sera à l'origine d'une explosion comme la France en a peu connue.

On pourrait rajouter au chantier fiscal la réforme de la taxe d'habitation qui constitue le cas le plus choquant. Fondée sur des valeurs cadastrales qui datent de 1971, calculée à taux élevé là où les communes comme leurs habitants sont peu fortunées - parce qu'il n'y a pas d'autre matière taxable et notamment pas d'entreprise -, c'est l'impôt le plus injuste de notre panoplie. La commission des

finances de l'Assemblée nationale, en 1989, en a proposé la réforme en cherchant à tendre vers une sorte d'impôt local sur le revenu qui aurait au moins l'avantage de tenir compte des ressources du contribuable.

Effrayés par tant d'audace, les gouvernements de l'époque ont renoncé à cette réforme. Ceux d'aujourd'hui ne voient même pas le problème. C'est pourtant là qu'il faut porter vite et fort le fer de la réforme.

Quand on aura, dans un dernier effort, redressé l'imposition des revenus du capital par rapport à ceux du travail et par là-même corrigé le lent et scandaleux glissement que nous avons tous laissé s'opérer au cours des quinze dernières années, une bonne part de notre fiscalité des personnes aura été remise sur ses pieds. On voit que la tâche est rude et qu'il y faudra bien cinq ans, mais peut-être ne s'agira-t-il pas exactement de la même législature.

Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre, est maire (PS) de Sarcelles (Val-d'Oise).

Piqués par on ne sait quelle épice...

par Christian Conticini

C'EST un appel étonnant que vient de lancer quelques-uns des chefs de la gastronomie française : il met en garde les jeunes et... les pouvoirs publics contre la menace d'une « mondialisation » et d'une « perte d'identité » de la cuisine française qui « doit sa renommée à nos régions ». La France, qui « a vu naître sur son sol les produits les plus réputés », doit être préservée d'une « cuisine étouffée-soufflée ». Pour souligner la gravité de la situation, les signataires précisent ailleurs qu'« il ne faut pas céder aux sirènes de l'exotisme » et demandent de « revenir partout aux sources et aux saveurs originelles ». « En s'internationalisant, notre cuisine a perdu ses racines. » Il est donc urgent de « prendre conscience » de cet « appauvrissement généralisé ».

Heureux hasard : dans le même temps, Alain Ducasse présente un ouvrage, *Méditerranée : cuisine de l'essentiel* (Hachette), révélant fort justement l'étendue des racines de notre terroir, qui puise son inspiration sur le pourtour méditerranéen. Le repas servi pour l'occasion en fut une démonstration ensoleillée : crostini, falafels, tagine, natas (feuilletés crémeux du Portugal), tomates à la vanille et à l'huile d'olive en dessert : toutes les « Méditerranées » étaient là, relevées de girofle, muscade, gingembre, cardamome, piment ou de cannelle, pour nous rappeler au bon souvenir de la géo-

graphie et de l'histoire de notre insatiable curiosité gourmande.

La cuisine menacée, donc, de mondialisation ? Tant mieux si, comme au temps de Carême ou d'Escoffier, illustres références, des maîtres-cuissés essaient partout le goût français comme un luxe, du Japon à la Californie. Comme leurs prédécesseurs, ils savent ramener à l'occasion quelques denrées ou quelques idées pour faire partager à leurs hôtes d'autres plaisirs que ceux de la soupe aux orbes, de la potée de cochon, du sandre au beurre blanc ou de la gibelotte de lapin. Cette mondialisation est le signe d'une prédominance dont, fait rare, personne n'a l'idée de se plaindre. Sauf nous.

Menacée de perdre son identité, mais laquelle ? Du filet de bœuf Wellington du début du siècle au pigeon pure race accompagné de ses crapiaux morvandiaux d'aujourd'hui, en passant par l'oreiller de la belle aurore, le saumon à l'oselle, la salade folle, la gelée de caviar à la crème de chou-fleur, le poulet à la broche ou le risotto qui ont marqué successivement des époques de plus en plus rapprochées, notre répertoire est si riche qu'il peut se permettre d'afficher de nombreux visages sans craindre pour sa bénéfique influence.

La prééminence du terroir culinaire est un thème récurrent qui entraîne, chaque fois, ses logorrhées exaltées ou menaçantes, et la nostalgie de la tradition perdue est un

terreau sur lequel les modes exercent, disons, leurs sollicitations. En 1924, déjà, le journaliste Charles Brun stigmatisait « la cuisine uniforme de série, l'ignorance des ressources du terroir » et s'alarmait, bien avant le hamburger : « Nos traditions gastronomiques sont en danger. » Dans le même temps, Auguste Escoffier parle d'une cuisine à la fois plus scientifique, plus ouverte, artistique et créative.

La cuisine menacée par les sirènes de l'exotisme ? La Bretagne, la Vendée, la Saintonge, les Landes, le Pays basque, le Roussillon, le Languedoc, la Provence, la Savoie, la Bourgogne, l'Alsace ou la Lorraine continuent de défendre et de perpétuer une cuisine marquée par les épices, en souvenir des brassages culturels et commerciaux d'antan. A entendre chanter le nom des « petits pâtés de Pézenas » qui sentent si bon le terroir languedocien, aussi traditionnels sur place que les calissons à Aix ou les bêtises à Cambrai, qui croiraient qu'ils sont si peu français et tellement... indiens !

Les épices ont bon dos. Cristallisant sur elles la notion de « l'autre », elles symbolisent soit la fine fleur du luxe ostentatoire (80 % des recettes de Taillevent en contiennent, à une époque où elles sont rares et chères), soit le barbare menaçant d'invasion le territoire national où, à l'occasion, elles permettent aux chefs d'asseoir leur influence. La Varenne, qui indique au XVIII^e siècle la recette - pourtant ancienne - d'une

dinde à la framboise, aux câpres, au citron et à la girofle, se voit épinglée par son rival du moment connu sous les initiales LSR : « Cette cuisine est un exemple des guesueries que l'on souffrait plus volontiers parmi les Arabes que dans un climat épuré comme le nôtre. »

La cuisine est aussi et toujours la recherche incessante du goût juste, pour d'anciennes comme pour de nouvelles associations de saveurs, exotiques ou non. C'est aussi et toujours la recherche de sa meilleure compréhension pour élargir les voies de la connaissance et mieux la réussir à l'échelle artisanale ou à l'échelle de l'industrie - industrie que les chefs conseillent ou promettent. Bref, pour qu'elle perdure et rayonne plus encore. Partout, et surtout chez nous.

Cet appel pour une idéologie désuète du terroir culinaire alimente une tyrannie du bon goût. Oui, les produits de ce terroir sont exceptionnels. Oui, il faut les protéger. Oui, la gastronomie en est la meilleure ambassadrice. Mais nous pouvons révéler ou vendre ces richesses en nous passant de propos accents ethnocentriques. Ne cédon pas au complexe de Massada : aucun siège ne menace l'indétrônable cuisine française. Mais la consanguinité conduit droit à la dégénérescence.

Christian Conticini est cuisinier et restaurateur.

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 20 JUIN 1996

SCISSION Les actionnaires du groupe Chargeurs devaient approuver mercredi 19 juin la scission de leur groupe en deux entités. Chargeurs international regroupera les activités

textile du groupe et Pathé les activités de communication. La coupure est faite pour faire plaisir à la Bourse, les investisseurs boudant les sociétés diversifiées. ● DANS LES PAYS ANGLAIS, ce type d'opération est devenue monnaie courante : ATT et ITT ont été démantelés, tandis que de nombreux groupes chimiques se sont séparés de leur pharmacie. ● EN

FRANCE, les entreprises préfèrent vendre certaines branches d'activité pour garder le produit de leur vente. Certaines sociétés cotées, comme Saint Louis ou CGIP sont gérées dans

un esprit patrimonial. ● LES INVESTISSEURS ne demandent pas l'éclatement des entreprises diversifiées mais très bien gérées comme General Electric.

Chargeurs se coupe en deux pour séduire la Bourse

A l'instar de nombreux conglomérats anglo-saxons, la firme sépare ses activités textile et communication. Il n'est pas certain qu'il fasse des émules car une majorité de groupes français privilégient leur taille à leur valeur boursière

CHARGEURS EST MORT. Vive Pathé et Chargeurs international. Les actionnaires du groupe de Jérôme Seydoux réunis en assemblée générale devaient approuver, mercredi 19 juin, la scission de leur groupe, qui va donner naissance à deux sociétés distinctes, cotées en Bourse le 24 juin.

Chargeurs international regroupera les activités textiles du groupe sous la présidence d'Eduardo Malone, actuel vice-président de Chargeurs, et Pathé englobera les activités de communication sous la direction de Jérôme Seydoux. Pour chaque ancienne action Chargeurs, les investisseurs recevront un titre Chargeurs international et un titre Pathé. Libre à eux de vendre l'un ou l'autre, selon qu'ils préfèrent investir dans le textile ou dans la communication.

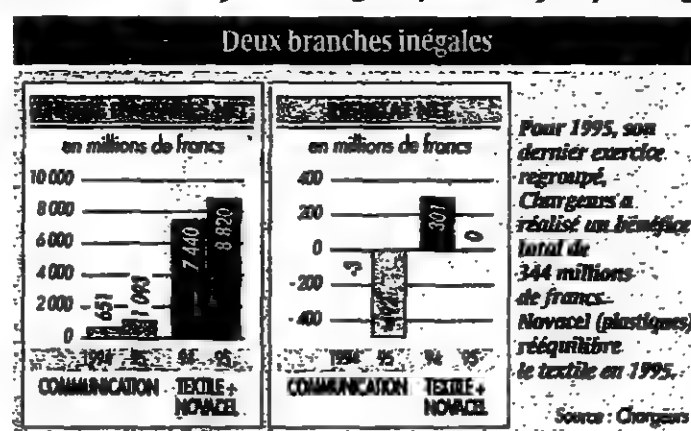
Chargeurs est démantelé pour faire plaisir à la Bourse. Présent dans deux activités ne dégageant pas de synergies et aux rentabilités différentes, Chargeurs était boudé par les investisseurs. Ceux-ci ne supportent plus les conglomérats diversifiés : ils veulent des entreprises spécialisées sur un seul mé-

tier, ce qui permet de comparer les entreprises d'un même secteur et de mieux les valoriser. Depuis l'annonce de la scission, le 27 février, l'action Chargeurs a progressé de près de 25 %.

UNE PREMIÈRE EN FRANCE

Cette opération est une première en France, la fiscalité française étant un obstacle à ce genre d'opération : une scission est assimilée à une liquidation, impliquant l'imposition immédiate de toutes les plus-values latentes. Pour échapper à ce « matraquage », Chargeurs a obtenu un agrément du fisc, qui ne tait pas l'opération, à condition que son actionnaire principal, Jérôme Seydoux et sa famille, conserve ses titres pendant cinq ans.

Les scissions sont en revanche monnaie courante dans les pays anglo-saxons, où les conglomérats sont bannis. En 1995, ATT a été découpé en quatre entreprises distinctes, tandis qu'ITT a donné naissance à trois sociétés (*Le Monde* du 22 juin 1995) : ce groupe tentaculaire était devenu impossible à comprendre pour les analystes financiers. Qu'ont de commun les



Caesar's Palace de Las Vegas, une participation dans Alcatel, l'électronique de défense et l'assurance-vie ?

Même phénomène pour de nombreux groupes chimiques, qui se sont séparés de leurs activités de pharmacie. Le premier à ouvrir le feu fut le géant britannique Imperial Chemical Industries (ICI) en 1993, qui a laissé ses actionnaires arbitrer entre ses activités chimie et pharmacie.

Certains investisseurs voudraient à l'extrême n'avoir que des entreprises monoproduit. Pepsico pourrait un jour se séparer de ses restaurants Kentucky Fried Chicken ou Pizza Hut pour se concentrer sur les boissons, comme Coca Cola. Certains boursiers ont réclamé que le groupe britannique Grand Metropolitan se sépare de la chaîne de restaurants américaine Burger King. Le besoin d'une telle séparation n'étant pas flagrant, leurs sou-

haits n'ont pas été exaucés. En théorie, Chargeurs pourrait faire des émules en France. Matra et Hachette, les deux pôles de Lagardère Groupe, ne dégagent apparemment pas de synergies. La séparation des activités chimie et pharmacie de Rhône-Poulenc serait saluée par la Bourse. Elf, présent dans la chimie, le pétrole, la pharmacie et les parfums, est très - trop ? - diversifié par rapport à ses concurrents.

INTÉRÊT PATRIMONIAL

Une vague de scission est pourtant peu probable. Les entreprises étant plus petites, elles ne veulent pas passer en dessous d'une taille minimale, à l'image de Lagardère Groupe, qui veut pouvoir offrir des perspectives de carrières satisfaisantes à ses cadres et se présenter sur les marchés financiers. Les groupes français, moins riches que les américains, préfèrent d'ailleurs céder leurs activités plutôt que de se scinder : une vente permet d'engranger des liquidités susceptibles d'être réinvesties sur son métier de base, ce que ne permet pas la scission. Enfin, les patrons français sont moins d'être obsédés par leur

cours de Bourse. Bien que cotés, certains groupes sont gérés dans un intérêt patrimonial : la diversification reste un principe de prudence élémentaire. Il est peu probable que Saint-Louis (sucre, papier), géré dans l'intérêt de ses actionnaires principaux, les familles Worms et Agnelli, se scinde un jour. Tout comme CGIP, la société des héritiers Wendel.

Même les investisseurs anglo-saxons ne sont pas arc-boutés sur leurs principes : le seul objectif reste celui de gagner de l'argent. Ils ne sont nullement gênés par les douze activités de General Electric, tant que ces multiples branches sont bien gérées. Ils n'ont en revanche pas apprécié l'éclatement en quatre de l'empire Hanson. Le jour de l'annonce de l'opération, la capitalisation de son groupe a baissé de 8,4 %. Pour la Bourse, cette décision signifiait que lord Hanson n'était plus le gestionnaire de fortune hors pair de jadis, capable de mieux diversifier ses actifs que les autres.

Arnaud Leparmentier

Pathé, un nouveau groupe de communication

UNE SOCIÉTÉ spécialisée dans l'audiovisuel est née. Disséminés jusqu'ici dans l'ensemble Chargeurs (le groupe de Jérôme Seydoux), les actifs de télévision, de cinéma et de presse rassemblés sous l'enseigne Pathé forment désormais un tout indépendant et coté en Bourse.

L'essentiel des activités de Pathé, dont le PDG est Jérôme Seydoux et le vice-président directeur général Eduardo Malone, est réparti dans trois pays, la Grande-Bretagne, la France et depuis peu les Pays-Bas. Outre-Manche, la principale possession de Pathé consiste en une participation financière de 17 % dans BSkyB, bouquet de télévisions par satellites contrôlé par Rupert Murdoch. Ces chaînes sont essentiellement diffusées par satellite mais aussi sur le câble, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 778 millions de livres (6,2 milliards de francs) en 1995. Au premier semestre 1996, le chiffre d'affaires atteignait 464 millions de livres (3,7 milliards de francs), soit une augmentation de près de 30 %.

SUCÈS À CANALSATELLITE

Les résultats nets sont passés du simple au double : de 47 millions de livres à 95,6 millions entre le premier semestre 1994/1995 et la même période un an plus tôt. Bien que BSkyB ne soit pas consolidé dans l'ensemble Pathé, la valeur de cette participation financière (10 milliards de francs environ) équivaut à cinq fois le chiffre d'affaires attendu en 1996 par l'ensemble Pathé (2 milliards).

En France, Pathé est également propriétaire d'une participation minoritaire de 20 % dans le bouquet de programmes Canalsatellite, diffusé et contrôlé par Canal Plus sur la zone francophone. Lancé en 1992, ce bouquet de programmes compte aujourd'hui 300 000 abonnés. Le lancement récent d'un bouquet de programmes Canalsatellite en numérique connaît, depuis quelques semaines, un bel essor : 60 000 abon-

nés se sont déjà manifestés, ce qui dépasse les prévisions les plus optimistes de Canal Plus et de Chargeurs. Pathé, c'est aussi des activités de production, de distribution et d'exploitation cinématographique. Sous la houlette de Claude Berri et de sa société Rém Productions dont elle contrôle 100 %, la société Pathé produit de quatre à huit films par an. Mais Pathé est d'abord un circuit de salles d'exploitation de films (250 écrans) qui connaît aujourd'hui une mutation grâce aux multiplexes. A ces salles françaises, Pathé a ajouté 85 écrans de MGM-Hollande, rachetés en 1995 au Crédit lyonnais. Le développement de l'exploitation en France et en Europe semble être un axe majeur du développement de Pathé dans l'audiovisuel.

Pathé comprend aussi des activités de presse avec *Libération*, ce qui peut constituer une bizzarrie dans un groupe surtout centré sur l'audiovisuel. C'est l'activité de Jérôme Seydoux pour Serge July, cofondateur et PDG de *Libération*, et l'intérêt qu'il porte au journal, qui expliquent que Chargeurs soit devenu actionnaire du quotidien en 1982 avec 12 %.

L'échec de la nouvelle formule lancée à l'automne 1994 - « Libé 3 » - et la hausse du prix du papier en 1995 ayant mis le journal en difficulté financière (90 millions de francs de pertes en 1994, 172 en 1995), Chargeurs l'a secouru en lui apportant 72,5 millions de francs d'obligations convertibles et en participant à sa recapitalisation. Une aide conditionnée à un redressement économique de l'entreprise, dont une forte réduction de la masse salariale (une centaine de départs). Ce redressement a été mené sous l'égide du directeur général de *Libération*, Pierre-Jean Bozo, qui vient de quitter ses fonctions pour rejoindre Pathé « en qualité de directeur, sous l'autorité de Jérôme Seydoux ». Chargeurs possède aujourd'hui 65 % de *Libération*.

Yves Mamou et Alain Salles

L'activité textile est redevenue déficitaire

EN 1995, la branche textile du groupe Chargeurs, qui représente 84 % de son chiffre d'affaires, est redevenue déficitaire : en perte de 22 millions de francs, après avoir dégagé en 1994 un bénéfice de 258 millions. Certes, la marge opérationnelle est restée positive à 358 millions de francs, mais elle est nettement inférieure à celle de 1994 (527 millions).

Ce recul est exclusivement dû à l'activité négoce et peignage de laine (Chargeurs laine), qui a souffert d'un fort ralentissement de la demande. La Chine, premier consommateur mondial, s'est en effet retirée du marché, tout comme elle l'avait déjà fait en 1988-1989. En Europe et au Japon, la consommation n'a pas repris. Numéro un mondial dans son secteur, Chargeurs laine compte pour plus de 50 % dans le chiffre d'affaires de la branche textile du groupe (8,3 milliards de francs). Chargeurs tissus et Chargeurs entourage, les deux autres pi-

liers de l'activité textile du groupe, ont en revanche vu leurs résultats progresser légèrement.

Présent dans le textile depuis 1988, Chargeurs n'y aura gagné de l'argent qu'en 1992 et en 1994. Depuis 1990, cette activité aura induit 451 millions de francs de bénéfices pour plus de 1,5 milliard de pertes. Auxquels s'ajoutent les 2,5 milliards de francs investis par le groupe dans la modernisation de ses usines et l'investissement initial de 2 milliards pour acheter la moitié du groupe Prouvost en 1988.

REDUCTION D'EFFECTIFS À VENIR

L'Etat-major de Chargeurs n'a pourtant pas lésiné sur les moyens pour redresser son pôle textile. Onze des quatorze métiers de Prouvost ont été abandonnés au profit de la laine, des tissus et de l'entourage. Entre 1988 et 1995, les effectifs ont diminué de 9 000 personnes. Ils ne sont aujourd'hui plus que 7 400 à travailler pour cette activité du

groupe, qui prévoit de supprimer 1 200 postes supplémentaires d'ici à 2001.

Dans les trois domaines d'activité textile de Chargeurs, les sites industriels ont été modernisés. D'autres unités de production ont été créées, notamment en Asie. Le groupe a acquis des capacités de négoce-peignage en Argentine, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud ou encore en Uruguay. En avril 1995, il annonçait la construction d'une nouvelle usine de lavage et de peignage de laine près de Shanghai, en Chine.

Le premier groupe textile français, réputé être l'un des rares à s'en sortir dans ce secteur, n'est pas au bout de ses peines. Il cherche désormais à se couvrir au maximum sur les marchés très volatils de la laine et à développer des tissus à forte teneur technologique et à marges confortables.

Virginie Malinze

ACTIONNAIRES D'EUROTUNNEL

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 27 JUIN 1996

Les Assemblées Générales Ordinaires Annuelles d'Eurotunnel S.A. et d'Eurotunnel P.L.C. se tiendront le 27 juin 1996, à 15 heures, à la Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint Dominique, 75007 Paris.

Vous devez demander à votre intermédiaire financier d'immobiliser vos titres avant le 21 juin 1996, et :

- (1) obtenir une carte d'admission pour participer aux Assemblées Générales, ou,
- (2) utiliser une formule de pouvoir ou de vote par correspondance si vous ne pouvez y assister.

Vous pouvez vous procurer ces documents auprès de votre intermédiaire financier.

Un compte rendu des Assemblées Générales sera disponible sur simple demande à partir du 10 juillet 1996.

INFORMATIONS ACTIONNAIRES : 3615 EUROTUNNEL
Tél. ligne directe actionnaires : (1) 44.05.62.81



ont acquis conjointement 34,04% du capital de



à l'occasion de la privatisation de la société pour un montant de

US\$1 386 343 421

Barings a agi en qualité de conseil financier exclusif des acheteurs sur cette transaction



Member of ING Group

MAI 1996

صكنا من الامل

Bruxelles durcit les normes de pollution automobile

Les émissions devront être réduites et l'essence plombée devra disparaître d'ici à l'an 2000

STRASBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

L'augmentation du trafic automobile va empêcher la réduction des émissions polluantes à un niveau compatible avec les objectifs futurs de qualité de l'air dans l'Union européenne. Aussi faut-il agir tout à la fois sur les normes admissibles pour les gaz dégagés par les voitures et sur la composition des carburants. Tel est le sens des deux projets de directive qu'a adoptés la Commission de Bruxelles mardi 18 juin à Strasbourg.

L'objectif est de réduire sensiblement les émissions polluantes pour les nouveaux modèles en l'an 2000 et pour les autres une année plus tard. Par rapport aux normes actuellement en vigueur, les baisses devraient être de 20 % à 40 % pour l'oxyde d'azote et les hydrocarbures, de 30 % à 40 % pour le monoxyde de carbone et de 35 % pour les particules émises par les moteurs Diesel. Bruxelles annonce une étape supplémentaire, à l'horizon 2005, en fixant la réduction de la pollution automobile dans une fourchette comprise entre 50 % et 70 % par rapport aux niveaux de cette année. La Commission propose également d'installer sur les voitures, de manière facultative dans un premier temps, un système de détection des défaillances des équipements antipollution.

Le texte sur les carburants recommande l'élimination, toujours en l'an 2000, de l'essence plombée. Il ouvre néanmoins la possibilité d'ajourner cette interdiction jusqu'en 2002 pour les Etats membres qui auraient à supporter d'importantes difficultés socio-économiques. Ces deux propositions ne devraient pas créer d'obstacles majeurs aux constructeurs automobiles ni à l'industrie de raffinage, qui ont été largement consultés avant leur rédaction. Certains gouvernements, qui auraient souhaité que la Commission se montrât plus exigeante, pourront appliquer des normes plus strictes.

Marcel Scotto

Air Afrique, menacée par le poids de sa dette, tente d'organiser son sauvetage

Ses huit Airbus pourraient être saisis

La compagnie panafricaine devrait verser 214 millions de francs à ses créanciers, en service de sa dette, avant le 24 juin. Faute de ce verse-

ment, ses huit Airbus pourraient être saisis. Le gouvernement français et les douze pays africains actionnaires essaient de mettre en place

une solution autour d'une société financière qui rachèterait la flotte de la compagnie panafricaine et lui louerait ensuite ses avions.

ABIDJAN
de notre correspondant régional
en Afrique de l'Ouest

Le 24 juin prochain, la flotte d'Air Afrique, soit huit Airbus, pourrait être saisie par les créanciers de la compagnie multinationale. La somme à régler avant cette échéance serait de 214 millions de francs CFA (214 millions de francs), selon le Syndicat des travailleurs des compagnies aériennes en Côte-d'Ivoire, qui tenait conférence de presse à Abidjan le 14 juin. La dette à long terme de la compagnie atteint 2 milliards de francs français pour 550 millions de francs propres. Les syndicalistes, dont les propos ont été abondamment rapportés par la presse et par la télévision d'Etat ivoiriennes, ont présenté cette échéance comme un signe supplémentaire de l'échec de l'actuelle direction d'Air Afrique et en premier lieu de son PDG, le Français Yves-Roland Billecart, aux commandes depuis 1990.

Prévu pour le 13 juin, un

conseil d'administration, qui réunirait les chefs des douze Etats coactionnaires de la compagnie (Bénin, Burkina-Faso, Congo, Centrafrique, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo) a été reporté sine die. Entre-temps, un sauveur devrait être trouvé sous la forme de l'Agence pour la sécurité et la navigation aériennes

face aux échéances les plus pressantes.

Le schéma privilégié aujourd'hui consisterait à créer une société de participation financière qui rachèterait la flotte de la compagnie panafricaine et lui louerait ensuite ses avions. Cette société, qui serait dotée d'un capital de 50 millions de francs, serait détenue par l'Asecna mais

Le schéma privilégié aujourd'hui consisterait à créer une société de participation financière qui rachèterait la flotte de la compagnie panafricaine et lui louerait ensuite ses avions

en Afrique et à Madagascar (Asecna). Cet organisme, qui regroupe seize pays d'Afrique francophone - dont les actionnaires d'Air Afrique - devrait apporter les fonds nécessaires pour faire

aussi par des organismes comme la Banque européenne d'investissement, la Banque africaine de développement ou encore la Banque mondiale. Dans ces conditions, Yves-Roland Billecart pourrait obtenir un sursis de quelques mois et partir ensuite discrètement, la tête haute. Ce schéma pourrait être présenté au futur conseil d'administration.

En mai dernier, les ministres des transports des Etats membres étaient tombés d'accord pour raccourcir le mandat de M. Billecart et nommer un directeur général qui aurait secondé le PDG, tout-puissant depuis sa nomination. Pour l'instant, ces décisions n'ont pas été suivies d'effet. En écrivant aux Etats membres, en faisant paraître des articles dans la presse spécialisée, M. Billecart a défendu son bilan, affirmant

Thomas Sotinel

Recettes saoudiennes

S'il est une ligne d'Air Afrique qui ne connaît pas de problèmes de remplissage, c'est celle qui relie Djeddah, en Arabie saoudite, à N'Djaména, Niamey, Abidjan, Nouakchott et Dakar. Depuis le mois de mai, les autorités saoudiennes retiennent d'office, et au dernier moment, la totalité des places sur certains de ces vols. Il s'agit d'expulser des immigrés africains clandestins qui ont profité d'un pèlerinage pour trouver un travail dans le royaume.

Messa, un Ghanéen embarqué pour le vol le 8 juin, explique : « Les policiers sont venus la nuit dernière, ils m'ont mis dans une voiture, je n'ai pas eu le temps de prendre mes affaires. Ce n'est pas grave, dans deux mois je redemande un visa pour le petit pèlerinage. » Si ces expulsions représentent des recettes intéressantes pour la compagnie, elles ont pour conséquence fâcheuse d'empêcher l'embarquement des passagers qui voudraient prendre le vol après l'escale de Djeddah.

Schneider soumis à redressement fiscal en Belgique

Le groupe devra payer 174 millions de francs français

BRUXELLES
de notre correspondant

Cofimines, filiale belge du groupe français Schneider, devra s'acquitter d'un redressement fiscal de 1,044 milliard de francs belges (174 millions de francs français) d'ici au 31 décembre. Même si Schneider affirme, dans un communiqué publié le 18 juin, après la révélation de cette amende : « Une transaction avec l'administration fiscale belge est intervenue à fin 1995. Les sommes laissées à la charge du groupe Schneider en Belgique s'élevaient à 40 millions de francs français. » D'où provient la différence entre les deux sommes ? Dans la nébuleuse Cofimines, il y avait deux sociétés offshore, Mitraco et Tramico, domiciliées à Panama mais gérées à Bruxelles, selon les autorités fiscales belges, et donc redevables de l'impôt en Belgique.

Le fisc belge considère que des dissimulations ont eu lieu de 1988 à 1993. Tramico ayant été vendue à des actionnaires - inconnus -, Schneider estime ne plus avoir à en supporter la charge.

Après diverses tractations, les parties ont signé un protocole d'accord portant sur un redressement de 263,3 millions de francs

belges pour Mitraco et 781,2 millions pour Tramico. L'inspection spéciale des impôts (ISI) a procédé à une saisie-arrest conservatoire de 595 millions de francs belges chez Cofimines.

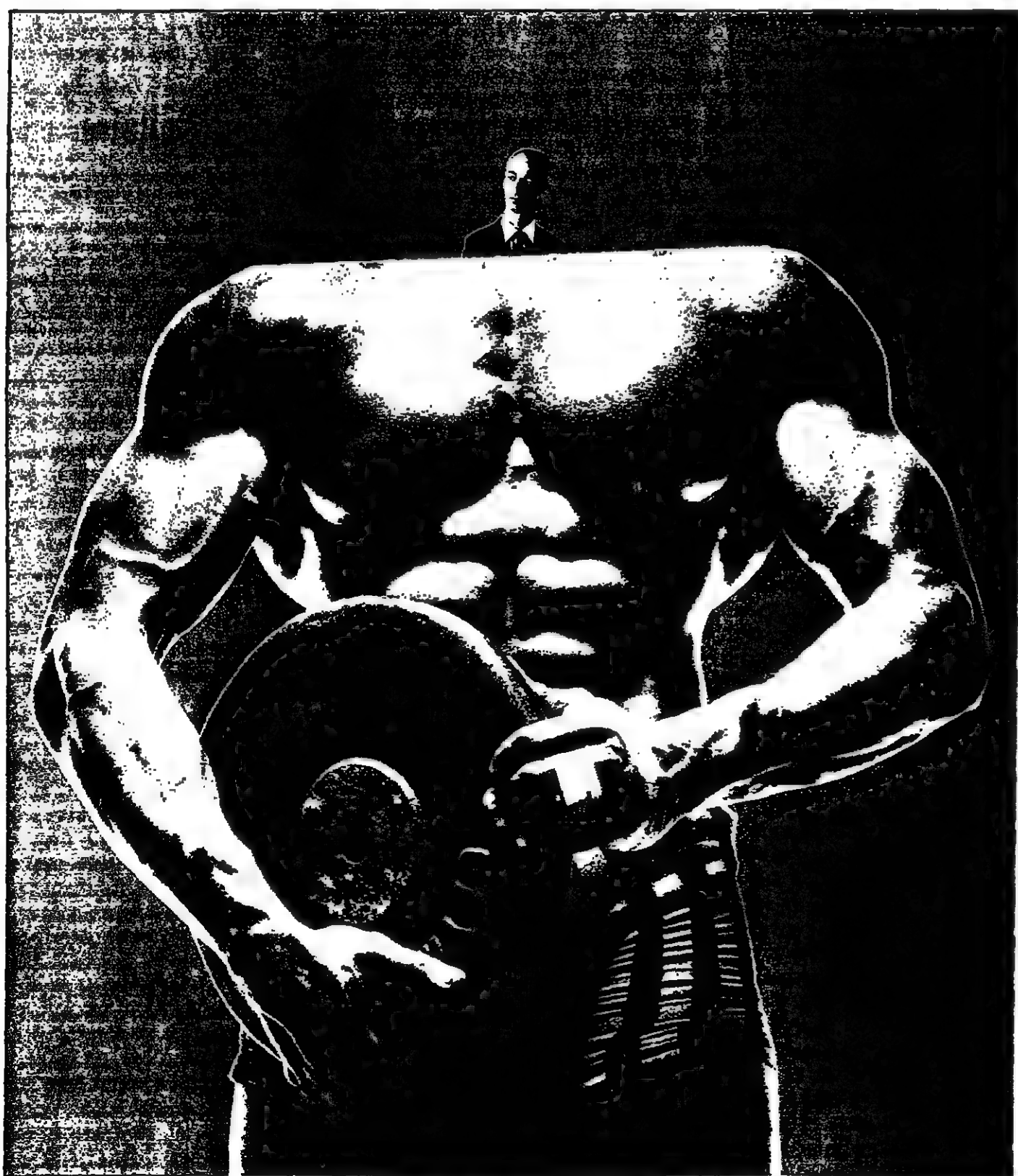
Les actionnaires minoritaires, qui avaient amené la justice belge à poursuivre Didier Pineau-Valencienne pour escroquerie, en 1994, en contestant la gestion de Cofimines et de ses filiales par Schneider, veulent voir dans ce redressement un premier résultat de l'intervention.

Un de ces contestataires, André de Barsy, a déclaré au Monde : « Quand on accepte de payer un redressement de 1 milliard, c'est qu'il y a des choses substantielles dans le dossier. »

Ce que résume la direction de Schneider : « La signature d'une transaction n'implique pas reconnaissance de la position des autorités fiscales mais a pour objet d'éviter un long et onéreux contentieux. »

Le contentieux fiscal est indépendant du dossier judiciaire. Le parquet devrait se prononcer avant la fin de l'année sur un éventuel renvoi de M. Pineau-Valencienne en correctionnelle.

Jean de la Guérinière



ÉNORMÉMENT PLUS DE SPORT DANS Le Monde CET ÉTÉ. ABONNEZ-VOUS.

Pendant les J.O., le Journal des Jeux : 4 pages quotidiennes de résultats, interviews, commentaires.

Votre adresse de vacances du au Nom Prénom

Adresse Code postal Ville

Votre adresse habituelle Code postal Ville

Recevez Le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

Durée France ☐ 2 semaines (13 n°) : 91 F - ☐ 3 semaines (19 n°) : 126 F - ☐ 1 mois (26 n°) : 181 F - ☐ 2 mois (52 n°) : 360 F - ☐ 3 mois (78 n°) : 536 F

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire (Visa, CB, Amex) n°

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Lacière - 60646 Chantilly Cedex

Pour l'étranger, nous comptons au 12 12 00.

poids de sa dette.
sauvetage

L'instruction de l'affaire du Comptoir des entrepreneurs arrive à son terme

Une partie des charges retenues contre l'ancien président, Jean-Jacques Piette, seraient en passe d'être abandonnées. Seules les accusations de publication de comptes inexacts seraient retenues

L'affaire du Comptoir des entrepreneurs (CDE), institution financière spécialisée dans le financement de l'immobilier, s'est trouvée au bord de la faillite au début des années 90. Cela s'est traduit, à partir de février 1993, par une suspension de cotation pendant de longs mois à la Bourse de Paris et, au même moment, par une défaillance sur le marché interbancaire.

L'affaire du Comptoir a été une première. Bien avant que l'ampleur des difficultés du Crédit lyonnais ou du Crédit foncier fût soupçonnée, elle avait révélé les dysfonctionnements des autorités de contrôle et de tutelle. La Commission bancaire, la Commission des opérations de Bourse (COB) et le Trésor se sont renvoyés la responsabilité de leur manque de coordination et d'efficacité.

Quant au pouvoir politique, il a longtemps tardé à réagir. Michel Sapin, alors ministre de l'économie, n'a réussi à obtenir la démission du président du Comptoir, Jean-Jacques Piette, que le 27 mars 1993, à la veille du second tour des élections législatives.

Leur décision a même été la dernière d'importance prise par le ministre. Ancien conseiller technique de Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat de 1981 à 1984, Jean-Jacques Piette était devenu directeur du Comptoir des entrepreneurs en 1984, puis son président en 1990. Depuis, le CDE a été sauvé par l'Etat et les AGF, qui sont devenues, contraintes et forcées, son actionnaire de référence.

GESTION DÉASTREUSE

La gestion désastreuse de l'institution financière a pourtant fini par intéresser la justice. A la suite de deux rapports de la COB, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Paris en mars 1994. Celle-ci révélait notamment diverses opérations frauduleuses sur les titres du Comptoir à la fin de l'année 1992. Le juge d'instruction Jean-Pierre Zanolto a mis en examen Paul Paciot (ancien président de la BRED - du groupe des Banques populaires - et administrateur du Comptoir de 1988 à 1994), son fils,

Loïc Paciot (ex-PDG de la Fidinvest, une société familiale spécialisée dans le négoce des titres), Francesco Cesari (patron de la société Ciaba, au travers de laquelle plusieurs opérations immobilières douteuses ont été réalisées) et M. Piette pour complicité inexacte, délit d'initié et abus de biens sociaux.

Des commissions rogatoires internationales ont été lancées, au Luxembourg et en Suisse. Elles concernaient des achats et des ventes de titres du Comptoir par l'intermédiaire d'un compte ouvert au Luxembourg par la BRED internationale pour le CDE afin de lui permettre d'acheter ses propres titres. Il s'agissait notamment d'organiser un reclassement des actions du Comptoir auprès d'un actionnaire de référence que M. Piette avait pour mission de trouver afin de sauver l'établissement. Une alliance avec le groupe financier italien INCE et une entrée du groupe de BTP Dumez dans le tour de table du Comptoir étaient alors envisagées avec l'accord du Trésor, mais le compte a

seulement servi à effectuer des opérations très profitables d'achat et de vente de titres CDE. Les commissions rogatoires sont aujourd'hui terminées et l'instruction du dossier est quasi close.

Il en ressort, selon un spécialiste de l'affaire, que M. Piette aurait plutôt été « victime » de son incompétence que de sa malhonnêteté. Les accusations portées contre lui d'abus de biens sociaux et de délit d'initié seraient en passe d'être abandonnées et il ne lui serait plus reproché que la publication de comptes inexacts. Se-

lon l'avocat de M. Piette, M. Verini-Campinchi : « Il n'y a pas eu dans cette affaire d'abus de biens sociaux et de détournement de fonds au profit de M. Piette. Le compte ouvert à Luxembourg par la BRED internationale a effectué des opérations sans son accord et sa signature. Il n'avait aucun intérêt personnel dans cette affaire. Enfin, M. Piette n'a pas effectué de prison préventive et n'a pas été mis sous contrôle judiciaire, ce qui prouve indirectement la modestie des charges retenues contre lui. »

Concernant les accusations de publication de comptes inexacts, M. Piette se trouve dans une position moins favorable. Le CDE a fait repartir, au début de l'année 1992, sa filiale de promotion immobilière, baptisée Ciaba, qui se trouvait dans une situation difficile. Le problème, c'est que le repreneur, le groupe Réal, a acheté Ciaba pour 132 millions de francs au Comptoir et a obtenu au même moment une augmentation de capital de 132 millions de francs. Une opération dont les commissaires aux comptes du CDE ont toujours affirmé avoir appris tardivement la nature, ce qui les a amenés à saisir la COB et à enclencher le mécanisme qui a mis sur la place publique la situation de quasi-faillite de l'établissement. Si la publication de comptes inexacts est prouvée, quelle est la part de responsabilité des pouvoirs publics ? M. Piette a-t-il décidé de sa propre initiative de dissimuler l'ampleur des difficultés du Comptoir ou a-t-il suivi les instructions de sa tutelle ?

Eric Leser

Divergences syndicales sur le redressement de Moulinex

LE PLAN de restructuration de Moulinex a jeté un froid chez les syndicats et les hommes politiques (*Le Monde* du 19 juin). Malgré les difficultés, connues de longue date, du groupe d'électroménager qui se traduit par un déficit de 702 millions de francs pour son exercice clos au 31 mars, tous espéraient différer encore l'inévitable : 2 600 emplois supprimés (sur 11 300) dans les trois ans, dont 1 800 en Normandie, bastion du groupe ; fermeture des sites d'Argentan (Orne), de Mamers (Sarthe) et de la zone de gestion de Mondévillie (Calvados).

Le projet à peine connu, François Fillon, président du conseil général de la Sarthe et ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, a demandé mardi 18 juin au ministre du travail de refuser le plan social de Moulinex. « Pour la Sarthe, ces mesures, qui n'ont fait l'objet d'aucune concertation, sont inacceptables. Elles condamnent le bassin d'emploi de Mamers, où Moulinex reste le principal employeur, et ne laissent aucune perspective aux salariés licenciés », explique-t-il dans un communiqué. Selon M. Fillon, le groupe Moulinex « devra s'expliquer sur un plan social d'une particulière brutalité, que ne justifie pas sa situa-

tion financière ». Tout en souhaitant que les licenciements se soient évités, René Garrec, président du conseil régional de Basse-Normandie et membre du conseil de surveillance du groupe, reconnaît que « Moulinex doit se trouver dans les mêmes conditions de rentabilité que ses concurrents ».

De leur côté, les délégués CGT jugent le plan Blayau présenté en comité central d'entreprise « inacceptable ». Pour FO, en revanche, il « a le mérite de s'attaquer au problème en profondeur ». Les délégués FO du groupe comptent beaucoup sur les mesures d'accompagnement - préretraites, réduction du temps de travail, départs volontaires - pour limiter les licenciements.

Tout aussi nuancée, la CFDT ne « nie pas la nécessité d'une restructuration, après les erreurs répétées et les luttes de pouvoir au sein de la direction ». « Aujourd'hui, ce sont les salariés qui paient les pots cassés », constate Claude Renaud, délégué central CFDT du groupe. Des assemblées générales devaient se tenir mercredi 19 juin dans chacune des usines de Moulinex.

Mardi 19 juin, le titre Moulinex était réservé à la hausse à l'ouverture de la Bourse, avant de gagner 7,5 %.

Danone tourne une page de sa politique sociale

SIX SEMAINES APRÈS l'arrivée de Franck Riboud aux commandes de Danone, Rose-Marie Van Lerberghe, directeur général des ressources humaines depuis 1993, quitte l'entreprise et laisse la place à Jean-René Buisson, jusqu'ici directeur général de Kronenbourg. Alors qu'Antoine Riboud avait bâti une politique sociale exemplaire, ce changement risque d'apparaître comme la fin d'une époque, même si, dans les faits, le tournant a été pris il y a quelques années.

A la fois énarque et agrégée de philosophie, Rose-Marie Van Lerberghe était fonctionnaire au ministère du travail quand, en 1986, les dirigeants de Danone lui proposent de devenir directrice du développement social. Quand, la même année, Jacques Chirac, premier ministre de la cohabitation, demande à Antoine Riboud un rapport sur les liens entre l'emploi et la productivité, c'est Rose-Marie Van Lerberghe qui tiendra la plume. Le « rapport Riboud », expliquant que l'économie et le social sont indissolublement liés,

rencontre un large succès... auprès du gouvernement et des syndicats, mais un peu moins dans les milieux patronaux.

Apparemment logique, le remplacement, à la direction générale des ressources humaines, d'Antoine Martin, parti à la retraite, par M. Van Lerberghe, en 1993, fut une « erreur de casting ». A l'heure où le groupe abandonnait une politique généreuse pour mettre l'accent sur la rationalisation des coûts, ce changement dans la continuité n'était déjà plus d'époque.

Jean-René Buisson, directeur du personnel de Kronenbourg à la fin des années 80, fut l'artisan de la restructuration de la filiale bière du groupe Danone, en y supprimant plus de 1 000 emplois en trois ans. Promu directeur général en 1992, il a poursuivi cette restructuration et fait de Kronenbourg un important centre de profit. Sa nomination à la direction générale des ressources humaines est un message on ne peut plus explicite.

Frédéric Lemaître



ÉNORMÉMENT PLUS DE LECTURES DANS *Le Monde* CET ÉTÉ. ABONNEZ-VOUS. Six séries noires inédites, huit récits "Les hommes de la mer" et les feuilletons de l'été.

Votre adresse de vacances du au Nom Prénom
Adresse Code postal Ville
Votre adresse habituelle Code postal Ville

Recevez *Le Monde* sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

Durée France ☐ 2 semaines (13 n°) : 91 F - ☐ 3 semaines (19 n°) : 126 F - ☐ 1 mois (26 n°) : 181 F - ☐ 2 mois (52 n°) : 360 F - ☐ 3 mois (78 n°) : 536 F

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire (Visa, CB, Amex) n° _____ Date et signature obligatoires

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

527 462 223

Georges Pébereau est contraint de saborder Marceau Investissements

Sous la pression de certains de ses actionnaires, l'ex-patron de la CGE proposera à son conseil d'administration du 20 juin la liquidation de sa société de participations

Georges Pébereau - qui s'illustra dans le raid avorté sur la Société générale en 1988 - se trouve obligé de faire disparaître Marceau Investissements, la société de participations qu'il a créée début

1987. Depuis un mois, trois de ses principaux actionnaires, Elf Aquitaine, le Crédit national et Suez, cherchent à sortir de cette holding non cotée qui ne leur offre pas la rentabilité qu'ils en espé-

raient. Ils ont proposé aux autres actionnaires de leur racheter leurs participations. Cette offre a provoqué une contre-offensive de M. Pébereau. Celui-ci préfère organiser lui-même le sabordage

de sa société. Dans une lettre adressée à ses actionnaires, il propose de « soumettre au conseil d'administration qui se réunira le 20 juin, le principe et les modalités de la liquidation pure et

simple de Marceau Investissements qui sera réalisée sous son autorité et sous le contrôle des actionnaires ». Cette proposition sera soumise à l'assemblée générale convoquée le même jour.

MARCEAU INVESTISSEMENTS, la société de participations que Georges Pébereau a créée - après avoir été débarqué en 1986 de la présidence de la Compagnie générale d'Electricité (CGE) par le gouvernement de Jacques Chirac - fait l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) de la part de certains de ses actionnaires.

Georges Pébereau doit ainsi connaître les affaires qu'il a fait subir en 1988 à Marc Viénot, déjà président de la Société générale, en lançant un raid sur la banque fraîchement privatisée. A l'époque, la gauche revenue aux affaires n'avait qu'une obsession : « dénoyauter » les privatisées, c'est-à-dire faire voler en éclats les tours de table choisis par la droite pour conserver le pouvoir. La première cible était la Société générale. Le ministre des finances pilotait l'opération. Georges Pébereau en était l'opérateur. L'arroseur est aujourd'hui arrosé : ce sont ses actionnaires eux-mêmes qui tentent de déverrouiller un tour de table dont ils

ne peuvent pas sortir. C'est

en février 1987 que Georges Pé-

bereau entame sa seconde car-

rière en créant un fonds d'in-

vestissements, Marceau In-

vestissements. Paris est à

l'heure américaine. Les sociétés

de capital-développement fleu-

rissent. Fort de ses relations et de

son expérience, Georges Pébe-

reau n'a pas de mal à trouver des

actionnaires.

La mode est aux tours de table

mondains. Il est de bon ton

d'avoir un « ticket », même mo-

deste, dans les structures qui se

créent : les membres fondateurs

de Marceau Investissements ont pour nom Gustave Leven, Jean-Louis Descours (Chaussures André), AXA, Total, la Caisse des dépôts, Pallas, Suez et Elf Aquitaine pour les Français, ITT, Bayerische Hypo Bank, ou Eagle Star pour les étrangers. Dans un entretien au *Journal des finances* du 24 mars 1990, Georges Pébereau déclare que son fonds « est alimenté par les grandes restructurations industrielles » et annonce une introduction en bourse dès 1991. Celle-ci n'arrivera jamais.

Pour répondre aux critiques

naissantes de certains actionnaires sur l'insuffisante liquidité de leur investissement initial, Marceau Investissements change donc de structure et crée une holding, Indra Finances (qui sera dissoute ultérieurement). Elle réunit six des partenaires historiques de Marceau Investissements qui augmentent leur participation aux alentours de 10 %. Les autres profitent de l'occasion pour descendre entre 3 et 5 %.

Un premier pas vers la liberté.

Georges Pébereau leur promet

une porte de sortie en 1996.

Les choses ne vont sans doute

pas assez vite ou assez loin pour

certaines. Le portefeuille de Mar-

ceau Investissements s'est étoffé.

Mais le rendement sur dix ans est

faible : un petit 3 % par an, ce qui

convient de moins en moins aux

actionnaires. La mode des hold-

ings est largement dépassée.

Les sociétés organisées autour

d'un homme, comme la

Compagnie de Navigation Mixte

créée par Marc Fournier ou

Comipar de Gérard Eskénazi, ne

font plus recette. L'environne-

ment économique ne permet plus les participations « confettis ». Les coups de pouce aux amis se font de plus en plus rares. Le credo des patrons est désormais la rentabilité. Ce ne sont plus les mêmes qui sont aux commandes. Philippe Jaffré a remplacé Loïc Le Floch Prigent chez Elf, le Crédit national s'est substitué à AXA, la participation du Crédit lyonnais est désormais logée dans le Consortium de Réalisation, chargé de vendre les actifs de la banque.

LASSITUDE

Georges Pébereau le comprend. Il propose un schéma leur permettant de se dégarer progressivement de Marceau Investissements. Trop peu, trop tard. Il a mal mesuré la lassitude de ses actionnaires, « balladés depuis trop longtemps » selon l'expression de l'un d'eux. Depuis un mois, Elf Aquitaine, Suez et Financière St Dominique (groupe Crédit national) organisaient en coulisses un montage qui débouche sur la liquidation

de la société. Sous la pression des événements, M. Pébereau préfère se saborder. Dans une lettre adressée à ses actionnaires le 12 juin, le patron de Marceau entame son chemin de Damas : « Il m'apparaît aujourd'hui que les actionnaires de Marceau Investissements souhaitent majoritairement une liquidité totale et rapide de leur participation. J'ai donc décidé de soumettre au conseil d'administration qui se réunira le 20 juin, le principe et les modalités de la liquidation pure et simple de Marceau Investissements qui sera réalisée sous son autorité et sous le contrôle des actionnaires ».

Si un consensus se dégage à l'assemblée générale du jeudi 20 juin sur ce schéma, les actionnaires auront obtenu ce qu'ils voulaient. Quant à Georges Pébereau, il ne désespère pas, à près de 65 ans, d'entamer une troisième carrière, en trouvant d'autres partenaires pour se lancer dans des activités de conseil.

Babette Stern

Un été

Entre culture et loisirs, les vacances à Paris offrent un choix illimité de sorties. Balades, découvertes, concerts, spectacles, expos, restos, mille et une idées en un seul hors-série pour cultiver en été votre Paris.



Hors-série
Télérama,
Un été à Paris
en vente
chez votre
marchand
de journaux
100 pages
25 francs

à Paris

Télérama
Prenez votre culture en main

Pékin rompt les négociations avec Séoul sur l'avion de 100 places

LA CHINE a annoncé mercredi 19 juin la rupture de ses négociations avec la Corée du Sud pour la construction d'un avion de 100 places, mais a indiqué que le projet, de 2,5 milliards de dollars, se poursuit avec un consortium européen - Aero International Asia qui regroupe British Aerospace, le Français Aerospatiale et l'Allemand Alenia - et un partenaire de Singapour (Singapore Technology Pte Ltd).

A Séoul, Koo Bon-young, conseiller économique du président sud-co-

réen Kim Young-sam, a dénoncé les exigences de la Chine qui, selon lui, veut détenir la majorité des parts, diriger le projet et conserver sur son territoire les lignes d'assemblage du futur appareil et la société mixte.

DÉPÊCHES

■ **SUMITOMO** : le groupe japonais de négoce international a soldé, au cours des dernières semaines, certaines de ses positions à l'achat sur le marché du cuivre par l'intermédiaire de l'Union de banques suisses (UBS), affirme mercredi 19 juin le quotidien économique *Nihon Keizai Shimbun*. Sumitomo Corp. a annoncé vendredi avoir subi une perte de 1,8 milliard de dollars (9,3 milliards de francs) sur le marché du cuivre, en raison des agissements frauduleux de son principal courtier pour ce métal, Yasuo Hamanaka.

■ **PARIBAS** : la Compagnie Financière va recapitaliser la Banque Paribas (sa filiale à 98,7 %) à hauteur de 4 milliards de francs par le biais d'une augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription, a indiqué la banque mardi 18 juin. A l'issue de cette opération, les fonds propres consolidés de la banque, hors intérêts minoritaires et après répartition du résultat de l'exercice 1995, s'établiront à 19,2 milliards de francs (contre 15,2 au 31 décembre).

■ **MATIF** : le marché à terme français a mis en place un groupe de travail dont la mission est d'étudier l'impact de l'introduction de la monnaie unique sur son fonctionnement. Il sera présidé par Jacques Werren, directeur central du développement de Matif SA, et rendra ses premières conclusions à l'automne 1996.

■ **CIMENTS FRANÇAIS** : au nom de la présomption d'innocence la Cour de cassation a annulé la décision de la COB et l'arrêt de la Cour d'appel le confirmant qui avait condamné Pierre Conso, ancien président des Ciments français à une amende de 400 000 francs pour fausse information diffusée dans le public.

■ **GAZ** : le gisement gazier géant de Troll, qui fait de la Norvège l'un des fournisseurs majeurs de l'Europe et notamment de la France, dont il couvrira le tiers des besoins en 2005, a été inauguré le 19 juin. Découvert en 1979 par la société Norske Shell à 80 kilomètres des côtes norvégiennes par plus de 300 mètres de fond, Troll est l'un des plus grands gisements de gaz off shore du monde. Il représente environ la moitié des réserves prouvées gazières norvégiennes soit 1 300 milliards de m³.

■ **PÉTROLE** : la Chine a annoncé le 18 juin la création d'une troisième compagnie pétrolière d'Etat pour la recherche et l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz, afin de répondre à une demande croissante dans le pays. Elle augmente de 7 à 8 % par an depuis huit ans.

■ **DEUTSCHE TELEKOM** : la vente par l'exploitant téléphonique allemand de son réseau de télévision câblée fait l'objet de « discussions au sein de la coalition » au pouvoir en Allemagne a indiqué mardi 18 juin un expert de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti du chancelier Kohl, qui a ajouté que cette cession « développerait la concurrence dans les télécommunications ».

■ **MATRA COMMUNICATION** : le fabricant français a annoncé le 17 juin que la police de Bangkok (Thaïlande) lui a commandé un système de radiotéléphonie numérique. Avec ce contrat, dont le montant n'est pas communiqué, Matra et sa norme Tetrapol marque un point dans la guerre des standards qui fait rage dans la radiotéléphonie professionnelle.

■ **DIGITAL** : le constructeur informatique américain a annoncé mardi 18 juin avoir signé un accord de licence avec le groupe sud-coréen Samsung Electronics qui fabriquera, en seconde source, son microprocesseur Alpha. Le japonais Mitsubishi fabrique déjà ce composant.

■ **SAP** : le fabricant allemand de logiciels, dont les comptes ont été déficitaires de 50 millions de marks (environ 170 millions de francs) en 1995, va supprimer 10 % de ses effectifs.

■ **VALEO** : l'équipementier automobile vient d'acquiescer Fiat Spa, le leader italien des poignées de portes et verrous pour automobiles. Fiat Spa réalise un chiffre d'affaires de 240 millions de francs et emploie 270 personnes.

■ **FIMALAC SA** : la société qui sera cotée le 24 juin au règlement mensuel de la Bourse de Paris prévoit de réaliser un résultat net consolidé par du groupe supérieur à 300 millions de francs en 1996.

■ **WALL STREET** a cédé du terrain mardi, suite à une remontée des taux obligataires et à une baisse des valeurs technologiques. Le Dow Jones a perdu 24.75 points (- 0.44 %) à 5 628.03.

Indice SBE 250 sur 3 mois

A bar chart titled 'CAC 40 5 jours' showing the daily percentage change in the CAC 40 index. The y-axis ranges from -10 to 10. The bars show a sharp decline on the first day (approx. -8.5%), followed by a recovery on the second day (approx. +4.5%), and then a continued decline on the third, fourth, and fifth days (approx. -3.5%, -4.5%, and -2.5% respectively).

veille, du plan de redressement du groupe électroménager. Skis Rossignol, qui a annoncé un bénéfice en hausse de 19 % pour l'exercice 95-96, était en hausse de 2,4 %.

une amélioration sensible de son chiffre d'affaires, grâce notamment au redressement de l'exploitation de l'activité sièges en Allemagne.

une amélioration sensible de son chiffre d'affaires, grâce notamment au redressement de l'exploitation de l'activité sièges en Allemagne.

INDICES MONDIAUX

| | Cours au 18/06 | Cours au 17/06 | Var. |
|--------------------|----------------|----------------|-------|
| Paris CAC 40 | 2107,94 | 2107,94 | -0,34 |
| New-York NYD Index | 4553,37 | 4553,37 | -0,05 |
| Tokyo Nikkei | 2232,40 | 2232,40 | +0,89 |
| London FT100 | 3756,40 | 3756,40 | -0,12 |
| Frankfurt Dax 30 | 2549,29 | 2549,29 | +0,14 |
| Frankfurt Commerz | 899,52 | 899,52 | +0,09 |
| Bourses Bel 20 | 2063,43 | 2063,43 | - |
| Bruxelles General | 1753,40 | 1753,40 | - |
| Milano MIB 30 | 1074 | 1074 | - |
| Amsterdam CA. 100 | 392,70 | 392,70 | +0,35 |
| Nickelberry 35 | 344,62 | 344,62 | -0,44 |

| | | | | |
|---------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|--------------------|
| US/F ↙ 3,1400 | US/DM ↙ 1,5119 | US/Y ↙ 107,7800 | DM/F ↗ 3,3961 | E/F ↘ 7,9465 |
|---------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|--------------------|

monnaie vigoureuse n'oblige la Banque du Japon à resservir sa politique monétaire. Le taux d'escompte nippon est passé à 0,5 % depuis le mois de septembre.

Pénalisé par la rechute du billet vert, le franc restait sous pression, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,3970 francs pour 1 deutschemark. La livre sterling cotait 2,3380 marks et 7,9405 francs.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, malgré l'annonce d'une baisse de 4,7 % des mises en chantier de logements aux États-Unis en mai. Le rendement du titre à trente ans était remonté de 7,07 % à 7,10 %.

La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 3,75 %, le taux de l'argent au jour le jour. Les tensions s'apaisaient sur les échéances à court terme.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

[illegible]**MATIE**

| MATIF | | | | | |
|-----------------------|--------|--------------|-----------|----------|--------------|
| Echéances 18/06 | volumé | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
| NOTIONNEL 10 % | | | | | |
| Sept. 96 | 12297 | 120,92 | 120,92 | 120,45 | 120,92 |
| Déc. 96 | 902 | 119,56 | 119,56 | 119,38 | 119,48 |
| Mars 97 | 2 | 119,38 | 119,38 | 119,38 | 119,54 |
| juin 97 | — | — | — | — | — |

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

| Échéances 18/06 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|-----------------|--------|--------------|-----------|----------|--------------|
| juin 96 | 17616 | 2109 | 2081 | 2104,50 | |
| juillet 96 | 2409 | 2106 | 2092 | 2103 | |
| août 96 | 201 | 2109 | 2103 | 2102,50 | |
| sept. 96 | 4375 | 2119 | 2108,50 | 2118,50 | |

LES MATIÈRES PREMIÈRES

| INDICES | | 16/6 | | 17/06 | |
|---------------------|--|--------|--------|-------|--|
| Dow-Jones composite | | 207,72 | 207,37 | | |
| Dow-Jones à terme | | 356,88 | 356,92 | | |
| CRB | | 250,82 | 250,51 | | |

| METAUX (Londres) | | dollars/livre | |
|--------------------|--|---------------|--------|
| Or comptant | | 2034 | 1940 |
| Cuivre à 3 mois | | 1995 | 1920 |
| Aluminium comptant | | 1430,50 | 1455 |
| Aluminium à 3 mois | | 1486,50 | 1495 |
| Plomb comptant | | 794 | 761,50 |
| Plomb à 3 mois | | 798,50 | 770 |
| Etain comptant | | 6170 | 6190 |
| Etain à 3 mois | | 6170 | 6160 |
| Nickel comptant | | 1064 | 984 |
| Nickel à 3 mois | | 1029 | 1019 |
| Zinc comptant | | 7686 | 7677 |
| Nickel à 3 mois | | 7795 | 7775 |

| METAUX (New-York) | | \$/lb | |
|---------------------------|--|--------|-------------|
| Argent à terme | | 5,15 | 5,16 |
| Platine à terme | | 399,50 | 394,50 |
| Palladium | | 132 | 132 |
| CHIMES, DENREES (Chicago) | | | |
| Sole (Chicago) | | 4,97 | 5 |
| Malt (Chicago) | | 4,61 | 4,60 |
| Grain. soja (Chicago) | | 7,84 | 7,27 |
| Tourn. soya (Chicago) | | 241,30 | 229 |
| CHIMES, DENREES (Londres) | | | \$/tonne |
| P. de terre (Londres) | | | |
| Orge (Londres) | | | |
| SOFTS | | | \$/tonne |
| Cacao (New-York) | | 1386 | 1385 |
| Café (Londres) | | 1668 | 1840 |
| Café (New-York) | | 175,96 | 1517,96 |
| BLEAGHME, AGRUMES | | | cents/tonne |
| COGN (New-York) | | | |
| Jus d'orange (New-York) | | 1,23 | 1,28 |

صباحنا من الامل

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 19 JUIN
Liquidation : 21 juin
Taux de report : 3,75
Cours relevés à 12h30

CAC 40
PARIS
+0,08 %
CAC 40 :
2109,60

VALEURS FRANÇAISES

| | Cours précéd. | Derniers cours | % |
|----------------------|------------------|-------------------|-------|
| B.N.P. (T.P.) | 995 | 995 | -0,01 |
| C.L. Lyonnais (T.P.) | 1715 | 1720 | +0,29 |
| Renault (T.P.) | 1975 | 1974 | -0,05 |
| Saint Gobain (T.P.) | 1230 | 1240 | +0,81 |
| Thomson S.A. (T.P.) | 1065 | 1070 | +0,47 |
| Accor | 725 | 721 | -0,55 |
| ACF-As. Gen. France | 138,00 | 138,20 | +0,15 |
| Air Liquide | 897 | 896 | -0,11 |
| Alcatel | 454,20 | 453 | -0,22 |
| Alcatel Cable | 446 | 446 | 0,00 |
| Alpi | 514 | 515 | +0,19 |
| Asa | 387 | 385,00 | -0,52 |
| Aurum | 702 | 702 | 0,00 |
| B&L Invest | 847 | 847 | 0,00 |
| Banque Paribas | 348 | 348 | 0,00 |
| Banque de France | 330 | 328 | -0,57 |
| Bernardini | 116 | 116 | 0,00 |
| BIC | 721 | 721 | 0,00 |
| BIL | 632 | 630 | -0,32 |
| Bouygues | 184 | 183,20 | -0,43 |
| Bouygues Telecom | 100 | 100 | 0,00 |
| Bouygues | 2575 | 2551 | -0,93 |
| Bouygues | 568 | 570 | +0,35 |
| Canal+ | 1216 | 1225 | +0,74 |
| Carrefour | 1910 | 1910 | 0,00 |
| Carrefour | 770 | 761 | -1,17 |
| C.C.F. | 257,00 | 257 | 0,00 |
| CCM (ex-CCM) Ly. | 33 | 34,10 | +3,64 |
| Capgem | 429 | 430 | +0,23 |
| CEP | 615,00 | 615 | 0,00 |
| Cerex Europe | 113,30 | 113,30 | 0,00 |
| Cetel | 1099 | 1097 | -0,18 |
| CGP | 1145 | 1145 | 0,00 |
| Chargem | 1476 | 1465 | -0,75 |
| Cinéma Dior | 698 | 698 | 0,00 |
| Cinéma Dior | 256 | 256 | 0,00 |
| Clair | 770 | 766 | -0,51 |
| Clair | 465,20 | 465,20 | 0,00 |
| Colson | 192 | 189,90 | -1,15 |
| Colson | 947 | 949 | +0,20 |
| Comptoir | 12 | 12 | 0,00 |
| Comptoir | 225 | 225 | 0,00 |

CAC 40
PARIS
+0,08 %
CAC 40 :
2109,60

VALEURS ÉTRANGÈRES

| | Cours précéd. | Derniers cours | % |
|----------|------------------|-------------------|-------|
| ABN AMRO | 275,10 | 275 | -0,04 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |

CAC 40
PARIS
+0,08 %
CAC 40 :
2109,60

VALEURS ÉTRANGÈRES

| | Cours précéd. | Derniers cours | % |
|----------|------------------|-------------------|-------|
| ABN AMRO | 275,10 | 275 | -0,04 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |

CAC 40
PARIS
+0,08 %
CAC 40 :
2109,60

VALEURS ÉTRANGÈRES

| | Cours précéd. | Derniers cours | % |
|----------|------------------|-------------------|-------|
| ABN AMRO | 275,10 | 275 | -0,04 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |

CAC 40
PARIS
+0,08 %
CAC 40 :
2109,60

VALEURS ÉTRANGÈRES

| | Cours précéd. | Derniers cours | % |
|----------|------------------|-------------------|-------|
| ABN AMRO | 275,10 | 275 | -0,04 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |

CAC 40
PARIS
+0,08 %
CAC 40 :
2109,60

VALEURS ÉTRANGÈRES

| | Cours précéd. | Derniers cours | % |
|----------|------------------|-------------------|-------|
| ABN AMRO | 275,10 | 275 | -0,04 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |

CAC 40
PARIS
+0,08 %
CAC 40 :
2109,60

VALEURS ÉTRANGÈRES

| | Cours précéd. | Derniers cours | % |
|----------|------------------|-------------------|-------|
| ABN AMRO | 275,10 | 275 | -0,04 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |
| ABN AMRO | 230,30 | 231 | +0,43 |
| ABN AMRO | 430,40 | 428 | -0,47 |

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 19 JUIN

OBLIGATIONS

| | % du nom. | % du coupon |
|----------------|--------------|----------------|
| BFCE 9% 91-01 | 5,70 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 10,75 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 19 JUIN

OBLIGATIONS

| | % du nom. | % du coupon |
|----------------|--------------|----------------|
| BFCE 9% 91-01 | 5,70 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 10,75 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 19 JUIN

OBLIGATIONS

| | % du nom. | % du coupon |
|----------------|--------------|----------------|
| BFCE 9% 91-01 | 5,70 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 10,75 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 19 JUIN

OBLIGATIONS

| | % du nom. | % du coupon |
|----------------|--------------|----------------|
| BFCE 9% 91-01 | 5,70 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 10,75 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 19 JUIN

OBLIGATIONS

| | % du nom. | % du coupon |
|----------------|--------------|----------------|
| BFCE 9% 91-01 | 5,70 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 10,75 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 19 JUIN

OBLIGATIONS

| | % du nom. | % du coupon |
|----------------|--------------|----------------|
| BFCE 9% 91-01 | 5,70 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 10,75 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 19 JUIN

OBLIGATIONS

| | % du nom. | % du coupon |
|----------------|--------------|----------------|
| BFCE 9% 91-01 | 5,70 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 10,75 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 19 JUIN

OBLIGATIONS

| | % du nom. | % du coupon |
|----------------|--------------|----------------|
| BFCE 9% 91-01 | 5,70 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 10,75 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |
| CEPHE 5% 90-91 | 11,40 | 5,70 |

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 18 juin

VALEURS

| | Emission Frais ind. | Rachet net |
|------|------------------------|---------------|
| AGPI | 121,97 | 116,10 |
| AGPI | 246,40 | 239,60 |
| AGPI | 946,69 | 946,69 |
| AGPI | 899,65 | 899,65 |
| AGPI | 1714,64 | 1723,50 |
| AGPI | 857,49 | 857,49 |
| AGPI | 137,46 | 137,46 |
| AGPI | 373,43 | 373,43 |
| AGPI | 215,13 | 215,13 |
| AGPI | 1541,59 | 1541,59 |
| AGPI | 294,21 | 294,21 |
| AGPI | 211,91 | 211,91 |
| AGPI | 141,08 | 141,08 |
| AGPI | 162,01 | 162,01 |
| AGPI | 55,17 | 55,17 |
| AGPI | 115,51 | 115,51 |
| AGPI | 125,94 | 125,94 |
| AGPI | 184,14 | 184,14 |
| AGPI | 53,12 | 53,12 |
| AGPI | 166,09 | 166,09 |

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 18 juin

VALEURS

| | Emission Frais ind. | Rachet net |
|------|------------------------|---------------|
| AGPI | 121,97 | 116,10 |
| AGPI | 246,40 | 239,60 |
| AGPI | 946,69 | 946,69 |
| AGPI | 899,65 | 899,65 |
| AGPI | 1714,64 | 1723,50 |
| AGPI | 857,49 | 857,49 |
| AGPI | 137,46 | 137,46 |
| AGPI | 373,43 | 373,43 |
| AGPI | 215,13 | 215,13 |
| AGPI | 1541,59 | 1541,59 |
| AGPI | 294,21 | 294,21 |
| AGPI | 211,91 | 211,91 |
| AGPI | 141,08 | 141,08 |
| AGPI | 162,01 | 162,01 |
| AGPI | 55,17 | 55,17 |
| AGPI | 115,51 | 115,51 |
| AGPI | 125,94 | 125,94 |
| AGPI | 184,14 | 184,14 |
| AGPI | 53,12 | 53,12 |
| AGPI | 166,09 | 166,09 |

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 18 juin

VALEURS

| | | |
|--------|----------------|--|
| | Anglais | |
| | Conto Ambrigue | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | 147,64 | |
| 147,64 | | |

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL L'équipe de France s'est qualifiée pour les quarts de finale du Championnat d'Europe en battant les Bulgares (3-1) lors de son dernier match du premier tour,

mardi 18 juin à Newcastle. ● **PREMIERS** du groupe B, les Français accèdent à la deuxième phase d'une grande compétition internationale pour la première fois depuis la

Coupe du monde de 1986. ● **LES PAYS-BAS** seront leurs adversaires en quarts de finale, samedi 22 juin à Liverpool. Les Néerlandais ont fini deuxième du groupe A, après une

large défaite contre l'Angleterre (4-1) qui a failli leur coûter leur qualification, au profit de l'Ecosse, victorieuse de la Suisse (1-0). ● **L'ANGLETERRE**, qui termine en tête du

groupe A, disputera son quart de finale à Wembley, samedi 18 juin, face à l'Espagne, dont la victoire (2-1) sur la Roumanie a éliminé la Bulgarie.

L'équipe de France balaie la Bulgarie pour accéder aux quarts de finale

Nets vainqueurs (3-1) des équipiers de Hristo Stoichkov, les Bleus ont franchi pour la première fois depuis 1986 le premier tour d'une grande compétition. Leur prochain match les opposera aux Pays-Bas, samedi 22 juin à Liverpool



NEWCASTLE
de notre envoyé spécial
Au « Strawberry », au « Hotspur », au « Three Bulls Heads », au « Percy's Arms », partout, c'était la même goulée. Tout ce qui est ou se prétend un pub à Newcastle résonnait des chants de victoire français.

Un supporter, lorsqu'il est heureux, ne peut s'empêcher de le crier sur les toits, voire parfois de le brâmer. *Homo eructus* gaulois autant que les autres. Il faut dire à sa décharge qu'il n'a que peu l'occasion de pavoiser.

Depuis la Coupe du monde de 1986, la France n'a jamais plus franchi le premier tour des grandes compétitions entre nations. Une façon pudique de dire qu'elle est chaque fois restée à la maison, sauf en 1992, où son football ne s'est décomposé qu'une fois arrivée en Suède. Dix ans de dette jusqu'à ce mardi 18 juin, à Newcastle, où la bande à Aimé Jacquet s'est qualifiée pour les quarts de finale de l'Euro 96. En passant, la victoire sur la Bulgarie (3-1) porte à vingt-six le nombre de matches sans défaites des Tricolores.

Dans les débits de boissons, les plus cocardiers y croyaient. « On est les meilleurs, on est les meilleurs », entonnaient les chœurs de l'armée bleue. Les consommateurs anglais, qui buvaient des pints de pilsen en regardant leur équipe écorner les Pays-Bas – le prochain adversaire de la France, en quarts de finale, le 22 juin, à Liverpool –, avaient sans

doute un autre avis sur la question. Mais l'Euro est une démocratie où les opinions sont partagées.

Si les supporters français se déchaînaient autant après le match, c'est qu'ils avaient deux ans et demi de frustration à évacuer. Vingt-six matches invaincus, cela fait près de quarante heures de football plus ou moins gratifiantes. Mais ce long bail n'est jamais parvenu à effacer la minute terrible qui le précède, ce dernier tour de trottée du 17 no-

restait encore cet autre vieux démon, Hristo Stoichkov, qui faisait si peur. L'ironie du sort, chère à Antoine Blondin, aurait voulu que la Bulgarie clôture la belle série d'Aimé Jacquet puisqu'elle l'avait provoquée, l'élimination de 1993 conduisant à sa promotion comme sélectionneur national.

Laurent Blanc s'est élevé contre cette théorie. « Personnellement, j'avais vraiment à cœur de gagner cette rencontre », expliquait celui

qui se trouvait sur la pelouse le mercredi soir. A la 21^{ème} minute, il a hissé son mètre quatre-vingt-dix au-dessus de tout le monde, sur le corer tiré par Youri Djorkaeff. Sa tête piquée n'a laissé aucune chance à Borislav Mikhailov. La scène avait un air de déjà vu. Combien de fois a-t-il marqué à l'identique, dans ce dévouement du geste, s'élevant au juste moment et interceptant la trajectoire de la

ballé ? Le football, c'est simple comme un coup de tête de Laurent Blanc.

Et parfois idiot comme un but contre son camp. Le jeu aérien est un rendez-vous dans l'espace avec le ballon, aussi précis qu'un amarage avec la station Mir. Avant l'heure, c'est pas l'heure, après l'heure, c'est plus l'heure. Luboslav Penev l'a cruellement vérifié à la 63^{ème} minute. Le grand Bulgare ne rend rien à Laurent Blanc, sous la toise. Son jeu de tête a largement contribué au sacre de l'Atletico de Madrid dans le championnat d'Espagne. Mais, sur le coup franc torve expédié par Youri Djorkaeff au premier poteau, l'infortuné, voulant sauter plus haut que l'auteur du premier but, n'a pu qu'effleurer la balle, l'expédiant dans ses propres cages.

MAUVAIS JOUEUR
La France en était alors à son deuxième but et, fait plus rare, à son deuxième arbitre, l'Anglais Dermot Gallagher ayant dû se faire remplacer sur blessure par son compatriote Paul Durkin. L'équipe nationale maîtrisait le match depuis le début de la seconde mi-temps. La défense semblait inviolable, le milieu de terrain insaisissable.

Comme Aimé Jacquet le leur avait demandé, les Bleus avaient abandonné la pratique fastidieuse des longues balles, adoptée lors des deux rencontres précédentes, pour « procéder par du jeu court et des retournements de passes ». Il s'ensuivit des mouvements alertes, des combinaisons bien enchaînées. Après deux matches verrouillés par des considérations tactiques, la

France agaçait enfin. Zinedine Zidane, en regain, trouvait enfin un football dans sa partition.

Aimé Jacquet estime toutefois que son équipe peut encore pro-

gresser. Au vu des statistiques, l'équipe a notamment pêché dans la vivacité de la dernière passe. Les attaquants ont été dix fois signalés hors jeu contre la Bulgarie. C'est là sans doute la conséquence de « la prise de risque » que demande le sélectionneur à sa ligne offensive. Mais le taux de déchet est encore trop important même si le onzième appel de balle fut le bon, Patrick Loko partant seul dribbler le gardien

dans les arrêts de jeu. En face, depuis longtemps, seul l'incroyable travail de récupération et de relance de Jordan Letchkov, titan des Balkans, maintenait la Bulgarie à flot.

Dans le film *Amadeus*, de Milos Forman, Mozart est dépeint comme une petite frappe insupportable qui n'a pour lui que de réaliser des chefs-d'œuvre. Le génie pourrait donc se nicher dans des enveloppes vulgaires ? Ainsi est Hristo Stoichkov, footballeur extrémiste. On aimerait admirer ses buts et ne pas savoir le reste. Dans la rencontre de mardi, il faudrait voir et revoir son coup franc de la 69^{ème} minute, une frappe du gauche avec deux pas d'élan qui s'est nichée dans la lucarne de Bernard Lama, et oublier ses provocations. L'allibi de l'écrouché viré ne dédouane pas des agissements et des propos déplacés. En l'observant manier la balle, on ne peut s'empêcher d'imaginer ce qu'aurait pu donner un pareil talent ancré à une mentalité de champion. « Quel beau footballeur ! », ne peut que reconnaître Aimé Jacquet. Bon footballeur, mais mauvais joueur. « Eux rentrent ; nous on reste », résume Didier Deschamps, sans l'envie de verser une larme. 3-1. Une telle victoire sur la Bulgarie, et donc sur soi-même, sur ses propres bantises, valait bien de déboucher quelques-unes des bouteilles de champagne emmenées dans l'intendance des Bleus. « Ce succès a un autre avantage, voyait encore le capitaine tricolore. Au moins, on ne nous parlera plus jamais du 17 novembre 1993. »

Propos racistes

Hristo Stoichkov a été accusé par Marcel Desailly d'avoir tenu des propos racistes à son égard. « Durant les vingt premières minutes, [Stoichkov] a tenu des propos désagréables envers moi et d'autres joueurs d'origine africaine », a affirmé le défenseur français après la rencontre. « Ce sont des propos qui ne sont pas à la hauteur d'un grand joueur, a ajouté Marcel Desailly, d'ailleurs je ne le considère pas comme un grand joueur. » De son côté, Stoichkov n'a pas nié ces faits. « Il est normal que ce genre de choses arrive sur le terrain en cours de match. Si vous mettez un microphone à chaque joueur, cela vous permettrait d'entendre des choses comme ça », s'est contenté de déclarer l'attaquant bulgare. - (AFP Reuters.)

Benoît Hopquin

L'Espagne arrache sa qualification

L'Espagne a dû attendre la 83^{ème} minute de son dernier match du groupe B contre une Roumanie très accrocheuse (2-1) pour se qualifier pour les quarts de finale de l'Euro, mardi 18 juin à Leeds. Les Espagnols ont ouvert la marque par Javier Manjarin (13^{ème} d'un tir d'une quinzaine de mètres de l'intérieur du pied droit se logeant au ras du poteau droit de la cage roumaine, à la suite d'un mauvais renvoi de la défense. Mais la Roumanie, jusque-là très malheureuse dans l'Euro, est parvenue à égaliser quelques minutes plus tard grâce à une échappée de Florin Raduciu, qui ajustait Andoni Zubizarreta du droit. Dès lors, l'attente fut longue et crispante dans le camp espagnol. Tentatives individuelles et mouvements collectifs échaouaient tous sur la défense roumaine. Jusqu'à ce qu'une tête plongeante de Guillermo Amor ne finisse in extremis par envoyer une équipe épuisée à Wembley, où elle jouera contre l'Angleterre. - (AFP.)

vendredi 1993, où Emil Kostadinov jeta l'étré.

Si longtemps après les faits, les spectateurs français de St James' Park gardaient les sé-

quences de ces dernières secondes du Parc des Princes où l'attaquant bulgare priva la France de la Coupe du monde 1994. Emil Kostadinov n'était pas là, blessé lors du match contre la Roumanie. C'était toujours un fantôme en moins. Mais il

qui se trouvait sur la pelouse le mercredi soir. A la 21^{ème} minute, il a hissé son mètre quatre-vingt-dix au-dessus de tout le monde, sur le corer tiré par Youri Djorkaeff. Sa tête piquée n'a laissé aucune chance à Borislav Mikhailov. La scène avait un air de déjà vu. Combien de fois a-t-il marqué à l'identique, dans ce dévouement du geste, s'élevant au juste moment et interceptant la trajectoire de la

terre 4. Pays-Bas 1. Une victoire large et belle, rassurante et méritée. Incroyable transformation. Amorcée devant l'Ecosse, samedi 16 juin, confirmée devant les Pays-Bas. A la minute du coup d'envoi, on craignait encore la lourdeur et le caractère de l'équipe de Terry Venables, promettant une qualification poussive pour les quarts de finale.

La partie semblait écrite à l'avance. Un match nul garantirait la qualification : on ne prendrait pas de risque. Et la modernité des Néerlandais sonnait comme une promesse d'humiliation. Ils allaient élever au grand jour les limites de l'Angleterre, que ni l'Ecosse ni la Suisse n'avaient su démontrer, faute d'arguments.

Seulement voilà, dans la douces de la retraite de Bisham, au nord de Londres, les Anglais s'étaient débarrassés de leurs complexes. Ou avaient habillé leurs traditions de quelques nouveautés du dernier cri. Ils n'étaient ni frustes ni timides. Ils jouaient vite, en harmonie. Ils s'engouffraient, avec voracité, dans les espaces abandonnés par l'adversaire. Chez eux, la confiance, « un si long chemin à bâtir », avait dit Teddy Sheringham, gagnait toutes les lignes.

Il y eut cette action, plantée au cœur de la seconde mi-temps, qui,

Luis Fernandez entrainera l'Athletic Bilbao

ANCIEN ENTRAÎNEUR du Paris-SC, Luis Fernandez a accepté de diriger l'équipe espagnole de l'Athletic Bilbao pour deux ans. Le contrat définitif devrait être signé à la fin de la semaine, a indiqué le porte-parole du club basque, qui n'a pas voulu dévoiler le montant de la transaction. L'accord donné par Luis Fernandez fait suite à de longues négociations.

Après avoir gagné la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes avec le PSG, Luis Fernandez avait été pressenti pour prendre en charge la nouvelle équipe de Saint-Leu-Saint-Denis (National 1), qui doit évoluer sur le Stade de France. Il a préféré opter pour le club espagnol le plus titré après le Real Madrid et le FC Barcelone (23 coupes d'Espagne et 8 titres de champion). Si Bilbao traverse ces dernières années une période de crise, et a terminé le championnat à la 13^{ème} place, Luis Fernandez se réjouit de pouvoir réaliser son « rêve de gosse » : exercer sa profession dans le pays qui l'a vu naître.

DÉPÊCHES
■ **CYCLISME** : Laurent Jalabert a remporté la Route du Sud, mardi 18 juin, dont la quatrième et dernière étape aux Cabannes (Ariège) a été enlevée au sprint par Frédéric Moncassin. Après son succès dans la Classique des Alpes, suivi d'un abandon dans le Critérium du Dauphiné, il se rassure, ainsi, sur l'état de sa forme avant le départ du Tour de France, le 29 juin.

■ **TENNIS** : le tirage au sort des Championnats de tennis de Grande-Bretagne, qui ont lieu à Wimbledon du 24 juin au 7 juillet, n'a pas été favorable à Pete Sampras. L'Américain, numéro un mondial et triple tenant du titre, rencontre son compatriote Richey Reneberg au premier tour et pourrait être opposé au deuxième tour à l'Australien Mark Philippoussis. Celui-ci l'avait battu aux Internationaux d'Australie en janvier. Thomas Muster, lui, menace de ne pas jouer à Wimbledon. Le deuxième joueur mondial a été désigné tête de série n° 7. A Wimbledon, celles-ci sont désignées par les organisateurs en fonction des résultats sur gazon, et non selon le classement ATP. En quatre participations à Wimbledon, Muster a été éliminé quatre fois au premier tour.

■ **VOILE** : Francis Joyon (Banque Populaire) avait pris la tête de la Transat anglaise, mardi 18 juin, après avoir choisi une route très au nord. En milieu de journée, il devançait Paul Vatine (Haute-Normandie) et Laurent Bourgnon (Primagaz). Francis Joyon, qui avait tiré un bord au nord juste après le départ, dimanche, avait concédé une cinquantaine de milles (environ 90 km), lundi. Le lendemain, alors que ses rivaux rencontraient des petits vents, il progressait à 13 nœuds et comptait 56 milles d'avance sur Paul Vatine. Au nord, aussi, l'Italien Soldini (Telecom Italia) menait la course chez les monocoques.

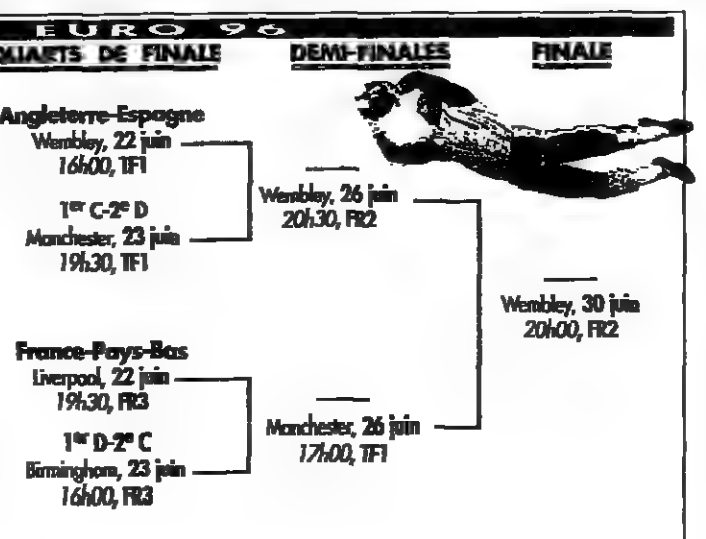
■ **ATHLÉTISME** : la coureuse de demi-fond américaine Mary Stacey-Decker s'est qualifiée à 37 ans pour le 5 000 m des Jeux olympiques d'Atlanta en prenant la deuxième place derrière Lynn Jennings (15 min 28 s 18). En 1984, la bousculade avec la Sud-Africaine Zola Budd qui l'avait privée d'une victoire attendue avait ému toute l'Amérique. Blessée en 1988, elle avait terminé huitième sur 3 000 m. Après avoir raté les sélections pour 1992, elle s'était consacrée à l'éducation de sa fille. Pour son retour à la compétition, elle va aussi tenter de se qualifier pour le 1 500 m. - (AFP)

■ **OLYMPISME** : Marie-José Pérec sera la porte-drapeau de la délégation française, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'Atlanta le 19 juillet. La championne olympique et du monde du 400 m est la deuxième femme porte-drapeau de l'équipe de France, après la nageuse Christine Caron, en 1968 à Mexico.

L'Ecosse a prié pour l'Angleterre !

Les Ecossais n'ont jamais tant aimé les Anglais qu'en ce mardi 18 juin 1996. L'espace de seize minutes, lorsque l'Angleterre a mené 4-0 devant les Pays-Bas, la sélection écossaise s'est crue qualifiée pour les quarts de finale. Depuis Birmingham, où leurs joueurs dominaient les Suisses (1-0, but d'Alistair McCole), les supporters suivaient l'évolution du match Angleterre - Pays-Bas et célébraient déjà le jour de gloire du football britannique. L'exploit des Anglais leur permettait en effet de se qualifier, aux dépens des Pays-Bas, grâce à une meilleure différence de buts. Le tir victorieux du Néerlandais Patrick Kluivert a tout remis en cause. Même battus (4-1), les Pays-Bas étaient qualifiés, et les Ecossais, incapables de marquer un second but aux Suisses, voyaient s'échapper une occasion unique d'atteindre enfin le second tour d'une compétition internationale.

| RÉSULTATS | | | | | | | | | | |
|-----------|------------|---|---|---|---|---|----|--|--|--|
| Groupe A | | | | | | | | | | |
| 1 | Angleterre | 3 | 2 | 1 | 0 | 5 | | | | |
| 2 | Pays-Bas | 4 | 3 | 1 | 1 | 1 | | | | |
| 3 | Ecosse | 4 | 3 | 1 | 1 | 1 | | | | |
| 4 | Suisse | 1 | 3 | 0 | 1 | 2 | | | | |
| Groupe B | | | | | | | | | | |
| 1 | France | 7 | 3 | 2 | 1 | 0 | 13 | | | |
| 2 | Espagne | 5 | 3 | 1 | 2 | 0 | 11 | | | |
| 3 | Bulgarie | 4 | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | |
| 4 | Roumanie | 0 | 3 | 0 | 0 | 3 | 3 | | | |



LAU MARCHE HORS COTE

3015 LENO

Les cascades et les fontaines fonctionnent toujours par la seule force de gravité

service des fontaines de Versailles, Marly et Saint-Cloud, héritier du service des eaux et fontaines créé par le Roi-Soleil.

_____ / _____ / _____

Jean-François Augereau

ÉTUDIANTS
BUREAU
des ÉTUDIANTS
3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

Catherine Vincent

H.M.

Bantry Bay n'a pas oublié les Français

Le petit port du sud-ouest de l'Irlande commémore l'invasion manquée, en 1796, de 15 000 soldats de la République

BANTRY BAY
de notre envoyé spécial
Qui connaît Bantry Bay, cette profonde baie écartée à la pointe sud-ouest de l'Irlande, à deux jours de mer de Brest ? Le petit port de pêche entend commémorer ce qui demeure son plus important moment de son histoire. Les locaux s'étonnent de l'ignorance des Français : « Vraiment, vous n'avez jamais entendu parler de la tentative d'invasion de l'Irlande par l'armée de la République en 1796 ? » Les Irlandais, qui aiment fêter leurs défaites - il faut le comprendre de la part de ces éternels malchanceux face aux An-

glais -, ont décidé, par nationalisme comme par sens des affaires, de célébrer l'événement.
Et, pourtant, les alibis historiques ne sont pas nécessaires pour aller à Bantry. Dans cette partie de l'île d'Émeraude, la terre s'enfonce dans la mer, le vert de l'herbe se fondant dans celui de l'océan. Un microclimat offre aux patrouilles la possibilité de s'épanouir à proximité d'une lande quasi polaire. La douceur et l'humidité permettent aux parterres de fleurs, aux rhododendrons et à l'herbe grasse de pousser, au grand délice des moutons, entre un rayon de soleil et une petite ondée.



DESIGNER POLICE

Des chaumières blanchies à la chaux s'épandent sur les pentes. Non loin de là, dans le paysage breton mâtiné d'italien de Glengariff, la petite île de Garinish a été transformée en jardin tropical.

L'histoire de Bantry date de la fin de l'année 1796. Un jeune républicain irlandais - un protestant de Belfast - Theobald Wolfe Tone, milite à Paris en faveur de l'indépendance de l'île, colonisée par un voisin anglais qui se trouve être aussi l'ennemi de la République. Deux jeunes généraux rivalisent d'ambition : Bonaparte et Hoche. Le futur Napoléon guerroyait en Italie, Lazare Hoche rêvait de lui dans le pions en conduisant une expédition vers l'Irlande pour prendre les Britanniques à revers. L'opération comprend 45 bateaux, dont 17 navires de ligne et 13 frégates avec quinze mille soldats.

Dès son départ de Brest le 16 septembre, tout se ligua contre l'Armada. Des amiraux incompetents, des plans enfoncés et surtout un météo exécrable. Une forte tempête dispersa une partie de la flotte et empêcha les vaisseaux d'atterrir. Wolfe Tone écrit dans son journal qu'on pouvait presque toucher la côte. Mais, une fois de plus, « les vents sont anglais ». La flotte retourne à Brest ayant perdu quatre mille hommes au cours des naufrages. Wolfe Tone récidivera deux ans plus tard. Il échouera à nouveau, sera capturé et condamné à mort.

Le hobereau local, Richard White, avait prévenu l'armée anglaise et organisé la « résistance » avec quelques dizaines de paysans armés. Il sera

anobli en récompense. C'est de sa résidence surplombant la baie qu'il a vu arriver la flotte française. Son dernier descendant, Egerton Shelswell White, vit dans la demeure, entourée de jardins, dont les communs ont été transformés en musée de l'invasion manquée.

COMMÉMORATION
Joueur de trombone à couffine et amateur de mots croisés, « Egerton » a consacré sa vie à la propriété familiale. Il a transformé une aile en « Bed & Breakfast ». De là, on jouit d'une vue spectaculaire sur la baie.
La saison 1996 à Bantry Bay tournera autour de « l'invasion française », depuis une exposition d'art en juin jusqu'à la commémoration de Wolfe Tone en septembre, en passant par une visite de yachts français, sans oublier la participa-

Carnet de route

● **Voyage.** Vols quotidiens Paris-Dublin Aer Lingus (tél. : 47-42-12-50) à partir de 1 190 F A/R. Également Paris-Cork-Dublin-Paris.
● **Séjour.** Bantry House (tél. : 27 50047), huit chambres, 50 ou 60 £ par personne et par nuit ; le Westlodge (tél. : 27 50360), plus moderne (piscine, sauna), de 31 à 45 £. Près de Bantry : Humewood Castle (tél. : 508 73215), à Kiltegan (Wicklow), de 32 à 36 £, et Blairs Cove (tél. : 27 61127), à Durrus,

pour dîner de produits locaux.
● **Visites.** A Bantry, exposition sur l'Armada française à Bantry House ; jardin italien à Garinish Island, en face de Glengariff. Aux environs de Humewood (Wicklow) : Punchestown (le champ de courses le plus ancien du pays), Powerscourt (jardins) et Russborough House (tableaux).
● **Renseignements.** Office du tourisme irlandais, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 53-43-12-12.

Quel été pour les enfants ?

A la veille des vacances, on s'inquiète de l'emploi du temps des enfants. Grands-parents, parents ou mairies, copines et cousines, sollicités en renfort, ont répondu à l'appel, mais deux mois c'est long. Point de panique, un tour de piste des associations spécialisées révèle des places vacantes et les propositions s'avèrent aussi variées qu'attrayantes. La « colo » s'il en faut rassembler des îles indiennes, casernes visées sur les trénes, en route pour la plage avec jeux de sable et baignade pour tous se révoque. Les vacances des 3-18 ans se choisissent à la carte comme celles des grands.
● **Équitation, golf, plongée sous-marine, escalade, rafting, tennis, musique, théâtre, raid aventure ou camps « indiens », les stages fleurissent.** Adaptés à chaque tranche d'âge, les programmes s'effectuent sous haute

surveillance. Une activité principale donne le ton. Ainsi Vacances musicales sans frontières (tél. : 43-45-31-32) réunit, dans le Languedoc, les 14-17 ans pour préparer un festival de rock (3 semaines, 5 700 F) ; les petits (4-12 ans) sont conviés près du parc animalier de Pangros à la création d'un conte musical (2 semaines, 3 860 F). Les passionnés d'aéronautique rejoindront l'équipe de Jonathan (tél. : 47-20-46-46) dans les Hautes-Alpes pour découvrir les jeux du vent (de 8 à 15 ans, 2 semaines, 3 450 F). Les sportifs choisiront parmi les inépuisables stages de l'UCPA (tél. : 43-36-05-20) comme ce séjour en Dordogne associant VTT, spéléologie, canoë-kayak, escalade et mini-raid (4 040 F). Enfin, les mousses s'inscrivent au Glénans pour s'initier à la croisière de 15 à 17 ans (2 810 F la semaine, tél. : 45-20-01-40) dans le golfe du Morbihan.
● **Des voyages à l'étranger, en marge**

des séjours linguistiques classiques, sont à l'afiche. Une récente enquête révèle que, depuis dix ans, le tourisme des jeunes (20 % du tourisme mondial) croît deux fois plus vite que celui des adultes. Au Club des Quatre-Vents (tél. : 43-29-60-20 ou Minitel 3615 CEI 34V), associé au Centre d'échanges internationaux, 90 % des programmes ont lieu à l'étranger. Il reste des places dans les camps multisports « PGL Adventure Holidays » des Jeunes Britanniques (départ le samedi, à partir de 12 ans, 2 200 F). Cap Monde (tél. : 30-82-15-00) propose aux 14-17 ans des raids itinérants de trois semaines en Écosse (6 995 F de Paris), en Andalousie et aux Baléares, tandis que Marmottes et Chamouls (tél. : 43-46-96-05) embarquent les jeunes pour les

Cyclades (7 245 F) ou dévalent le Danemark à bicyclette (6 195 F) en trois semaines.
● **Deux ouvrages récents répertorient les formules.** Le Guide des vacances scolaires, de Chantal Godstein (Flammarion, 99 F) classe les propositions par thème en donnant les coordonnées des spécialistes sélectionnés. Même démarche chez Josette Sicsic, dont le Guide des vacances enfants-ados (Milan, 68 F), une centaine d'organismes triés sur le volet) consacre, entre autres, soixante pages aux vacances à l'étranger. Des conseils judicieux baptisés « De vous à moi » ouvrent les chapitres et des commentaires facilitent un premier choix.
● **Mention spéciale pour deux initiatives originales.** Léo Lagrange

convoque les 6-10 ans à des vacances gourmandes dans un village médiéval du Gard. Choisir fruits et légumes sur les marchés, confectionner gâteaux et plats régionaux, éduquer le goût, repérer les odeurs, tel est l'objectif de la semaine (2 200 F de Paris, tél. : 44-53-30-90). L'Espléide, Centre européen des jeunes reporters, a choisi d'initier les 13-16 ans au journalisme. Au programme de l'été, le Tour de France cycliste avec reportages quotidiens sur internet (12 jours, départ le 10 juillet, 4 800 F de Paris, tél. : 43-96-56-55). Un nouveau serveur sur Minitel (3615 VACADO) permet de commander les catalogues et dévoile les propositions de quelques organismes. Un service qui devrait permettre les inscriptions de dernière minute en fonction des disponibilités.
Florence Evin

Directours
OFFRE SPÉCIALE ILES GRECQUES
Séjour Mykonos 8 : 2340 F.
vol + hôtel 4 lits, petit-déjeuner.
Séjour Santorini vol + hôtel 8 : 2380 F.
vol + petit-déjeuner + 2
Circuits 5 lies (dont Délos, Amorgos)
8 : 2830 F, vol + location
+ séjour hôtel + plage super
Départ de Lyon le 2 juillet
- 400 F sur ces prix.
Brochures sur demande au : 45 62 62 62
et 3615 DIRECTOURS (1,29 F/min)
36 66 45 62 AUDIOTEL (2,29 F/min)

DÉGRIFTOUR
GUADELOUPE
7 Nuits en Hôtel 3*, Avec
Petits Déjeuners + Location de voiture
Départ Paris 3 850 F 5,500 F
CORSE / PORTICCIO
7 Nuits en Studio 3 personnes
Logement seul 1 765 F 2,980 F
DELHI ou BOMBAY
Départ de Paris 3 190 F 4,500 F
ESIS DT 45 41 41 42 23 F/min

OFFRE SPECIALE -
La chevauchée au cœur
des Landes sauvages
Une aventure équestre insolite ouverte à
tous, aux frontières de l'immense forêt
des Landes et des vignobles de Bordeaux
7/10 (étapes en gîte) - 3850 F/pers.
Tarif préférentiel aux 20 premiers appels
56.51.05.62
ADEL (Bordeaux)
Les meilleurs prestations
de tourisme équestre
en Aquitaine.

PARIS
SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques, Paris 6^e
Chambre avec bains - W.C.
T.V. couleur - Tél. direct.
De 300 à 395 F.
Tél: 43 54 92 55 - Fax: 46 34 24 30

ANYWAY
VOYAGES
VOIS SECS
• New York : 1 980 F
• Montréal : 1 780 F
• Los Angeles : 2 850 F
• Miami : 2 650 F
• Antilles : 2 110 F
• Jakarta : 3 550 F
COMBINÉS ILES GRECQUES
• 15 jours, vol A/R + hôtel
à partir de 3 990 F
Tél. : 40 28 00 74
3 615 ANYWAY

Hôtel BEAUREGARD**
Logis de France
05350 Saint-Véran-en-Queyras
2040 m. - Site classé du XVIII^e
Ete-Hiver - Piscine et tennis
Ski et randonnées
1/2 pers. et pers. à partir de 1 660 F/mois.
Tél : 92.45.82.62 - Fax : 92.45.88.10

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VERAN
Soleil - Calme - Randonnées pédestres
V.T.T. - Pêche - Rafting
HÔTEL LE CHAMOIS**
Logis France / Michelin
1/2 pension : 271 F
Tél: 92.45.83.71 - Fax : 92.45.88.58

Les nouveaux amateurs de Bourgogne
Week-ends "ART DE VIVRE A AUXERRE"
DE JUIN A NOVEMBRE
à 1 h 30 de Paris des spectacles
de grande qualité au milieu des
vignobles de l'Auxerrois et de Chablis
• Festival de musique des
Grands Crus : 12 concerts
tout l'été
• grand Festival de piano
du 30 août au 8 septembre
31 août
et beaucoup d'autres spectacles
Réservation / renseignements : OFFICE DU TOURISME
1/2, quai de la République - 89000 AUXERRE
Tél : 86 52 06 19 - Fax 86 51 23 27

PROFESSIONNELS DU TOURISME,
invitez nos lecteurs aux voyages
RUBRIQUE "EVASION" ☎ 44.43.77.36 - (Fax : 44.43.77.30)

SÉJOUR UNE SEMAINE EN HÔTEL-CLUB
AVION + TRANSFERTS + PENSION COMPLÈTE
3 385 F P/Pers.*
*Prix à partir de / comprenant : Avion avec transferts A/R + Hôtel-Club*** dans la région de Palerme 7 nuits en chambre double et pension complète. Taxe aérienne en sus (70 Firs).
Tél : 44.51.39.27
MINITEL 3615 (1,29 F/mn)
Cit Evasion

PROMOTIONS DE L'ÉTÉ
Circuits pension complète, départs garantis (départ de Paris)
KUONI
CUBA, 9 jours, départs 5, 19 et 28 juillet 6 990 F
INDE/NEPAL, 14 jours, départs 14 et 28 juillet 10 990 F
BRESIL, 10 jours, départ 14 juillet 12 290 F
CALIFORNIE, 14 jours, départ 19 juillet 12 990 F
RESERVATION VOYAGES KUONI
(1) 53 43 50 10
(1) 42 82 04 02
3615 KUONI
(2,23 F/min)
(Lc. 07585314)

ICELANDAIR
COURTS SÉJOURS EN ISLANDE
Vol + hôtel 3** + 3 nuits
2 950 F
COURTS SÉJOURS A BOSTON
Vol + hôtel 3** + 3/4 N
A partir de
4 195 F
DÉCOUVREZ HALIFAX
Vol + 7 jours location de voiture
4 100 F
(hors 3 personnes)
Tél. (1) 45 61 62 51 ou
3615 ICEAIR

3617 MAXIREDOC
NOUS VOUS OFFRONS 1 SEMAINE
D'ÉMERGENCEMENT À TENERIFE !
Inscrivez-vous sur 3617 IMEDIA
Services offerts par Imédia prod. : 5,57 F/m

هكذا من الاعمال

Indice de pollution
en concentration automobile

10
9
8
7
6
5
4
3
2
1

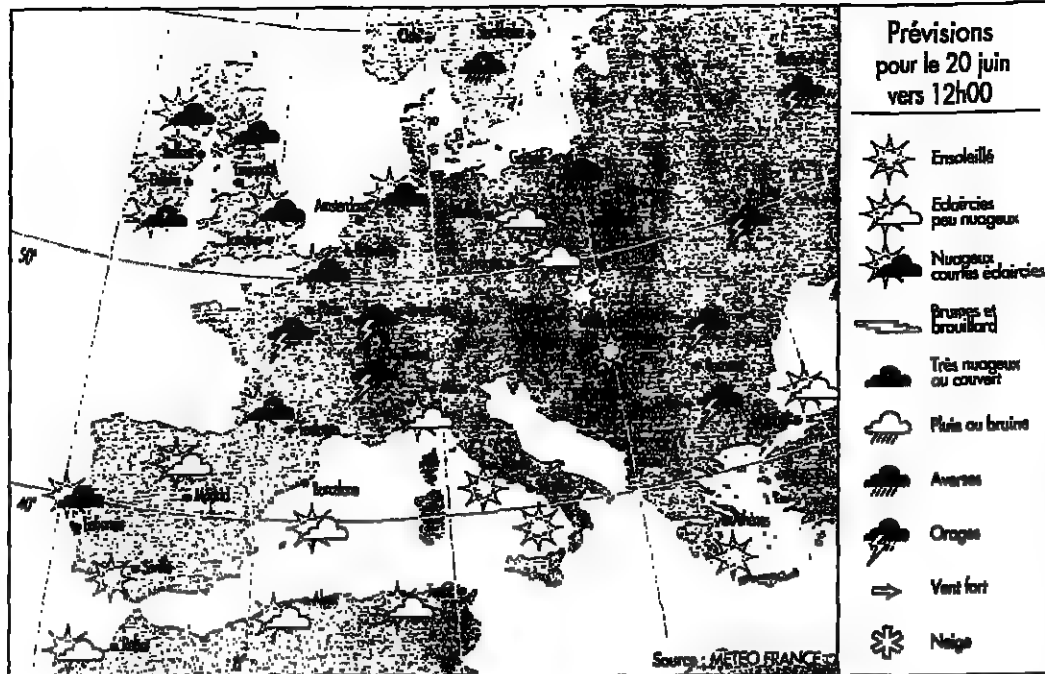
Excellente
Très bonne
Bonne
Très médiocre
Médiocre
Moyenne
Aussé bon
Bon
Très bon
Excellent

9 juin

terribles pour le 19 juin : médiocre

Source : AIR-PAIR

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



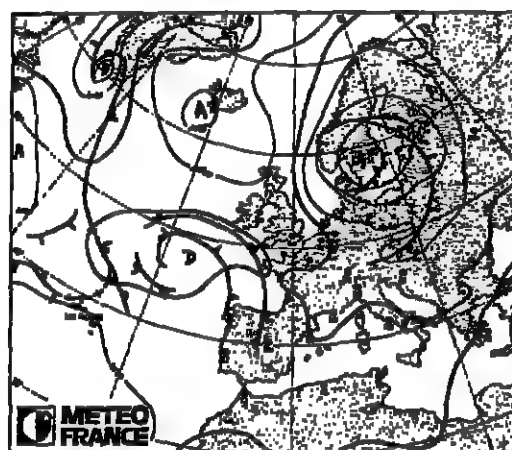
| | |
|---|-------------------------------|
|  | Ensoleillé |
|  | Éclaircies pas nuageux |
|  | Nuageux courtes éclaircies |
|  | Brumes et brouillard |
|  | Très nuageux ou couvert |
|  | Pluie ou bruine |
|  | Arroses |
|  | Orages |
|  | Vent fort |
|  | Neige |

EN MATIÈRE d'agissements antifrancs, la chambre civique se prononce sur les cas béniens. Elle juge les personnages éblouissants par la collaboration, l'appareil judiciaire de la Cour de justice n'absorbant que ceux qui s'y sont véritablement baignés. Son atmosphère est spéciale. Le rôle de l'accusé est changé. Il y paraît en liberté, une cravate au col, les souliers chers, un pl au pantal. On l'appelle « Monsieur ». Cette juridiction ne prévoit pas de peine privative de liberté. Le comparant sort parfois du tribunal quelque peu indigne, mais il se retire par la porte du public.

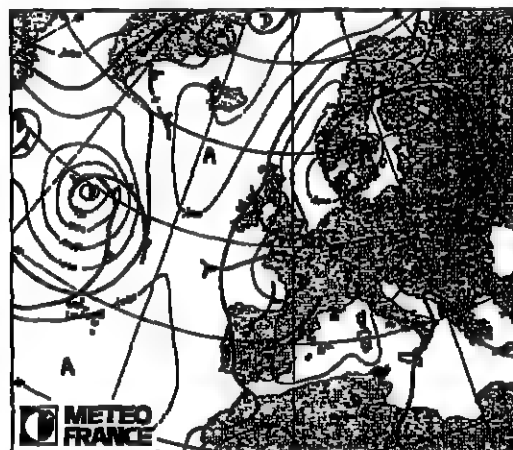
« Demi-traître, alors six balles seulement », disait Clemenceau. On évite dans cette enceinte de prononcer le mot. On risque en effet, au lendemain même du procès, de rencontrer le réprouvé dans un métro ou dans une queue. Le citoyen indigne perd certaines prérogatives, mais pas toutes !

(20 juli 1946.)

| | | | | | | | | | | |
|---------------|------------|-------|------------------|-------|-------------|-------|---------------|-------|----------------|-------|
| TEMPÉRATURES | GRENOBLE | 31/06 | TOLUSE | 31/02 | CHICAGO | 26/09 | USONNIE | 27/06 | PRETORIA | 28/01 |
| | LILLE | 20/08 | STRASBURG | | COPENHAGUE | 16/10 | LONDRES | 22/01 | RABAT | 29/01 |
| du 15 au | LIÉGEOIS | 30/12 | AMSTERDAM | 19/12 | DAMASK | 31/06 | LOS ANGELES | 28/16 | RIO DE JANEIRO | 29/01 |
| max/min/moy | LYON | 29/01 | DUBLIN | 29/01 | PARIS | 10/07 | ROCHESTER | 29/01 | SANTO DOMINGO | 29/01 |
| | MARSEILLE | 26/19 | ALGER | 28/12 | DUBLIN | 19/17 | SAN FRANCISCO | 31/08 | SANTO DOMINGO | 29/01 |
| FRANCE | NANCY | 29/02 | ATHÈNES | 29/19 | FRANCISFORT | 29/19 | MARRAKACH | 32/19 | SANTO DOMINGO | 29/01 |
| | NANTES | 29/17 | BANGKOK | 29/19 | GENÈVE | 29/19 | MILAN | 28/13 | ST-PIETERS | 19/17 |
| AIACCIO | NICE | 25/18 | BARCELONE | 28/19 | HANOI | 24/28 | MILAN | 28/13 | ST-PIETERS | 19/17 |
| BIARRITZ | PARIS | 29/19 | BELGRADE | 26/15 | HELSINKI | 15/10 | MONTREAL | 28/13 | STOCKHOLM | 19/17 |
| BONNE | PARIS | 29/19 | BERLIN | 29/19 | HONG KONG | 29/19 | MONTREAL | 28/13 | STOCKHOLM | 19/17 |
| BOURGEOIS | PARIS | 29/18 | BOMBAY | 24/15 | ISTANBUL | 24/17 | MÜNCHEN | 27/12 | TENERIFE | 19/17 |
| BREST | PARIS | 29/18 | BRASILIA | 27/22 | JAKARTA | 22/24 | NADROBI | 29/13 | TOKYO | 28/13 |
| CHEST | PARIS | 31/24 | BUENOS AIRES | 29/19 | JERUSALEM | 29/19 | NADROBI | 29/13 | TOKYO | 28/13 |
| CHARENTAIS | PARIS | 29/18 | BURSA | 26/22 | KIEV | 29/19 | NEW YORK | 24/13 | VARSOVIE | 27/12 |
| CHERBOURG | PARIS | 29/19 | CAIRO | 29/19 | KINSHASA | 28/12 | PAJMA DE M. | 28/13 | VENISE | 27/12 |
| CLEMENT-F. | ST-ETIENNE | 29/13 | CHANGAÏ | 29/19 | LA PAQUE | 19/12 | PRAGUE | 26/19 | VENISE | 27/12 |
| COLORE-D.F.R. | TOULOUSE | 30/25 | CUBANAS | -/1 | LIMA | 29/12 | | | | |



Situation le 19 juin, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 21 juin, à 0 heure, temps universel

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | ■ | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | ■ | | | |
| V | | | ■ | | | | | | ■ |
| VI | | | | ■ | | | | ■ | |
| VII | | | | | ■ | | ■ | | |
| VIII | | ■ | | | ■ | | | ■ | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | ■ | | | | |
| XI | | | | | | ■ | | | |

HORIZONTALEMENT
I. Sans aucune portée. - II. Peut être assimilée à un abus de confiance. - III. Servent pour éclairer quand ils sont légers. - IV. Pas nus. Son eau se boit goutte à

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: **Le Monde Service abonnements**
 24, avenue du CP Lesclapart 4000 Le Chesnay Cedex - Tél.: 76 01 42-75-52-50.

| Je choisis la durée suivante | France | Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas | Autres pays de l'Union européenne |
|---------------------------------|---------|---|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> 1 an | 1 890 F | 2 086 F | 2 960 F |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | 1 038 F | 1 123 F | 1 560 F |
| <input type="checkbox"/> 3 mois | 536 F | 572 F | 790 F |

LE MONDE - (ISSN = 0047-2728) is published daily for 5 p.p.c per year. L'Espresso - L'Espresso Service-Mag
 (ISSN = 1120-3462), France, is published daily at Champlain N.Y. U.S., and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to L'Espresso - L'Espresso Service-Mag, L'Espresso Service-Mag
 P.O. Box 10000, New York, N.Y. 10108-0000. L'Espresso - L'Espresso Service-Mag, L'Espresso Service-Mag
 Virginia Beach VA 23462-2000 U.S. Tel.: (800) 242-3843.

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Pays : 601 MAQ 001
 Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou
 postal : par Carte bancaire

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
 ● par écrit 10 jours avant votre départ.

PR Paris DTM

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Trifit autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

PR Minipol 3615 code LE MONDE, accès ABO.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Du 29 juin au 29 septembre, la SNCM mettra en service une liaison directe par Eurostar entre Londres et la gare TGV de Marne-la-Vallée-Chessy, qui dessert le parc de loisirs de Disneyland, avec arrêt à Ashford (Kent). Ainsi les Britanniques ne seront plus obligés de passer par Paris et d'emprunter le RER jusqu'à Marne-la-Vallée. (APF)

■ **FRANCE.** Pour le neuvième mois consécutif, le nombre de tués sur les routes a baissé en avril, attesté

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Du 29 juin au 29 septembre, la SNCM mettra en service une liaison directe par Eurostar entre Londres et la gare TGV de Marne-la-Vallée-Chessy, qui dessert le parc de loisirs de Disneyland, avec arrêt à Ashford (Kent). Ainsi les Britanniques ne seront plus obligés de passer par Paris et d'emprunter le RER jusqu'à Marne-la-Vallée. (APF)

■ **FRANCE.** Pour le neuvième mois consécutif, le nombre de tués sur les routes a baissé en avril, attesté

Vendredi 21 juin

- **DU SQUARE VIOLET au square Saint-Lambert** (50 F), 10 h 30 : place Violet, devant l'entrée du square (Odyssée).
- **LE PALAIS-ROYAL et ses passages** (55 F), 11 heures, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'Etat (Pierre-Yves Jaslet).
- **LE QUARTIER DU MARAIS** (60 F), 11 heures, sortie du métro (Filles-du-Calvaire, côté Cirque d'hiver (Vincent de Langlade).
- **LE VIEUX SAINT-GERMAIN** (DES-PRÈS (50 F), 11 heures, sous la arche d'entrée de l'église (Claude Mart).
- **MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ** (55 F + prix d'entrée), 11 h 30 : 163, boulevard Haussmann (Mathilde Hager).
- **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : le mobilier royal (11 h 30 ; *Les Esclaves*, de Michel-Ange, 12 h 30 ; les monuments funéraires au Moyen Âge et à la Renaissance, 14 h 30 (Musées nationaux).
- **LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE** (50 F), 14 heures, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (Institut culturel de Paris).
- **PASSAGES COUVERTS** (50 F), 14 heures, 31 bis, rue du Faubourg-Montmartre (Claude Mart).
- **LA RUE DU CERCHE-MIDI** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Vanneau (Paris pittoresque et insolite).

gnant ainsi son plus bas niveau de plus 1956. La Sécurité routière a répertorié 9 501 accidents corporels 578 de moins qu'en avril 1995 (-5,73 %), au cours desquels 554 personnes ont trouvé la mort - 105 de moins qu'un an auparavant (-15,7 %) -, et 12 915 ont été blessés (-7,6 %) - (APR).

■ **ÉTATS-UNIS.** Devant le succès remporté par la disquette United Connection, la compagnie américaine United Airlines a décidé de lancer une CD-ROM. United Connection permet d'effectuer des réservations et d'acheter son billet sur United Airlines et sur plus de 500 autres compagnies aériennes et de réserver dans 30 000 hôtels et 50 agences de location de véhicules.

14 h 30, 47, boulevard de l'Hôpital (Le Passé simple).

■ L'ÉGLISE SAINT-SULPICE (40 F), 15 heures, place Saint-Sulpice, devant l'église (Approche de l'art).

■ L'ÎLE DE LA CITÉ (37 F), 15 heures, Pont-Neuf, devant la statue d'Henri IV (Monuments historiques).

■ LE QUARTIER SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS (50 F), 15 heures, sor-

■ **SWISSE.** Pour la saison d'hiver allant de novembre à avril, l'hôtellerie suisse a enregistré une baisse de 5,1 % du nombre de nuitées, qui s'est établi à 12,9 millions. — (APR)

■ **ANTILLES.** Air France va installer en classe club des sièges équipés de commandes électriques qui équipaient précédemment la première classe, à bord des vols à destination des Antilles (à l'automne), et de l'océan indien (dici le fin du mois). Depuis la fin du mois d'août, les passagers de la classe autre disposent de plus d'espace de confort, avec un écartement entre les sièges augmenté de 8 centimètres et des repose-pieds individuels.

te du métro Saint-Michel, côté place Saint-André-des-Arts (Paris passé, présent).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS**: exposition *Dixier* (55 F + prix d'entrée), 15 h 15, devant l'entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

■ **LE JARDIN DU LUXEMBOURG**: les statues racontent leur histoire (55 F + prix d'entrée), 15 h 30, derrière l'Odéon sous les arcades (Mathilde Hager).

Télématique 3615 code de L'ÉMOI
Compuserve GO LE MOI
Adresse Internet: http://www.lemonde.com
Documentation 3617 code de L'ÉMOI
 ou 36-29-04
CD-ROM : (1) 04-02-78
Index et microfilms : (1) 42-17-29

Le Monde

est édité par la S.A. Le Monde
 17, rue M^e Gabrielle, 92120 Nanterre
 La reproduction de tout article est interdite
 l'accord de l'administration.
 Comptable paritaire des journaux et publiés au
 n° 57 437.

Imprimerie du Monde
 17, rue M^e Gabrielle,
 92120 Nanterre

S. Monod
 Société Matériaux de la
 La Mondiale et de Média
 et Média Europe

133, avenue des Champs-Elysées
 75401 Paris Cedex 08

TEL: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77

**Numéro spécial
de Dossiers
et Documents
du Monde**

JUIN 96

- **penser le malaise social :**
Marline Aubry, Jean-Made Delarue, Patrick Weil, Jean-Baptiste de Foucault, Jean Gandois, Dominique Strauss-Khan et Alain Touraine, Madeleine Robertieux, Pierre Rosanvallon, Alain Dubamel et Pierre Rosanvallon, Jean Duvignaud, Paul Virilio.
- **penser la ville :**
Paul Chemetov, Jean Nouvel, Oriol Bohigas, Paul Andreu, Renzo Piano, Bernard Huet, Yves Lion.
- **penser l'économie mondiale :**
Michel Béaud, François Rachline, Jean-Paul Fiquous, Edmund S. Phelps, Edward Luttwak, Louis Dumont, Albert Hirschman.

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 20 JUIN 1996

CINÉMA Ils sont drogués et disjonctés. «*Trainspotting*», du Britannique Danny Boyle, est un film hautement provocateur, qui a été un peu vite présenté comme l'«*Orange*



mécanique» des années 90. A noter : sa remarquable bande-son. ● **CITY HALL** présente une vision romancée mais fort bien documentée sur la vie de la mairie de New York.

En vedette : Al Pacino. ● **AU FESTIVAL DE SOTCHI**, les artistes français invités par les soins de Jacques Attali n'ont pas tous donné une brillante image de notre cinéma.

Danny Boyle à la recherche du succès du scandale

Trainspotting. En Grande-Bretagne, cette histoire d'une bande de junkies disjonctés et pas tous mécontents de l'être a fait exploser le box-office. Provocateur pour la provocation, le film vaut aussi pour sa bande-son millimétrée

Film britannique de Danny Boyle, avec Ewan McGregor, Ewen Bremner, Jonny Lee Miller, Kevin McKidd, Robert Carlyle, Kelly Macdonald. (1 h 33).

Trainspotting démarre à fond les manettes, course-poursuite dans la rue, des jeunes ont piqué dans un magasin, policiers et vigiles sont à leurs trousses, les fugitifs sont aussi soucieux de faire les zouaves

que de s'échapper, on ne sait pas si c'est comique ou tragique. Coupez. Gros plan, et déclaration choc du junkie numéro un de la bande des tribulations. Mark dit une chose toute simple, que ne disent jamais les films ou spots prophylactiques dénoçant la drogue : qu'en consommant procure, au moins au début, un plaisir immense. «*Sinon on n'en prendrait pas. On est cons, mais pas à ce*

point-là. » Et hop ça repart pour une scène hallucinée de descente aux égouts, par le chemin le plus direct et le plus malodorant : véritable exercice de virtuosité cinématographique, qui pulvérise en souplesse l'ignoble de la limite entre réalisme et onirisme. Le jeune cinéaste Danny Boyle est doué. Son efficacité et anticipatrice premier film, *Petits meurtres entre amis*, en donnait déjà la

preuve, le début de *Trainspotting* le confirme sans conteste. En adaptant le roman homonyme d'Irvine Welsh, aussitôt devenu *cult novel* en Grande-Bretagne (*Le Monde* du 10 mai, supplément *Cannes*), il paraît avoir trouvé le matériau idéal pour un exercice de grand huit provocateur et branché. Et le film fait un temps illusion, grâce à sa bande-son millimétrée, et à l'énergie de ses interprètes ennués par Ewan McGregor, la nouvelle co-

queluche du cinéma anglais, lui aussi révélé par *Petits meurtres entre amis*.

TOUT EN ESQUISSE

Durant les premières bobines, la description du groupe d'adolescents d'Edimbourg, de leur refuge où ils s'approvisionnent en héroïne aux tentatives de Mark pour décrocher, parvient à surprendre par l'inattendu dans la représentation de situations devenues codées

pour avoir été trop systématiquement et trop complaisamment montrées au cinéma. Mais *Trainspotting* ressemble sans doute trop à ses personnages. Il fonctionne seulement à l'arraché, à la combustion immédiate de tout le carburant disponible. Là où chez Irvine Welsh l'écriture pouvait renouveler les stocks, le cinéma tout en esbroufe de Danny Boyle s'épuise. Malgré l'arrivée sur le devant de la scène du teigneux Begbie (Robert Carlyle, étonnant), le côté répétitif de l'existence de ces jeunes gens finit par lasser, et la tentative de doper la fiction par une séquence de film noir (trafic des petits voyous héros du film avec de vrais truands) ne fait que démontrer les limites de toute l'affaire.

L'abus de grimaces, d'effets d'image, et la désinvolture matelote avec laquelle sont traités tous les éléments dramatiques du film (drogue, sida, mort d'un bébé, trahison finale) deviennent la raison d'être d'un faux acte rebelle dont il serait d'autant plus ridicule de s'offusquer qu'il cherche avec application le succès de scandale - résultat déjà obtenu en Grande-Bretagne, où il a dynamité le box-office. *Trainspotting* alimenterait bien l'Orange mécanique pour les années 90. Il faudrait pour cela davantage qu'un savoir-faire rusé, un cinéaste de la dimension de Stanley Kubrick.

Stéphane Davet

★ *Trainspotting*, 1 CD EMI 7243 8 37190 2 0.

Jean-Michel Frodon

Une musique nourrie de la réalité britannique forme le cœur du film

EN CHOISSANT IGGY POP comme locomotive, *Trainspotting* s'assure un démarrage en trombe. Rythmée par la batterie et les mots haletants de *Lust for Life* («*la luxure avant toute chose*»), la course poursuite d'ouverture précipite au cœur de cette quête effrénée de plaisir, évasion autant que débordement. Archétype de la philosophie «*sex and drugs and rock'n'roll*», l'athlète de Detroit revient souvent dans le décor. En poster sur un mur, cité par les protagonistes ou à nouveau en musique (le titre *Nightclubbing*, lui aussi produit par David Bowie à la fin des années 70), il est un des parrains de ces plectres-nickelés de la défonce.

Danny Boyle n'ignore rien du poids symbolique de certains noms du rock. Quand Renton, narrateur et héros du film, s'enfoncé dans les dangereuses voluptés du shoot, c'est Lou Reed - autre survivant des abysses défilés - qui fredonne *Perfect Day*, modèle de dépression mœlleuse. Ces références musicales sont aussi celles d'une génération qui passe le relais. Renton décou-

vre plus tard l'émergence de «*nouvelles musiques et de nouvelles drogues*». Sa petite amie, Diane, âgée de dix-sept ans, lui affirme «*Ziggy Pop is dead*». On glisse du rock à la techno, de l'héroïne à l'ecstasy. Dans *Petits meurtres entre amis*, Danny Boyle s'était déjà servi de l'impact hypnotique d'un morceau du groupe Leftfield. Leftfield à nouveau, mais aussi Bedrock et surtout Underworld ont illustré cette fois ces images de la Grande-Bretagne d'aujourd'hui naviguant quelque part entre oppression (les hallucinations cauchemardesques de Renton sur fond de *Dark and Long d'Underworld*) et transe extatique.

LES MOUVANCES DU MOMENT

Mais l'esthétique de *Trainspotting*, ses personnages, ses thèmes, son rythme et, sans doute, son énorme succès outre-Manche doivent beaucoup à la façon dont on crée et on consomme les musiques populaires au Royaume-Uni. Peu de pays ont intégré à ce point la musique dans leur culture quoti-

dienne. Irvine Welsh, l'auteur écossais du roman culte qui a inspiré le film, raconte volontiers qu'avant de devenir écrivain, il a rêvé d'être footballeur ou musicien. Pur produit de la *pop culture* britannique, son style doit plus à son passé de punk qu'à ses lectures, et il ne cache pas avoir découvert William Burroughs à travers Lou Reed et Iggy Pop, et Brendan Behan à travers les Pogues. En phase avec les mouvances du moment, ses livres les plus récents s'intitulent *The Acid House* et *Ecstasy*.

Récemment, Damon Albarn, le chanteur de Blur, aurait travaillé avec lui au scénario d'un téléfilm. Quelques jours avant le début de l'Euro 96, Primal Scream, seul groupe écossais à figurer sur la bande originale de *Trainspotting* (signant le titre du même nom), a publié un single, *The Big Man and the Scream Team Meet the Barry Army Uptown*, en l'honneur de l'équipe du Chardon. Le parolier et chanteur du morceau n'est autre qu'Irvine Welsh. Plusieurs des chansons figurant sur l'album complétant l'essen-

tiel des musiques du film ont été écrites spécialement par Blur, Primal Scream ou Pulp. Se révèlent ainsi les connexions profondes entre le cinéma de Danny Boyle et le rock insulaire. Les meilleurs *songwriters* de la pop anglaise tirent leur force de leur ancrage profond dans la société britannique. Observateurs des réalités et de l'air du temps (beaucoup de groupes se déclarent grands admirateurs du cinéma réaliste anglais), ils ont aussi une façon unique de les styliser, qui les rapprochent des artifices créés par Danny Boyle, son scénariste John Hodge et Irvine Welsh. Même sans musique, *Trainspotting* posséderait l'arrogance et la verve anglocentriste caractéristiques des mélodies de là-bas. Regardez bien l'affiche. Elle pourrait aussi bien annoncer un concert du quintette formé par Renton, Spud, Begbie, Diane et Sick Boy.

Stéphane Davet

★ *Trainspotting*, 1 CD EMI 7243 8 37190 2 0.

Jean-Michel Frodon

Longtemps boudé, le court-métrage retrouve les chemins du grand écran

«**LES FILMS**, c'est comme les blagues, les plus courts sont les meilleurs», clame haut et fort Mathieu Kassovitz, le réalisateur de *La Haine*. Comme nombre des jeunes réalisateurs en vue - Eric Rochant, Christian Vincent, Jean-Pierre Jeunet -, il a débuté par le format court. Et celui-ci est devenu un genre à part entière, avec ses codes et son économie propre, au lieu d'être seulement l'antichambre du «*long*». Il a pourtant longtemps eu mauvaise réputation : comme le remarque le critique et réalisateur Jean Douchet, «*ce n'est pas uniquement le format qui dérange, mais le temps et l'argent. Un court-métrage demande autant d'énergie, de fatigue, de temps, qu'un long et rapporte dix fois moins*». Autre phénomène négatif, sa disparition de la programmation des salles commerciales dans les années 70, sous l'effet de la concentration de la distri-

bution et de la généralisation des multisalles. S'y ajoute la pression de la publicité qui envahit tout la durée laissée disponible par le long-métrage.

Mais, après dix années de tâtonnement, le court-métrage reprend son souffle. Esthétiquement et techniquement, il évolue. Les aides à la production se renforcent. L'organisation de festivals vise à sa reconnaissance. Dès 1978, une équipe étudiante du cercle universitaire de Clermont-Ferrand se regroupe au sein de l'association Sauve qui peut le court-métrage. Elle est la première à organiser en France un festival du genre, en 1983. Mondialement reconnu aujourd'hui, le Festival de Clermont, qui se tient chaque année, au début du mois de février, a l'énergie loufoque d'un grand rite païen, avec ses cent mille fidèles en une semaine, ses sept messes par jour et ses cinq lieux de

culte. Certaines séances affichent complet deux heures avant la projection. Désormais, on compte une dizaine de festivals en France, dont les plus renommés sont ceux de Grenoble, Lille, Villeurbanne, Pantin, Brest et Nancy. Sans compter le Festival de Cannes où les courts-métrages sont de plus en plus présents.

UN SECTEUR DE RECHERCHE

Pourtant l'initiative qui a le mieux permis au court-métrage de s'organiser est sans doute celle prise par la Société des réalisateurs de films (SRF) et le Centre national de la cinématographie (CNC) : la création de l'Agence du court-métrage en 1982. Considérant que la promotion ne saurait se limiter à des aides à la production, mais doit prendre en compte les problèmes de diffusion, l'agence entend être un lien entre «*ceux qui font les films*

et ceux qui les montrent». Grâce au RAD (Réseau alternatif de diffusion) qu'elle a créé en 1989, ce sont maintenant 200 salles de cinéma à travers la France qui programment des films courts moyennant une cotisation annuelle de 5 800 francs. Preuve du succès de cette formule : l'adhésion récente de salles parisiennes (le Balzac, le Denfert, le République, le Racine, et désormais le 14 juillet Beaubourg) au RAD. Les autres 14 juillet devraient suivre. Martin Karmitz, propriétaire de ce circuit, explique : «*Toute industrie a un secteur de recherche. Le court-*

métrage est celui du cinéma. Il fallait créer un lieu permanent où cette recherche puisse rencontrer le public du long-métrage».

Avec l'instauration, au printemps 1994, d'un «*seuil garanti*» de 50 000 francs attribué à tout producteur de long-métrage ayant exploité un court en première partie de programme, on peut envisager de beaux jours à la diffusion du court. D'autant plus que la nouvelle formule (un court plus un long pour le même prix) semble recevoir la faveur du public. Le 14 juillet Beaubourg a augmenté sa

part de marché depuis qu'il diffuse des courts-métrages en début de film. Même remarque de la part de Fabien Taconet, directeur du cinéma Georges-Méliès de Montreuil, pour qui «*le court-métrage constitue un marché potentiel*». De son côté, enfin, la télévision se met au court : *Histoires courtes* sur France 2, *Libre court* sur France 3, *Plan séquence* et *Court-circuit* sur Arte. Dernière émission en date : *Fenêtre sur court* qui passe tous les dimanches sur La Cinquième.

Delphine Minoui

(Publicité)

LA VIDÉO : UN BIEN CULTUREL

NON A LA DISCRIMINATION I

Au même titre que le livre, le cinéma ou le disque, le vidéogramme appartient à la famille des biens culturels qui contribuent à la diffusion de la culture et du savoir.

Hélas, tous ne sont pas considérés sur un pied d'égalité : le livre et le cinéma bénéficient du taux réduit de TVA.

Aujourd'hui, au cours des Assises Européennes du Disque, le Ministre de la Culture affiche sa volonté de le voir appliqué au disque.

Et le Vidéogramme

(vidéocassette, laserdisc, CD-Rom, CD-I, DVD...)?

Il se trouve injustement pénalisé alors que l'accès de tous aux différentes formes d'expression artistique devrait être facilité...

Pourtant, nul ne conteste la qualité, la richesse et le pluralisme de l'Edition Vidéo qui offre un véritable espace de liberté, profondément populaire.



Syndicat de l'Edition Vidéo

Jacques Mandelbaum

L'Agence et le RAD

Créée par un groupe d'auteurs, réalisateurs, de producteurs et de diffuseurs, l'Agence est une association régie par la loi de 1901, destinée à promouvoir et diffuser les courts-métrages. Ceux-ci ne disposant pas de la trilogie sur laquelle est organisé le long-métrage (producteur, distributeur et exploitant), l'Agence sert de trait d'union entre réalisateurs et diffuseurs. Elle centralise quelque quatre cents films par an et possède à ce jour près de six mille cinq cents films en stock. Elle propose différents services tels que les «*soirées du court*», programmes «*clés en main*» mis à disposition des salles de cinéma. L'Agence édite aussi un magazine trimestriel, *Brut*.

Par ailleurs, le RAD (Réseau alternatif de diffusion) diffuse dans les quelque deux cents salles adhérentes un complément de programme par semaine. Quant au département Régie TV Câble, il centralise la gestion des droits audiovisuels et se charge de la diffusion des films sur les télévisions et réseaux câblés en France et à

L'exercice pas toujours convaincant d'un « programme » normal

Cours-y-vite. Sept films courts d'où émerge le jeune Gaël Morel

Sept courts-métrages réalisés par Laurent Bénégui, Jean-Luc Gaget, Gaël Morel, Agnès Obadia, Jacques Maffiot, Luc Pagès (1 h 30).

Créée en 1993, la société de production Magouric (qui a une vingtaine de courts-métrages et deux longs-métrages à son actif, *Au petit Marguery*, de Laurent Bénégui et *A toute vitesse*, de Gaël Morel) fonctionne comme une petite famille. Le programme de Cours-y-vite permet de découvrir cette parenté et témoigne d'un audacieux pari : faire exister le court-métrage comme un programme «*normal*» de cinéma.

L'exercice est sympathique mais, comme souvent en pareil cas, pas vraiment convaincant. Qu'il s'agisse d'une pochade surexposée (*Ada ne sait pas dire non*, de Luc Pagès), d'un mini-drame de la

conception (Mireille et Barnabé aimeraient bien en avoir un... de Laurent Bénégui), d'une amitié qui se déchire en quatre plans (*Le Bus*, de Jean-Luc Gaget) ou du moment décisif d'un couple en suspens (*Entre ciel et terre*, de Jacques Maffiot), le désir de fiction joue ici en défaveur du court.

Il faut donc, pour reprendre espoir, le grain de fantaisie surréaliste de *Se pendre à son cou* (Jean-Luc Gaget), le tremblé de bord de mer d'un *Film de vacances* (Agnès Obadia) ou la violence perverse de *La Vie à rebours* (Gaël Morel), film parfaitement maîtrisé dans son format comme dans son expression, et qui préfigure le premier long-métrage de ce jeune réalisateur (*A toute vitesse*, sélectionné au Festival de Cannes), que l'on avait découvert acteur dans le film d'André Téchiné *Les Roseaux sauvages*.

Al Pacino dans les habits du maire de New York

City Hall. Entre passe-droits et compromis, concessions et laxisme, le film de Harold Becker a aussi valeur de documentaire sur les méthodes politiques de la ville

Film américain de Harold Becker. Avec Al Pacino, John Cusack, Bridget Fonda, Danny Aiello, David Paymer, Martin Landau, Anthony Franciosa. (1 h 43).

Parce que propre à enlever les mécaniques les mieux huilées, le grain de sable est un déclencheur de scénario idéal. *City Hall* en offre la démonstration, nouvelle à défaut d'être neuve, et appuyée par un commentaire en voix off qui précise à quel point « tout allait bien jusqu'à... ». « Tout », c'est-à-dire la brillante carrière de John Pappas, maire de New York, mené médias battants avec l'assistance de son jeune adjoint Kevin Cahoon (à la voix off). « Jusqu'à... » ce qu'un enfant noir âgé de six ans soit tué par une des balles échangées en pleine rue par un policier et un vendeur de drogue. Le grain de sable est en place, l'enrayement de la mécanique fournit la matière d'un film qui prend ainsi une allure de « chronique d'une chute annoncée ».

Avant que le système ne se grippe, Harold Becker s'emploie à en décrire le fonctionnement au fil de courtes scènes qui situent les acteurs et précisent les enjeux, d'ordre politique, judiciaire, mafieux, médiatique. Les réseaux sont mis en place, la circulation interne assurée, les influences soulignées, tandis que le maire se dédote, acteur en représentation permanente. A ce jeu-là, Al Pacino se montre à son affaire, trouvant la juste mesure entre la démagogie grasseuse et l'habileté confortable. A la virtuosité du comédien et au charisme de la vedette, fait écho le désarroi d'un personnage comme englué dans une toile



d'araignée qu'il a lui-même contribué à tisser, en tirant bénéfice « jusqu'à ce que... ».

Ce personnage composite emprunte ses traits à plusieurs anciens maires de New York. Le scénariste Ken Lipper a été l'adjoint d'Ed Koch à la mairie de New York, il a aussi étudié la personnalité et la carrière de La Guardia, auquel le personnage emprunte ses origines populaires, celles de l'ancien gouverneur de New York Mario Cuomo (John Pappas est, comme lui, un excellent orateur) et de l'actuel maire Rudy Giuliani. Les trois autres scénaristes, le

cinéaste Paul Schrader, Bo Goldman (*Vol au-dessus d'un nid de coucou*) et Nicholas Pileggi (auteur des *Affranchis* et scénariste de *Casino*), ont, par le passé, fait la preuve de leur habileté à décrire le passage des lignes théoriques qui séparent la folie de la raison, le crime de la morale. Tel était déjà le sujet du film qui révèle le réalisateur Harold Becker (*7ueurs de flics*, 1979, adaptation d'un livre de l'ancien policier Joseph Wambaugh).

City Hall s'applique, dans un même esprit, à mettre au jour la perversité d'un système qui érige

en principes passe-droits et compromis, concessions et laxisme, au point de faire perdre aux êtres humains indispensables repères. La limite de la démonstration tient à ce que la description de l'exercice du pouvoir et de ses effets se résume à l'accumulation de symboles de ce pouvoir. Ainsi, la mise en avant du réalisme des situations, filmées pour la plupart sur les lieux mêmes où se sont déroulés les événements qui les ont inspirés, n'a-t-elle pas d'autre signification qu'anecdotique.

Pascal Mérygeau

Un hommage au rôle irremplaçable des femmes algériennes

Machaho. Le cinéaste kabyle Belkacem Hadjadj signe une fable d'une aride beauté contre tous les archaïsmes

Film algérien de Belkacem Hadjadj. Avec Hadjira Oul Bachir, Belkacem Hadjadj, Meriem Babes. (1 h 30).

« Machaho » est en langue berbère le mot qui introduit une formule à peu près équivalente à notre « Il était une fois ». Mais qu'on ne s'y trompe pas : le film de Belkacem Hadjadj tient davantage de la tragédie grecque que du conte de fée. Tragédie tout entière placée sous le *fatum* de la vengeance.

La première image ouvre pourtant sur le sauvetage d'une vie. Arezki, un paysan des montagnes de Kabylie, y recueille un jeune homme, Larbi, trouvé inanimé

dans un sous-bois enneigé. Soigné par la femme et la fille d'Arezki, Larbi se rétablit, et laisse à son départ un souvenir d'amour à cette dernière en lui promettant de revenir la chercher. Le jeune homme tarde et les parents découvrent le pot aux roses. Arezki part à la recherche de Larbi pour laver son honneur dans le sang du jeune homme. Cette quête obtuse est l'objet même du film, qui la fait habilement durer pour en montrer toute l'inaltérabilité. Tandis que Larbi, fidèle à sa promesse, rejoint la mère de son enfant et qu'il l'épouse avec le consentement de sa belle-mère, Arezki, errant et avili, parcourt toujours les routes à sa recherche. Le jour où leurs chemins finissent par se croiser, rien n'empêchera le

drame de se produire. La terrible circularité de ce film, qui enveloppe au passage quelques scènes d'une beauté aride, est sans doute tracée avec un trait un peu trop appuyé. Elle n'en évoque qu'avec plus de force l'actualité tragique de l'Algérie.

Tourné de février à septembre 1994 dans une région réputée pour son insécurité, le film lui-même a failli s'interrompre définitivement le 4 juillet, lorsque l'équipe est tombée dans une embuscade nocturne qui ne lui était pas destinée. Le tournage n'a pu être mené à son terme que sous la protection permanente d'un commando, et grâce au soutien amical des populations de Kabylie qui y ont participé.

Pour Belkacem Hadjadj, qui se partage aujourd'hui entre l'Algérie et la France, ce film est à la fois « la dénonciation d'un personnage devenu prisonnier d'une logique archaïque de destruction et un hommage rendu aux femmes algériennes ».

qui colmatent toutes les fissures de cette société ». « C'est notre manière à nous, cinéastes, de résister », ajoute-t-il, en projetant d'ores et déjà de consacrer son prochain film, dans un pays où il ne s'en fait désormais plus guère, aux événements de ces dernières années.

Résistant, *Machaho* l'est d'ailleurs à plus d'un titre : il s'agit en effet - avec *La Colline oubliée* d'Abderrahmane Bouguermouh (*Le Monde* du 30 mai) - du premier long métrage algérien tourné en langue berbère, cette culture longtemps opprimée au nom de l'arabo-islamisme par un pouvoir qui, depuis les émeutes de 1988, a été contraint de lâcher du lest. Comme Bouguermouh, Hadjadj s'est « engouffré dans la brèche ». Une avant-première du film a eu lieu à Alger, mercredi 6 juin, la sortie nationale est prévue, en version arabe et berbère, en juillet.

Jacques Mandelbaum

LES ENTRÉES À PARIS

■ Deuxième semaine catastrophe pour l'exploitation. Malgré une très légère amélioration par rapport à celle du 5 au 11 juin, cette fois encore, on n'atteint pas les 350 000 entrées dans les salles de l'agglomération parisienne (100 000 de moins qu'en 1995 au même moment). L'Euro 96 de football continue de faire des ravages sur la fréquentation des salles obscures. Et dire qu'après le tournoi de tennis de Wimbledon et le Tour de France viendront les Jeux olympiques... ■ Le cinéaste d'auteur résiste mieux à cet effondrement. Après *Conte d'été*, d'Eric Rohmer, seul succès de la semaine dernière et qui continue sur sa lancée pour totaliser 50 000 entrées avec seulement 18 écrans, c'est au tour d'Arnaud Desplechin de réussir son entrée en lice. Dans une petite combinaison de 12 salles, *Comment je me suis disputé...* attire en effet 23 000 spectateurs, soit le meilleur taux de remplissage de la semaine. De là à conclure que les cinéphiles n'aiment pas le football, il y aurait

un petit pont qu'on ne franchira pas.

■ Les autres nouveautés font pâle figure : 46 000 entrées pour *Personnel et confidentiel*, mais dans 37 salles et avec une affiche Robert Redford-Michèle Pfeiffer, ne saurait passer pour un succès. Et la providence ne semble pas aux côtés de *Des nouvelles du bon Dieu*, à 14 000 entrées pour 14 écrans. Réduits à des sorties confidentielles, les trois autres nouveaux films (*Elle*, *Faute de soleil*, *Middle of the Moment*) n'ont pas vraiment voix au chapitre.

■ En continuation, seuls deux titres dépassent la barre pourtant médiocre des 20 000 entrées hebdomadaires, en bénéficiant d'énormes combinaisons d'écrans. En deuxième semaine, *Peur primale* séduit 35 000 amateurs de vant 48 écrans (total : 86 000), en cinquième semaine, *Le Huitième Jour* attire 33 000 spectateurs de vant 46 écrans (total : 345 000). *Ridicule* fait encore honnête figure à 20 000 en sixième semaine dans 26 salles, et atteint un score global de 390 000.

J.-M. F.

★ Chiffres : Le Film français.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

REMAKE ROME, VILLE OUVERTE

Film italien de Carlo Lizzani. Avec Giancarlo Giannini, Anna Falchi, Massimo Ghini, Massimo Dapporto, Lina Sastri. (1 h 50). Qu'était-ce au juste que *Rome ville ouverte*, de Roberto Rossellini sorti en 1945 ? Un chef-d'œuvre en soi ; l'acte de naissance du néoréalisme italien ; la pierre de touche du cinéma moderne. Qu'est-ce maintenant que *Remake Rome, ville ouverte*, de Carlo Lizzani ? Un titre-salmigondis (au moins dans la version française) qui induit en erreur ; un projet conceptuellement inepte eu égard à son objet ; une accablante illustration de ce parti-pris qui consiste à observer les sommets par le petit bout de la lorgnette. L'histoire de ce film est celle de la préparation et du tournage de *Rome, ville ouverte*. Par un parti-pris dont on ne parvient pas à savoir s'il relève de l'ironie ou de l'incapacité, Carlo Lizzani place ce curieux hommage sous le signe du faux et de la convention. Quelques exemples : le mélange pasteur des registres (images couleurs de son propre film, images noir et blanc du tournage reconstituées, extraits du film de Rossellini) ; la pesanteur illustrative (chaque acteur semble porter la pancarte de la célébrité qu'il incarne) ; ou encore pas mal de ces complaisantes subtilités offertes par un demi-siècle de recul. Avec sa vue exclusive sur la petite cuisine interne et les dédoublés de l'alcôve, ce film se situe aux antipodes de la définition donnée par Rossellini du néoréalisme, « une position morale de laquelle on regarde le monde ». Constat d'autant plus affligeant que Lizzani - ancien assistant de Rossellini et l'un des premiers introducteurs du cinéma italien moderne en France - n'était pas a priori le plus mal placé pour aborder le sujet. J. M.

RAINBOW POUR RIMBAUD

Film français de Jean Teulé. Avec Robert Mac Leod, Laure Marsac, Bernadette Lafont, Michel Galabru, Farid Chopel, Pierre-Olivier Momm, Ced Marlon, Tasmine Modestine, Hadji Ousseynou Fall, Sotigui Kouyaté. (1 h 22).

Avant d'exercer les honorables professions de présentateur de *L'Assiette anglaise*, d'écrivain et de cinéaste, Jean Teulé était auteur de bandes dessinées. Des dessins qui ressemblaient à pas grand-chose de connu, avec des photographies, des gribouillis, ses copines, des espèces d'enquêtes décalées, des photocopies couleur, des taches, des toréadors, de la tendresse bleue et de l'humour noir et parfois des colères rouges. Parmi les neuf albums ainsi connus figurait une histoire étrange et belle, bicolée à Charleville dans la mémoire du cher Arthur. Teulé est parti de là pour écrire son best-seller qui s'appelait déjà *Rainbow pour Rimbaud*, dont il a maintenant fait un film. De cette inspiration joususe et mélancolique il ne reste pratiquement rien à l'écran. Un grand zouave dingy qui se prend pour Rimbaud embarque une minette court vêtue sur les traces du poète de sept ans parti mourir dans la lointaine Afrique, tout un tas de personnages farfelus viennent faire un tour devant la caméra, la loufoquerie appliquée et barbelée de l'entreprise se voudrait poésie naïve, elle est seulement naïve. La seule véritable curiosité étant qu'alors que Teulé avait si bien su incorporer des éléments concrets à ce moyen d'expression abstrait qu'est la BD, il se fourvoie ainsi en choisissant un « fantastique » appréti au cinéma, contre toute la réalité que celui-ci pouvait lui offrir. J.-M. E.

LE PATCHWORK DE LA VIE

Film américain de Jocelyn Moorhouse. Avec Maya Angelou, Anne Bancroft, Ellen Barkin, Samantha Mathis, Kate Nelligan, Winona Ryder. (1 h 56).

Adapté d'un best-seller de Whitney Otto, *How to Make an American Quilt*, ce film relate l'histoire d'une jeune étudiante américaine, Finn, partie pour l'étranger en mémoire de maîtrise dans la maison de sa grand-mère. Elle y découvre un cénacle féminin occupé à confectionner un patchwork traditionnel destiné à son futur mariage. Chacune de ces femmes épanche tour à tour sa douleur auprès de Finn, la trame du film redoublant ainsi celle de l'étoffe. La poétique de la réalisatrice relève hélas davantage du Parnasse contemporain que de Beaudelaire. Construit sur une succession de retours en arrière cousus de fil blanc, le film déploie des fastes qui ruinent irrémédiablement son propos. Le culte de la belle image, du ton sur ton, et du chatoiement chromatique en font paradoxalement un monument marmoreux, dont la constante médiocrité sera sans coup férir mise sur le compte de la « sensibilité féminine ». J. M.

DELPHINE : 1, YVAN : 0

Film français de Dominique Farrugia. Avec Julie Gayet, Serge Hazanavicius, Alain Chabat, Dominique Farrugia. (1 h 31).

Une première constatation : échappé des Nuls, Dominique Farrugia démontre avec ce film une sensibilité comique qui échappe à la veine pipi-caca du groupe. Le principe même de sa comédie (commenter une histoire d'amour comme un match de football) introduit un heureux effet de distanciation dans un genre lui-même aussi codé qu'une partie de ballon rond. Thierry Roland et Jean-Michel Larqué ouvrent le spectacle depuis un studio de télévision, intervenant par la suite au fur et à mesure de son déroulement, ponctué par les témoignages des parents et des amis du couple. Delphine (Julie Gayet) et Ivan (Serge Hazanavicius) offrent un match sans grande surprise, qui les mène, de rebondissements en mises en touche, jusqu'au but final. La faute revient au réalisateur, qui n'a pas eu l'audace de mener son jeu jusqu'à bout : l'équipe de télévision censée suivre les protagonistes durant les vingt-quatre heures de ce « reality-show » footballistico-sentimental est un pur procédé rhétorique dont Farrugia se désintéresse aussitôt qu'il l'a suggéré. D'un certain point de vue, cette présence occultée en dit long sur les rapports du cinéma à la télévision. J. M.

LA JURÉE

Film américain de Brian Gibson avec Demi Moore, Alec Baldwin, Joseph Gordon-Levitt, Anne Heche. (2 h 00).

Parce qu'elle a été désignée jurée au procès d'un mafioso accusé de meurtre, une jeune artiste subit les pressions de gangsters qui menacent de tuer son fils si elle ne fait pas basculer le verdict en votant non coupable. Sauver sa famille, retourner la situation et confondre les malfaiteurs, tel est le programme que doit donc remplir l'héroïne de ce thriller qui fonctionne selon la recette du combat d'un individu moyen contre une organisation impitoyable et a priori invincible. Le récit est compliqué par la description de l'atmosphère exotique sur le tueur par la jeune femme qu'il est chargé d'effrayer. Le film de Brian Gibson parvient à maintenir un suspense authentique, appuyé par le portrait d'un « méchant » véritablement violent, avant que l'action ne ralentisse et ne se perde peu à peu. Au moment de l'épreuve de vérité, sinée, on ne sait pourquoi, au Guatemala, le spectateur a décroché depuis longtemps. Jean-François Rauger

REVUE

IRIS

Revue de théorie de l'image et du son, n°19, 195 p., 100 F. 41, av. Gambetta, 75020 Paris. *Iris* a été fondée en 1983 par trois chercheurs, Jacques Aumont, Jean-Paul Simon et Marc Vernet. En 1988, une équipe américaine de l'instituteur for Cinema and Culture d'Iowa les rejoint. Avec son caractère bilingue, *Iris* est à ce jour la seule à fonctionner avec un double comité éditorial. Par ailleurs, il s'agit d'une revue créée par des universitaires pour un public d'universitaires. Cette dernière livraison, intitulée « Cinéma, souvenir, film », en atteste, sans la moindre concession au cinéophile qui ne serait pas rompu à l'arsenal narratologique-sémiologique ou à la dissertation académique. Ce numéro sonde le thème du cinéma et de la mémoire, selon deux axes. Celui du spectateur (notamment l'article d'Edic de Kuyper consacré à « un cas de lapsus de la mémoire visuelle » qu'on pourrait nommer l'homme aux roux) ; et celui des films eux-mêmes (l'analyse par Livio Belli des citations cinématographiques dans *Singing in the Rain* ou l'article de Suzanne Liandrat-Guigues sur l'utilisation du flash-back dans *Sandra*, de Visconti). J. M.

Film d'animation japonais d'Isao Takahata. (1 h 25.)

Isao Takahata tient, avec son confrère Hayao Miyazaki (découvert en France grâce à *Porco Rosso*), une place à part dans l'univers du film d'animation japonais. Les deux hommes, qui se sont connus dans les studios de Toei Animation, ont créé ensemble le studio Ghibli en 1984. Leur univers artistique se distingue nettement de celui des séries télévisées ultra-violentes importées d'ordinaire du Japon. Ce pari, ambitieux, de créer des longs métrages d'animation destinés au plus large public de cinéma a été couronné de succès : au Japon, *Porco Rosso* a devancé en nombre d'entrées *Basic Instinct* et *Pomoko* (le dernier film de Takahata) a même coiffé *Le Roi Lion* au poteau.

Le Tombeau des lucioles (1988) est une adaptation de la nouvelle éponyme de l'écrivain Akiyuki Nosaka (traduction française aux Éditions Philippe Picquier), récit en partie autobiographique d'une enfance orpheline dans le Japon bombardé de 1945. Seita, un ado-

lescent, et sa petite sœur Setsuko errent dans la ville de Kobe bombardée et transformée en champ de ruines. Leur père est au front, leur mère vient de mourir dans le bombardement. Ils échouent chez une tante qui ne tarde pas à leur faire comprendre qu'ils sont de trop. Les deux enfants se réfugient dans un abri, de plus en plus marginalisés par une société qui achève de perdre dans les décombres et la pénurie ses illusions de grandeur.

En dépit d'une pente mélodramatique que le réalisateur ne sait pas toujours éviter, on ne peut être qu'impressionné par un sens du récit et de l'observation (notamment des enfants) qui évoque à maints égards le réalisme d'Ozu. L'entrecroisement subtil des thèmes (la vie et la mort, le jeu et la guerre, incarnés respectivement par les lucioles et les bombes), l'incroyable crudité de certaines scènes (la boîte de bonbons renfermant les lucioles, puis les ossements de Setsuko), font en tout cas de ce film un plaidoyer universel pour l'enfance sacrifiée.

J. M.



Rejoignez
du ciné
pour la fê

I a
ler ciné
+ de 1500
195 film

Le développement des spectacles
Les spectateurs les ont vu...

Rejoignez le sous-marin* du cinéma européen pour la fête du cinéma



**1 an de succès
1^{er} cinéma de France
+ de 1 500 000 spectateurs
195 films programmés**

*** En un an, à l'UGC CINÉ CITÉ LES HALLES :**
Fréquentation des films européens : + 442 %
dont films français : + 300 %
Fréquentation des films américains : + 94 %

**Le développement des multiplexes favorise le succès du cinéma français et européen.
Les spectateurs les ont plébiscités. Les élus diront oui au redéploiement du cinéma français.**

Quand Gérard Depardieu, Jacques Attali et les poulets Bourgoin volent au secours de Boris Eltsine

SOTCHI

Staline en rit encore. Assis dans le salon de sa datcha transformée en musée, à quelques kilomètres du centre du Festival du cinéma de Sochi, le mannequin de cire, souriant aux lèvres et pipe à la main, semble savourer les détails de ses succès, empressés de prouver que la Russie est aujourd'hui un pays comme un autre.

Un pays avec son festival de cinéma au bord de la mer, ses compétitions de films, ses journalistes, ses vedettes. « Un peu comme à Cannes », rêve à voix haute son très pittoresque président, Marc Rudinshteyn, un « nouveau Russe », selon l'expression en vigueur, aussi haut que large, qui a fait fortune après avoir commencé une carrière de hooligan et passé un an en prison. Itinéraire dont il a eu la franchise de s'expliquer dans le journal local.

La III^e édition du Festival international de Sochi, qui s'est achevée le 13 juin, offrait, à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, une tribune idéale pour les partisans de Boris Eltsine. Comme un seul homme, l'Association des réalisateurs russes de cinéma multipliait les déclarations, retransmises à la télévision, appelant ouvertement à voter Eltsine, seul

« capable de faire des réformes démocratiques favorables à l'industrie du cinéma et au renouveau du système de distribution des films ».

Déclaration reprise par Armen Medvedev, président du Roskominfo, sorte de ministère du cinéma, lors d'une cérémonie de clôture retransmise en direct à la télévision et qui semblait tout droit sortie d'un scénario des « Nuls » (Canal plus), avec quelques minutes de silence imposées à la salle, le temps de laisser passer le journal télévisé.

BÉNÉVOLENT OU BONNE VOLONTÉ

Pour donner un éclat particulier à cette édition, le Festival, par l'intermédiaire du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, avait demandé à Jacques Attali de faire venir quelques comédiens français de renommée internationale. Une mission dont Jacques Attali affirme s'être acquitté bénévolement, contrairement aux rumeurs circulant avec insistance à Sochi.

Anouk Aimée, Marina Vlady, Béatrice Dalle et beaucoup d'autres grandes et moins grandes vedettes ayant fait défection, les stars françaises étaient finalement réduites à la portion congrue. Comble de malheur, Richard Bohringer et Bernard Giraudeau, déçus de l'accueil fait aux Caprices d'un fleuve (le film de Giraudeau), en venaient aux mains avec le président du Festi-

val. La venue de Gérard Depardieu à Sochi prenait donc des allures d'événement, seul capable de redorer le blason d'une délégation française râlée.

Parce que « Gérard est un ami et nous préparons un film ensemble », Jacques Attali avait réussi à convaincre la star française de venir faire un tour sur la mer Noire. Et pour plus de sûreté, il l'avait accompagné dans le Falcon 10 affrété par le sponsor et dirigeant du club de football d'Auxerre, Gérard Bourgoin, producteur des poulets du même nom.

Venu officiellement présenter le premier film de Nick Cassavetes, fils de John, *Unhook the Stars*, dans lequel il fait un joli numéro de canoëneur amoureux de Gena Rowlands, Gérard Depardieu s'acquittait de bonne grâce de sa tâche. Veste de cuir et cheveux fous, il montait sur la scène du Théâtre d'hiver et présentait, non sans émotion, le film en une phrase : « Au cours du tournage, Nick a pour la première fois dit « maman » à sa mère. »

Mais au cours du déjeuner suivant la projection, sa visite prenait un tout autre sens. Un couteau à la main, il se transformait devant les caméras de télévision françaises et russes en homme-sandwich du roi du poulet, découplant avec beaucoup d'hésitation une douzaine de volatiles apportés de France et rôtis

dans les cuisines du petit restaurant géorgien. Un numéro qui semblait amuser la délégation française, émuillée par le vin (également du voyage) de la propriété de Depardieu, mais que la télévision russe retransmit, accompagné d'un commentaire plutôt acide.

RETOUR PRÉCIPITÉ

Une fâcheuse perte d'équilibre dans une salle de bains de son hôtel entraînant une blessure au visage conduisit cette journée tragique et précipita le retour en France de Gérard Depardieu, privant les invités d'une grande fête organisée en son honneur. Chapeonnée par Jacques Attali, la star française remontait dans l'avion des poulets Bourgoin, seuls vrais gagnants dans l'affaire.

Le Festival pouvait reprendre son cours russe, confirmant la mauvaise santé d'une production quantitativement en chute libre (*Le Monde* du 13 juin) et qualitativement au bord du gouffre. Mélange d'« Au théâtre ce soir » et de romans-photos, les films caressent le spectateur dans le sens du poil, multipliant les clins d'œil, comme dans *Le Réviseur*, coproduit et interprété par Nikita Mikhalkov, bien accueilli par le public russe, mais laissant panteler les journalistes étrangers.

Présentés en version russe non

sous-titrée et accompagnés d'une traduction simultanée souvent approximative, les films semblaient à l'image de ce pays, où la désorganisation atteint des sommets.

De cette compétition globalement consternante, *Le Prisonnier du Caucase*, de Sergueï Brodov, l'emportait sans discussion, obtenant à juste titre le Grand Prix, tandis que le Prix de la meilleure interprétation masculine allait à ses deux excellents comédiens. Déjà primé à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes, où il a reçu le Prix du Jury et le Prix du public, ce très bon film, dont les droits ont été vendus dans le monde entier, met en scène deux jeunes Russes, prisonniers d'un paysan qui pourrait être tchétchène. Un scénario curieusement écrit deux ans avant le début de la guerre, par le scénariste et réalisateur Sergueï Brodov, alors installé à Los Angeles.

L'avenir du cinéma russe est-il en Amérique ? Certains journalistes russes le craignent et considèrent déjà Brodov comme un traître. Mais, pour l'heure, l'objectif du Festival est atteint. Eltsine est en bonne position et le demi-million de dollars de dettes engagé par le Festival avec la caution du gouvernement russe a quelque chance d'être honoré.

Annette Vezin

DÉPÊCHES

■ La Fête du cinéma aura lieu du 30 juin au 2 juillet. Comme chaque année, des tarifs réduits seront en vigueur. Les spectateurs paieront le prix habituel pour le premier film, et recevront un passeport, qui leur ouvrira ensuite l'accès aux salles pour 10 francs par séance. Les dates de la manifestation ont été modifiées pour permettre aux lycéens et aux cinéphiles en vacances de participer à l'événement.

■ UGC s'associe à Christian Fechner le but d'accroître son rôle dans le domaine de la production. Le producteur de plusieurs films avec les Charlots, de *Céline et Julie vont en bateau* (Jacques Rivette), de *L'Aile ou la Cuisse*, *L'Animal* et *La Zizanie* (Claude Zidi), de films de Patrice Leconte et Jean-Marie Poiré, et « sauveur » des *Amants du Pont-Neuf* de Léos Carax, lui-même réalisateur (*Le Bâtard de Dieu*) confiera à cette nouvelle société l'ensemble de ses projets de production.

■ Le mois d'avril est favorable aux tournages, pas moins de 20 nouveaux films ont connu leur premier claquage durant ce mois, alors qu'ils n'étaient que huit l'an dernier. La tendance à une augmentation du nombre de titres s'amplifie donc depuis le début de l'année : 51 films, dont 36 uniquement ou majoritairement français, ont été mis en chantier durant les quatre premiers mois, contre 38 films durant la même période de 1995 dont 27 « d'initiative française ». En avril ont notamment eu lieu les premiers tours de manivelle du *Gaulois* avec Gérard Depardieu, de *Marion* de Manuel Poirier et de *Di-dier*, premier film d'Alain Chabat.

Lettre du Japon

Une grande roue, un trois-mâts et un immense hôtel blanc en forme de quartier de lune, sur fond de port industriel, c'est l'improbable décor où s'est installé pour la quatrième année consécutive le Festival du film français de Yokohama, du 13 au 16 juin. Présidée par Isabelle Huppert, l'imposante délégation venue de France, regroupait quelque 80 artistes et professionnels. L'impact de cet événement organisé par l'Union France Film International, l'organisme de promotion du cinéma français à

l'étranger, est loin d'être anecdotique : une centaine d'interviews, des salles comblées (près de 17 000 spectateurs en quatre jours), et de longues files d'attente pour les demandeurs d'admission.

La popularité croissante d'un Leconte ou d'un Luchini, et de Bohringer père et fille, semble indiquer que le cinéma français est de moins en moins affaire d'initiés. Si parmi la quarantaine de films français achetés chaque année, rares sont ceux qui dépassent les 50 000 entrées en salle, ils sont devenus des produits convoités pour la télévision et la

vidéo. Pratiquement tous les films présentés à Yokohama étaient achetés à l'exportation. Celui-ci avait pourtant été mis en péril par la campagne d'essais nucléaires de la France : la mairie de Yokohama a accepté qu'il se baigne à nouveau mais a réduit d'un tiers sa contribution au budget. L'essentiel de la facture revient à Unifrance, pour environ la moitié des 10 millions de francs de budget. Le courtier Keizo, premier sponsor du festival, s'est associé à l'événement pour y présenter sa collection d'hiver automne devant la presse.

Eric Pedroletti

Lettre d'Amérique

Les studios Disney envisagent de réduire de moitié leur production cinématographique, particulièrement les films d'action, dont les résultats au box-office ne correspondent pas aux espérances, affirme la *New York Times*, citant des sources internes au groupe. Devant la profusion de films d'action, dont les coûts deviennent de plus en plus exorbitants et dont

la distribution n'a parfois pas dépassé une semaine sur les grands écrans américains, Walt Disney Studios compte faire passer sa production d'environ 40 films par an à 20. Avec ce volume, Disney, qui est aujourd'hui la plus prolifique parmi les « majors » américaines, passerait derrière sa rivale Warner Brothers (groupe Time Warner), mais resterait encore devant les studios Paramount (groupe Viacom), 20th Century Fox (News Corp.) et Universal Pictures (Seagram). Cette décision pourrait être accompagnée d'une réorganisation de la direction des studios, affirme la *New York Times*. Parmi les films d'action Disney de cette année, considérés par les patrons du Studio comme des échecs commerciaux, figurent des films comme *Celtic Pride*, *Edie*, *Two Much* ou *M. Wong*. Au rang de

ses succès figure en revanche la grande production *The Rock*, un film d'action avec Sean Connery et Nicolas Cage, qui se déroule dans la prison d'Alcatraz. Le film est numéro deux au box-office avec 36 millions de dollars de recettes après neuf jours sur les écrans. Le budget du film, marketing compris, se situait entre 80 millions et 90 millions de dollars. — (AFP).

Joost Bert peaufine son Château du cinéma, près de Lille

AU VOLANT d'une grosse BMW noire, Joost Bert, quarante ans et l'air encore poupin, roule sous une pluie battante dans le chantier du Château du cinéma, gigantesque complexe cinématographique qui ouvrira ses portes le 4 septembre, à Lomme, près de Lille : 23 salles distribuées autour d'une allée centrale.

« Ici, explique-t-il, ce sera un food-court, vous savez, une galerie marchande un peu comme au Louvre, avec du fun-shopping... »

Natif de Courtrai, patron du groupe belge Bert-Claeys, Joost Bert a été récemment sacré meilleur exploitant international au Showrest de Las Vegas par ses collègues du monde entier. Européen flamand s'exprimant avec plus d'aisance en anglais qu'en français, il semble combier toutes les espérances de son père, Albert Bert, soixante-neuf ans, assis à l'arrière de la voiture.

En duo, père et fils déclinent leur credo. « L'essentiel, dans l'implantation d'un mégaplexe, c'est le site. Il doit être accessible par les transports en commun et par l'autoroute. Il y a cinquante ans, le cinéma était viable

avec un public qui venait à pied ou à vélo. Aujourd'hui, il royaume sur 50 kilomètres. »

Logiquement donc, le parking est devenu un élément-clé du système : « Gratuit et sûr, il est conçu sur la base de deux fauteuils pour une place de parking. A Lille, la formule va encore se perfectionner avec des voitures ». Casques sur la tête, Albert et Joost Bert arpentent le chantier à grands pas, tâtant les doubles murs de béton « pour l'isolation phonique », renforcée à cause du procédé de son THX qui équipe toutes les salles.

CONFORT AMÉLIORÉ

Ils tracent sur le sol les distances entre les rangées de fauteuils : « 1,30 mètre, pour ne pas avoir à se lever quand un spectateur veut passer devant vous et pour allonger ses jambes, parce que les jeunes générations sont plus grandes qu'autrefois. » Ils pointent aussi la distance minima entre l'écran et la première rangée de fauteuils : 5 à 7 mètres, « qui font perdre une ou deux rangées », mais améliorent le confort, tout comme les doubles accoudoirs.

L'aventure a commencé avec la crise des années 60, quand les spectateurs désertaient les salles. Albert Bert fait alors le pari d'investir dans la modernisation et le confort. Parce que ses projets ressemblent à des centres commerciaux, les banques se laissent convaincre. Ainsi naissent les Trioscoop, Pentascoop, Decascoop, puis, en 1988, le Kinépolis de Bruxelles.

La réussite est spectaculaire. Le nombre de spectateurs de la capitale belge fait plus que doubler en trois ans, passant de 2,1 millions à 5,2 millions. Conceptualisé par la société Décatron — le jouet personnel de Joost —, le modèle s'exporte dans le monde entier. Après la Belgique, « où il n'y a plus une seule ville à équiper », le Luxembourg et l'Allemagne, la Martinique et l'Inde viennent acheter chez Joost Bert un savoir-faire.

En France, le premier Kinépolis s'est ouvert près de Metz en mars 1995, suscitant une polémique



Ce gigantesque complexe cinématographique, imaginé par les Belges Joost et Albert Bert, ouvrira le 4 septembre à Lomme, près de Lille. Natif de Courtrai, Joost Bert a été sacré meilleur exploitant international.

après un an d'exercice. Avec plus d'un million d'entrées en 1995, soit plus de 50 % d'augmentation sur l'ensemble de l'agglomération de Metz, le Kinépolis est aujourd'hui accusé de ruiner les salles de centre-ville. En un an, Gaumont a perdu 30 % de sa clientèle, et l'indépendant Ariel encore davantage.

UGC, très implantée en centre-ville à Lille, n'a pas non plus vu d'un bon œil l'implantation du Château du cinéma. « Des mauvais joueurs », commente Joost Bert, qui se pose en défenseur des exploitants indé-

pendants. « Il faut arrêter de tenir des discours pessimistes. Le public reprend le chemin des salles, si on lui propose quelque chose de différent de ce qu'il a chez lui. »

Ses salles programment quatre séances seulement par jour, à des horaires fixes, quelle que soit la durée des films, à 14 h 30, 17 heures, 20 heures et 22 h 30, pour éviter d'avoir à consulter une programmation de « tous les films dont on parle ».

Quête à en garder certains très longtemps à l'affiche « parce qu'il

faut arrêter de penser que les gens se précipitent dans les salles dès la sortie d'un film. » La Leçon de Piano de Jane Campion ou Danse avec les loups de Kevin Costner ont ainsi tenu plus de six semaines dans certains Kinépolis. Quant à l'accusation de servir de poisson pilote au cinéma américain, les Bert s'en défendent, même si leur goût personnel les porte vers *Get Shorty*, *Seven* ou *Casino*.

Pour prouver leur bonne foi, ils s'engagent à programmer 30 % de films français dans leurs mégaplexes installés dans l'Hexagone (ce qui n'est pas beaucoup). Jouer la carte du cinéma national est d'ailleurs devenu un argument de vente. « En Inde, explique Joost Bert, nous étions en concurrence avec un groupe américain. Nous avons insisté sur le maintien d'une programmation de films indiens, et l'argument a porté. »

De retour dans le salon de la maison familiale de Courtrai, qui à l'étage abrite aussi les bureaux, Joost Bert, assis entre un écran géant de télévision et le téléphone mobile sonnant constamment, considère que le modèle du Kiné-

polis est aujourd'hui dépassé. De son séjour en Floride à Disney University où, dit-il, il était « le seul exploitant de cinéma », il a conservé l'obsession du service à la clientèle et le souci de multiplier l'offre parallèle au cinéma.

« C'est absurde que les salles soient vides la moitié de la journée. En Belgique, nous avons déjà passé des accords avec des centres linguistiques, qui utilisent nos films et nos salles dans l'apprentissage des langues. A Lille, des salles polyvalentes pourront accueillir des séminaires d'entreprises. »

Quant à diversifier les activités du groupe Bert-Claeys avec la production de films, le plus jeune frère de la famille s'y essaie. Une initiative qui n'est pas du goût de son aîné, parce que, « avec les films, on peut perdre tout l'argent qu'on veut... ».

A. V.

■ Le PDG de Gaumont, Nicolas Seydoux, a inauguré, mardi 18 juin, un complexe de 16 salles à Valenciennes qui devrait multiplier par trois la fréquentation dans la région. A cette occasion, M. Seydoux a qualifié de « catastrophe pour le cinéma » l'amendement Saint-Ellier (du nom du député UDF du Calvados) assurant les multiplexes aux grandes surfaces et soumettant à autorisation de la commission départementale d'équipement commercial la construction ou l'extension des complexes de plus de 1 500 places.

Dans le cadre de l'exposition « Art brut et compagnie, la face cachée de l'art contemporain » (prolongée jusqu'au 4 août) La Halle Saint-Pierre propose le jeudi 20 juin à 19 h 30 ACTUALITÉ DE L'ART OUTSIDER en Grande Bretagne et en Amérique du Nord Conférence de Roger CARDINAL 2, rue Rouard 75018 Paris réservation au 42.58.72.89 Participation : 40 Frs

Le groupe Bert-Claeys

- 1927 : ouverture d'un cinéma à Courtrai par M. Bert et naissance d'Albert Bert.
- 1956 : naissance de Joost Bert, fils aîné d'Albert Bert.
- 1975 : ouverture du Pentascoop, ciné salles dans la banlieue de Courtrai (Belgique).
- 1988 : création du Kinépolis à Bruxelles, 24 salles de 7 500 fauteuils.
- 1995 : Kinépolis de quatorze salles à Metz.
- 1996 : ouvertures prévues du Mégaplexe de 24 salles à Amsterdam (Pays-Bas), du Château du cinéma de 23 salles à Lomme (France), d'un Mégaplexe de 10 salles au Luxembourg.
- 1997 : ouverture prévue d'un multiplexe de dix salles en Martinique. Projets en France, en Allemagne et en Inde.

Eltisine

LA SÉLECTION DU « MONDE »

LE COEUR FANTÔME (français, 1 h 27), de Philippe Garrel, avec Luis Rego, Aurélien Alcaïs, Maurice Garrel, Evelyne Didi, Roschdy Zem, Camille Chén. **COMMENT JE ME SUIS DISPUTÉ** (français, 2 h 58), d'Arnaud Desplechin, avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montalembert, Emmanuel Salinger, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni. **CONTE D'ÉTÉ** (français, 1 h 53), d'Éric Rohmer, avec Mehdi Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nollin, Gwenaelle Simon. **LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT** (français, noir et blanc, 1 h 10), de Philippe Collin, avec David Warlick, André Wilms, Roland Amstutz. **DÉS L'ENDEMAIN** (français, 1 h 10), de Caroline Chomienne, avec Julien Gangnet, Pierre Allio, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elo-

die Menneguin, Delia Routsava. **ELLE** (français, 1 h 26), de Valéria Samiento, avec Marine Delterme, Didier Flamand. **FAUTE DE SOLEIL** (français, 57 min), de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Haxaire, Christian Balhaus, Françoise Descarrea, Evelyne Ker, Patricia Orlando. **GOOD MEN, GOOD WOMEN** (taïwanais, 1 h 48), de Hou Hsiao-hsien. **LE MONTEUR D'OMBRES** (grec, 1 h 45), de Lefteris Xanthopoulos. **LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT** (dessin animé britannique, 1 h 13), de Peter Lord, David Spooton, Sam Fell et Nick Park. **LA SECONDE FOIS** (italien, 1 h 20), de Mimmo Calopresti, avec Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi. **LE TEMPS DE L'AMOUR** (iranien, 1 h 15), de Mohsen Makhmalbaf.

FESTIVALS

CHERCHEURS D'HORIZONS

Le Centre Georges-Pompidou présente un cycle de films documentaires des pionniers du cinéma au documentaire moderne. La programmation est divisée en deux parties. « Chasseurs d'images » propose des films sur la vie et l'œuvre des frères Lumière signés Marc Allégret et Frédéric Rossif, un portrait d'Albert Kahn réalisé par René-Jean Bouyer et des films sur les aventures et les explorations du début du siècle, dont *Le Croisière Jaune* (Léon Poirier, 1932) et *First Contact* de Bob Connolly. « Impressions » présente quatre cinéastes de la fin du XX^e siècle - Chris Marker, Agnès Varda, Jean Van der Keuken, Robert Kramer - qui confrontent leur regard au réel du monde.

Du 19 au 30 juin, Salle Jean Renoir du Centre Georges-Pompidou, BPI, 2^e étage. Entrée libre.

HOMMAGE À SERGE SILBERMAN

La Cinémathèque française présente une rétrospective des films produits par Serge Silberman. En 1953, ce dernier détermine la carrière de Jean-Pierre Melville en produisant *Bob le flambeur*. Après la production du *Trou* de Jacques Becker en 1959, son nom est associé à des cinéastes comme René Clément, Luis Buñuel, Akira Kurosawa, Nagisa Oshima ou encore Jean-Jacques Beineix. Une façon originale de découvrir le travail exemplaire d'un producteur-artiste.

Jusqu'au 23 juin, Cinémathèque française, salle du Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16^e. Tél. : 47-04-24-24.

RETROSPECTIVE RENÉ GILSON

Ancien critique de cinéma, René Gilson, originaire du Nord-Pas-de-Calais, démarra sa carrière de cinéaste à la fin des années 60. Du discours antimilitariste de *L'Escadron Volapuk* en 1971 à la description sociale nostalgique du *Front populaire dans Ma blonde*, en passant par *Le 19 juin*, René Gilson est un réalisateur indépendant et un auteur de films contestataires.

A partir du 19 juin, L'Entrepôt, 7-9, rue Francis de Pressensac, Paris 14^e. Tél. : 45-40-78-38.

BIENNALE DES CINÉMAS ARABES À PARIS

Ouvre une très riche sélection complète de longs et courts métrages, des fictions et documentaires provenant de tous les pays, une rétrospective est consacrée aux films arabes (fictions et

documentaires) coproduits en Europe ainsi qu'aux films libanais produits au cours de la dernière décennie. Un hommage sera rendu à la grande vedette égyptienne récemment disparue, Leila Mourad, et aux frères Frenkel, pionniers des dessins animés en Égypte. Une rencontre est organisée autour de l'avenir du cinéma arabe entre secteur privé et secteur public. Une centaine de cinéastes, auteurs, producteurs et journalistes de l'ensemble des pays arabes, mais aussi de France et d'Europe, participent à cette rencontre.

Du 27 au 30 juin, à l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. Tél. : 40-57-39-68. Du 26 juin au 2 juillet à l'Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, Paris 5^e. Tél. : 44-72-40-49.

LA NUIT BLACK SEVENTIES ET LA NUIT CINÉ GAY PRIDE

La Racine Odéon organise le vendredi 21 juin, à partir de minuit, une Nuit Black Seventies avec Warstax (Mel Stuart, 1973), un document sur le concert d'anthologie donné en août 1972 au Watts Stadium de Los Angeles, à la mémoire des émeutes noires de 1967. *Shakti* (Gordon Parks, 1971) et *Super Fly* (Gordon Parks, 1972). Le lendemain, le 22 juin, une nuit spéciale cinéma homosexuel à l'occasion de la Gay Pride. En projection, *Spetters* (Paul Verhoeven, 1980), *Pink Narcissus* (film non signé produit et réalisé par « Anonymous » au début des années 80) et *Young Soul Rebels* (Isaak Racine Odéon, 6, rue de l'École-de-Médecine, Paris 6^e. Tél. : 46-33-43-71.

1^{er} FESTIVAL DU FILM DE PARIS

En compétition, sept films internationaux inédits devant un jury composé de trente adolescents et présidé par Patrick Timsit. A cette occasion, seront projetés, entre autres, *Encore de Pascal Bonitzer*, *Beautiful Thing* de Hettie Mac Donald et *Le Silence de Rak* de Christophe Loizillon. Hors compétition, alternent une quarantaine de films dont huit avant-premières, des films culte et des séances scolaires le matin. Cette manifestation polyvalente présente en outre divers hommages à des grands noms du 7^e art et une série de débats où se rencontrent public et professionnels du cinéma.

Jusqu'au 24 juin, Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. Tél. : 40-30-20-10.

NOUVEAUX FILMS

CITY HALL

Film américain de Harold Becker, avec Al Pacino, John Cusack, Bridget Fonda, Danny Aiello, Martin Landau, David Warner (1 h 43).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Mistral, dolby, 14^e (39-17-10-00) ; UGC Convention, 15^e ; UGC Gobelins, dolby, 16^e (39-17-10-00) ; UGC Convention, 17^e ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, dolby, 19^e (39-17-10-00) ; UGC Convention, 20^e (39-17-10-00) ; UGC Convention, 21^e ; UGC Convention, 22^e ; UGC Convention, 23^e ; UGC Convention, 24^e ; UGC Convention, 25^e ; UGC Convention, 26^e ; UGC Convention, 27^e ; UGC Convention, 28^e ; UGC Convention, 29^e ; UGC Convention, 30^e ; UGC Convention, 31^e ; UGC Convention, 32^e ; UGC Convention, 33^e ; UGC Convention, 34^e ; UGC Convention, 35^e ; UGC Convention, 36^e ; UGC Convention, 37^e ; UGC Convention, 38^e ; UGC Convention, 39^e ; UGC Convention, 40^e ; UGC Convention, 41^e ; UGC Convention, 42^e ; UGC Convention, 43^e ; UGC Convention, 44^e ; UGC Convention, 45^e ; UGC Convention, 46^e ; UGC Convention, 47^e ; UGC Convention, 48^e ; UGC Convention, 49^e ; UGC Convention, 50^e ; UGC Convention, 51^e ; UGC Convention, 52^e ; UGC Convention, 53^e ; UGC Convention, 54^e ; UGC Convention, 55^e ; UGC Convention, 56^e ; UGC Convention, 57^e ; UGC Convention, 58^e ; UGC Convention, 59^e ; UGC Convention, 60^e ; UGC Convention, 61^e ; UGC Convention, 62^e ; UGC Convention, 63^e ; UGC Convention, 64^e ; UGC Convention, 65^e ; UGC Convention, 66^e ; UGC Convention, 67^e ; UGC Convention, 68^e ; UGC Convention, 69^e ; UGC Convention, 70^e ; UGC Convention, 71^e ; UGC Convention, 72^e ; UGC Convention, 73^e ; UGC Convention, 74^e ; UGC Convention, 75^e ; UGC Convention, 76^e ; UGC Convention, 77^e ; UGC Convention, 78^e ; UGC Convention, 79^e ; UGC Convention, 80^e ; UGC Convention, 81^e ; UGC Convention, 82^e ; UGC Convention, 83^e ; UGC Convention, 84^e ; UGC Convention, 85^e ; UGC Convention, 86^e ; UGC Convention, 87^e ; UGC Convention, 88^e ; UGC Convention, 89^e ; UGC Convention, 90^e ; UGC Convention, 91^e ; UGC Convention, 92^e ; UGC Convention, 93^e ; UGC Convention, 94^e ; UGC Convention, 95^e ; UGC Convention, 96^e ; UGC Convention, 97^e ; UGC Convention, 98^e ; UGC Convention, 99^e ; UGC Convention, 100^e ; UGC Convention, 101^e ; UGC Convention, 102^e ; UGC Convention, 103^e ; UGC Convention, 104^e ; UGC Convention, 105^e ; UGC Convention, 106^e ; UGC Convention, 107^e ; UGC Convention, 108^e ; UGC Convention, 109^e ; UGC Convention, 110^e ; UGC Convention, 111^e ; UGC Convention, 112^e ; UGC Convention, 113^e ; UGC Convention, 114^e ; UGC Convention, 115^e ; UGC Convention, 116^e ; UGC Convention, 117^e ; UGC Convention, 118^e ; UGC Convention, 119^e ; UGC Convention, 120^e ; UGC Convention, 121^e ; UGC Convention, 122^e ; UGC Convention, 123^e ; UGC Convention, 124^e ; UGC Convention, 125^e ; UGC Convention, 126^e ; UGC Convention, 127^e ; UGC Convention, 128^e ; UGC Convention, 129^e ; UGC Convention, 130^e ; UGC Convention, 131^e ; UGC Convention, 132^e ; UGC Convention, 133^e ; UGC Convention, 134^e ; UGC Convention, 135^e ; UGC Convention, 136^e ; UGC Convention, 137^e ; UGC Convention, 138^e ; UGC Convention, 139^e ; UGC Convention, 140^e ; UGC Convention, 141^e ; UGC Convention, 142^e ; UGC Convention, 143^e ; UGC Convention, 144^e ; UGC Convention, 145^e ; UGC Convention, 146^e ; UGC Convention, 147^e ; UGC Convention, 148^e ; UGC Convention, 149^e ; UGC Convention, 150^e ; UGC Convention, 151^e ; UGC Convention, 152^e ; UGC Convention, 153^e ; UGC Convention, 154^e ; UGC Convention, 155^e ; UGC Convention, 156^e ; UGC Convention, 157^e ; UGC Convention, 158^e ; UGC Convention, 159^e ; UGC Convention, 160^e ; UGC Convention, 161^e ; UGC Convention, 162^e ; UGC Convention, 163^e ; UGC Convention, 164^e ; UGC Convention, 165^e ; UGC Convention, 166^e ; UGC Convention, 167^e ; UGC Convention, 168^e ; UGC Convention, 169^e ; UGC Convention, 170^e ; UGC Convention, 171^e ; UGC Convention, 172^e ; UGC Convention, 173^e ; UGC Convention, 174^e ; UGC Convention, 175^e ; UGC Convention, 176^e ; UGC Convention, 177^e ; UGC Convention, 178^e ; UGC Convention, 179^e ; UGC Convention, 180^e ; UGC Convention, 181^e ; UGC Convention, 182^e ; UGC Convention, 183^e ; UGC Convention, 184^e ; UGC Convention, 185^e ; UGC Convention, 186^e ; UGC Convention, 187^e ; UGC Convention, 188^e ; UGC Convention, 189^e ; UGC Convention, 190^e ; UGC Convention, 191^e ; UGC Convention, 192^e ; UGC Convention, 193^e ; UGC Convention, 194^e ; UGC Convention, 195^e ; UGC Convention, 196^e ; UGC Convention, 197^e ; UGC Convention, 198^e ; UGC Convention, 199^e ; UGC Convention, 200^e ; UGC Convention, 201^e ; UGC Convention, 202^e ; UGC Convention, 203^e ; UGC Convention, 204^e ; UGC Convention, 205^e ; UGC Convention, 206^e ; UGC Convention, 207^e ; UGC Convention, 208^e ; UGC Convention, 209^e ; UGC Convention, 210^e ; UGC Convention, 211^e ; UGC Convention, 212^e ; UGC Convention, 213^e ; UGC Convention, 214^e ; UGC Convention, 215^e ; UGC Convention, 216^e ; UGC Convention, 217^e ; UGC Convention, 218^e ; UGC Convention, 219^e ; UGC Convention, 220^e ; UGC Convention, 221^e ; UGC Convention, 222^e ; UGC Convention, 223^e ; UGC Convention, 224^e ; UGC Convention, 225^e ; UGC Convention, 226^e ; UGC Convention, 227^e ; UGC Convention, 228^e ; UGC Convention, 229^e ; UGC Convention, 230^e ; UGC Convention, 231^e ; UGC Convention, 232^e ; UGC Convention, 233^e ; UGC Convention, 234^e ; UGC Convention, 235^e ; UGC Convention, 236^e ; UGC Convention, 237^e ; UGC Convention, 238^e ; UGC Convention, 239^e ; UGC Convention, 240^e ; UGC Convention, 241^e ; UGC Convention, 242^e ; UGC Convention, 243^e ; UGC Convention, 244^e ; UGC Convention, 245^e ; UGC Convention, 246^e ; UGC Convention, 247^e ; UGC Convention, 248^e ; UGC Convention, 249^e ; UGC Convention, 250^e ; UGC Convention, 251^e ; UGC Convention, 252^e ; UGC Convention, 253^e ; UGC Convention, 254^e ; UGC Convention, 255^e ; UGC Convention, 256^e ; UGC Convention, 257^e ; UGC Convention, 258^e ; UGC Convention, 259^e ; UGC Convention, 260^e ; UGC Convention, 261^e ; UGC Convention, 262^e ; UGC Convention, 263^e ; UGC Convention, 264^e ; UGC Convention, 265^e ; UGC Convention, 266^e ; UGC Convention, 267^e ; UGC Convention, 268^e ; UGC Convention, 269^e ; UGC Convention, 270^e ; UGC Convention, 271^e ; UGC Convention, 272^e ; UGC Convention, 273^e ; UGC Convention, 274^e ; UGC Convention, 275^e ; UGC Convention, 276^e ; UGC Convention, 277^e ; UGC Convention, 278^e ; UGC Convention, 279^e ; UGC Convention, 280^e ; UGC Convention, 281^e ; UGC Convention, 282^e ; UGC Convention, 283^e ; UGC Convention, 284^e ; UGC Convention, 285^e ; UGC Convention, 286^e ; UGC Convention, 287^e ; UGC Convention, 288^e ; UGC Convention, 289^e ; UGC Convention, 290^e ; UGC Convention, 291^e ; UGC Convention, 292^e ; UGC Convention, 293^e ; UGC Convention, 294^e ; UGC Convention, 295^e ; UGC Convention, 296^e ; UGC Convention, 297^e ; UGC Convention, 298^e ; UGC Convention, 299^e ; UGC Convention, 300^e ; UGC Convention, 301^e ; UGC Convention, 302^e ; UGC Convention, 303^e ; UGC Convention, 304^e ; UGC Convention, 305^e ; UGC Convention, 306^e ; UGC Convention, 307^e ; UGC Convention, 308^e ; UGC Convention, 309^e ; UGC Convention, 310^e ; UGC Convention, 311^e ; UGC Convention, 312^e ; UGC Convention, 313^e ; UGC Convention, 314^e ; UGC Convention, 315^e ; UGC Convention, 316^e ; UGC Convention, 317^e ; UGC Convention, 318^e ; UGC Convention, 319^e ; UGC Convention, 320^e ; UGC Convention, 321^e ; UGC Convention, 322^e ; UGC Convention, 323^e ; UGC Convention, 324^e ; UGC Convention, 325^e ; UGC Convention, 326^e ; UGC Convention, 327^e ; UGC Convention, 328^e ; UGC Convention, 329^e ; UGC Convention, 330^e ; UGC Convention, 331^e ; UGC Convention, 332^e ; UGC Convention, 333^e ; UGC Convention, 334^e ; UGC Convention, 335^e ; UGC Convention, 336^e ; UGC Convention, 337^e ; UGC Convention, 338^e ; UGC Convention, 339^e ; UGC Convention, 340^e ; UGC Convention, 341^e ; UGC Convention, 342^e ; UGC Convention, 343^e ; UGC Convention, 344^e ; UGC Convention, 345^e ; UGC Convention, 346^e ; UGC Convention, 347^e ; UGC Convention, 348^e ; UGC Convention, 349^e ; UGC Convention, 350^e ; UGC Convention, 351^e ; UGC Convention, 352^e ; UGC Convention, 353^e ; UGC Convention, 354^e ; UGC Convention, 355^e ; UGC Convention, 356^e ; UGC Convention, 357^e ; UGC Convention, 358^e ; UGC Convention, 359^e ; UGC Convention, 360^e ; UGC Convention, 361^e ; UGC Convention, 362^e ; UGC Convention, 363^e ; UGC Convention, 364^e ; UGC Convention, 365^e ; UGC Convention, 366^e ; UGC Convention, 367^e ; UGC Convention, 368^e ; UGC Convention, 369^e ; UGC Convention, 370^e ; UGC Convention, 371^e ; UGC Convention, 372^e ; UGC Convention, 373^e ; UGC Convention, 374^e ; UGC Convention, 375^e ; UGC Convention, 376^e ; UGC Convention, 377^e ; UGC Convention, 378^e ; UGC Convention, 379^e ; UGC Convention, 380^e ; UGC Convention, 381^e ; UGC Convention, 382^e ; UGC Convention, 383^e ; UGC Convention, 384^e ; UGC Convention, 385^e ; UGC Convention, 386^e ; UGC Convention, 387^e ; UGC Convention, 388^e ; UGC Convention, 389^e ; UGC Convention, 390^e ; UGC Convention, 391^e ; UGC Convention, 392^e ; UGC Convention, 393^e ; UGC Convention, 394^e ; UGC Convention, 395^e ; UGC Convention, 396^e ; UGC Convention, 397^e ; UGC Convention, 398^e ; UGC Convention, 399^e ; UGC Convention, 400^e ; UGC Convention, 401^e ; UGC Convention, 402^e ; UGC Convention, 403^e ; UGC Convention, 404^e ; UGC Convention, 405^e ; UGC Convention, 406^e ; UGC Convention, 407^e ; UGC Convention, 408^e ; UGC Convention, 409^e ; UGC Convention, 410^e ; UGC Convention, 411^e ; UGC Convention, 412^e ; UGC Convention, 413^e ; UGC Convention, 414^e ; UGC Convention, 415^e ; UGC Convention, 416^e ; UGC Convention, 417^e ; UGC Convention, 418^e ; UGC Convention, 419^e ; UGC Convention, 420^e ; UGC Convention, 421^e ; UGC Convention, 422^e ; UGC Convention, 423^e ; UGC Convention, 424^e ; UGC Convention, 425^e ; UGC Convention, 426^e ; UGC Convention, 427^e ; UGC Convention, 428^e ; UGC Convention, 429^e ; UGC Convention, 430^e ; UGC Convention, 431^e ; UGC Convention, 432^e ; UGC Convention, 433^e ; UGC Convention, 434^e ; UGC Convention, 435^e ; UGC Convention, 436^e ; UGC Convention, 437^e ; UGC Convention, 438^e ; UGC Convention, 439^e ; UGC Convention, 440^e ; UGC Convention, 441^e ; UGC Convention, 442^e ; UGC Convention, 443^e ; UGC Convention, 444^e ; UGC Convention, 445^e ; UGC Convention, 446^e ; UGC Convention, 447^e ; UGC Convention, 448^e ; UGC Convention, 449^e ; UGC Convention, 450^e ; UGC Convention, 451^e ; UGC Convention, 452^e ; UGC Convention, 453^e ; UGC Convention, 454^e ; UGC Convention, 455^e ; UGC Convention, 456^e ; UGC Convention, 457^e ; UGC Convention, 458^e ; UGC Convention, 459^e ; UGC Convention, 460^e ; UGC Convention, 461^e ; UGC Convention, 462^e ; UGC Convention, 463^e ; UGC Convention, 464^e ; UGC Convention, 465^e ; UGC Convention, 466^e ; UGC Convention, 467^e ; UGC Convention, 468^e ; UGC Convention, 469^e ; UGC Convention, 470^e ; UGC Convention, 471^e ; UGC Convention, 472^e ; UGC Convention, 473^e ; UGC Convention, 474^e ; UGC Convention, 475^e ; UGC Convention, 476^e ; UGC Convention, 477^e ; UGC Convention, 478^e ; UGC Convention, 479^e ; UGC Convention, 480^e ; UGC Convention, 481^e ; UGC Convention, 482^e ; UGC Convention, 483^e ; UGC Convention, 484^e ; UGC Convention, 485^e ; UGC Convention, 486^e ; UGC Convention, 487^e ; UGC Convention, 488^e ; UGC Convention, 489^e ; UGC Convention, 490^e ; UGC Convention, 491^e ; UGC Convention, 492^e ; UGC Convention, 493^e ; UGC Convention, 494^e ; UGC Convention, 495^e ; UGC Convention, 496^e ; UGC Convention, 497^e ; UGC Convention, 498^e ; UGC Convention, 499^e ; UGC Convention, 500^e ; UGC Convention, 501^e ; UGC Convention, 502^e ; UGC Convention, 503^e ; UGC Convention, 504^e ; UGC Convention, 505^e ; UGC Convention, 506^e ; UGC Convention, 507^e ; UGC Convention, 508^e ; UGC Convention, 509^e ; UGC Convention, 510^e ; UGC Convention, 511^e ; UGC Convention, 512^e ; UGC Convention, 513^e ; UGC Convention, 514^e ; UGC Convention, 515^e ; UGC Convention, 516^e ; UGC Convention, 517^e ; UGC Convention, 518^e ; UGC Convention, 519^e ; UGC Convention, 520^e ; UGC Convention, 521^e ; UGC Convention, 522^e ; UGC Convention, 523^e ; UGC Convention, 524^e ; UGC Convention, 525^e ; UGC Convention, 526^e ; UGC Convention, 527^e ; UGC Convention, 528^e ; UGC Convention, 529^e ; UGC Convention, 530^e ; UGC Convention, 531^e ; UGC Convention, 532^e ; UGC Convention, 533^e ; UGC Convention, 534^e ; UGC Convention, 535^e ; UGC Convention, 536^e ; UGC Convention, 537^e ; UGC Convention, 538^e ; UGC Convention, 539^e ; UGC Convention, 540^e ; UGC Convention, 541^e ; UGC Convention, 542^e ; UGC Convention, 543^e ; UGC Convention, 544^e ; UGC Convention, 545^e ; UGC Convention, 546^e ; UGC Convention, 547^e ; UGC Convention, 548^e ; UGC Convention, 549^e ; UGC Convention, 550^e ; UGC Convention, 551^e ; UGC Convention, 552^e ; UGC Convention, 553^e ; UGC Convention, 554^e ; UGC Convention, 555^e ; UGC Convention, 556^e ; UGC Convention, 557^e ; UGC Convention, 558^e ; UGC Convention, 559^e ; UGC Convention, 560^e ; UGC Convention, 561^e ; UGC Convention, 562^e ; UGC Convention, 563^e ; UGC Convention, 564^e ; UGC Convention, 565^e ; UGC Convention, 566^e ; UGC Convention, 567^e ; UGC Convention, 568^e ; UGC Convention, 569^e ; UGC Convention, 570^e ; UGC Convention, 571^e ; UGC Convention, 572^e ; UGC Convention, 573^e ; UGC Convention, 574^e ; UGC Convention, 575^e ; UGC Convention, 576^e ; UGC Convention, 577^e ; UGC Convention, 578^e ; UGC Convention, 579^e ; UGC Convention, 580^e ; UGC Convention, 581^e ; UGC Convention, 582^e ; UGC Convention, 583^e ; UGC Convention, 584^e ; UGC Convention, 585^e ; UGC Convention, 586^e ; UGC Convention, 587^e ; UGC Convention, 588^e ; UGC Convention, 589^e ; UGC Convention, 590^e ; UGC Convention, 591^e ; UGC Convention, 592^e ; UGC Convention, 593^e ; UGC Convention, 594^e ; UGC Convention, 595^e ; UGC Convention, 596^e ; UGC Convention, 597^e ; UGC Convention, 598^e ; UGC Convention, 599^e ; UGC Convention, 600^e ; UGC Convention, 601^e ; UGC Convention, 602^e ; UGC Convention, 603^e ; UGC Convention, 604^e ; UGC Convention, 605^e ; UGC Convention, 606^e ; UGC Convention, 607^e ; UGC Convention, 608^e ; UGC Convention, 609^e ; UGC Convention, 610^e ; UGC Convention, 611^e ; UGC Convention, 612^e ; UGC Convention, 613^e ; UGC Convention, 614^e ; UGC Convention, 615^e ; UGC Convention, 616^e ; UGC Convention, 617^e ; UGC Convention, 618^e ; UGC Convention, 619^e ; UGC Convention, 620^e ; UGC Convention, 621^e ; UGC Convention, 622^e ; UGC Convention, 623^e ; UGC Convention, 624^e ; UGC Convention, 625^e ; UGC Convention, 626^e ; UGC Convention, 627^e ; UGC Convention,

سكنى من الامم

Le Monde IMMOBILIER POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

REPRODUCTION INTERDITE

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF Les opportunités pour acheter, investir...

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



FORUM NATIONAL DES PROPRIÉTAIRES CONSTRUCTEURS

UNE RÉVOLUTION : L'AMORTISSEMENT PERISSOL

C'est officiel : les appartements locatifs neufs achetés entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1998 sont amortissables à raison de :
- 10 % du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années,
- 2 % pour chacune des 20 années suivantes.
Le déficit foncier est, dans ce cas, imputable sur le revenu global dans la limite d'un plafond de 100.000 F et l'excédent est reportable sur les années ultérieures pendant 10 années.
Le texte de loi correspondant a été voté par le Parlement et publié au Journal Officiel.
Investisseurs contribuables, à vos marques !!!

PARIS RIVE DROITE

Vienne Opéra
49/51, rue Vivienne.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ, 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.

De studio au 5 pièces.
Prix : 23.200 F le m² moyen.

Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, il est le prestige des arts et l'élégance au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante façade de Vienne Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, du studio pied-à-terre à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accessibles par un hall particulièrement raffiné.
Tél.: 45.49.52.52.

Résidence Saint-Martin
61, rue Bichat.
Nouveau programme.
Prix de lancement.

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél.: 46.83.22.00.
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Téléphone tout les soirs au 46.83.22.00 pour être tenu des privilèges ! Profitez des nouvelles mesures gouvernementales.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces. Proximité du Canal Saint-Martin et de l'Opéra du Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade en cadot pavillon, avec de nombreux balcons ou terrasses orientés plein sud. Prestations particulièrement soignées.
Bureau de vente : angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

Résidence Voltaire
Rue des Minimes / rue Cassette.

Réalisation et Commercialisation : STIM BATIR Ile-de-France Résidentiel Bourgeois Immobilier, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes : 47.12.54.44.

Idéal investisseurs : du studio au 2 pièces.
Studio à partir de 370.000 F et 2 pièces à partir de 690.000 F.

Au cœur du 1^{er} arrondissement, cette résidence pour investisseurs située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Rentabilité élevée. Conviens sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périssol".
Tél.: 47.12.54.44.

Villa Menars
Rue Pailleton.

Réalisation et Commercialisation : STIM BATIR Ile-de-France Résidentiel Bourgeois Immobilier, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes : 47.12.54.44.

22 logements du studio au 5 pièces.
Métro Bolevar. A deux pas du Parc des Buttes-Chaumont, 2 petits immeubles de standing.
Conviens sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périssol".
Tél.: 47.12.54.44.

Villa Gambetta
Appartement témoin

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ, 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.

De studio au 4 pièces duplex.
19.900 F le m² moyen.

Situé à 200 mètres de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyrénées, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent privilégiés de terrasse, balcon ou jardin. Bureau de vente et appartements témoin ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.
Tél.: 45.49.52.52.

PARIS RIVE GAUCHE

NOUVEAU PROGRAMME
1-3, rue Rameau.

Réalisation : KAUFMAN ET BROAD

De studio au 5 pièces.
33.000 F le m² moyen.

A 500 mètres de la place du Panthéon, Kaufman et Broad réalise un immeuble de 25 appartements dans ce quartier chargé d'histoire. Cet immeuble bénéficie de prestations de grande qualité.
Renseignements et ventes au : 45.41.72.72.

11, rue Serpente

Commercialisation : OLIVIER BAILLY INVESTISSEMENTS, 3, rue Croixillon 75006 Paris
Tél.: 46.34.73.13.

De 2 pièces au 6 pièces.
33.000 F le m² moyen.

Livraison 1^{er} trimestre 1997.
Au cœur du quartier latin, 8 appartements seulement, dans un immeuble du XVII^e siècle entièrement rénové. Le volume des pièces, la taille des fenêtres, les poutres, la cage d'escalier d'époque seront préservés afin d'offrir le charme et le caractère de l'immeuble en plus de confort et des prestations financières du neuf.
Prestations particulièrement soignées.

Proche Alésia
Avenue du Général Leclerc.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ, 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.

De 2 pièces au 4 pièces duplex.
24.200 F le m² moyen.

Dans le quartier récent et agréable d'Alésia, 4 appartements en duplex élevés bénéficient d'une vue dégagée.
Livraison : immédiate.
Renseignements et ventes : tel. 45.49.52.52.

Closerie-Montparnasse
Rue Froidevaux.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ, 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.

De studio au 4 pièces, quelques duplex.
26.500 F le m² moyen.

Entre Montparnasse et Daumesnil-Roches dans l'une des rues les plus calmes de Montparnasse. Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris.
Livraison : 1^{er} trimestre 1997.
Renseignements et ventes : tel. 45.49.52.52.

14, rue de l'Abbé Grégoire

Réalisation et Commercialisation : STIM BATIR Ile-de-France Résidentiel Bourgeois Immobilier, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes : 47.12.54.44.

17 logements du studio au 5 pièces.

An centre du 1^{er} arrondissement, dans une rue calme et toute proche de la Place du Commerce, cette résidence de standing conjugue charme, confort et sécurité.
Conviens sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périssol".
Tél.: 47.12.54.44.

62, rue Saint-Denis

Réalisation : SEFINA, 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris
N° Vert : 06.33.99.00.

53 appartements. Du studio au 5 pièces. 29.500 F le m² moyen.

Entre Victor-Hugo et Trinité, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 1^{er} arrondissement, à deux pas de la rue de la Poésie et du lycée Jussieu-Sully, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Tout le confort s'accorde avec le confort le plus actuel pour faire de ces appartements des espaces de vie privilégiés. Parking en sous-sol. Renseignements et ventes : tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche. 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert : 06.33.99.00.

RÉGION PARISIENNE

Les Villas Longueil
Avenue de Longueil.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ, 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.

De studio au 5 pièces.
17.800 F le m² moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux caractéristiques locatives d'aires ou sur jardin.
Une des plus belles adresses de Marne-la-Vallée à 120 m. du RER, du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain. Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueil, 78600 Marne-la-Vallée, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et mercredi.
Tél.: 45.49.52.52.

Les Estudines Paris-Levallois
30, rue Victor-Hugo.

Réalisation : RÉSIDÉ ETUDES, 42, avenue George V, 75008 PARIS
Tél.: 47.37.91.25

Studio à partir de 371.000 F.

Immobilier locatif. Emplacement exceptionnel, à proximité de Paris XVII^e, proche gare et commerces. Revenus locatifs garantis. Récupération de TVA. Reste quelques appartements en loi Méliès.
Renseignements : RÉSIDÉ ETUDES, bureau de vente ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, sauf le dimanche.
Tél.: 47.37.91.25.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrondissement
QUART. BEAUBOURG
studio 20 m², 5^e ét., d. bns, cuis. équip., 620 000 F
47-43-25-53 - 09-48-80-53

4^e arrondissement
RUE DU PETIT-MUSC
studio 20 m², 5^e ét., d. bns, cuis. équip., 620 000 F
47-43-25-53 - 09-48-80-53

5^e arrondissement
MP PORT-ROYAL
de la cour d'un bel imm. en pierre, anc. écuries indep. à rénover, nombreuses pces.
380 000 F - 43-25-57-18

PORT-ROYAL
imm. rev., studio + chambre bon état, pl. sud, calme et élevé, asc.
380 000 F - 43-25-57-18

LUXEMBOURG
P. de 1.2 P. parfait état bon plan, parquet, moult, chm.
dble exposition
1 100 000 F - 43-25-57-18

VAL-DE-GRÂCE 2 P
32 m², bon état - 640 000 F
LITRE 43-44-44-45

MAUBERT 5/6 P.
2^e ét., asc. envivante, pierre de t. - 43-25-57-38

CH. MONT SARRRES
SUPERBE 2/3 P., 67 m², 1 500 000 F
LITRE 43-44-44-45

VAUVIN-RASPAIL
Studio 25 m², 3^e et asc. Est. neuf.
780 000 F - 40-47-67-83

7^e arrondissement
GROS CAILLIUX
75 m², 2^e et asc. envivante, pierre de t. - 43-25-57-38

PROCHE INVALIDES
superbe appart. recepit. plati. 4.15 m, salon + s. à m. + 4 ou 5 ch. bns, beau, asc. KESSLER - 44-22-03-90 ou 55-77-87-09

8^e arrondissement
PRÈS PARC MONCEAU
Belle pierre de t. 1^{er} étage, 175 m², 4 chbres, 3 400 000 F - 45-21-22-98

EUROPE 175 m²
anc. 5 ch., ét. élevé, trav. 2 500 000 F - 45-25-15-35

10^e arrondissement
BONNE NOUVELLE
pierre de t. s.t. terrasse, calme, sol. 1 500 000 F - 43-25-57-18

11^e arrondissement
RUE SAINT-MAUR
Part. vol. 2 pces 40 m², pces comm. et aquari. Entree, cuis. aménag., sct. chbre, S.E. WC, conv. chm. mtr. Ligne de t. ravel. en 94. Diploché, habiti. sans trucs, habiles charges.
550 000 F - 89-49-02-25

Av. République 1 500 000 F
superbe 3 p., 13 m² d. bns, asc. cuis. aménag., chm. partiel état - 44-82-99-67

FAUBOURG-CHALIGNY
LOFT 150 m²
3 chambres, 2 s. de bns, beaucoup d'allure.
2 880 000 F - 47-00-77-27

MONTMARTRE
Bel imm. revèle 2 P. et élevé, chm. calm. 550 000 F - 43-25-57-18

14^e arrondissement
DENFERT-ROCHEREAU
grand 2 p., 3^e et asc. chm. 950 000 F - 40-47-67-82

EDGAR-QUINET
2 P. exceptionnel, vue, excellent état, w.c., calme
1 130 000 F - 40-47-67-82

ALESIA
Pierre de t. et. et. liv. 3 ch. 55 m² balt. partiel état fabrique charges
43-25-15-35

ALESIA
recent bon état, 2 P. terrasse 3 jrd. plain Sud partiel état, calme, chm. asc.
595 000 F - 43-25-57-18

MP PORT-ROYAL
de la cour d'un bel imm. en pierre, anc. écuries indep. à rénover, nombreuses pces.
à rénover, nombreuses pces.

MOUTON-DUVERNET
Imm. 1930 pd etud. s'jrd. partiel état
calme, vue dégagée et élevé asc.
610 000 F - 43-25-57-18

GATE-DAGUERRE
Atelier en maison de ville, 2 rez-de-chaussée, sur cour-jardin.
550 000 F - 40-47-67-82

DENFERT
bel anc. 2 p., 650 000 F
Confort etud., 37 m², 520 000 F
Denfert 3 p., 75 m², 1 250 000 F
Denfert 4 p., 90 m², 2 000 000 F
Montmartre studio - asc.
650 000 F - 43-25-57-18

AV. RENE-COTY
Grand standing, studio et 2 pces, double à pces de 130 000 F
45-21-22-98

locations offres

Paris
3^e ARENES DE LUTICE
2/3 p. meublé, balt., vue sol., part. 7 500 c.c. 45-61-00-80

LUXEMBOURG
P. de 1.2 P. 4^e et asc. calme, sol. 5 300 F
43-25-57-18

XV^e PROCHE MONTMARTRE
100 m² au 1^{er} et 2^e étages 2 gds balt., gde luminosité, pas de vie-à-vie
un dble limg. 2 chambres au calme sur petit pavill. d'une salle de bns, une s. d'eau toil. séparée, sct. placards une cave, un bon four
11 000 F charges comprises.
45-85-55-65, Part. 3 part.

10^e GABRIEL-SEGUR
bel imm., pdt. et stand. 4 p., 57 m² + asc. 11 250 F c.c.
DMI 42-52-14-14

EXELMANS
P. de 1.2 P. 4^e et asc. calme, sol.
5 800 F CC. 45-25-57-18

Région parisienne
84, Gendry, loue apt. s. à manger, 2 ch., cuisine, confort, Ravel à t. l'année.
Prix : 3 600 F/mois.
Tel. : 73-80-47-32 (ap. 19 h)

fonds de commerce
A CÉDER PARIS 17^e
EMPLACEMENT N°1
BOUTIQUE
GRDE NOTORIÉTÉ
cadastre nulséance
P. à 1.2 P. en t. s. à m. sur 38 m². Fax : 43-49-93-28

immobilier d'entreprise
PANC MONCEAU
R. de Prov. bdt. indep. 200 m² loué 250 000 F F.T.
L. 250 000 F F. + d. d. FONC. CUES 2-94-56-56
M. FONTAINE

villégiature
LA REUNION ST-PAUL VILLA
Jardin, 3 gds chbres, calme, vue océan, 10 m piéges.
4-87-25-08 3 000 F/mois.
Tel. : 73-82-45-61-61

VAR PRES HYERES
piège F 2, s. conf., jardin, part. 5 part.
1^{er} quinzaine, juillet 2^e août et septembre.
Tel. : (04) 94-85-12-85

ESSEX 25 min. LONDRES
Maison dans bel village, jardin, piano, chem. 3 ch. 2507 au 1506 4 500 F/mois.
Tel/Fax : 18-44-177-35-572

LONDRES EN AOÛT
App. chm. 1 ch. 2 chbres jardin. Prix : 2 000 F/mois.
Tel. : (01) 45-35-38-63

Loue près TOULON gde villa
à pces dans l'eau + 8 ch., 3 terrasses, chm. 2 s. à m. 77 000 km - Cont. tech. et 1 (par 19 h)

Loue juillet 16 km AVIGNON
très gde maison 3 s. à m. 2 chbres, 10 m piéges, 25 000 F/mois. Sept. 4 000 F/mois. 15 000 F/mois.
Tel. : (04) 90-33-58-14

Loue juillet 16 km AVIGNON
très gde maison 3 s. à m. 2 chbres, 10 m piéges, 25 000 F/mois. Sept. 4 000 F/mois. 15 000 F/mois.
Tel. : (04) 90-33-58-14

CAP FERRET
SAUVAGE
Calme, villa bord eau. Disponible août.
Tel. : (04) 59-60-40-02

pavillons ventes
95. TAVERNY.
Pavillon 1980.
Gd sct. 4 ch. Cuis. équip. 2 wc. S.B. s. d'eau, jardin. Asc. garage, part. RER à com. 840 000 F - 30-40-80-75

77-MONTMARTRE-LENDICOUR
Part. vd pavillon sur asc. total.
Gd séjour, salon avec chm., cuisine, sct. à l'entr. 2 chbres.
Pous. salle d'eau et s. à m.
Chaudière fuel de 1992. Terrain 100 m² de 1 800 m².
Tel. : (04) 57-14-01 (burt) ou 60-56-34-03 (tech)

MONTMARTRE
80 min. Paris Sud, maison de campagne, terrain 5 ha, 1 450 000 F.
Crédit vendeur
(01) 39-85-22-92

91 MAISON TRADIT.
180 m², 2 niveaux sur sous-sol, complet, 2 cuisines, 2 sct. 1601 2 logements, calme, confort, proche école, collège, RER 20 min. de Paris.
1 450 000 F
Tel. : 68-14-85-02

Dans village typique
GDE MAISON DE PAYS
à étage plain Sud sans vie-à-vie 3 P. 2 sct. beau jardin de 4 300 m² traversé par un ruisseau. Grandes dépendances 1 h 30 de Paris.
Prix : 780 000 F
Ag. de la Tour : 32-52-00-22

maisons ventes

ILE ST-GERMAIN
Villa neuve livrée mi-97. 110 m² + jard. 2 500 000 F
ap. vendredi 14 + v. et asc. 55, rue de la Madeleine 62557.
Renseignements : 45-45-41-71

BOULOGNE
Vue océan, maison séjour, 4 chbres, terrasses, garage.
LARGIER 42-55-15-53

Près LAMORLAYE
820 000 F
MAISONS RECENTES
de 125 m² à 212 m².
Garages, jardins.
34-55-01-48

MAINTENON (281) belle maison, restaurée de 170 m² hab., prox. gare SNCF, gar., petit jard. de 200 m², 200 000 F. Tel. : (01) 37-23-11-34

VERMOREL très belle maison 1970, 230 m² hab., terrain 2 800 m², idéal prof. lib.
2 800 000 F. Exclu 45-57-10-80

JOINVILLE-FOCH
MAISON DE VILLE
AVEC JARDIN
5 P - 1 190 000 F
La Pptaire 42-55-11-66

Bourg du sanctuaire 58, vd. au milieu des vignobles, et dominant le village, maison contemporaine, récente, composée de vaste cuisine, amén. avec coin repas, gd salon, entrée et 4 ch., s. d'eau, sur 1 000 m, garage, bon état. 450 000 F.
Tel. : (01) 39-67-05-81 et (01) 38-29-25-51

terrains

BRETAGNE - MORBIHAN
Vende LARMOR-PLAGE terrain constructible viabilisé, bel environn. M. ALLARD 01 97 47 75 75

PARIS 17^e RENNEQUIN
Studio 22 m², Vloger libre 2 lits. 280 000 F + 2 800 F/mois. FRANCE VIAGER : 42-55-06-58

Libre Le Pecc (sur Seine)
od 3 p., 2 terrasses, part. 80 000 F + 8 400 F/mois. Viagers CRUZ 42-55-19-000

CHAMPAGNE-S-MARNE (84)
Pavillon de luxe sur terrain (450 m²)
VIAGER LIBRE 2 têtes.
1 100 000 F + 3 100 F/mois. FRANCE VIAGER : 42-55-06-58

locations demande

EMBASSY SERVICE
43, avenue Marceau, 75008 Paris
rech. pou CLIENTS ETRANGERS APPTS HAUT DE GAMME HOTEL PARTICULIER et VILLAS DEST Paris VIDES et MEUBLES GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

bureaux

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS et 15 services - 42-55-17-50

Gde-Augustins, 870 m²
dans hôtel part. caractère Exclut. Viou 45-85-54-94

IDÉAL ÉDITEUR
BUREAUX À LOUER
Gde-Augustins, 870 m² dans hôtel part. caractère Exclut. Viou 45-85-54-94

immeubles ventes

HAUSSMANN-MALESHERBES
1 100 m² R + 5, pierre de t., rénovation de gde qualité, habitations + commerces. Dossier sur demande. Monteur Fontaine Foncia Ouest 42-94-56-35

propositions commerciales
Rech. particip. act. et fin. Est. J.-J. DUNOUILIN 13, avenue Denis-Deforme 92820 CHARBONNIÈRES

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ILE-DE-FRANCE

RÉFLEXIONS !

L'Assemblée générale de la Chambre FNAIM Paris Ile-de-France se tiendra comme chaque année à la fin du mois de juin à Paris.

C'est un événement majeur pour notre organisation, qui permet aux professionnels FNAIM de dresser le bilan de la situation de l'économie immobilière et de ses perspectives.

Il est, notamment essentiel de s'interroger aujourd'hui sur l'impact des mesures prises au cours de l'année par le gouvernement pour relancer le marché immobilier. Rappelons, en effet, que notre secteur d'activité est le 3^e secteur économique français après l'agro-alimentaire et que l'Ile-de-France représente à elle seule plus de 30 % de l'activité économique nationale.

En région parisienne, nous avons assisté au 1^{er} trimestre 1996 à une légère reprise sur le marché de l'ancien et à une reprise soutenue sur le marché du neuf (3 589 ventes en 1996 contre 2 466 en 1995, soit 46 % d'augmentation).

Ces derniers chiffres sont notamment la conséquence d'une réactivation du marché de la maison individuelle.

Faut-il en conclure que le prêt à taux zéro a eu des effets plus incitatifs que la baisse des droits de mutation ?...

Notre organisation syndicale cherchera à donner des éléments de réponse afin d'éclairer les pouvoirs publics à un moment où ceux-ci s'interrogent sur la pérennisation des mesures incitatives qui ont été prises dans notre domaine. Si le marché est convalescent, il n'est certainement pas opportun de supprimer déjà les remèdes qui ont contribué à cette convalescence.

Jacques LAPORTE
Président de la Chambre FNAIM Paris Ile-de-France

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER
3615 FNAIM (2,23 F/mn.)

Chaque Mercredi daté jeudi, retrouvez les annonces classées

IMMOBILIER / TARIFS :

PROFESSIONNELS : 130 F. HT la ligne
PARTICULIERS : NOUS CONSULTER
CONTACT : 44.43.77.40

- OFFRES D'EMPLOI -

TARIF : 210 F. HT la ligne

- DEMANDES D'EMPLOI -

TARIF : 55 F. HT la ligne

- PROPOSITIONS COMMERCIALES -

TARIF : 400 F. HT la ligne

- AGENDA -

TARIF : 130 F. HT la ligne
CONTACTS : 44.43.76.03
44.43.77.34

Le Monde

Un banquier chargé de mission au groupe Hersant

BERNARD ESAMBERT, président du conseil de surveillance de la banque Arjil, filiale de Lagardère Groupe, a été chargé d'une mission auprès d'Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse, principale société du groupe Hersant. Il s'agit, explique M. Esambert, de « conseiller Yves de Chaisemartin, pour lui permettre de restructurer la situation financière de son groupe pour en assurer la pérennité et l'indépendance ».

Bernard Esambert précise qu'il a accepté la mission « à titre personnel » et qu'il existe des « cloisons étanches » entre cette mission et son rôle au sein du groupe Lagardère, qui contrôle Hachette Filipacchi Presse.

La Socpresse, qui regroupe *Le Figaro*, *France-Soir*, *Le Progrès* de Lyon, *Le Dauphiné Libéré* (Grenoble), *Nord-Eclair* (Roubaix), *Le Courrier de l'Ouest* (Angers), etc., a un endettement estimé entre 3 et 4 milliards de francs sur un chiffre d'affaires de l'ordre de 6 milliards.

Yves de Chaisemartin s'est engagé dans une profonde restructuration du groupe depuis la mort de Robert Hersant, le 21 avril. Il a cédé ses dernières participations dans les pays de l'Est, vendu Centre-Press (Poitiers) et négocié pour assainir la situation de journaux déficitaires comme *Presse-Océan* (Nantes) et *Nord-Eclair* (Lille).

La nomination de Bernard Esambert semble destinée à faciliter les relations de la Socpresse avec les banques créancières (UIC, Crédit lyonnais, Paribas).

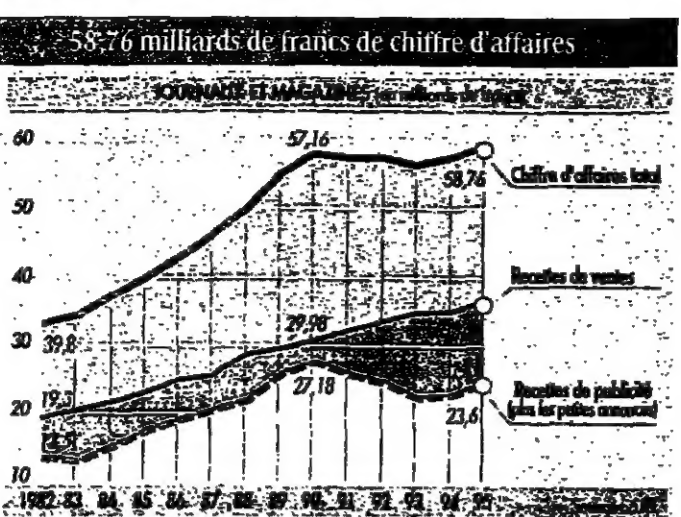
La presse renoue avec la croissance

Après plusieurs années de crise, les journaux, tous secteurs confondus, voient nombre de leurs indicateurs passer au vert

LA PRESSE a renoué avec la croissance en 1995, en affichant une progression de 3,7 % de son chiffre d'affaires total, qui s'élève à 58,7 milliards de francs. Cette progression confirme la hausse de 1,9 % en 1994, après une baisse en 1993 et une stagnation en 1992. Dans son enquête annuelle, réalisée auprès de mille titres représentant 75 % du chiffre d'affaires total de la presse, le Service juridique et technique de l'information et de la communication (SJT), qui dépend du premier ministre observe une hausse des recettes de ventes comme des recettes publicitaires.

Depuis 1990, si les recettes de ventes ont progressé de 5 milliards, celles de la publicité ont perdu plus de 3 milliards. La diffusion annuelle des journaux et des magazines baisse toutefois de 1 %, avec 5,17 milliards d'exemplaires. Selon l'INSEE, le prix de vente des journaux a augmenté de 1,5 % en 1995.

Pour sa part, *Le Monde* - dont le prix de vente n'a pas augmenté depuis juillet 1992 - a accru sa diffusion de 7,2 % l'an dernier grâce à sa nouvelle formule lancée en janvier 1995. Quant aux recettes publicitaires, elles ont augmenté de 8 % l'an dernier.



L'écart entre les recettes de la vente et celles de la publicité s'est resserré jusqu'en 1990, juste avant la récession publicitaire.

(+1,6 %). Avec 10,6 milliards de francs, ce secteur ne retrouve toutefois pas son niveau de 1990 (11 milliards de francs). La presse quotidienne affiche une hausse de 2,6 % de son chiffre d'affaires (6 milliards de francs) et de seulement 0,5 % en recettes publicitaires.

La presse régionale a une croissance de 3,8 % de son chiffre d'affaires (15,78 milliards de francs), comme de ses recettes de vente et de publicité. Comme pour la presse nationale, les petites annonces sont reparties à la hausse. La presse locale a mieux résisté à la chute des PA que la presse parisienne qui est passée de 2,13 milliards de francs de re-

Les syndicats refusent la privatisation de la Société française de production

LA GESTION de Michel Bassi, ex-PDG de la Société française de production (SFP), est aujourd'hui face à la vérité des chiffres. Selon les chiffres révélés par Jacques Bayle, actuel président de la société, au dernier comité d'entreprise, la SFP a de nouveau creusé son déficit en 1995 : il atteint 270 millions de francs. Une somme quatre fois et demi supérieure à celle qui était attendue (60 millions).

Même si ce chiffre est grevé d'une provision d'un peu plus de 100 millions de francs - 60 millions pour dépréciation du site de Bry-sur-Marne et 45 millions pour risques sur la cession à Télédiffusion de France (TDF) du laboratoire de Bry -, le déficit restant est encore trois fois supérieur aux prévisions initiales.

Le chiffre d'affaires, qui atteignait 934 millions de francs en 1994, aurait chuté brutalement à 852 millions l'an dernier (soit 646 millions de francs de production pure et de compte de soutien). Ces très mauvais résultats et la mise en route du processus de privatisation en bloc de la SFP ont incité les syndicats à se manifester.

NOYADE SANS FIN

Mardi 18 juin, les représentants syndicaux ont donc demandé le maintien des avantages sociaux et le rattachement de la Société à France Télévision. Pour les responsables syndicaux, la SFP est la victime d'un système de financement de l'audiovisuel qui subventionne les producteurs privés et plonge

l'unique producteur public dans la spirale du déficit et du licenciement massif. Plutôt que de persévérer dans une noyade sans fin, les personnels réclament que « des synergies » soient mises en place avec l'audiovisuel public.

Le personnel et les actifs de la SFP pourraient, selon les syndicats, être confiés à France 2 et à France 3 dont les commandes pourraient suffire à faire vivre une entité de production indépendante.

A l'instar de nombreux observateurs, les syndicats de la SFP estiment que la privatisation en bloc de l'entreprise est impossible, compte tenu de la grande variété des métiers et des situations économiques de ces métiers (production, vidéos, plateaux, décors, etc.). Ils en concluent donc qu'un reclassement des personnels et des actifs de la SFP aura inévitablement lieu d'une manière ou d'une autre au sein de France Télévision.

Le récent scandale des animateurs-producteurs (640 millions de chiffre d'affaires confié à des entreprises privées de production animées par Jean-Luc Delarue, Nagui, Arthur) a renforcé les arguments des responsables syndicaux : « Plutôt que de confier cet argent au privé, autant l'utiliser pour faire tourner les équipements de la SFP et faire vivre ainsi les personnels », Arthur, Jean-Luc Delarue ou Nagui utilisent souvent les plateaux et les personnels du privé, alors qu'ils pourraient tout autant faire appel à ceux de la SFP.

Y.M.

| TF 1 | France 2 | France 3 | La Cinquième | M 6 | Canal + | Radio |
|---|--|--|---|---|--|---|
| 12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal. Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. Feuilles. 14.30 L'Hôtel des passions. Une saison qui s'annonce mal. Série. 15.25 Vidéo gag. Divertissement. 16.00 Club Dorothée. 16.30 Une famille en or. Jeu. 17.05 Hooker. Série. Le roi de la colline. 18.05 Sydney Police. Série. Sur un arbre perché. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. | 12.20 et 4.20 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.50 Les Routiers. Série. 14.45 Le Renard. Série. Laissons mourir. 15.50 Hardley, cours à vif. 16.35 Secondé. S. Le pari. Série. 17.20 Football. Euro 96. Présentation du match Turquie-Danemark. 17.30 Football. En direct de Nottingham. Euro 96. Groupe D : Croatie-Portugal (120 min). 248277 19.30 et 21.00 Studio Gabriel. Invité : Jacques Rouland. 19.55 et 21.00 Le Loto. 19.59 Journal. A cheval. Météo. | 12.35 Journal Keno. 13.10 Arnold et Willy. 13.40 Télépat. 14.40 Félix le chat. 14.58 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. 16.10 Le passe à la télé. 16.45 Les Minikéurs. 17.45 C'est pas sorcier. L'hôpital de la tête aux pieds. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. 70 tours de magie pour les enfants et leur parents, de Pierre Le Guern. 18.55 Le 19-20. Film d'animation, 19.08, Journal régional. | 13.30 Domaine le monde. L'énergie. 14.00 L'Esprit du sport. Invité : Michael Schumacher. 15.00 L'actualité Sud. Charlie au Cameroun. 15.30 Omnisports. Les arts du spectacle. 15.55 Le Réseau des métiers. 16.00 Les Enfants de John. 17.00 Alf. 17.30 Voeux sur cours. 17.55 Planète blanche. Erreur : rocan. 18.30 Le Monde des animaux. Les derniers sursis de monnaie. | 13.20 M 6 Kid. Voyage dans le temps. Kéleoko : Clapnet. 13.25, Captain planète. 14.00, Creepy Crawlers. 14.30, Les Rodamitis. 15.00, Mol Renard. 15.30, Gadget Boy. 16.00, Highlanders. 16.30 Drôles de dames. 16.30 Hit Machine (rediff.). 17.00 et 0.40, 3.40. Ranzine. 17.30 Studio Sud. Série. 18.00 Les Anges de la ville. (22) Série. 19.00 Carabes offshore. Plais et bosses à gogo. Série. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. 20.35 Ecolo 6. Magazine. | En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.45 Décode pas Bunny. 14.35 Les Superstars du catch. 15.25 Les Frères Zénith. Place de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps et Macha Makhlouf (104 min). 3194857 17.10 Babylon V. 17.30 Pas si vite ! (rediff.). 18.00 Reboot. Desin animé. En clair jusqu'à 21.00 18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Guy Gilbert. 20.30 Le Journal du cinéma. | 19.33 Perspectives scientifiques. Les mondes fossiles, avec Jean-Jacques Jaeger (3). 20.00 Le Rythme et la Raison. Mesieurs, le roi danse ! (3). 20.30 Tiro à l'arc. L'application de la main. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Le biographe de sa passion : René Lévesque. Une émission de Radio-Canada. 22.40 Nuits magnétiques. L'art brut (2). 0.05 Du jour au lendemain. Michel Vuillermaz (Les Amis du parapente). 6.30 Coda. Anita O'Day : The Jazzbel of Jazz (3). 7.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La musique au risque des conciles (5) : 2.01. Entretien avec François Mauriac (6) : 2.56. L'Avant-garde des écrivains : 1920-1940 (5) : 3.57. L'Éducation Belle : 5.08. Antonio Machado : Réchal Jean-Pierre Page. |
| 20.50 | 20.55 | 20.10 | 20.05 | 20.45 | 21.00 | |
| CA COÛTE ? Présenté par Jean-Pierre Pernaut et Valérie Expert. Invité : Charlotte de Turckheim. Avec la participation de Patrick Juvet, C. Jérôme, Pierre Perret (120 min). 670045 | MARIE S'EN VA T'EN GUERRE Téléfilm de Daniel Dahan (105 min). 2238181 Le 3 juin 1944, dans le Cotentin, une jeune fille se propose pour servir de guide à un parachutiste canadien égaré. | FOOTBALL En direct de Manchester. Euro 96 : groupe C, Italie-allemande (135 min). 4044908 22.25 Journal. Météo. | LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE Documentaire. La Biélorussie en quête d'identité, de Malgorzata Bucza (55 min). 7673258 Comment la Biélorussie peut-elle désormais s'imposer dans la nouvelle configuration de l'Europe de l'Est ? Regard d'une cinéaste polonaise sur cette région méconnue, coincée entre Pologne et Russie. | CAUCHEMAR D'UNE MÈRE Téléfilm d'Eric Worth (90 min). 507109 La vie d'une mère qui élève seule sa fille de neuf ans mourne au cauchemar lorsque son ancien amour réapparaît... | UN ANGE GARDIEN POUR TESS Film de Hugh Wilson (1994, 92 min). 8887908 Mi-comédie, mi-mélo. Et des interprètes qui en font des tonnes. 22.35 Flash d'information. | France-Musique 19.05 Domaine privé. De Maurice Béjart. 20.00 Avant-concert. 20.30 Concert. Donné en direct de Victoria Hall, Genève, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Heinz Holliger : Quatre Pièces pour orchestre op. 12, de Bartók ; Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2, de Copland ; Symphonie n° 4, de R. Schumann. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Béla Bartók, Darius Milhaud, Igor Stravinsky, de Dohnányi, R. Strauss. 0.00 Jazz vivant. Retour au festival Bains de Seine avec les orchestres de Didier Levaux, Pino Minaudi, Dave Burrell, Misha Mengelberg, Steve Coleman et le Jazz Group de Craig Harris. 1.00 Les Nuits de France-Musique. |
| 22.50 | 22.40 | 22.25 | 22.10 | 22.35 | 22.40 | |
| GRANDS REPORTAGES Proximité et cours de mères, de Jean-Michel Carré (50 min). 2748958 Ensemble et séparément, trois mères et leurs filles partent de leur vie et de leur relation. Beaucoup de souffrance, et de courage. Un document public. 23.40 Ushualta. Apnée : Bobbleigh ; Visages pâles chez cannibales ; Le gyro-mancien (75 min). 9220242 0.35 Journal. Météo. 1.05 Perteux. 2.40 et 3.15, 4.15, 4.50 17.15, 2.30 Intégrales. 3.25 et 3.50 Histoires naturelles. 5.00 Météo. | LES TUEURS DE L'OMBRE Téléfilm de Jean-Pierre Pernaut (105 min). 990579 A la fin d'une soirée organisée à son domicile, un homme découvre le cadavre d'un de ses invités. Avec l'aide d'un ami, il s'en débarrasse en catimini... 0.23 Journal. Bourse. Météo. 0.45 Euro 96. Magazine. 1.35 Histoires courtes. Le Beau Pave, de Lou Jansen avec Jeanne Balibar : Tout le temps que je n'ai pas passé dans les cafés. 2.38 Emilepouss (rediff.). 3.35 Laine Covert et sœurs. 4.05 34 heures d'infos. 4.50 Nuits magnétiques. 5.00 Météo. | UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS Boris Vian, de Marilisa Prinyac et Bernard Comier (50 min). 2838728 23.45 Les Quatre Éponides : documentaire. Dans ce documentaire, nous explorons la jeune époque européenne. D'une grande richesse esthétique. 0.40 Les laboratoires. L'homme aux grenades. Quand tous les chefs de la mafia ont été tués. Elton John jubile. Qu'un événement étonnant se prépare. Il ne se joue pas encore que son événement est programmé et que les artistes sont en quête d'idées. 1.30 Musique. Grattis, jeunes interprètes. Sonate n° 5, de Schubert, par Philippe Tamborini, piano (15 min). | MUSICA : MESSE EN SI MINEUR De Jean Sébastien Bach. Mise en scène d'Adrian Freyer. Avec l'Orchestre baroque de Freiburg, le Chœur Bachhaus Neumünster et le Frey Ensemble, dir. Thomas Hennrich (110 min). 2569687 23.30 Les Saints Innocents (Los Santos Inocentes) ■■ Film espagnol de Mario Camus avec Alfredo Landa, Francisco Rabal (1984, v.o., 107 min). 9061938 Dans les années 60, en Extrême-Orient, une famille de paysans s'écroule sur les terres d'un propriétaire. Une chronique naturaliste, inspirée d'un roman de Miguel Delibes. 1.15 Grèce. Documentaire de William S. Wynters (rediff.). 2.15 Collection Hollywood. 1995. Court métrage (101). La Dame aux ordres, de Roy Melino avec Lili Palmer, John Howard (rediff.). 23 min. | LE CRIME DE PAMELA SMART Téléfilm de Joyce Chopra, avec Helen Hunt, Chad Allen (91 min). 3384908 Une femme, professeur de journalisme, accuse la passion d'un de ses élèves pour se débarrasser d'un mari devenu dérangé. Un scénario proche de celui de Tréba à tout, film de Gus Van Sant interprété par Nicole Kidman d'après un livre de Joyce Maynard. 0.10 Sexy Zap. 1.15 Best of pop-rock. 2.45 Culture pub. Magazine. 3.15 et 3.45. Magazine. 4.18 Préquenza. Magazine (15 min). | ANGIE Film de Martha Coddage (1994, v.o., 104 min). 9096098 Pourrait d'une femme rebelle aspirant à la liberté ou comédie dramatique moralement correcte ? Un peu des deux, ce qui laisse perplexité malgré l'interprétation attachante de Geena Davis. 0.25 Les Allumés. Vive la rumba ! (26 min). 78426 0.50 Olympiques d'Atlanta 1996. Quatrième journée des sélections américaines d'athlétisme. 2.45 Surprises (15 min). | Radio-Classique 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 12 février, à l'Opéra Comique, par la Grande Bourgeoisie de la Chambre du Roy, dir. Jean-Claude Malgoire, Daniel Lueg, compositeur. Œuvres de Haendel : Rinaldo ; ouverture ; Cara Spina ; Sinfonies ; Tamerlano ; A Dilettato ; I Flauto ; Amati, nel mio paese ; Œuvres de Händel, Glück, Porpora, Brochi. 22.10 Les Soirées... (suite). L'Inédit de laus (l'Inédit de laus) force musicale en deux actes de Haydn, par l'Orchestre de la Chambre de Lausanne, dir. Annel Dorati. Edith Mathis (Vespinal), Barbara Hendricks (Sandrina), Clara-Helena Altmann (Narcissa), Aldo Baldin (Elipio). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique. |

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5
19.30 Journal (75r).
20.00 Faut pas rêver. Invité : Panny Cottenon.
21.00 Turbulences.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 L'Age de la performance. De Carole Poliquin. Météo pour le temps des gagnants.
23.35 Savoir plus santé.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète
20.35 Alcan Highway, la route de l'Alaska.
21.30 Kokoro, l'âme du Japon. [710] Nature, trésor de bienfaits.

France Supervision
20.30 A la poursuite de Marc Behn.
20.55 « Le Monstre » de Moretti.
21.20 Comme les oiseaux. De Dominique Delouche.
22.45 Neuf étoiles pour un ballet.
0.40 Concert : Liz McComb, gospel à la Madeleine. Enregistré en l'église de la Madeleine, avec un chœur d'enfants américains (60 min). 15485049

Ciné Cinéma
20.30 La Beauté d'Hippolyte ■■ Film de Giancarlo Zagni (1962, N, 90 min) 1641782
22.00 Good Bye, Mr Chips ■■ Film de Sam Wood (1939, N, v.o., 110 min) 4318797

Ciné Cinéma
20.30 Angeli, quinze ans. Opération à cœur ouvert.
21.15 Max Headroom.
22.05 Chronique de mon canapé.
22.10 Scindell.
Le rendez-vous.
22.40 Friends.
23.00 Le Guide du parfait petit emmerdeur.
23.15 Absolutely Fabulous.

Eurosport
17.30 Football. En direct. Euro 96. Groupe D : Croatie - Portugal.
19.30 Football.
20.30 Football. En direct. Euro 96. Groupe C : Russie - République tchèque.
22.30 Football. En direct. Italie - Allemagne (120 min).

Les films sur les chaînes européennes
RTL 9
22.35 Ciné express. 22.30 Un assaut d'été. Film de Piers Haggard (1987, 105 min). Avec James Wilby. Comédie dramatique.
0.30 Last Platoon. Film de Paul D. Robinson (1988, 95 min). Avec Donald Pleasence. Aventures.
TMC
22.40 Andalouse. Film de Robert Verney (1950, 100 min). Avec Luis Mariano. Comédie musicale.

Les soirées sur le câble
19.30 Journal (75r).
20.00 Faut pas rêver. Invité : Panny Cottenon.
21.00 Turbulences.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 L'Age de la performance. De Carole Poliquin. Météo pour le temps des gagnants.
23.35 Savoir plus santé.
0.30 Soir 3 (France 3).

Les dérives de l'humanitaire

Bilan critique - réussites et effets pervers - du mouvement humanitaire, et réflexion sur les perspectives. Une soirée thématique dense et remarquable menée par Rony Brauman



Il serait difficile de résumer ici un travail aussi dense. On retiendra peut-être quelques images. Celles, bouleversantes, d'un épisode oublié de la deuxième guerre mondiale, la famine qui fit 200 000 morts en 1941 dans la Grèce occupée par les Allemands et soumise en même temps à l'embargo britannique. Les quakers anglais se mobilisèrent contre Churchill - « raison humanitaire contre raison d'Etat », comme dit Brauman - pour faire parvenir de l'aide aux victimes, et c'est ainsi que naquit la grande organisation anglaise Oxfam. A l'époque, la médiation existait aussi, on l'oublie. On voit Humphrey Bogart, descendant d'avion, faire l'article pour la Croix-Rouge américaine qui fournissait les troupes en Doubs.

La petite fable de politique-fiction qui suit le documentaire n'a pas le même intérêt. Le propos était séduisant : une organisation humanitaire irakienne vient secourir des victimes en pays développés. Le résultat de cette inversion des rôles n'est guère convaincant. De l'entretien avec le politologue Ghassam Salamé, on retiendra enfin une remarque en forme de page tournée. Comme le montrent le Liberia ou la Tchétchénie, l'époque est entrée dans « une phase posthumanitaire », constate le chercheur.

Corinne Lesnes

★ Thème : Humanitaire, la route de l'infortune ». Arte, jeudi 20 juin, de 20 h 45 à 0 h 20.

La bête noire

par Agathe Logeart

IL AVAIT DIT à la maîtresse qu'il avait mal au ventre, alors elle l'a envoyé à l'infirmerie. C'était un vendredi, et le samedi il n'est pas allé à l'école. Le médecin a dit que ce serait mieux de manger des légumes verts, ce qui n'est pas drôle quand on est gourmand et qu'on a huit ans. Il a mangé des légumes verts, mais il avait toujours mal au ventre. On a mis du temps à comprendre qu'il y avait une boule dans son ventre, grosse comme un pamplemousse. Alors là, il a fallu aller vite, parce qu'on avait déjà perdu assez de temps comme ça, et que la boule grossissait. Il y a ceux qui ont de la chance, et ceux qui ont de la malchance. Lui, Cédric, il avait plutôt de la malchance.

Un ballon rose rebondit, léger comme une plume, sur le sol du couloir. Un tout petit enfant pousse un camion à roulettes, comme on en donne aux tout-petits quand ils apprennent à marcher. On ne voit pas tout de suite qu'il traîne en même temps derrière lui un grand arbre de métal sur lequel est accrochée la perfusion. S'il n'a pas de cheveux ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas eu le temps de pousser, mais parce qu'ils sont tombés, à cause du traitement. Ils y passent tous un jour ou l'autre, à la chute des cheveux. Des cheveux qui blondissent, quand ils tombent, grillés par un soleil atomique. Ils changent parfois encore de couleur, devenus bruns chez les blonds, quand ils repoussent, s'ils repoussent. En attendant, dans cet entre-deux où les cheveux tombent et où l'on ne sait pas si

l'enfant vivra, ils ont la tête qui s'effiloche comme une barbe-à-papa. Peu à peu ils se mettent à se ressembler, avec leurs crânes dénudés, leurs sourcils évanouis, frères et sœurs de douleur.

Comme les lits d'hôpital ont l'air grands quand ce sont des enfants qui sont dedans... Ils comptent les jours, à la manière des détenus, et puis les semaines et les mois qui passent, au service pédiatrie de l'Institut Curie, où a été tourné, avec la douceur d'une caresse, le film de Denis Ghebrbrant diffusé Arte. Ils apprennent un vocabulaire qui écorche des bouches qui n'étaient pas faites pour le dire, des oreilles qui n'étaient pas faites pour l'entendre. *Chimio, masse, radiothérapie, chirurgie.*

Cédric dort en tenant dans ses bras Nono, son grand singe en peluche, à moins que ce ne soit Nono qui le berce dans son sommeil. Cédric n'a fait qu'un seul cauchemar, depuis un an. Il était pourchassé par une bête noire à la queue de scorpion, qui avait une tête de méduse. Il s'est réfugié sur la tête de sa mère, mais il était enchaîné. Et puis il s'est réveillé. Parfois, il a le trac. Parfois, lui, si docile, si empressé de guérir, il chahute avec l'infirmerie. Il veut mettre ses gants, il lui colle un pansement sur la bouche, pour qu'elle ne puisse plus parler et se rende compte que cela fait mal, aussi, les pansements. Et puis Cédric a guéri de son cancer. Steve et Dolores aussi. Khalid, qui attendait avec tant d'impatience de jouer encore, chez lui, avec son Nintendo, ne jouera plus jamais.

Knesset

Christopher Jérusalem

DEPUIS qu'il s'est aperçu, pendant la famine éthiopienne de 1984-1985, à quel point l'aide humanitaire pouvait être détournée de son noble objet par des régimes autoritaires, Rony Brauman n'a eu de cesse de mettre en cause la candeur qui entoure souvent les entreprises généreuses. Effrayés par sa constance dans ce qu'ils voient comme une quasi-entreprise de démolition de l'humanitaire, certains lui reprochent de scier la branche sur laquelle il est assis. Ce à quoi il répond que s'asseoir où que ce soit n'entre pas dans ses objectifs fondamentaux. Et, globalement, insiste-t-il, « l'utilité de l'action humanitaire l'emporte sur les effets pervers », comme pour rassurer ceux qui en viendraient à désespérer de l'humanisme.

Deux ans après avoir quitté la présidence de Médecins sans frontières (MSF), Rony Brauman livre un nouveau travail critique, cette fois audiovisuel, sur l'humanitaire. En se plongeant dans l'histoire, il a découvert que la manipulation de bonnes intentions qui l'avait tant frappé en Éthiopie n'avait rien d'unique. En 1921, Léonine ne fit rien d'autre qu'un « chantage aux victimes » similaire, explique Brauman, lorsqu'il tenta d'asseoir la crédibilité de son régime en sollicitant l'aide internationale pour secourir les victimes de la famine en Ukraine. Fallait-il prendre le risque de « renforcer les bourreaux pour sauver les victimes » ? Le camp des humanistes fut divisé. Pour le mouvement humanitaire, ce fut « la première épreuve politique », estime

le médecin. Le dilemme est toujours d'actualité. On a vu pendant l'affaire rwandaise, où, même à l'intérieur de MSF, les différentes sections internationales ne parvinrent pas à se mettre d'accord, une fois l'urgence « choléra » terminée, sur le fait de rester ou non dans les camps de réfugiés du Zaïre, au risque de renforcer le côté des assassins présumés.

Intitulé *La Pitié dangereuse*, et réalisé avec François Margolin, le film est un travail remarquable, notamment par la qualité des images, retrouvées dans les fonds d'organismes aussi divers que la Banque

mondiale, la BBC ou Frères des hommes. C'est une relecture de l'histoire du siècle, au travers du regard de Brauman, et on reconnaît ses coups de patte (le GI qui débarque en Somalie s'écale lamentablement sur le sol glissant), ses coups de griffe à l'endroit de quelques bons amis tel Bernard Kouchner, et son sens des formules, au scalpel ou au canon. L'esthétique n'est pas oubliée et la musique - Gershwin aussi bien qu'Offenbach ou le lumineux *Gommi d'Ali Farka Touré* - vient rappeler l'ambiance de l'époque ou introduire une note d'ironie.

TF1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes.
Magazine.
13.40 Les Fous de l'amour.
Feuilleton.
14.30 Dallas.
Encore moi. Feuilleton.
15.25 Haval police d'Etat.
On m'a dit...
Série.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.05 Hooker. Polémique. Série.
18.05 Sydney Police.
La mine piégée.
Série.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tercé.

20.50

LES CORDIER, JUGE ET FLIC
Série. La mémoire blesée, de Gilles Béhat (70 min).
437950
Le commissaire Cordier est suspecté du meurtre d'un gynécologue renommé avec qui il avait rendez-vous le soir de sa mort.

22.40

FR CROIS, FR CROIS PAS
Magazine présenté par Tina Kieffer.
Français, vous êtes incroyables ! (40 min).
8554824
Pour cette dernière émission, Tina Kieffer reçoit sur son plateau des Français qui, à un moment de leur histoire, ont vécu ou ont été témoins d'événements incroyables.
1.00 Journal, Météo.
125 Passions. 1.35 et 2.10, 2.50, 3.30 171 min. 1.45 Mémoires. 2.20 et 3.00, 3.15 Histoires naturelles. 5.00 Musique.

23.15

LA HORLOGERIE DE SAINT-PAUL
Film de Bertrand Tavernier avec Philippe Noiret, Jean Rochefort (97 min).
8925576
Un horloger jamaïcain essaie de comprendre pourquoi son fils unique, adolescent, a commis un meurtre. Belle étude sociale et psychologique.
0.58 Journal, Bourso, Météo.
1.15 La Chambre 108
Film de Daniel Mookmann avec Richard Girard (92 min).
5006750
Un huis clos tiré d'une pièce de théâtre.
3.20 L'Alte et la bête. 4.30 24 heures d'infos. 4.50 Légendes du monde. La fête merveilleuse.

23.30

Kokoro.
Film de Hiroshi Noma (110 min).
74481575
23.30 Paul-Émile Victor, un rêveur dans le siècle.
(38 min). L'Anarchisme, un combat pour la science.
0.20 A l'est, du sang sur la neige.
(57 min). De la collaboration à la résistance (35 min).

23.45

Paris Première
21.00 Listen Up : The Lives of Quincy Jones. L'œuvre de Quincy Jones. L'œuvre de Quincy Jones.
22.50 Totalément cinéma.
23.20 Concert : Beatles Go Baroque (95 min).
85859177

France 2

12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal, Loto.
13.40 Les Routes de la Série.
14.50 Le Renard. Série.
Le grand-père d'Amérique.
15.55 Tercé.
En direct de Longchamp.
16.10 et 17.15 La Chance aux chamois.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.30 C'est quoi, Série.
18.05 et 18.35 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.20 et 19.50 Studio Gabriel.
Invité : Michel Roux, Eric et Ramzy.
19.59 Journal.
20.15 Invité spécial.
20.40 A cheval, Météo.
Point route.

20.55

ENVOYÉ SPÉCIAL
Adrien : haute sécurité, de C. Héro et C. Héro : la saut de vent, de R. Colomer et R. Colomer : Post-scriptum : l'enfant et son reveur, de D. Poncet et J.-L. de Lesdres (130 min).
9432440
20.05 Expression directe. UDF.

23.15

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.30

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.45

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

France 3

12.35 Journal. Keno.
13.10 Arnold et Willy.
13.40 Beau Film.
Invité : Zita Jeannine.
14.30 Brigade criminelle.
14.55 Questions au gouvernement.
En direct du Sénat.
16.10 Je passe à la télé.
16.45 Les Minikeux.
17.45 C'est pas sorcier.
Une affaire qui roule : les voitures.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, 20 jours.
Histoire et dictionnaire de Paris, d'Alain Fierro.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.05 Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

L'AUBERGE ROUGE
Film français de Claude Autant-Lara avec Fernandel (1951, N. V. 90 min).
305670
En 1833, en Ardèche, un couple d'aubergistes assassine les voyageurs de passage.
22.35 Journal, Météo.

23.10

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.30

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.45

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

La Cinquième

13.30 Dédé. Quand l'insertion nourrit le gourmandise.
14.00 Les Trois Mondes de Ball. 15.00 Qui vive. Peut-on gagner sans se dopar ? 16.00 Planète blanche. 16.30 Le Réseau des médias. 17.00 Ali. 17.30 Ma souris bien-simée. 17.45 Chq sur cinq. 18.00 Métropole. Une ville la nuit (66). 18.30 Le Monde des animaux.

20.45

SOIRÉE THÉMATIQUE : HUMANITAIRE, LA ROUTE DE L'INFORTUNE
présentée par Rony Brauman.
★ Lire ci-dessus.
20.46 La Pitié dangereuse
Documentaire (84 min).
100194843
De la fondation de la Croix-Rouge en 1864 au génocide mondial de 1994, Rony Brauman et François Margolin tracent une histoire critique du mouvement humanitaire et de ses rapports avec le pouvoir.
22.10 Opération santé pour tous
Fiction de François Margolin
avec Rony Brauman
(13 min).
8413488
22.25 Les Frontières de l'humanitaire.
Entretien entre Rony Brauman et Ghassam Salamé, directeur de recherches au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
22.45 Y a bon les Blancs
Film franco-espagnol de Marco Ferreri (1967, 94 min).
4828881
Mise en cause lucide et méchante de la charité occidentale à l'égard des pays du tiers-monde.
0.25 Music Planet. World Collection (402). Chab Mami, le même, d'Eric Sarfstein (rediff., 35 min). 1.30 Jazz Played in Germany. Musique. 2.15 Big Ben. Musique. Ben Webster en Europe, de Johan Van Der Keulen (35 min).

23.10

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.30

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.45

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

M 6

12.30 Docteur Quinn, femme médecin. Série.
13.25 Surin d'USA : les Beach Boys
Téléfilm de M. Switzer
(92 min).
1089440
15.00 Drôles de Dames.
Robert.
16.30 Film Machine. Variétés.
17.00 Indaba. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Les Anges de la ville.
Deux films et un couffin.
Série.
19.00 Canales offshore.
Sec. Quatre. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille.
20.35 Passé simple.
Magazine. 1996 : les J.O. de Berlin.

20.45

« IL » EST REVENU
Téléfilm (1 et 2) de Tommy Lee Wallace, avec Dennis Christopher, Tim Clary
(102) (90 min).
374827
(102) (90 min).
3287776
Il y a trente ans, des enfants avaient été assassinés dans une petite ville des États-Unis par un meurtrier revêtu l'apparence d'un clown. « Il » revient, décidé à exterminer les témoins de ses crimes de l'époque. Adaptation pour la télévision d'un gros « pavé » de Stephen King.
0.10 Les Anges de la ville.
1.00 Prequenter.
2.00 Best of Trash. Musique. 3.30 E. M. S. Magazine. 3.55 Jazz à Magasin. 4.45 Turbo. Magazine (30 min).

23.10

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.30

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.45

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

Canal +

► En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Tous les hommes sont parents
Film de Manuel Gomez Pereira
(93 min).
1089440
15.25 Les Ombres du cœur
Film de R. Auzanborough
(1993, 126 min).
4465001
17.30 Le Combat des odeurs.
Documentaire
(25 min).
88204
17.55 Rebout.
► En clair jusqu'à 20.35
18.35 La Cocoonelle de Gollib.
18.35 Nulle part ailleurs.
Invité : Jimmy Sommerville.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.34

LA NUIT BOURVIL
20.35 Bonjour, M. Bourvil
Documentaire
d'Yves Desnos
(60 min).
6385758
Chansons, interviews, extraits de pièces de théâtre, de films et de documents inédits dont un film Super 8 du tournage du Carveau pris par Gérard Corry. Un portrait complet de celui qui commença sa carrière comme chanteur fantaisiste : André Raimbourg dit Bourvil.
21.35 Flash d'information.
21.40 Le Cercle rouge
Film de J.-P. Melville avec Bourvil, Yves Montand
(1970, 135 min).
4080335
0.00 Le Thon normand
Film de Jean Boyer avec Bourvil, Nadine Basile
(1952, N. 94 min).
7400339
1.35 Fortunat
Film d'Alex Joffé avec Bourvil, Michèle Morgan
(1960, N. 115 min).
4416136

23.10

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.30

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

23.45

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

Radio

France-Culture
20.30 Lieux de mémoire.
La destruction.
21.32 Fiction.
L'homme d'État, de Rosa Inés Piñero-Espinoza.
22.40 Nuits magnétiques.
En direct de Nantes, l'occupation de la manifestation France-Nantes : un dernier rêve urbain.
0.05 Du jour au lendemain. Jean Roucas (Le Monde) à peu près. 0.50 Coda. Anna O'Day. The Islet of Jazz (6). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). George Sand à travers les siècles. 1.50. Entretiens avec François Mauriac (7) : 2.34. Lieux de mémoire : Adèle. 3.35. Entretiens avec Pierre Mac Orlan : 5.37. La chanson documentaire, Pierre Mac Orlan.

20.00

Concert.
Festival d'été Européen.
Donné en direct de la salle Olivier Messiaen, à l'Orchestre philharmonique de Radio-France, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Mark Jankowski : Œuvres de Tchaïkovski, Schostakovich, Henck.
22.30 Musique pluriel.
Hong-Kong Variations, de Borovik, par l'Ensemble Intérieur.
23.07 Ainsi la nuit.
Œuvres de Beethoven, Chopin.
0.08 Toupie nocturne. Musique et multimédia. Puppets Motel (extraits de CD-ROM), de Laurie Anderson : Autobahn, de Kraftwerk, par le Quatuor Balanescu. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

20.40

Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
M. Tassara - Zingarelli Hob III, de Haydn, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Michael Dorn. Andante e Rondo ungarese, de von Weber, par The Academy of St. Martin-in-the-Fields, dir. Neville Martinie - Le Barrois Toupie, ouverture, de J. Strauss fils, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. von Karajan ; Mélodie hongroise D. 817, de Schubert, Andras Schiff, piano ; Œuvres de Liszt, Dvorak, Kodaly, Bartok.
22.35 Les Soirées... (suite). Mouvements perpétuels, de Roulet, Gabriel Tacchini, piano ; Quintette à vent n° 1, de Francis, par le Quintette à vent du Philharmonique de Berlin ; Œuvres de Fauré, Saint-Saëns, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

23.25

LES DJANGO D'OR
Trophées internationaux de jazz. Présentation de Michel Lèze et Michel Pécou (120 min).
174317
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.10 Espace francophone. 1.40 Les incorruptibles. Route de neige. Un méchant tenté de doubler son partenaire dans le labyrinthe de whisky sur les cornues. Elle nous coupe les points puis intervient. Dans le rôle de Jack Parker : Robert Redford. Série. 2.30 Musique. 3.00 Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre, de Prokofiev, par Gary Hoffman. Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Lazarev (35 min).

صحنه من الراحل

Les amis d'Aimé

par Pierre Georges

C'ÉTAIT un roman de quat'sous, ou cinq peut-être, déniché dans un grenier. Un roman populaire avec une couverture illustrée façon Ponson du Terrail et rocambolique Rocambole. Ne demandez ni le thème ni l'auteur passés par profits et pertes d'une mémoire spongieuse.

Mais le titre était inoubliable, merveilleux, une vraie invite à plonger par jour d'averses dans ce chef-d'œuvre de l'escalier. Ce-la s'appelait *Aimé de son concierge*. « Aimé » était au masculin, ce qui n'aurait pas manqué d'intriguer sur les mœurs de l'immeuble. Surtout que la gay pride ne se manifestait pas encore dans les rues. Et encore moins dans la littérature de grand-maman brodeuse.

Aimé de son concierge donc. Aimé de tous les concierges de France. Et nous en sommes des dormants, de cette vaste amicale des amis d'Aimé, depuis que souffle sur le pays l'esprit d'Aimé Jacquet. Voilà bien un homme qui a mérité de la France et du football. Un homme dont le prénom sort tout droit du calendrier des Postes, année 1941, et dont on imagine volontiers que le modèle stéphanois en acier trempé était proposé jadis au catalogue de la Manu, armes, cycles et crampes.

N'en déplaise à ceux qui n'aiment pas cela et n'ont de cesse d'en dégoûter les autres, on va parler football. Et de l'ami Aimé dont la chanson de geste s'est enrichie mardi d'un chapitre glorieux : la fin du démon bulgare, bougres de Bulgares, démoniaques Slaves qui n'eurent de cesse de compliquer la vie du football français.

Dans l'ordre des calamités sportives et des complots notoirement anti-français, le football bulgare est ce qui se fit de

pire. Une sorte de prison à crampons. Entre la tremblante du footballeur et le coup du parapluie. Un diable de joueur, roublard, malin, râleur, tricheur, ju-réur, opportuniste, tricheur, et en plus surdoué, bref bulgare. Avec une figure à vous plonger dans l'effroi le plus immédiat et un prénom à coucher sous les ponts de Sofia, genre Triphon Ivanov. Ou avec l'art consommé du caractère et génial Stoichkov de mettre l'adversité hors d'elle et, plus embêtant, hors de position.

Donc la France faisait un complexe bulgare. Le mérite d'Aimé n'est pas mince d'avoir su, avec ses troupes, rompre, une fois pour toutes, le charme étrange, cet envoiement mortifère et pour ainsi dire balkanique. A la trappe Triphon ! A la trappe Stoichkov ! Quart de pinard pour les braves, ce fut un beau mardi !

Mais ne rions pas trop. Ou pas si vite. Car à peine un monstre est-il terrassé qu'un autre prend la relève. Voici la bande à Aimé promise à prochain tourment, les hordes d'Orange et des Pays-Bas dont la déroute face aux Anglais fut bien trop sévère pour être tout à fait honnête.

Les amis de notre Aimé, donc nos amis, feraient bien de rester sur leurs gardes. Ne le seraient-ils pas d'ailleurs que lui les y inciterait vivement. Avec son parler forézien qui confine à la langue de fer et aux beaux-arts. Car s'il nous plaît, Aimé Jacquet, c'est d'abord pour cela, son langage têtue et obstiné, comme un sillon de pensée. Il n'est certes pas Démophile. Avant ou après les cailloux. Il est Aimé, forgeron en football. Frappant sans cesse sur l'enclume des mots pour n'en tirer qu'un seul. Car dès qu'on lui parle de ceci, de cela, de culture footballistique, Aimé, le bon Aimé, brandit son « collectif ».

Le dossier du HLM de Dominique Tiberi sera transmis au parquet de Paris

Le juge Halphen n'enquêtera pas sur cette affaire

LE DOSSIER de l'attribution de l'appartement HLM de Dominique Tiberi, le fils du maire de Paris, devait être transmis prochainement au parquet de Paris. Le procureur de Créteil, Michel Barreau, estime en effet que l'affaire ne relève pas de sa compétence territoriale : le logement HLM qui est au cœur de la polémique est situé rue Censier, à Paris ; le siège social de l'OPAC est lui aussi implanté dans la capitale et les Tiberi habitent, eux aussi, à Paris.

Discutée au cours des derniers jours, la proposition du procureur de Créteil a été soumise au parquet général de Paris qui l'a approuvée. Dans les jours qui viennent, Michel Barreau devrait donc demander au juge Halphen de lui transmettre les pièces de procédure concernant

l'attribution de ce logement HLM. Dans une ordonnance transmise lundi 17 juin, M. Halphen, qui n'est pas saisi de ce volet du dossier, avait estimé que Jean Tiberi, président de l'OPAC au moment des faits, pourrait être mis en examen pour prise illégale d'intérêts et son fils pour recel.

TROIS SOLUTIONS

Le dossier devrait donc être confié dans les jours prochains au procureur de Paris, Gabriel Bestand, qui l'a déjà examiné il y a à peine deux mois. Dans une lettre datée du 22 mars, l'Association de défense des contribuables parisiens avait en effet déjà demandé l'ouverture d'une enquête préliminaire, voire d'une information judiciaire, sur l'attribution du logement. Un

mois plus tard, M. Bestard avait classé le dossier, estimant que l'« intérêt personnel » pris par Jean Tiberi dans cette opération n'était pas établi : le bail portait la signature de Dominique Tiberi qui réglait lui-même ses loyers. Saisi une nouvelle fois, le procureur a désormais le choix entre trois solutions : classer le dossier, ordonner une enquête préliminaire ou ouvrir une information judiciaire.

Depuis la décision de classement du printemps, le seul élément nouveau concerne l'importance des travaux qui ont été engagés par l'OPAC avant l'entrée dans les lieux de Dominique Tiberi. L'ancien directeur général adjoint de l'Office, François Ciollina, les évalue à 1,5 million de francs, et pour le moment, les documents de l'OPAC en

attestent la réalisation pour 320 000 francs. Dans son ordonnance, le juge Halphen ne leur donnait aucune qualification pénale mais il estimait que leur importance montrait que les dirigeants de l'OPAC, et sans doute le premier d'entre eux, Jean Tiberi, y étaient particulièrement intéressés.

Le Parti socialiste, qui s'était montré très discret lors de la polémique sur les logements des fils de MM. Juppé et Tiberi, a décidé de monter au créneau sur cette affaire. « Le garde des sceaux est aujourd'hui au pied du mur, notait-il, mardi 18 juin, dans un communiqué. Ve-t-il user de son pouvoir de chef du parquet pour empêcher le juge Halphen de poursuivre son enquête ? »

Anne Chemin

Le justicier de Provence-Alpes-Côte d'Azur

MARSEILLE

de notre correspondant

Alain Serieux, président de la chambre des comptes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a acquis la réputation de parler franc. Il a rendu public, le 14 juin, le bilan annuel de sa juridiction. C'est à boulets rouges, comme à son habitude, qu'il tire sur quelques élus afin de dénoncer la gabegie. « Rien n'a semblé trop beau pour les dirigeants d'un certain nombre de collectivités : luge ou exarisme sophistication du siège des collectivités, flottes automobiles surdimensionnées, dépenses de communication démesurées, multiplication d'appareils de fonctions. Bref, à-t-il conclu, on a dépensé sans compter pour bien démontrer que l'on comptait. »

Au palmarès des dérapages, la chambre des comptes distingue François Bernardini, premier adjoint au maire socialiste d'Istres. Ses amendes pour des infractions au code de la route et celles de plusieurs agents territoriaux

ont été réglées par le budget de l'Association des œuvres sociales des agents des collectivités locales de la ville d'Istres pour un montant de 21 516 francs. Cette association fait aussi figurer à la rubrique « Divers » des factures de champagne d'un montant de... 119 407,94 francs. Evoquant des « associations lucratives sans but », M. Serieux prône « une révision systématique des subventions allouées sans politique réfléchie ni un contrôle minimal ».

Epinglé lui aussi, Pierre Bernard-Reymond, maire (UDF-CDS) de Gap, dans les Hautes-Alpes, député européen et ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui, afin de séduire les entrepreneurs, avait lancé, à l'automne 1992, le Club des ambassadeurs. En trois mois, 700 000 francs ont été dépensés en frais de réception, de déplacement et de publicité. « L'opération, constatent les magistrats, n'a apporté aucune implantation d'entreprise nouvelle. »

Quant au conseil d'administration de l'hôpi-

tal intercommunal de Toulon-La Seyne, il avait décidé, lui, l'acquisition, pour y loger son directeur, d'une villa de 220 mètres carrés construite sur un terrain de 3 600 mètres carrés et d'un coût de 2,8 millions de francs. Des travaux y ont été réalisés pour 650 000 francs. Les magistrats s'interrogent « sur l'urgence et la priorité » accordée à cette affaire.

La faute la plus bénigne s'échappe pas au contrôle de la juridiction en charge du contrôle de 3 650 communes, collectivités, établissements publics et associations subventionnées, soit une masse financière totale de 140 milliards de francs. Ainsi, le comptable des Baux-de-Provence a dû rembourser sur ses deniers 2 850 francs, le prix d'un VTT acheté dans une grande surface pour une association sportive de la commune : cette subvention n'avait pas donné lieu à une délibération du conseil municipal.

Luc Leroux

Robert Hue récusé, devant le comité national du PCF, « l'organisation de tendances »

COMME AU DÉBUT d'une course de tauraux, on s'épie, on se teste, par petites phrases, on amorce des discussions ». Constaté à « la convocation du vingt-neuvième congrès » et à sa préparation, le comité national du Parti communiste, qui s'ouvre, mercredi 19 juin, place du Colonel-Fabien, devrait donner un premier aperçu des orientations qui seront prises, à la mi-décembre, par les délégués du PCF. Fait nouveau : un « procès-verbal » de chaque intervention des trois jours de débat du comité national sera consigné dans une « brochure », que chaque communiste recevra durant l'été, pour « préparer » le congrès.

Dans un bref rapport, présenté mercredi matin, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a rappelé le nouveau processus adopté : quatre mois de discussions dans tout le parti autour de cinq grands thèmes,

puis, vers la mi-octobre, un bilan de ces échanges en comité national. En novembre et décembre, les cellules, sections et conférences fédérales se prononceraient sur un texte qui comporterait, lui aussi, une « synthèse de la discussion » d'octobre. Un texte qui se défend d'être « ficelé » et de « cadrer la discussion ou départir d'une ligne officielle », mais qui n'en sera pas moins un texte unique (Le Monde du 23 mai).

« SOUVERAINETÉ DE DÉCISION »

« Nous ne fermerons pas en octobre ce que nous avons ouvert en mai », a promis M. Hue, pour rassurer son aile progressiste, les refondateurs, auxquels il a emprunté l'idée de sa méthode de préparation du congrès. A ceux qui s'interrogent en observant qu'« aucun point de l'ordre du jour ne serait consacré à l'examen du programme du PCF », M. Hue a indiqué que « tous les

communistes doivent trouver dans la discussion du texte les éléments leur permettant d'exercer leur souveraineté de décision » sur le programme des candidats aux élections législatives de 1998. Ce programme sera élaboré par le nouveau comité national élu en décembre.

Également soucieux de rassurer les fédérations qui ont déjà émis « quelques remarques » sur le « risque de création » de courants au sein du PCF, M. Hue a indiqué que la direction n'a « nullement l'intention de favoriser l'organisation de tendances. Les modalités que nous choisissons ne sont-elles pas d'ailleurs plutôt de nature à éviter cet écueil ? »

De fait, les refondateurs « font valoir leurs préoccupations dans le cadre de la nouvelle procédure », nous a confié leur porte-parole, Guy Hermier, membre du bureau national. Les fédérations les plus opposées à la « mutation » proposée par M. Hue ne devraient pas présenter non plus de texte oppositionnel, par « fidélité à la tradition du parti », indique Jean-Claude Danglot, responsable de la « fédération » du Pas-de-Calais. Rémy Auchède, député du Pas-de-Calais et signataire - avant la préparation du vingt-neuvième congrès - d'une pétition critiquant le « réformisme » de M. Hue et appelant au respect de « l'identité marxiste et révolutionnaire du parti », « n'exclut pas » de présenter un texte, « en son nom et en celui de quelques autres » (Le Monde du 18 juin). Une initiative qui, si elle se réalisait, aurait quelque chose d'« inédit de la part de l'aile » orthodoxe » du parti.

Ariane Chemin

■ ÉTATS-UNIS : les mères célibataires demandant à bénéficier de l'aide de l'Etat aux déshérités devront d'abord révéler aux autorités l'identité du père de leur enfant, a annoncé mardi 18 juin, le président Bill Clinton. M. Clinton a indiqué avoir également signé un autre décret afin de permettre à l'Etat de traquer et de retrouver les pères qui refusent de verser une pension alimentaire à la mère de leur enfant. — (AFP)

« Vache folle » : Londres veut obtenir la levée immédiate de l'embargo vis-à-vis des pays non européens

LONDRES

de nos envoyés spéciaux

« Est-ce que je peux comprendre que les pays de l'Union européenne aient pu déclencher un embargo ? Oui. Mais je ne peux pas imaginer d'accord avec une telle décision... » Toujours tonique mais visiblement fatigué et anxieux, Douglas Hogg, ministre britannique de l'Agriculture, a développé mardi 18 juin à Londres devant un petit groupe de journalistes de quotidiens européens les arguments du gouvernement britannique pour désamorcer la « cannibalisation » du sommet de Florence par la crise internationale de la « vache folle ». Cette initiative faisait suite au récent péripète diplomatique européen de MM. Hogg et Rifkind. Elle précède la réunion du comité vétérinaire permanent qui devait tenter, mercredi 19 juin à Bruxelles, de faire une synthèse acceptable entre les plans britannique et européen d'éradication de l'épidémie d'ESB.

M. Hogg a une nouvelle fois martelé quelques certitudes... britanniques. Oui, l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle ») est actuellement en phase d'éradication. Non, aucune intensification du plan d'abattage du cheptel bovin britannique n'est nécessaire. Oui, le gouvernement de John Major a fait, en temps et en heure, ce qu'il convenait de faire en termes de santé publique animale et humaine. Non, la Grande-Bretagne n'a rien, sur le fond, à se reprocher vis-à-vis de ses partenaires européens. Il est certes peut-être encore possible de négocier sur quelques points de détail : pour autant, il est hors de question de céder sur un thème aujourd'hui devenu essentiel : la levée de l'embargo frappant l'exportation des bovins britanniques et de leurs produits dérivés vers les pays qui ne font pas partie de l'Union européenne, singulièrement ceux de l'ancien Commonwealth.

Quelques heures avant les déclarations de M. Hogg, Malcolm Rifkind, secrétaire au Foreign Office, avait tenu des propos similaires. « Nous avons lancé notre politique d'obstruction européenne sans grand enthousiasme », a notamment déclaré M. Rif-

kind. Se fondant sur des avis scientifiques, la commission européenne avait à l'unanimité demandé la levée de l'interdiction des produits bovins dérivés. Malheureusement, une minorité parmi les pays membres, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la science mais avec les pressions de l'opinion publique, a décidé de bloquer cette mesure et a refusé de coopérer avec la Commission. C'est cette attitude qui est à l'origine de la crise. Le problème est unique en son genre. Quatorze pays imposent un embargo mondial sur une industrie importante

d'un quinzième membre. Comment croyez-vous que la France et l'Allemagne auraient réagi dans la même situation ? Essentiellement comme nous, je pense. » « Faute d'accord, la crise continuera et le sujet du bœuf ne va pas cesser d'occuper le devant de la scène », a ajouté M. Rifkind qui a par ailleurs vivement critiqué le traitement par certains titres - dont Le Monde, qu'il a directement attaqué - d'une crise qui ne mérite pas selon lui tant de dramatisation.

Jean-Yves Nau et Marc Roche

SCIENCES ET AVENIR

ENQUÊTE
ATLANTA : LA SCIENCE DU
DOPAGE
GRAND
JEU-CONCOURS
DE L'ÉTÉ
Le Moyen Age
en questions
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde des livres

Spécial été

Dans Le Monde du jeudi 20 juin, daté 21